UN

PAYSAN TURC

SECONDE PARTIE.

V.

En allant rendre visite au capitaine dont l'intervention inopinée avait été aussi utile à Sarah qu'à lui-même, Benjamin, on s'en souvient (1), se proposait de mettre à profit son séjour à Angora pour consulter quelques-uns de ces sorciers ou magiciens toujours si nombreux dans les villes turques. C'était pour la seconde fois qu'un fils du paysan Mehemmedda allait se trouver en contact avec ce qu'un habitant des campagnes de la Turquie peut regarder comme la société civilisée. Benjamin devait être plus heureux cependant que son frère Osman dans cette dangereuse tentative pour se transporter au milieu d'un monde étranger à sa rustique famille. Ses années d'enfance, passées dans la solitude et agitées par d'étranges rêveries, ne l'avaient guère préparé sans doute aux épreuves redoutables au-devant desquelles l'entraînait une curiosité naïve; mais ce qu'il avait perdu en expérience à vivre seul, ou du moins à ne rechercher qu'une seule société, celle de Sarah, le jeune homme l'avait gagné, on le reconnaîtra bientôt, en persévérance, en fermeté, en énergie individuelle. Les qualités propres au paysan turc

(1) Voyez la livraison du 1er novembre.

s'étaient assez librement développées chez lui pour qu'il n'eût rien à craindre des mauvaises influences auxquelles Osman, moins bien trempé pour la lutte, avait prématurément succombé.

La conversation entre Benjamin et le capitaine turco-polonais fut assez insignifiante. Le capitaine, après avoir assuré Benjamin de sa bienveillance, n'eut garde de prolonger un entretien que sa connaissance incomplète de la langue turque et la timidité du jeune homme rendaient peu intéressant. Benjamin de son côté avait hâte de prendre congé de son protecteur pour s'occuper du principal objet de son voyage. Aussi, dès qu'il fut sorti de la maison du capitaine, son premier soin fut-il de courir à une mosquée, rendez-vous ordinaire des saints personnages qui font métier en pays musulman de prédire l'avenir et de répondre gravement, pour une poignée de piastres, aux questions les plus excentriques. Grâce à quelques informations prises chez le capitaine, Benjamin savait d'ailleurs qu'il rencontrerait à coup sûr dans la cour de cette mosquée un vieux derviche, très renommé à Angora et aux environs comme donneur de conseils et faiseur de miracles.

Nul lieu n'était plus propre à inspirer la confiance et un pieux recueillement que l'enceinte sacrée où s'était installé le célèbre derviche. Dans un des coins de la cour qui entourait la mosquée, un groupe de cerisiers et d'amandiers projetait une ombre bienfaisante sur le pieux vieillard et sur une fontaine limpide servant aux ablutions des fidèles. Un petit tapis de Smyrne étendu près du derviche était destiné à préserver ses genoux et son front du contact des pierres auquel l'exposaient ses nombreuses génuflexions. Benjamin s'approcha, vivement ému, du saint homme, baisa et plaça sur son cœur et sur sa tête le pan de sa robe, puis il demeura debout et interdit devant l'oracle qu'il hésitait à consulter. Il aurait voulu que le derviche l'encourageât, mais c'est à peine si Benjamin put se flatter d'en avoir été aperçu : le regard du vieillard restait fixé sur la terre, ses doigts pressaient successivement les grains de son long chapelet, et ses lèvres semblaient murmurer des paroles mystérieuses. Un *narghilé* allumé était placé auprès du saint, et un petit garçon à la mine fraîche et réjouie soufflait avec béatitude et précaution le charbon à demi consumé, en attendant que le derviche interrompît ses méditations pour aspirer quelques bouffées de *tombeki*.

— Père! dit enfin tout bas Benjamin en s'inclinant de nouveau, père!... je venais vous demander vos prières!

Le derviche tendit machinalement la main; ne recevant rien, il leva la tête et regarda Benjamin d'un air d'étonnement qui redoubla l'embarras de celui-ci. Ce fut le petit souffleur de narghilé qui

vint au secours des deux parties, en prononçant le mot de *backchich* et en lançant un regard significatif à Benjamin, tandis qu'il désignait du doigt son vénérable maître. — Bien volontiers, se hâta de répondre Benjamin en fouillant dans sa ceinture et en mettant dans la main du derviche tout le contenu de sa bourse, qui n'était pas richement garnie; je viens demander les prières de mon père, ainsi que ses conseils, dans une affaire des plus délicates, et qui me tient fort à cœur.

Il s'arrêta sur ces mots, car le derviche s'était prosterné sur son tapis et s'empressait de gagner honnêtement la petite somme perçue à l'avance. Sa prière ne fut pas très longue, et à dire vrai Benjamin ne pouvait s'attendre à mieux, vu la modicité de son *backchich;* il était impatient d'ailleurs d'exposer ses craintes et ses douleurs, et lorsqu'il vit le derviche se relever et se disposer à profiter des soins que son petit clerc ne cessait d'accorder au narghilé, Benjamin éprouva une vive satisfaction. — S'il vous plaît maintenant de m'entendre, mon père,... commença-t-il; mais il s'arrêta encore en voyant le derviche, qui, loin de l'écouter, fouillait dans un sac pendu à sa ceinture et en tirait divers objets mystérieux, tels que cailloux, chiffons, sachets en papier contenant diverses poudres, un vieux livre, etc. Dans cette macédoine sacrée, le vieillard choisit deux cailloux de forme et d'espèce différentes, un bout de ruban de fil et une pincée de poudre qu'il présenta à Benjamin en lui ordonnant de porter les deux cailloux sur son cœur, d'attacher le ruban autour de son poignet, et de jeter la pincée de poudre sur la braise du foyer domestique aussitôt qu'il serait rentré dans sa maison. Le tout valant six piastres, Benjamin, qui avait vidé sa bourse pour obtenir les prières du saint homme, fut obligé d'aller emprunter les six piastres à un de ses compatriotes, c'est-à-dire à un habitant de son village qui possédait une baraque en bois sur la place du marché de la ville, où il se rendait deux fois la semaine pour vendre les légumes et les fruits que les paysans lui cédaient à vil prix. Le fils de Mehemmedda aurait volontiers emprunté et payé une somme plus forte pour obtenir un moment d'attention de la part du derviche; mais il ne fallait pas y songer. Le saint homme avait l'air profondément stupide, et le petit garçon qui remplissait auprès de lui les fonctions de serviteur, de drogman et d'intendant, assura Benjamin que les remèdes du saint docteur guérissaient tous les maux, de quelque nature qu'ils fussent, et que l'usage établi dans ces sortes de consultations ne permettait pas au consultant d'expliquer ses sensations ni de décrire ses souffrances. — Croyez-vous que mon père ne connaisse pas votre état cent fois mieux que vous ne le connaissez vous-même? s'écria le petit serviteur, légèrement indigné; croyez-vous qu'il ait besoin de

votre récit pour savoir ce que vous éprouvez? S'il en était ainsi, vous seriez donc plus savant que lui, et dans ce cas pourquoi le consulteriez-vous? Allez, effendi, et soyez parfaitement tranquille sur votre santé, elle est en bonnes mains, pourvu toutefois que vous me donniez aussi quelque chose, afin que je recommande à mon père de vous nommer dans ses prières.

Benjamin, dont la bourse était à sec, offrit au petit clerc un couteau qu'il portait pendu à sa ceinture, et qui fut accepté de la meilleure grâce du monde, après quoi le petit garçon pria Benjamin de se retirer pour laisser la place libre à d'autres illustres cliens du derviche qui étaient attendus incessamment. Ne trouvant aucun prétexte pour prolonger sa visite, Benjamin s'éloigna. Il se dirigea de nouveau, la tête basse, vers la maison habitée par le capitaine, à qui il tenait à raconter son histoire. Chemin faisant, il se demandait, ce jeune esprit fort, si les cailloux, le ruban de fil et la poudre pouvaient empêcher un homme de trop dormir ou de trop veiller, d'avoir trop chaud ou trop froid; il en était là de ses réflexions lorsqu'il arriva dans l'antichambre du capitaine.

Le secrétaire ou plutôt le factotum de l'officier causait à voix basse dans l'embrasure d'une fenêtre avec un homme vêtu à la mode de Constantinople, âgé d'à peu près cinquante ans, à la taille haute et bien prise, au teint excessivement brun et marqué de la petite-vérole, doué de deux beaux yeux très grands et très noirs, au regard expressif et mobile, tour à tour doux et paisible comme celui d'un mangeur d'opium, fier et cruel comme celui du tigre, ou couvert, pénétrant et rusé comme celui d'un jésuite de roman. Ce personnage, ai-je dit, était vêtu à la mode de Constantinople, ce qui en Asie-Mineure est le costume réservé aux étrangers, aux hauts dignitaires de l'état ou aux très riches seigneurs. Les vêtemens de l'inconnu n'annonçaient pourtant pas un millionnaire; les coutures en étaient considérablement plus pâles que le reste de l'étoffe, et un morceau de drap marron se montrait effrontément au milieu du dos d'une redingote en drap noir. Les moustaches et les sourcils étaient de cette belle couleur d'ébène qui n'appartient qu'à la jeunesse ou à un excellent cosmétique; autour des tempes et le long des joues, rasées, mais non pas aussi fréquemment qu'on eût pu le désirer, quelques poils gris semblaient considérer avec étonnement et jalousie les reflets bleus et luisans de la moustache. Enfin autour de la tête et en dehors du *fez* flottait une chevelure mélangée de mèches couleur acajou et de mèches d'un bel orangé. Pour expliquer cette bizarrerie, il me suffira d'apprendre au lecteur que les cosmétiques européens sont aussi chers que rares en Asie; tel peut en employer pour sa moustache qui doit se contenter des teintures indigènes pour la

masse plus considérable de sa chevelure, et les teintures indigènes sont perfides, hélas! elles se montrent d'abord d'un beau brun et se transforment ensuite et successivement en rouge et en orangé. Les miroirs comme les valets de chambre sont peu nombreux en Asie; le personnage en question accomplissait, sans l'aide ni du valet ni du miroir, les mystères assez compliqués de sa toilette: faut-il s'étonner maintenant du défaut d'harmonie que je viens de signaler? J'ajouterai encore que l'inconnu ne portait pas le costume de la capitale dans toute sa pureté, mais que le costume asiatique semblait pousser peu à peu sur l'autre comme la mousse envahit petit à petit la pierre. Un mouchoir ou plutôt un foulard en coton rouge et jaune était roulé en guise de turban autour du fez; une ceinture en cuir rouge lui serrait la taille, et eût pu même couvrir la pièce en drap marron, pour peu qu'il y eût mis de la coquetterie; enfin des revers en drap blanc ourlés et ornés de ganse bleue retombaient sur d'énormes bottes confectionnées de ce côté du Bosphore où il se trouvait alors.

L'ensemble de ce costume peut paraître grotesque, mais celui qui le portait avait un air d'aisance et de supériorité qui désarmait la critique. Peut-être en ce moment recevait-il du factotum du capitaine, avec lequel il s'entretenait, une commission peu sérieuse et peu digne: rien pourtant n'indiquait en lui ni l'humiliation de rendre de tels services, ni la grossière ignorance de ce qu'ils ont d'humiliant. Un sourire fin et légèrement narquois errait sur ses lèvres, tandis que son regard hautain était fixé sur son interlocuteur, dont les paupières clignotaient involontairement.

Au bruit que fit Benjamin en entrant, les deux personnages se retournèrent; ils échangèrent encore quelques mots à la hâte, et tous deux sortirent, le factotum insistant pour reconduire l'autre jusqu'à la porte de la maison. Quand il rentra tout seul dans l'antichambre où Benjamin s'était assis en l'attendant, il poussa un soupir d'aise comme un homme qui vient de déposer un lourd fardeau et qui se sent soulagé.

— Quel est ce seigneur? dit Benjamin.

— Comment? répondit le factotum, vous ne connaissez pas le Grec Athanase, et vous êtes du pays!

— Je connais plusieurs Athanase, reprit Benjamin, honteux de ne pas connaître un personnage aussi considérable; mais.....

— Oh! les autres Athanase ne sont rien auprès de celui-ci.

— Mais qu'est-il? Est-ce un banquier?

— Banquier? Pas précisément. Il est,... il est tout ce qu'il veut,... et probablement il ne veut être rien!

— Bah! s'écria Benjamin au comble de l'étonnement. Il est donc très riche?

— Hum! Il a... beaucoup de dettes, à ce qu'on dit.

— C'est peut-être un grand savant?

— Oh! pour cela, oui. Je crois qu'il sait tout.

— Ah! si je pouvais lui parler! mais je n'oserai jamais...

— Si vous avez les poches pleines, osez toujours.

Benjamin soupira. — Je n'ai pas d'argent sur moi, dit-il tristement.

— Pourvu que vous en ayez chez vous, cela revient au même; un beau mouton, une chèvre, une vache, un poulain, que sais-je? Athanase accepte tout.

— Vraiment! En ce cas, il est mon homme, et je vous remercie de tout mon cœur.

— Hum! répéta le factotum, mais sur un autre ton. Si vous avez un avis à demander, Athanase est votre homme en effet; mais vous ne pouvez aller tout droit chez lui comme vous iriez chez un médecin ou chez un homme de loi dont la profession est d'écouter tous ceux qui vont lui conter leurs affaires. Il faut que quelqu'un vous présente à lui, vous recommande, et réponde pour vous.

— C'est vrai; mais vous qui me connaissez, ne pourriez-vous répondre pour moi?

— Je ne demande pas mieux que d'être utile à un jeune homme aussi généreux, aussi grand seigneur que vous; mais, voyez-vous, mon cher, tout mon temps est pris, et s'il faut que je me dérange pour m'occuper de vos affaires, c'est absolument comme si je dépensais de l'argent. Chaque heure que j'emploie au service de mon maître me vaut deux piastres et demie.

— Eh bien! je vous en donnerai trois...

— Chut! ne parlons pas de piastres entre nous. Je ne veux pas de votre argent, et d'ailleurs vous n'en avez pas. Je vous ai dit cela seulement pour que vous compreniez combien il faut que je vous sois attaché, puisque je sacrifie dans votre intérêt un temps qui m'est si précieux... Vous avez une belle vigne, m'a-t-on dit: vous donne-t-elle beaucoup de raisin? Ah! comme j'aime le raisin! Je ne suis jamais malade quand le raisin ne me manque pas.

— Je vous enverrai du raisin aussitôt que je serai de retour au village; je vous en enverrai un panier chaque semaine.

— Non, non, mon ami, de temps en temps, et pas davantage. Je suis sûr aussi que vous faites de l'excellent *bekmès*, du véritable *bekmès*, que l'on conserve dans des boîtes en bois blanc, non pas de cette drogue liquide que font les habitans de cette maudite petite ville, et qui me soulève le cœur.

— Oui, oui, nous faisons du *bekmès* comme vous l'aimez. Il nous en reste encore quelques boîtes de l'année dernière, et je vous les enverrai.

— Oh! pas toutes, une ou deux... Allons, disons trois, pourvu

qu'elles ne soient pas bien grandes. Ah! mon garçon, vous avez découvert mon côté faible : j'aime les bonnes choses, et on en trouve si peu ici!

Pour se délivrer des importunités du factotum, Benjamin en était venu à promettre, après les raisins et le *bekmès*, du miel, du beurre, etc., lorsque le capitaine vint interrompre la conversation. S'il avait pu en deviner le sujet, peut-être se fût-il bien gardé de troubler son majordome au moment où celui-ci recourait à de si habiles manœuvres pour remplir le garde-manger commun. Le factotum congédia Benjamin au nom de son maître en lui promettant de préparer Athanase à le bien recevoir, et le jeune paysan regagna, plein de confiance, le café qui lui servait d'asile.

Qu'était-ce donc que ce Grec Athanase? La question mérite peut-être qu'on y réponde à loisir, et, pour tracer ce portrait, qui demande quelques développemens, je veux profiter de la nuit qui apporte à Benjamin un sommeil paisible, égayé de beaux rêves. Le personnage qui va nous occuper représente en effet une des classes les plus actives, les plus intelligentes, et malheureusement aussi les plus corrompues de la société orientale.

Athanase était né à Angora, d'une famille grecque établie depuis longtemps dans le pays. Ses parens n'étaient pas plus riches que leurs voisins, et ceux-ci étaient tous excessivement pauvres. Athanase, dont la physionomie éveillée et les manières agréables attiraient tous ceux qui le rencontraient, plut à un pacha qui rechercha sa société et accepta de lui quelques services. Athanase sut les faire valoir. Il ne tarda pas à s'associer à un Arménien qui passait pour riche, et à obtenir pour son camarade et pour lui la charge de banquiers du pacha. Chaque pacha entretient ou du moins entretenait dans sa maison un ou même plusieurs de ces utiles fonctionnaires, dont la charge consistait à recevoir et à dépenser l'argent du maître. On suppose généralement que le banquier d'un pacha possède des fonds sur lesquels il ouvre à son noble patron ce que nous appellerions en Europe un compte courant; mais c'est là une hypothèse tout à fait inadmissible. La banque d'Athanase et compagnie n'était pas mieux garnie que celle de tous ses collègues les autres banquiers des autres pachas; mais les revenus de ces hauts fonctionnaires étant d'une nature excessivement irrégulière, les banquiers avaient beau jeu pour s'approprier en peu de temps un pécule particulier qu'ils prêtaient dès-lors au pacha à l'intérêt légal d'un et demi jusqu'à trois pour cent par mois. Athanase avait reçu de la nature une merveilleuse aptitude pour faire passer dans ses poches l'argent d'autrui. Le pacha dépensant d'ordinaire un peu plus qu'il ne recevait, on pourrait se demander comment s'y pre-

nait Athanase pour détourner à son profit et à l'insu de son maître une assez forte part des revenus. Le moyen employé par Athanase était pourtant bien simple, il n'était même pas nouveau : il consistait d'une part à ne pas payer les dépenses du pacha, de l'autre à exiger de tous ses cliens le double des *backchich* ordinaires. Personne n'ignorait que le pacha croyait ses comptes soldés et qu'il ne touchait qu'une partie des *backchich* exigés par le banquier; mais telle était l'influence, je dirais presque la fascination exercée par Athanase sur tous ceux qui le connaissaient, qu'il ne se trouva pas un seul délateur ni parmi les créanciers, ni parmi les protégés du pacha.

Cet homme était donc un misérable? me dira-t-on. Je ne sais, car il était meilleur à coup sûr que la plupart de ses pareils. Il aimait à rendre service indépendamment de la récompense qu'il attendait de ceux qu'il obligeait, et qui bien souvent l'avaient oublié une fois le service rendu. La vue d'une créature souffrante lui était si pénible, qu'il eût donné jusqu'à son dernier para pour la soulager, quitte à se refaire l'instant d'après aux dépens du premier venu. Son intelligence n'était pas seulement subtile et déliée, elle était parfois accessible à des aspirations élevées et fortes. Or c'était là précisément ce qui faisait de lui l'homme le plus dangereux, non-seulement pour la bourse, mais pour la conscience de ses amis.

Lorsqu'Athanase eut amassé quelque argent, il quitta son pacha en lui laissant tous ses comptes des trois dernières années à solder, et il entra au service, toujours comme banquier, de l'un de ces *dérébeys* qui ensanglantèrent le règne du sultan Mahmoud, et qui vivaient en princes souverains, percevant les impôts et faisant la guerre à leur seigneur suzerain. Athanase se distingua fort dans sa nouvelle dignité; il fut employé comme négociateur secret entre son maître et les pachas envoyés de Constantinople pour châtier le rebelle. Pas une ville ne fut prise ou rendue, pas un prisonnier ne fut échangé ou rançonné, pas un traité ne fut signé, sans rapporter des profits considérables au banquier diplomate. Malheureusement l'abîme est ouvert pour ceux qui planent à de grandes hauteurs. Un sombre nuage enveloppe cette époque de la vie d'Athanase. Un seul fait précis ressort des informations que j'ai pu recueillir : c'est que le maître de l'habile banquier, le *déré-bey,* fut livré, victime d'une trahison domestique, au souverain irrité, qu'il perdit mystérieusement la vie et qu'Athanase émigra subitement. Où alla-t-il planter sa tente? Les uns disent chez certaine tribu kurde avec laquelle il était lié par je ne sais quel nœud de parenté; d'autres affirment qu'il devint l'associé d'un célèbre bandit qui ravageait alors les provinces occidentales de l'Asie-Mineure. Le fait est que, bien des années plus tard, il par-

lait avec un singulier intérêt de ce fameux brigand, des bons offices qu'ils s'étaient réciproquement rendus, et de certains trésors cachés, personne ne savait où (1).

Quoi qu'il en soit, c'est en Europe qu'Athanase reparut ouvertement sur la scène du monde. Il y reparut, je m'en souviens, en qualité de prince arménien possédant d'immenses richesses, connaissant les secrets de tous les états, promenant un magnifique costume de fantaisie qu'il faisait passer pour le vêtement ordinaire de tous les Arméniens de condition, faisant sa cour aux dames, jouant gros jeu, envoyant et acceptant force cartels, marchant bras dessus, bras dessous, avec les grands seigneurs les plus riches et les plus titrés, marchandant des terres et des duchés qu'il n'achetait pas, parce que l'embarras du choix était trop grand. Il fut sur le point d'épouser une jeune fille belle et riche, que sa bonne mine et ses vaillantes allures avaient fascinée. Il s'arrêta cependant sur le seuil du mariage, soit par un scrupule de conscience, soit par la crainte d'appeler une curiosité importune sur ses antécédens. Pendant les quelques années qu'il passa en Europe, Athanase fit de grosses dépenses. D'où lui venait tant d'argent? Il en gagna sans doute une bonne partie au jeu, il en emprunta aussi considérablement; mais il est difficile de croire que ses revenus se limitassent à ces deux branches d'industrie. Sa bourse d'ailleurs était encore assez bien garnie lorsqu'il rentra à Constantinople, accompagné d'une beauté un peu sur le retour, qu'il appelait respectueusement *madame la comtesse*, et qui n'était en réalité qu'une aventurière du midi de l'Italie. Force lui fut, en arrivant à Constantinople, de déposer son titre de prince arménien, personne dans cette capitale n'ignorant qu'il n'existe pas de princes arméniens sur la terre; mais il continua de jouer son rôle

(1) Je ne trace pas tout à fait ici un portrait de fantaisie. J'ai voyagé en compagnie de l'étrange personnage qui figure dans cette histoire, et dont je me borne à changer le nom. J'ai retenu un des récits que me faisait cet homme, que j'ai dû employer comme guide et interprète. Pendant une journée de marche qui nous avait conduits au milieu d'un ravin dominé par des rochers à pic, il me racontait les scènes de carnage dont ce ravin avait été le théâtre. Lui-même un jour s'y était trouvé au milieu d'une quarantaine de morts et de mourans, que des bandits avaient abandonnés dans ce lieu désert, probablement à la suite d'une lutte acharnée. Il s'était approché d'un blessé gémissant, et il se préparait à lui porter secours, lorsqu'une voix se fit entendre au-dessus de sa tête : « Passe ton chemin sans t'arrêter ni regarder derrière toi, Athanase; je te connais, et je serais fâché qu'il t'arrivât malheur; mais si tu t'arrêtes ici, je ne pourrai rien pour toi. — Laisse-moi emporter ce blessé, et je pars, répondit l'intrépide Athanase, le bon Samaritain. » La réponse se fit attendre un moment, mais elle fut favorable. « Soit, reprit la voix; mais toi et lui, oubliez ce que vous avez vu ici, ou vous aurez à vous en repentir. » Athanase avait reconnu la voix : c'était celle d'un ancien ami, devenu chef de brigands; mais il garda fidèlement le secret, et il ne s'en était pas mal trouvé, m'a-t-il dit.

de nabab, donnant des bals et des dîners dans un magnifique logement, ne sortant qu'en carrosse, déployant en un mot le luxe le plus effronté. Ce fut à cette époque que la fortune sembla l'abandonner. Les spéculations qu'il tenta échouèrent avant que l'audacieux opérateur eût réussi à dépouiller ses associés. L'antique Byzance, atteinte enfin par l'influence occidentale, semblait secouer cette bienheureuse inertie qui avait livré jusque-là tout Osmanli et ses trésors à la rouerie grecque et arménienne. Tel pacha, maître d'un harem bien peuplé, ne s'enflammait plus sur le simple rapport que lui faisait Athanase de la beauté incomparable d'une esclave de grand prix, et n'achetait plus *chat en poche*. Tel autre avait découvert que parmi les objets de manufacture européenue il y en avait de beaux et de médiocres, de précieux et d'autres absolument sans valeur. Un autre ne donnait plus les poulains issus de ses jumens par cette bonne raison qu'ils étaient trop jeunes pour servir, et il attendait patiemment qu'ils se fussent corrigés de ce défaut. Athanase fut près de tomber à la renverse lorsqu'ayant présenté à l'un de ses plus riches patrons une vieille et horrible montre en étain, aussi lourde qu'un boulet de calibre, et en ayant demandé cinq cents francs, le riche patron sourit gracieusement et lui rendit sa montre en ajoutant qu'il en avait acheté une la veille infiniment plus belle et plus neuve pour la moitié de cette somme. — La fin du monde approche, se dit alors Athanase stupéfait, et cette effrayante prophétie sortit maintes fois de ses lèvres pendant son séjour à Constantinople, car tout le fonds de vieille quincaillerie qu'il avait rapporté d'Europe, et qu'il se proposait d'offrir à ses anciens protecteurs en témoignage de reconnaissance et en échange de quelques centaines de mille francs, lui resta sur les bras et ne lui rapporta que les remerciemens assez froids de quelques serviteurs de troisième classe dont l'amitié lui était presque inutile.

En homme de résolution, notre Grec eut bientôt pris son parti. Il laissa à ses créanciers les regrets, le blâme à sa compagne la prétendue comtesse, se réservant à lui-même le rôle de victime. C'était la comtesse, une grande dame accoutumée au luxe effréné de sa maison princière d'Italie, qui avait entraîné le pauvre Grec dans des dépenses bien supérieures à ses moyens; mais Athanase était un homme d'honneur malgré sa pauvreté, et il ne faisait de dettes qu'autant qu'il trouvait des amis confians dont la bourse lui était ouverte. Ces amis confians, ces bourses ouvertes, lui manquaient-ils, Athanase avouait hautement sa situation désespérée, et n'empruntait plus. Paierait-il ses dettes? Qui pouvait le dire? Il était ruiné et forcé de vivre misérablement dans un des plus humbles khans de Constantinople; cependant il ne lui manquait qu'une oc-

casion pour renaître, comme le phénix, de ses cendres. Le banquier ruiné ne tarda pas, on le comprend, à se dégoûter du séjour de la capitale, où peut-être bien il courait quelque danger, et il écouta la voix de son cœur, qui le rappelait impérieusement aux lieux où il avait vu le jour, auprès de sa vieille mère, de ses parens et de ses amis. Il trouva encore moyen de faire le voyage sans bourse délier, en se constituant le guide et le cicérone d'une société de touristes européens, qu'il s'engagea à conduire à Trébizonde, et qu'il dirigea adroitement vers sa propre province, où il les quitta en prétextant une maladie subite causée par les fatigues mêmes du voyage, ce qui lui valut une forte indemnité, payée avec empressement par les généreux touristes. Après avoir vu les candides voyageurs se décider à continuer sans guide leur marche vers Trébizonde (Dieu sait où ils allèrent aboutir!), Athanase rentra paisiblement sous le toit paternel. Son père et ses frères étaient morts; sa mère et ses sœurs menaient, malgré leur misère, une vie plus gaie que régulière. Il employa l'argent que lui avaient laissé les bons voyageurs à se poser en homme riche, puis il exploita sa réputation aux dépens de ses concitoyens. La position qu'il se fit alors, et dans laquelle il se maintenait encore à l'époque où nous l'avons trouvé dans l'antichambre du capitaine, constitue à mon avis l'une des singularités les plus frappantes que la société orientale présente à l'observateur chrétien.

Malgré son ostentation et l'argent qu'Athanase dépensa réellement pendant les premiers mois qui suivirent son retour à Angora, le bruit ne tarda pas à se répandre qu'il ne possédait rien; mais cette conviction, qui s'empara peu à peu de la population tout entière, ne fit qu'ajouter à l'admiration et au respect que l'ancien banquier d'un pacha, le chargé d'affaires d'un *déré-bey*, le visiteur intrépide des quatre parties du monde inspirait naturellement. Tous les métiers, toutes les professions de l'Orient, avaient leurs représentans dans la ville d'Angora. Athanase donnait des leçons ou des conseils à tous les artisans : ni ces leçons ni ces conseils n'étaient fournis gratuitement aux ouvriers, qui se trouvaient toujours un peu plus pauvres après avoir causé avec Athanase, ce qui ne les empêchait pas de se regarder comme ses obligés. Athanase avait-il besoin d'un habit, d'une pièce d'étoffe, d'un quartier de mouton, d'une livre de tabac, de café, de sucre ou de chandelle, il entrait dans la première boutique, choisissait et emportait la marchandise en grondant le marchand de ce qu'il ne lui en offrait pas de meilleure, et le menaçait de lui retirer sa pratique, s'il ne s'amendait pas. Jamais il ne payait rien de ce qu'il achetait, mais il savait faire reluire dans un vague lointain aux yeux du marchand interdit une récompense si

précieuse, que l'espoir seul de l'obtenir méritait une reconnaissance éternelle. Et quand la perspective de cet inappréciable avantage avait réjoui pendant quelque temps le cœur et l'imagination du pauvre débitant, Athanase inscrivait celui-ci parmi les hommes qui avaient reçu de lui un bienfait, et, ce qui est admirable, c'est que le marchand lui-même partageait bientôt la conviction d'Athanase.

La ville ne possédait ni médecin ni pharmacien. Athanase avait quelques connaissances en médecine; il savait rouler des pilules avec de la mie de pain et confectionner des extraits de toutes les plantes aromatiques dont l'Asie-Mineure est si riche : il déclarait hautement que la profession de médecin lui était antipathique, que rien ne l'ennuyait plus que d'entendre les consultations des malades; mais malheur au malade qui ne s'adressait pas à ce nouveau *médecin malgré lui* pour acheter une drogue! Athanase le rangeait au nombre de ses ennemis. Celui qui priait timidement le grand docteur de s'occuper de lui ne recevait qu'un accueil froid et décourageant, souvent même un refus péremptoire; mais le malade savait fort bien comment adoucir le rétif esculape. L'offre d'un fromage, d'une oque de miel ou de beurre frais, voire d'une chèvre ou d'un chevreau, était reçue avec dédain. « Je n'ai que faire de vos présens, répondait Athanase; si je consens à vous soigner, ce n'est vraiment que par compassion et aussi pour me soustraire à votre importunité. Payez-moi seulement ce que me coûte la drogue que je vais vous donner, et je ne vous en demande pas davantage, car je me suis déjà ruiné six fois à acheter au poid de l'or des médicamens que je donnais gratis, et j'ai juré que cela ne m'arriverait plus. » On devine comment se terminait la consultation. Athanase offrait pour vingt piastres à son malade des pilules qui, disait-il, valaient à Constantinople cent piastres la douzaine. Le malade payait vingt piastres une pincée de farine privée de toute vertu curative, et quand il ne succombait pas, il restait l'obligé du faux médecin.

L'art du vétérinaire rapportait aussi à ce grand industriel un assez beau revenu. Aucun cheval ne tombait malade qu'Athanase ne fût immédiatement appelé à le soigner. Quelquefois l'animal se rétablissait malgré le docteur; souvent aussi la maladie se prolongeait. Athanase la déclarait contagieuse, et consentait, non sans débats, à prendre le cheval pour lui. « Vous me faites là un présent dont je me passerais volontiers, disait-il avec humeur; je tiens beaucoup à la bonne bête qui me sert depuis plusieurs années, et qui, sans être ce que vous appelez un beau cheval, n'en est pas moins de pur sang arabe. Il est vrai que je puis jusqu'à un certain point la préserver de la contagion, moyennant un secret que j'ai juré de ne révéler à personne; mais je préférerais ne pas l'exposer à ce danger, et je n'ai

pas une entière confiance dans les remèdes secrets. Cependant vous le voulez absolument, et je ne puis rien vous refuser. Rappelez-vous pourtant que vous devez nourrir votre cheval jusqu'au jour où son sort sera décidé; s'il guérit et qu'il devienne capable de me servir, oh! alors je m'en charge. » Et pendant un temps plus ou moins long le propriétaire du cheval malade nourrissait non-seulement ce dernier, qui ne lui appartenait plus, mais le *pur sang* d'Athanase, tout en s'étonnant *in petto* de l'appétit extraordinaire que la maladie communiquait aux chevaux.

Athanase ne reculait jamais devant une friponnerie, quelque inique et dangereuse qu'elle fût, ou quelque insignifiant qu'en parût le résultat. Jamais il n'éprouvait ni fatigue, ni scrupule. Les circonstances les plus ordinaires, les conversations les plus banales, un orage, le beau temps, les nouvelles politiques, tout devenait pour lui un moyen de s'enrichir. Son esprit était perpétuellement aux aguets, et si quelqu'un eût pu lire la multitude de projets qui s'y ourdissaient et s'y développaient incessamment, il se fût écrié : « Voici le génie de la fraude, » et il eût dit vrai.

Quel était en définitive le résultat de cette singulière conduite? Athanase, aussi pauvre que Job, devait de l'argent à tout le monde, ce qui n'empêchait personne de lui en prêter encore. Il était généralement méprisé et peu aimé, mais on le craignait, tout en ayant un certain goût pour lui. On le trouvait amusant, on le croyait merveilleusement érudit et savant. En réalité, il connaissait tout le monde et chacun, le caractère, les moyens, les ressources de tous les habitans de la ville. Si un tel homme n'avait jamais subi de condamnation judiciaire, c'était grâce à la législation orientale, qui n'admet la culpabilité d'un accusé que sur le témoignage direct d'au moins deux témoins oculaires. D'ailleurs, placé sous une autre législation, il eût trouvé d'autres moyens de salut, il n'en faut pas douter.

J'ai cru devoir m'étendre un peu longuement sur ce personnage: tout un côté de la civilisation orientale, l'influence bizarre du Grec sur le Turc et même sur l'Européen, se résume dans la physionomie de ce digne petit-fils d'Ulysse. Encore ne sais-je trop si Athanase ne l'emportait pas comme génie inventif sur son illustre aïeul. Placez notre Grec dans le conseil des généraux, sous les murs de Troie: jamais cette ville n'eût été prise, et jamais non plus les Grecs n'eussent été battus; le siége de Troie se fût prolongé autant que la vie d'Athanase, et les deux peuples se fussent ruinés à son profit.

VI.

Tel est l'homme chez qui Benjamin se rendit un matin, accompagné du factotum du capitaine, lequel avait déjà, par avance, perçu

son tribut. Bien en prit au secrétaire de cette précaution, car Athanase, qui devinait ses motifs pour se faire l'introducteur du jeune homme, se donna le divertissement de montrer à celui-ci qu'il ne faisait aucun cas de son compagnon, et que le bon accueil que lui-même recevait n'était dû qu'à son propre mérite et à la sympathie qu'il avait su lui inspirer. Benjamin comprit l'insinuation, et regretta l'argent si inutilement dépensé, mais il était trop occupé de la consultation qu'il allait avoir pour arrêter longtemps sa pensée sur le nouveau vide fait dans sa bourse.

— Vous avez donc besoin de ma science? dit Athanase aussitôt qu'ils furent seuls.

— Je n'espère qu'en vous, effendi, répondit le jeune homme.

— Eh bien! expliquez-moi sans rien omettre tout ce que vous éprouvez; je pourrais sans doute le découvrir sans votre aide, mais je préfère vous entendre parler, car l'opinion qu'un malade se forme de son propre état est un symptôme des plus importans pour un médecin.

Benjamin, qui ne demandait pas mieux que de raconter ses souffrances, commença aussitôt. Ses insomnies, ses vagues tristesses, ses ardentes aspirations, le mécontentement étrange qu'il éprouvait dans la société de ses parens ou de ses amis, le jeune homme n'oublia rien. Les symptômes qu'il décrivait avec une précision naïve ne pouvaient guère embarrasser un observateur aussi expérimenté qu'Athanase. A peine le jeune homme eut-il terminé sa confession, que le Grec, tout en gardant un sérieux imperturbable, lui adressa cette question : — Soupçonnez-vous quelqu'un de vous avoir jeté un charme?

— Hélas! oui, noble effendi.

— Une vieille femme sans doute?

— Précisément.

— Et la voyez-vous souvent?

— Tous les jours de ma vie : c'est ma belle-mère, la mère de ma fiancée, et elle demeure avec nous, car c'est la veuve de mon frère aîné, qui est mort à Constantinople.

— Est-ce une méchante femme?

— Il faut qu'elle le soit pour m'avoir réduit à cet état, moi qui ne lui ai jamais rien fait; mais à la voir et à l'entendre, on ne le dirait pas.

— Et vous devez épouser sa fille? votre future vous plaît-elle?

— Pas du tout, noble effendi; comment l'aimerais-je, puisque je n'aime plus personne, et que je ne trouve plus dans mon cœur que de la colère et de l'aversion pour tout le monde?

— Cela est grave! Éprouvez-vous aussi quelque douleur dans l'estomac?

— J'ai souvent mal à la tête; j'éprouve des battemens de cœur qui me coupent la respiration.

— Ces battemens de cœur, en quels momens vous prennent-ils?

— Que sais-je, effendi?... Ils me prennent à chaque instant quand je suis à la maison... Et tenez, je n'en suis pas exempt même à présent que je vous parle.

— Ces battemens vous prennent-ils surtout en présence de votre fiancée?

— Oui, quand sa mère est avec elle.

— Ah! Et quand sa mère est seule avec vous, votre cœur bat-il aussi fort qu'en ce moment?

— Oh! bien plus fort, noble effendi! En ce moment, je puis parler; mais quand je suis seul avec elle, les mots s'arrêtent dans mon gosier, et d'ailleurs je ne sais plus que dire, tant ces crises troublent mes idées.

— Et vous dites qu'elle est vieille?

— Oui, noble effendi; je crois qu'elle l'était déjà lorsqu'elle vint demeurer avec nous; je n'ai jamais entendu parler d'elle comme d'une jeune femme, et je la suppose à peu près du même âge que ma mère. En tout cas, elle est certainement assez vieille pour être sorcière.

— Et vous l'avez toujours détestée?

— Non pas; lorsque j'étais enfant, j'avais l'habitude de l'appeler ma mère à moi, parce que je la préférais à ma propre mère: j'étais toujours auprès d'elle, et je n'étais jamais content lorsqu'elle était absente.

— Ah! ah! dit Athanase en réprimant un sourire, je commence à y voir clair. Oui, mon jeune ami, vous êtes plus malade que vous ne pensez, et c'est bien votre belle-mère qui est la cause de votre maladie. Pauvre garçon! elle vous a ensorcelé! Décrivez-moi un peu sa figure. A-t-elle des cheveux blancs?

— Elle! noble effendi, des cheveux blancs! Pas plus blancs que les plumes de ce grand corbeau qui est là perché sur cet arbre dans votre cour. Sarah a les plus beaux cheveux noirs que j'aie jamais vus.

— Elle a des rides autour des yeux, sur le front, sur les joues?

— Des rides!.. Ah! noble seigneur, on voit bien que vous ne la connaissez pas. Elle a la peau la plus unie...

— C'est bon; je comprends. Ses dents sont-elles noires?...

— Ce sont des perles, effendi, de vraies perles.

— Quel âge a sa fille?

— Onze ou douze ans.

— Et quand votre belle-mère épousa Osman, votre frère, savez-vous quel âge elle avait?

— Elle assure qu'elle n'avait pas encore treize ans.

— Treize et onze... Hum!... Oh! c'est bien l'âge des sorcières en effet. Mon jeune ami, continua Athanase de l'air d'un orateur qui va débiter un long discours, je sais maintenant ce que j'avais besoin de savoir; je connais votre état, je le connais à fond, et j'entreprendrai de vous rendre la santé et le contentement, si vous me promettez de m'obéir aveuglément. Réfléchissez avant de prendre un pareil engagement, car, une fois pris, une fois mon traitement commencé, malheur à vous si vous manquez à votre promesse!

— A Dieu ne plaise, effendi! Je vous obéirai en tout.

— Une assurance aussi simplement donnée ne saurait me suffire lorsqu'il s'agit de votre vie. Vous allez prêter serment sur une pierre de La Mecque qui me vient d'un bon derviche, et qui punit de mort subite le parjure.

Athanase avait toujours à son service une des pierres en question; il tendit à Benjamin un galet ramassé dans sa cour, et Benjamin s'acquitta en tremblant de la prestation du serment exigé. A peine se fut-il engagé, qu'il retrouva son courage et sa confiance dans le grand docteur qui lui promettait la santé et la joie. — Et maintenant, dit-il, que faut-il faire pour commencer, noble effendi?

— D'abord vous ne retournerez pas pour le moment à votre village (la figure de Benjamin s'allongea); vous séjournerez quelque peu à la ville jusqu'à ce que j'aie préparé ce dont vous avez besoin.

— Je puis revenir, si vous l'ordonnez; mais il faut absolument que j'aille, ne fût-ce que pour un jour, chez moi, parce que je manque... Ne sachant pas que mon absence durerait aussi longtemps, je n'ai pas emporté... je n'ai plus...

— Vous n'avez plus d'argent, voulez-vous dire?

— Oui, seigneur, répondit Benjamin les yeux baissés.

— Qu'à cela ne tienne, je vous en prêterai.

— Oh! noble effendi...

— Enfantillages! Qu'est-ce que l'argent entre amis? Ce qui est à moi est à vous, et ce qui est à vous est à moi. Si jamais j'avais à emprunter de l'argent (que Dieu m'en préserve!), eh bien! je m'adresserais à vous.

— Et vous me rendriez bien heureux, et vous n'auriez pas à craindre un refus, s'écria Benjamin, vivement ému de l'affection que lui témoignait Athanase. Puisque vous êtes si bon, ajouta-t-il timidement, je resterai dans cette ville aussi longtemps que vous l'ordonnerez.

— C'est bien. Vous irez de ce pas trouver Michel au Long-Nez; le connaissez-vous?

— Non, effendi.

— C'est le cordonnier qui demeure à côté de la fontaine, dans la rue qui conduit au moulin...

— Je demanderai mon chemin, et je le trouverai.

— Bien. Vous présenterez ce papier à Michel, et vous direz que c'est de ma part. Il me doit de l'argent, trois mille piastres; il y a cinq ans que je les lui ai prêtées, et je ne lui ai jamais demandé ni l'intérêt ni le capital. Il est à son aise pourtant, et il me paierait du jour au lendemain, si je le voulais. Je lui écris de vous ouvrir un crédit sur ces trois mille piastres, et de vous avancer ce dont vous pourrez avoir besoin.

— Je n'ai que faire de tant d'argent, et si vous daignez me prêter seulement vingt ou trente piastres, elles me suffiront pour quelques jours. Je pourrai ainsi demander des fonds à mon père.

— Mais à quoi bon envoyer de pareils messages à votre père? Il croira que vous voulez vous établir ici, que vous allez dépenser votre héritage à l'avance, et il ne vous enverra pas le sou, pour vous contraindre à rentrer dans le nid paternel. Suivez mon conseil, et vous me rendrez service, car je vous préfère, comme débiteur, à Michel au Long-Nez. Allons, c'est convenu, mais ce n'est pas tout. Vous êtes un garçon distingué, et le premier coup d'œil que j'ai jeté sur vous m'a révélé que l'avenir vous réservait une riche moisson d'honneurs et une grande existence. Pourvu que le charme qui pèse aujourd'hui sur vous soit brisé, votre fortune est faite. L'époque à laquelle nous vivons présente des chances nombreuses de succès à ceux qui savent les saisir. Je vois sur votre front le signe des grandeurs et des richesses futures. Voulez-vous être un grand homme, un homme puissant?

— Assurément, noble effendi, si je savais comment m'y prendre.

— Il faut entrer dans l'armée.

— M'enrôler? me faire soldat?

— Qui parle d'enrôlement et de soldat? Je vous ai demandé si vous vouliez être un homme puissant.

— Et je vous ai répondu que je ne demandais pas mieux; mais me conseillez-vous de m'enrôler pour atteindre ce but?

— Il y a enrôlement et enrôlement. Je ne conseillerai jamais à un homme comme vous de se faire soldat. Si je vous voyais prêt à commettre pareille folie, je me placerais devant vous, et je vous dirais : Vous ne ferez point un pas de plus sans passer sur mon corps. Vous faire soldat! allons donc!... Mais vous n'ignorez pas qu'il existe entre les officiers supérieurs et les jeunes gens de mérite qui veulent suivre la noble carrière des armes des engagemens secrets, moyennant lesquels le jeune guerrier qui entre dans un corps est assuré d'obtenir à la première vacance un grade plus ou moins considérable.

— Bah! s'écria Benjamin, au comble de l'étonnement.

— C'est comme je vous le dis, mon cher ami, et je suppose qu'un pareil arrangement vous conviendrait.

— Je serais bien difficile, s'il ne me convenait pas; mais en attendant que la vacance se présente, comment serais-je traité?

— Comme un jeune homme qui suit la carrière des armes pour s'amuser, et qui n'est tenu à... presque rien... jusqu'au moment où il devient capitaine, major, colonel, ou même général.

— Mais ne faudrait-il pas consulter d'abord mon père?

— Oh! si vous en êtes là, il vaut mieux ne plus y penser.

Et Athanase fit mine de se diriger vers la porte. Aussitôt le pauvre jeune homme, véritablement effrayé, se précipita au-devant de l'irascible docteur, et le supplia, avec des larmes dans les yeux, de lui pardonner ce moment d'involontaire hésitation. Athanase ne parut pas complétement inexorable.

— Croyez-vous que mon départ cause de la peine à mon père,... à Sarah? balbutia Benjamin.

— Elle regrettera sans doute un mari pour sa fille, répondit Athanase, et l'on affirme d'ailleurs que les sorcières éprouvent de secrètes jouissances proportionnées aux tortures qu'elles infligent à leurs victimes.

Benjamin baissa les yeux, poussa un soupir, et renouvela la promesse qu'exigeait Athanase. Avant de se séparer, le Grec et le jeune Turc convinrent des démarches à faire dans l'intérêt de ce dernier. Benjamin protesta de sa reconnaissance, et supplia Athanase de disposer librement de lui et de tout ce qui lui appartenait, ainsi que de tout ce qui pourrait lui appartenir un jour, lorsque les beaux projets formés pour son avenir seraient exécutés et auraient réussi. Athanase sourit. — Dans deux jours, assura-t-il, l'engagement sera prêt, vous n'aurez qu'à le signer et à partir. — Il conseilla au futur soldat d'employer ces deux jours à s'équiper convenablement, lui et son cheval, parce que les jeunes gens qui s'enrôlaient dans ces conditions spéciales s'équipaient à leurs frais, et faisaient même un présent plus ou moins considérable à leur chef, ce qui n'était du reste que simple et pure justice. Le fils de Mehemmedda se montra quelque peu embarrassé du nouvel aspect sous lequel Athanase lui présentait pour la première fois sa situation. Comment pourrait-il en si peu de temps, séparé de sa famille, se procurer les fonds et les objets nécessaires?

— Et les trois mille piastres? répondit Athanase. Je savais bien qu'elles ne seraient pas de trop.

Et ils se quittèrent là-dessus.

VII.

Benjamin, qui avait vidé sa bourse chez le derviche, s'occupa aussitôt de trouver ce Michel au Long-Nez, chez lequel Athanase lui avait ouvert si généreusement un crédit. Il eut bientôt découvert la boutique du cordonnier et se présenta résolûment au débiteur de son nouvel ami; mais sa surprise fut grande, lorsque Michel, ayant pris connaissance du billet d'Athanase, s'écria avec une indignation que combattait pourtant une violente envie de rire : — A qui en a-t-il donc, ce fripon d'Athanase? Moi son débiteur! Athanase m'aurait prêté trois mille piastres! Non, le mensonge est trop fort pour que je m'en fâche sérieusement. Moi qui vous parle, je lui ai prêté l'an dernier quinze cent cinquante piastres dont j'ai le reçu dans mon tiroir; voilà toutes les transactions pécuniaires que nous avons eues ensemble. Comment suis-je devenu son débiteur, de son créancier que j'étais il y a cinq minutes? C'est ce que je serais curieux d'apprendre. Non, il n'y a pas sous le ciel d'imposteur plus impudent que mon ami Athanase... Tenez, mon pauvre garçon, reprenez ce chiffon de papier, et si vous n'avez pas d'autre moyen de vous procurer de l'argent, tâchez de vous en passer. C'est tout ce que je puis vous dire.

Benjamin était demeuré bouche béante pendant ce discours. Les protestations d'Athanase résonnaient encore à ses oreilles, et il ne pouvait croire à tant de fausseté. D'ailleurs pourquoi Athanase aurait-il essayé de le tromper par une ruse aussi grossière? Ce n'était pas Athanase qui devait toucher l'argent de Michel, et si Michel disait vrai, Athanase ne devait-il pas s'attendre à être immédiatement démasqué? C'était là cependant une des fourberies accoutumées d'Athanase. Il débitait des contes si maladroits, si aisément controuvés, qu'on avait peine à croire qu'un homme aussi fin se flattât de les faire passer pour vrais. Lorsque l'obus éclatait, ou, pour mieux dire, lorsqu'il faisait long feu, Athanase soutenait son dire, et s'écriait : — Si j'avais voulu vous tromper, croyez-vous que je m'y fusse pris aussi maladroitement? Il se peut que je sois un drôle, mais pour Dieu! je ne suis pas un sot, et personne n'a jamais dit que je le fusse! — Et ce raisonnement-là ne manquait presque jamais de produire son effet. Cette fois ce fut Benjamin lui-même qui argumenta de la sorte, et il se sentit fortifié dans sa confiance par la merveilleuse solidité de cette argumentation. Il se rappela aussi qu'Athanase avait laissé échapper quelques mots peu respectueux sur ce Michel, et le ton de protection ironique que le cordonnier avait pris en lui parlant contribua à l'indisposer contre lui. — Il y a probable-

ment erreur et malentendu dans cette affaire, répartit le jeune paysan d'un air sérieux et digne. Cette somme n'était pas pour Athanase, mais pour moi, et, grâce au ciel, je n'en suis pas réduit à chercher de l'argent sous le couvert de quelqu'un, ou à m'en priver, comme vous avez bien voulu me le conseiller. C'est Athanase qui m'a offert de me passer sa créance sur vous, et si j'ai accepté, c'était simplement pour ne pas l'offenser par un refus, car je voulais écrire à mon père, et c'est Athanase qui a insisté pour que je devinsse son débiteur à votre place. Il n'y a pas de mal, et je vous salue.

Michel se repentait déjà de sa vivacité. Ce jeune homme devait être riche, puisque Athanase s'occupait de ses affaires. Qui sait si, en l'envoyant vers lui muni de cet étrange billet, Athanase n'avait pas conçu quelque merveilleux dessein pour dépouiller le jeune homme et partager le butin avec celui qui l'aurait aidé dans l'entreprise? Pourquoi s'était-il si fort pressé de dire la vérité? N'est-il pas toujours assez tôt pour cela? Si Athanase avait menti, il avait sans doute de bonnes raisons; s'il l'avait mis de moitié dans le mensonge, il le mettrait de moitié dans le profit qu'il en tirerait.

— Jeune homme, dit Michel à Benjamin, qui se disposait à sortir, je crains de ne pas vous avoir fait l'accueil auquel vous avez droit, et comme l'ami d'Athanase, et pour vous-même, car je vois bien que vous êtes d'un rang élevé. J'ai été surpris, je l'avoue, à la première lecture de ce billet, et je n'ai pas rempli mon devoir envers vous. Asseyez-vous, je vous prie, et acceptez une pipe et une tasse de café. Nous causerons de vos affaires pendant que vous fumerez.

Pareille offre n'est jamais refusée en Orient, si ce n'est par un ennemi mortel et irréconciliable, et Benjamin n'était encore l'ennemi de personne; il grimpa donc sur le divan placé au fond de la boutique, et s'y accroupit en prenant des mains d'un petit apprenti cordonnier la pipe bourrée et allumée. Michel adressa ensuite à Benjamin une série de questions pour l'obliger à déclarer son nom, et il apprit bien vite qu'il avait affaire au fils d'un des plus riches paysans des environs d'Angora. Il prit sur-le-champ un air parfaitement gracieux; il connaissait de réputation l'honorable Mehemmedda et ses richesses.

— Je disais donc, mon cher Benjamin, reprit Michel, que nous n'avons pas à nous préoccuper de ma dette ou prétendue dette envers Athanase, qui saura bien la prouver, si elle existe; mais ce qui importe, c'est de ne pas vous laisser dans l'embarras.

— Je ne suis nullement embarrassé, Michel. J'ai accepté la proposition d'Athanase pour ne pas l'offenser, comme je vous l'ai dit; mais je n'ai qu'à écrire à mon père...

— Je comprends parfaitement; mais il ne sera jamais dit qu'un jeune homme tel que vous n'ait pas trouvé d'argent dans cette ville.

— Puisque je n'en cherche pas...

— Mais vous en cherchiez tout à l'heure en venant chez moi, et si vous me quittiez sans en avoir trouvé, ce serait une honte pour moi. Les trois mille piastres sont à votre disposition tout comme si vous me les aviez prêtées et que vous me les réclamiez aujourd'hui.

— Vous êtes mille fois trop bon.

— Si vous n'acceptez pas, c'est que vous ne croyez ni à ma bonté ni au désir que j'éprouve de vous être utile.

— J'y crois, Michel, j'y crois.

— En ce cas, prouvez-le-moi. Voici trois billets de mille piastres chacun. Ils sont de bon aloi, je vous en réponds.

La conversation se prolongea ensuite pendant quelque temps jusqu'au moment où Benjamin se leva pour prendre congé de son hôte. Celui-ci, qui pendant l'entretien avait écrit quelques mots sur un chiffon de papier, le présenta à Benjamin en lui disant : — Vous ne refuserez pas, âme de ma vie, de signer ce papier, qui a rapport aux trois mille piastres; votre parole vaut pour moi tous les papiers du monde, mais un malheur peut arriver, puis enfin c'est l'usage, et je ne m'écarte jamais des usages reçus.

— C'est très juste, balbutia Benjamin, fort embarrassé; mais ne dois-je pas tenir compte au seigneur Athanase...

— Ne vous inquiétez pas d'Athanase, je m'en charge; vous avez reçu les trois mille piastres de moi, n'est-ce pas?

— Sans doute.

— Eh bien! c'est tout ce que je vous demande de reconnaître par écrit.

— Si c'est là tout ce que contient ce billet, je puis signer en effet.

Michel, qui comprit à ces mots que Benjamin n'était pas très versé dans la science des lettres, continua en redoublant d'assurance : — Rien que cela, et les formalités d'usage.

— Le billet porte-t-il que vous m'avez payé ces trois mille piastres pour le compte d'Athanase?

— Je ne puis dire cela, puisque ce serait me déclarer le débiteur d'Athanase, ce qui est au moins douteux pour moi; mais qu'est-ce que cela vous fait? Vous n'avez reçu que trois mille piastres, vous les avez reçues de ma main. La question de savoir à qui vous les rendrez est une question entre Athanase et moi; ce qui peut vous arriver de pire, c'est de garder les trois mille piastres jusqu'à ce qu'Athanase et moi nous soyons tombés d'accord sur l'affaire qui nous concerne.

— Vous avez raison, et je vois bien que je ne puis vous refuser

honnêtement un reçu pour les trois mille piastres que vous venez de me compter. Vous déplairait-il pourtant d'ajouter que ces trois mille piastres vous avaient été demandées par moi au nom et de la part d'Athanase, comme remboursement d'une créance d'égale somme qu'il aurait sur vous?

— Nullement, âme de ma vie, et j'ajouterai encore que, n'ayant aucun souvenir de cette créance et désirant néanmoins vous obliger sans perdre de temps, je vous ai remis les trois mille piastres à mon compte et indépendamment de ma situation relativement à Athanase, ce qui est l'exacte vérité.

— C'est bien, répondit Benjamin, qui commençait à ne plus rien comprendre à cette affaire, et il signa.

Dès le lendemain, il courut chez plusieurs marchands dont Athanase lui avait donné l'adresse pour se procurer les objets d'équipement dont il pensait avoir besoin; mais il ne trouva rien qui lui convînt. Les marchands le regardaient d'un air de méfiance, lui montraient le rebut de leurs magasins, lui demandaient des prix tout à fait déraisonnables, et semblaient ne pas regretter que le jeune homme se retirât sans rien acheter. Ces gens-là sont singuliers, se disait Benjamin; on dirait qu'ils me regardent comme une mauvaise pratique? Je ne dois pourtant rien à personne, et je n'ai jamais eu de dettes.

Après avoir vainement parcouru le bazar, Benjamin retourna chez son ami, son protecteur et conseiller Athanase, qui le reçut à bras ouverts.

— Où en sont vos emplettes? lui demanda-t-il après l'avoir fait asseoir sur le divan et lui avoir mis un *tchibouk* à la main.

— Je venais justement vous consulter à ce sujet, répondit Benjamin; mais je dois d'abord vous rendre compte de mon entrevue avec Michel.

— Vous a-t-il remis l'argent?

— Oui, mais...

— C'est là l'essentiel; le reste importe peu. Avez-vous un bon cheval?

— Permettez-moi, Michel m'a dit...

— Oh! je suis persuadé qu'il vous a dit bien des choses, et probablement plus de fausses que de vraies, car c'est un fameux menteur, un bon homme au fond, mais qui préfère dix mensonges à une vérité. C'est son goût, et chacun a le sien.

— Permettez-moi, il a nié absolument que...

— Il a nié qu'il me dût de l'argent, n'est-ce pas?

— Oui.

— J'en étais sûr, je l'aurais parié; je le disais hier au caïmacan,

avec qui je parlais de vous. Michel a commencé par nier qu'il me dût de l'argent! Le vaurien! le misérable! Il a fini pourtant par reconnaître sa dette, puisqu'il vous a donné l'argent; c'est tout ce que je voulais de lui.

— Mais non, effendi, il m'a prêté l'argent à moi; je ne le voulais pas, mais il a insisté...

— En vérité! Depuis quand un homme qui a quelque argent est-il si impatient de le prêter à un autre? Allons donc! si Michel vous a compté les trois mille piastres, c'est qu'il se reconnaissait mon débiteur et qu'il n'osait pas refuser d'obéir à l'ordre que vous lui présentiez de ma part.

— Mais il n'a pas accepté cet ordre; il m'a pour ainsi dire forcé à le reprendre et à lui signer un reçu, en mon nom, des trois mille piastres.

— J'espère, dit Athanase avec gravité, que vous ne vous êtes pas prêté au tour que ce misérable Michel voulait évidemment me jouer; ce serait une triste récompense pour l'intérêt que je vous ai témoigné et pour les services que je vous ai rendus.

— Rien n'est plus éloigné de ma pensée, et je serais au désespoir de vous causer la moindre contrariété; mais d'après ce que Michel m'a dit et ce que j'ai cru comprendre dans cette affaire, qui, pour tout vous dire, ne me semble pas claire, rien n'est changé entre Michel et vous. « Si Athanase m'a prêté de l'argent, m'a-t-il dit, il en a certainement la preuve, et je le paierai. » Le prêt qu'il m'a fait de trois mille piastres est un fait complétement étranger à la question.

— Étranger à la question, dites-vous! s'écria Athanase indigné, étranger à la question, lorsque mon débiteur vous a payé sur un ordre de moi le total de sa dette! Vous croyez qu'il paiera deux fois, — vous d'abord, et moi ensuite?

— Mais, mon cher effendi, s'écria piteusement Benjamin, puisque je lui rendrai les trois mille piastres, il ne pourra pas dire les avoir payées deux fois; je les lui rendrai dans quelques jours. Demain, si vous le voulez, vous m'accompagnerez chez lui, et en votre présence je lui remettrai l'argent de telle façon que vous puissiez le réclamer à l'instant même.

— Ah! c'est à lui, c'est à Michel que vous comptez rendre les trois mille piastres que je vous ai prêtées? Faites; c'est encore une leçon comme j'en reçois tant. Allons! vous trouverez sans peine dans la ville des conseillers ou des docteurs plus riches que moi. Adressez-vous à eux.

Benjamin n'en aurait pas autant entendu, si la voix ne lui eût fait défaut. Être soupçonné de déloyauté, de fourberie, avoir causé un dommage aussi considérable à l'homme qui lui avait rendu les

plus grands services, pour lequel il éprouvait la plus profonde reconnaissance; se voir méconnu, abandonné par cet homme qui allait opérer son salut! Jamais Benjamin ne s'était senti aussi malheureux, aussi mécontent de lui-même, et il pensa aussitôt que la terrible sorcière était pour quelque chose dans cette catastrophe. — Au nom de Dieu! s'écria-t-il enfin lorsque Athanase se fut renfermé dans la grandeur de son dédain, au nom de Dieu! noble seigneur, ne me traitez pas ainsi. Je suis un étourdi, un imbécile, un fou; punissez-moi, mais non pas de cette manière. N'ai-je pas promis de vous obéir en toute chose? n'êtes-vous pas mon maître? ne vous suffit-il pas d'ordonner?

Athanase se sentit je ne dirai pas touché, mais embarrassé. Il avait peut-être été trop loin, plus loin sans doute que cela n'était nécessaire, et reculer coûte toujours, au moins du temps. Il fallait maintenant calmer ce pauvre garçon, signer la paix, sans pourtant reculer d'un pas. — Ne vous désolez pas ainsi, mon jeune ami, dit Athanase d'un air d'indulgente supériorité; j'ai été si souvent trompé par ceux auxquels j'ai rendu des services, que je suis peut-être trop prompt à voir de l'ingratitude là où je ne devrais reconnaître que de l'ignorance. Si vous êtes réellement disposé à vous laisser conduire et à n'agir dans cette affaire que d'après mes instructions, ce qui est, à ce qu'il me semble, votre devoir envers moi, je ne puis en demander davantage, et je consens à oublier votre entêtement de tout à l'heure. Je ne tiens pas à ces trois mille piastres, que vous me rembourserez quand il vous plaira, et que vous garderez si bon vous semble; tout ce que je demande, c'est que vous ne les payiez pas à d'autres que moi. Voilà tout. Que Michel ne tire pas profit de son imposture, ni des soupçons qu'il a réussi à vous inspirer sur mon compte, et je suis satisfait.

— Tout ce que vous voudrez, noble effendi, je ferai tout ce que vous m'ordonnerez; mais, par pitié, ne croyez pas que j'aie conçu des soupçons sur votre compte, ne m'attribuez pas l'intention de vous désobéir.

Convaincu cette fois de la docilité de Benjamin, Athanase l'interrompit : — Parlons affaires, dit-il. Qu'avez-vous fait de vos trois mille piastres?

— Rien, noble Athanase; j'ai voulu acheter un cheval, une selle, des couvertures et des armes, mais rien de tout cela ne m'a plu, et l'on m'en demandait cependant des prix extraordinaires.

— Hélas! mon pauvre ami, on vous a reconnu pour un jeune habitant de la campagne, loyal, ingénu, et on a voulu profiter de votre innocence. Nous arrangerons cela; vous viendrez avec moi, et nous verrons si ma société ne vous portera pas bonheur.

Le fait est que dès la veille Athanase avait parcouru les bou-

tiques des divers marchands dont il avait donné l'adresse à son protégé, et il s'était assuré leur concours dans sa tentative pour exploiter le plus largement possible la naïveté du jeune paysan. Il prit donc très volontiers rendez-vous avec Benjamin pour le diriger dans ses emplettes; il trouva moyen d'avertir tout bas les marchands qu'il lui avait procuré trois mille piastres, et qu'il était bon pour cette somme. Chacun des marchands, cela va sans dire, conçut aussitôt la pensée d'attraper intégralement les trois mille piastres, et cette fois Athanase fut réellement de quelque utilité à Benjamin, ou du moins il empêcha les limiers que lui-même avait lancés à ses trousses de le dévorer complétement. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'Athanase se chargea du partage des trois mille piastres, que les marchands n'en touchèrent en effet qu'une très petite portion, et qu'à sa nouvelle visite à la ville Benjamin se trouva, à son inexprimable étonnement, devoir de l'argent à tous ses fournisseurs; mais cette seconde visite n'eut lieu que bien longtemps après la première, et le moment n'est pas venu d'en parler.

VIII.

Nous ne suivrons pas Benjamin dans toutes ses pérégrinations à travers le bazar : il suffit de l'accompagner chez le Grec Cyriagul, parent d'Athanase et maquignon par état. Lui-même se donnait pour marchand de grains; mais cette profession l'obligeant à entretenir et à employer un assez grand nombre de chevaux, il en avait toujours quelques-uns de fourbus ou d'épuisés, dont il se défaisait volontiers au détriment de ses amis. Athanase avait prévenu Benjamin qu'il allait le conduire chez un des plus habiles connaisseurs en fait de chevaux. — Déguisez un cheval comme il vous plaira, coupez-lui la queue et la crinière, rasez-lui le poil, laissez-le pendant trois semaines sans manger ni boire, déferrez-le, rendez-le boiteux, faites ce que vous voudrez enfin : si ce cheval a une goutte de bon sang dans les veines, dans quelque état que vous l'ayez mis, il le reconnaîtra au premier coup d'œil. Je l'ai vu faire des marchés merveilleux. Il acheta il y a dix-huit mois un cheval auquel tous les connaisseurs donnaient vingt ans, et qui paraissait tout au plus pouvoir remuer les jambes. Cyriagul n'écoute personne, il laisse chacun rire et se moquer; il achète le cheval pour le prix qu'on lui en demande (deux cent cinquante piastres) et l'amène dans son écurie, où il le tient enfermé quarante-sept jours sans le laisser voir à personne. On croyait le cheval mort depuis longtemps, lorsqu'un beau matin (le matin même du quarante-huitième jour) nous voyons paraître Cyriagul monté sur un arabe magnifique, un cheval comme

on n'en voit que dans les écuries du padischah. Eh bien! le croirez-vous, Benjamin de ma vie? c'était le cheval de deux cent cinquante piastres! Savez-vous combien il l'a vendu cinq jours plus tard? Quinze mille piastres!... Et il pleurait encore en empochant l'argent. Il ne l'aurait pas vendu s'il eût osé; mais le moyen de refuser Mahmoud-Pacha, qui voyageait précisément pour le service des écuries du sultan? C'est ce même cheval que le sultan montait aux cérémonies du dernier *baïram*. Vous en avez peut-être entendu parler?...

Benjamin avait écouté bouche béante le récit d'Athanase. Comme tous les Turcs, il se connaissait passablement en chevaux; mais la science des hommes lui manquait complétement. Il croyait à la véracité de tous et s'étonnait d'apprendre tant de choses nouvelles en un jour. Athanase parlait encore lorsqu'ils arrivèrent chez le marchand de grains maquignon Cyriagul. En voyant entrer son cousin accompagné d'un jeune étranger vêtu assez proprement, Cyriagul comprit tout de suite qu'Athanase lui amenait un oison à plumer.

— Nous venons voir tes chevaux, Cyriagul, commença le Grec. Mon jeune ami est connaisseur, et comme je lui ai parlé de ton rare talent et de tes magnifiques bêtes, il a désiré visiter tes écuries. Ce n'est pas qu'il ait besoin de chevaux, c'est simplement par curiosité.

Cyriagul introduisit ses hôtes dans une petite cour fort malpropre, autour de laquelle s'élevaient de petits bâtimens informes construits avec des cailloux et de la boue, recouverts de branches sèches et entrelacées. Chacun de ces petits édifices renfermait plusieurs chevaux attachés par la tête à une longue corde tendue diagonalement sur le sol, et par une jambe de derrière à un piquet. Outre ces deux attaches, chaque animal avait le pied droit de devant rivé au pied droit de derrière par une autre corde qui l'empêchait de marcher et de s'étendre. Un petit sac à moitié rempli d'orge enfermait la partie basse de la tête, et remplaçait la mangeoire. Du fumier desséché et réduit en poudre était ramassé dans un coin de l'écurie, et servait de litière pendant la nuit. L'atmosphère était étouffante, car, outre la présence des chevaux et le défaut absolu d'air, un bon feu flambait dans une cheminée construite sur une estrade en bois à l'extrémité de l'écurie, et cette estrade contenait aussi le lit du palefrenier, dont elle composait tout l'appartement.

Benjamin regarda attentivement tous ces chevaux, et pria Cyriagul d'en faire sortir quelques-uns dans la cour, où l'on pourrait les mieux examiner. Cyriagul s'empressa de le satisfaire, mais Athanase hochait doucement la tête en souriant d'un air fin, sans prononcer un mot. Aucun des chevaux choisis par Benjamin n'était remarquablement beau; l'un d'eux cependant, quoique de race complétement turque, et non pas arabe, ni kurde, ni turcomane, avait

d'assez jolies formes, les jambes fines, les reins cambrés, et paraissait devoir être léger à la course. Lorsqu'Athanase s'aperçut que Benjamin était prêt à faire un choix tolérable, il s'approcha du jeune homme, et lui dit à voix basse : — Benjamin, mon ami, prenez garde à ce que vous faites; ne voyez-vous pas ce petit bouquet de poils blancs au-dessus de la lèvre? Vous savez bien ce que cela signifie? Au nom d'Allah, pas d'imprudence!

— Vous avez raison, effendi; mais je pensais que ce pouvait être la cicatrice de quelque blessure faite par la bride.

— Il n'y a pas de blessure là-dessous; jamais les chevaux de Cyriagul ne sont blessés. Non, c'est un signe, et des plus funestes (1). D'ailleurs il n'a pas de sang; c'est un cheval bien rembourré, et rien de plus. Regardez celui que je vais faire sortir, et ouvrez bien les yeux.

Benjamin se garda bien de négliger cette précaution; mais quelqu'ouverts qu'ils fussent à l'avance, ses yeux se dilatèrent encore infiniment plus lorsque le cheval ainsi annoncé parut à la suite d'Athanase, qui le traînait par le licou. C'était ce que nous nommerions tout simplement une rosse, et même une rosse à sa dernière phase de dépérissement. La tête basse, les flancs vides et haletans, les membres lourds et engorgés, le poil galeux, l'œil éteint, les oreilles longues et pendantes, rien n'y manquait. Athanase fit le tour de la cour en tirant le licou, puis il vint se placer au centre, et, appelant Benjamin, il lui dit à voix basse et avec précipitation : — Laissez-moi faire, voilà ce qu'il vous faut; c'est le pendant du cheval dont je vous parlais tout à l'heure, mais Cyriagul fera tout son possible pour le garder.

La dernière partie de cette allocution fit grand plaisir à Benjamin, qui, ne souhaitant pas le moins du monde devenir le possesseur de l'animal et craignant d'offenser Athanase en exprimant une autre opinion que la sienne, se rassura en se disant que l'entêtement de Cyriagul le tirerait d'embarras sans qu'il eût à s'en mêler directement. Aussi se promit-il de ne point prendre part à la discussion; pourtant il se hasarda à demander d'un ton soumis à Athanase : — Ne vous semble-t-il pas qu'il boite?

— Boiter, lui! répondit Athanase avec l'accent de la plus profonde compassion; mon pauvre enfant, ne dites donc pas de pareilles choses. Ne savez-vous pas que tous les chevaux véritablement arabes

(1) Les Turcs, ainsi que les Arabes, reconnaissent dans la disposition du poil des chevaux l'influence que l'animal aura sur son cavalier. Certain bouquet de poils retourné de telle façon signifie par exemple que le maître du cheval sera tué en guerre. Ces signes sont quelquefois cause qu'un beau cheval est vendu pour rien, et qu'un autre est payé dix fois sa valeur.

marchent de cette manière lorsqu'ils ne sont pas montés? S'il marchait autrement, ce cheval-ci ne vaudrait pas un pour cent de son prix.

— Ah! répondit Benjamin, je l'ignorais en effet. Et croyez-vous qu'il puisse jamais engraisser? Il a l'air tout à fait étique.

— Il engraissera un peu, mais pas beaucoup; s'il était tout rond comme celui que vous aviez choisi, ce ne serait pas un arabe.

Benjamin allait dire que le mal ne serait pas grand, mais il se retint de peur d'offenser son susceptible protecteur, et il n'ajouta qu'une seule remarque : — Croyez-vous qu'il y voie de l'œil droit aussi bien que de l'œil gauche?

— Pourquoi pas? Ah! à cause de ce reflet blanchâtre que vous apercevez dans la prunelle? C'est le reflet de ce mur blanc qui est là en face de lui; passez de l'autre côté, et vous verrez que le reflet blanchâtre y est également.

Benjamin fit le tour du cheval comme Athanase le lui demandait, et en levant au hasard la tête, il aperçut celui-ci tenant un mouchoir blanc de façon qu'il se réfléchît dans la prunelle du cheval comme dans un miroir. Athanase allait recommencer ses grossiers mensonges, lorsqu'il aperçut le mouvement de Benjamin. Celui-ci baissa aussitôt les yeux comme s'il eût été surpris commettant une mauvaise action. Le Grec remit précipitamment le mouchoir dans sa poche, sourit, toussa, et conclut en disant : — Il y voit à merveille, soyez-en convaincu.

Pour rien au monde, l'honnête Benjamin n'eût voulu paraître en douter; il répondit donc : — Si vous pensez que ce cheval me convienne, et que Cyriagul consente à me le vendre, je l'achèterai volontiers.

Quoiqu'il ne s'attendît pas au choix étrange qu'Athanase venait de faire au nom de son protégé, Cyriagul ne perdit pas la tête, et demanda sur-le-champ un prix dix fois trop fort, mille piastres.

— Pouah! s'écria Athanase d'un air de dédain; me prenez-vous pour un enfant? Voulez-vous vendre ce cheval, ou ne le voulez-vous pas? Et si vous le voulez, qui donc vous le paiera mille piastres ici?

— Je vais l'aller vendre ailleurs.

— A Constantinople par exemple, n'est-ce pas?... Allons donc! songez à qui vous parlez. Et le voyage, et les frais de nourriture pendant la route, et si le cheval tombe malade, car il n'est pas en bon état au moins.... Oui, oui, je sais bien ce que vous allez dire, ajouta-t-il en voyant que Benjamin passait lentement la main sur les flancs haletans de la pauvre rosse; je sais aussi bien que vous que cela tient à la courroie dont vous avez trop serré les nœuds lors de cette course que votre cheval a gagnée. — Benjamin retira sa

main et prit un air plus satisfait. — Mais cela n'empêche pas, continua Athanase, que ce cheval ne demande des soins, une bonne nourriture, un bon traitement, et ce régime que vous et moi connaissons seuls. Et en vérité si ce n'était précisément ce régime que je puis enseigner à mon jeune ami, je ne lui conseillerais jamais d'en faire l'acquisition. Voulez-vous sept cents piastres?

— Impossible.

— Eh bien! nous trouverons ailleurs. Partons, mon jeune ami; j'ai autre chose en vue pour vous.

— Voyons, mon cousin, ne soyez pas si dur pour les pauvres gens. Donnez-moi ce que vous voudrez au-dessus des sept cents piastres et n'en parlons plus.

— Envoyez le cheval près de la fontaine, au khan des voyageurs, où demeure mon jeune ami. Quant au paiement, vous viendrez le chercher chez moi; mais ne vous flattez pas de recevoir un para au-delà de sept cents piastres. Ah! j'oubliais, le licou est compris? (C'était un bout de vieille corde noué autour de la tête de l'animal.)

— Oh! cousin, noble effendi, seigneur, vous êtes en vérité trop dur pour un pauvre diable tel que moi. Ajoutez dix piastres pour le licou...

— Pas un para, ai-je dit; le licou par-dessus le marché, ou rien n'est fait.

— Hélas! hélas! vous êtes le maître. A la prochaine fois du moins traitez-moi avec plus de charité. Me le promettez-vous?

— Oui, oui, je t'aiderai à te refaire sur quelque riche étranger à la prochaine occasion.

Cyriagul essaya bien encore de se défaire d'un autre cheval et de tous les vieux harnais dont il ne se servait plus, mais Benjamin était devenu pensif, et Athanase craignait que la petite scène du mouchoir ne lui fût restée dans l'esprit. Aussi s'empressa-t-il de le distraire en le conduisant d'abord dans un café où il commanda des pipes et des liqueurs que Benjamin paya, et ensuite chez d'autres marchands où l'équipement du jeune volontaire fut complété.

J'ai hâte d'en finir avec ce triste épisode. Aussi me bornerai-je à exposer brièvement quelle fut, après l'achat du cheval borgne, la conduite d'Athanase vis-à-vis de Benjamin. L'obligation pour les trois mille piastres que le fils du paysan avait empruntées de Michel demeura entre les mains d'Athanase, qui se réservait d'en faire usage plus tard. Chacun des fournisseurs qu'Athanase se chargea de satisfaire avec les trois mille piastres en question ne reçut qu'un faible à-compte sur le prix des objets achetés par Benjamin, de telle sorte que la très grande partie des trois mille piastres demeura dans les poches d'Athanase. Ce fut également entre les mains d'Atha-

nase que Benjamin déposa une traite sur son père de la somme qu'il croyait due à son futur chef militaire pour la faveur qu'il lui accordait en l'admettant dans ce corps d'élite imaginaire destiné à fournir des officiers, et il va sans dire que jamais Athanase ne déboursa un denier pour cet objet. Il y a plus, le gouvernement turc, ayant alors grand besoin de soldats, payait une prime à tout volontaire bien bâti, bien monté et bien équipé, qui s'offrait à le servir, et cette prime, qui fut remise à Athanase pour qu'il la transmît à son jeune ami, alla tenir compagnie aux autres sommes dont le pauvre Benjamin avait été dépouillé. Si l'on se dit maintenant que ces innombrables mensonges, ces ruses multipliées, ces intrigues compliquées et ténébreuses formaient l'occupation constante et remplissaient exclusivement la vie d'Athanase, on aura une idée, quoique faible encore, du type oriental que j'appelle le fourbe grec d'Asie, et dont il est inutile de faire ressortir la parenté manifeste avec un type parisien depuis longtemps célèbre au boulevard.

Benjamin aurait donné beaucoup pour revoir sa famille et pour prendre congé de sa belle-sœur. Depuis qu'il se sentait séparé d'elle par son enrôlement dans l'armée, il ne se souvenait plus de ses doutes, de ses craintes, de ses colères, et il retrouvait au fond de son cœur affligé toute la tendresse et tout le pur amour qui avaient fait pendant tant d'années le bonheur de sa vie; mais Athanase ne lui laissa pas même le temps de la réflexion, et le lendemain du jour qui vit Benjamin revêtu des insignes militaires, le jeune homme reçut l'ordre de rejoindre son corps, parti la veille, pour prendre part aux opérations commencées par les Turcs et leurs alliés d'Occident contre les Russes.

Laissons le fils de Mehemmedda s'essayer dans la rude carrière où l'ont entraîné les conseils intéressés d'Athanase. Il est temps de revenir vers la paisible demeure qu'il a quittée, et dans laquelle l'habile Grec, alléché par les confidences du jeune paysan, se promet bien de venir exercer au premier jour son talent de fascination.

Le départ de Benjamin pour la ville et son séjour prolongé à Angora n'avaient nullement étonné sa famille. On était habitué aux longues excursions que le jeune homme entreprenait sous le moindre prétexte. On attribuait son retard aux mille distractions qu'une ville même d'Asie peut offrir au campagnard qui la visite. Un soir cependant que la famille se reposait des travaux des champs, assise sous les grands arbres qui enveloppaient et couvraient presque entièrement de leur épais feuillage la rustique habitation, un habitant du village voisin, qui revenait du marché hebdomadaire d'Angora, s'approcha du groupe, et, après avoir adressé les civilités d'usage à

Mehemmedda et à ses fils, il ajouta : — J'ai vu votre fils qui se porte bien, et qui m'a semblé très satisfait de son nouvel état.

— Quel état? demanda le père, non sans quelque inquiétude.

— Comment? ignorez-vous qu'il s'est enrôlé volontairement dans l'armée? Je croyais que cela avait été convenu à l'avance entre vous, et je vous demande pardon si j'ai commis, sans le vouloir ni le savoir, une indiscrétion.

— Nous n'avons rien à vous pardonner, mon ami; mais je ne saurais en dire autant de ce garçon, qui depuis quelque temps me semble avoir perdu l'esprit. Et voilà donc où il en est arrivé avec ses humeurs sombres, ses absences soudaines et inexplicables, ses propos incohérens et bizarres!

Et le pauvre père pressa le paysan de questions. — De grâce, dit-il, apprenez-nous tout ce que vous savez. Dans quel corps est entré mon Benjamin? Dans les *kavas* du caïmacan sans doute, puisqu'il n'y a pas de troupes en garnison dans notre province. Pourra-t-il venir nous voir souvent? C'est un caprice sans doute, un caprice d'enfant, comme il en a eu déjà tant depuis quelques mois; ce n'est rien de plus. Oui, je vois ce que c'est; il s'est querellé avec sa fiancée et avec sa belle-mère. Voilà ce qui explique ce beau coup de tête. Cela ne durera pas, ajouta Mehemmedda en élevant la voix pour que les femmes, qui s'étaient éloignées à la vue de l'étranger, l'entendissent; non, ce ne sera que l'affaire de quelques jours.

— Je crains, mon cher voisin, que cela ne soit plus long que vous ne le pensez. Il doit avoir quitté la ville ce matin. Il allait rejoindre son capitaine, qui était parti hier pour Amasia d'abord, et pour Constantinople ensuite, à ce que je crois; car ce corps-là marche vers la Circassie, m'a-t-on dit, et il faut bien passer par Constantinople pour aller en Circassie, n'est-ce pas, voisin?

Cette nouvelle répandit la consternation et l'inquiétude dans la maison du paysan. Benjamin était-il donc un véritable soldat, tel que ceux dont le passage à travers la vallée avait excité la curiosité, l'admiration et un secret effroi parmi les jeunes membres de la famille? Dès le lendemain, cette incertitude fut dissipée par l'arrivée d'Athanase, qui se présenta à Mehemmedda comme l'ami intime de son jeune fils. — C'était à lui, disait le Grec, que Benjamin s'était adressé afin d'obtenir les moyens de satisfaire son goût pour le métier des armes. Après avoir vainement tenté de lui faire abandonner une résolution aussi grave et aussi pénible pour sa famille, Athanase avait consenti à se charger d'apprendre à Mehemmedda la fâcheuse résolution de Benjamin. Le Grec ajouta que le jeune homme avait été vivement recommandé par lui à ses chefs, qu'il trouverait en eux tous les égards auxquels un volontaire d'aussi bonne famille et

aussi estimable par son mérite personnel avait droit, que sa protection ne cesserait jamais de l'accompagner dans ses voyages et ses divers résidences, enfin qu'il s'offrait de bon cœur comme intermédiaire entre la famille du paysan et le jeune soldat.

Dans sa première visite, Athanase employa ce rare talent de séduction qui ne manquait presque jamais son effet. Il loua la salubrité de l'air et la pureté des eaux de la vallée, qui suffisaient à ranimer en un instant un appétit aussi blasé que le sien. Il but le café de Mehemmedda et fuma son tabac avec délices: le bekmès, le fromage, le beurre, le miel et les pâtisseries de la ménagère lui allèrent droit au cœur. Le bon vieillard, déjà charmé, mena son hôte visiter ses troupeaux, ses poulains et ses jumens, et il entendit pour la première fois de sa vie des éloges sur son intelligence et sur son habileté qui le remplirent d'une douce satisfaction. Athanase comprit en un instant toute l'étendue des ressources du vieillard, et il se promit bien de tirer profit des renseignemens obtenus. C'était une mine d'or qu'il venait de découvrir; mais il lui fallait d'autres conquêtes encore que celle des deniers de Mehemmedda. La confession de Benjamin au sujet de sa belle-sœur et de ses charmes était demeurée gravée dans sa mémoire. Dans les folles explications de Benjamin, il avait promptement reconnu l'existence du véritable et pur amour qui s'ignore encore, et il se disait, en fin connaisseur qu'il était, que la femme assez séduisante pour inspirer une telle passion, assez innocente pour ne pas la deviner, devait être fort supérieure à toutes celles dont il se voyait entouré. Lors de l'arrivée d'Athanase sous le toit du paysan, Sarah s'était d'abord enveloppée de son grand voile, puis elle s'était retirée dans l'intérieur de l'appartement, pour ne plus faire dans la salle commune que de courtes apparitions; mais un rapide coup d'œil avait suffi à Athanase. — Voilà donc une femme! s'était-il dit avec joie. Si je ne me suis pas complétement rouillé dans cette maudite province, deux mois ne seront pas écoulés, mon pauvre Benjamin, que la sorcière dont tu redoutais le magique ascendant aura complétement oublié sa victime.

Après avoir dupé le frère d'Osman, Athanase se flattait donc de séduire sa veuve, et la famille du brave Mehemmedda devenait pour l'aventurier grec l'objet d'une campagne en règle dont il nous reste à raconter les opérations.

CHRISTINE TRIVULCE DE BELGIOJOSO.

(*La dernière partie au prochain n°.*)

LE

ROMAN EN ITALIE

CARACTÈRES ET RÉCITS DE LA VIE POLITIQUE ET MILITAIRE.

I. *Il Novelliere contemporaneo*, 1 vol. — II. *La Famiglia*, 1 vol. — III. *Amor di Patria*, 1 vol., par M. Victor Bersezio; Turin 1855-56.

Ils sont bien rares au-delà des Alpes, les écrivains qui s'essaient avec succès à peindre la vie privée, les mœurs intimes de la société italienne. Sous l'influence de Manzoni, le roman n'a été pendant longtemps dans la péninsule qu'un cadre à portraits et à récits historiques. Depuis quelques années, l'auteur d'*Angiola-Maria*, M. Carcano, s'est enfin assigné la difficile tâche d'introduire le roman italien dans le domaine des réalités domestiques. A-t-il vraiment réussi? On est tenté d'en douter, quand on voit de jeunes écrivains, après s'être hasardés sur le même terrain, fausser brusquement compagnie à leur chef d'école, et chercher dans la vie publique des sujets plus en accord sans doute que les tableaux de la vie privée avec le goût des lecteurs italiens. C'est ce que vient de faire notamment un conteur piémontais, M. Victor Bersezio. Connu par deux volumes consacrés simplement à l'amour et à la famille, M. Bersezio, dans une troisième série de nouvelles, a entrepris résolûment de décrire, sous la forme de récits romanesques, les mœurs politiques de son pays. Malgré le désir qu'on aurait de voir le roman s'affranchir en Italie d'influences étrangères à l'art, il faut bien reconnaître que M. Bersezio, en changeant ainsi son horizon de roman-

cier, n'a fait qu'obéir à la direction naturelle de son talent. Insuffisant dans ses deux premiers recueils, où la vie privée l'occupe seule, il se relève dans le troisième, où il demande ses inspirations à la vie publique. Avant d'arriver à ce dernier volume, qui nous paraît mériter une attention spéciale, il faut rendre justice cependant à certaines qualités des études qui l'ont précédé, et qui nous aideront à exprimer plus nettement notre opinion sur l'écrivain.

Il est une qualité, par exemple, qu'on ne peut refuser à M. Bersezio : c'est de conter avec intérêt, quelquefois même avec une certaine animation dramatique. Tout le monde lirait avec plaisir les pages où il décrit la villégiature aux environs de Turin, l'influence du directeur-jésuite sur la mère de famille dévote, les douleurs obscures du médecin de village affligé d'un fils idiot et d'une femme superstitieuse; tout le monde, il est vrai, serait tenté aussi de reprocher à ces agréables nouvelles de trop ressembler à tout ce qu'on écrit en France, en un mot de manquer d'originalité. Que ce soit un peu la faute de l'auteur, on ne saurait le contester; toutefois je n'ai garde de le rendre entièrement responsable de la déception qu'il nous cause, et j'en veux dire la raison. Pour qu'un roman, pour qu'une nouvelle nous paraisse refléter véritablement les mœurs italiennes, il faut, telle est notre exigence, que rien de ce que nous y trouvons ne ressemble à nos mœurs : c'est trop oublier que les Italiens, enfans comme nous de la race latine, ont avec nous des ressemblances nombreuses. Exiger, lorsqu'ils essaient de se peindre, qu'ils ne montrent que les différences, c'est aussi sensé qu'il le serait, pour le roman de mœurs françaises, de proscrire tout ce qui se fait chez nous comme dans les autres pays. Il n'appartient qu'à un conteur étranger, familiarisé par un long séjour en Italie avec la vie italienne, d'en élaguer tout ce qu'on appelle au-delà des Alpes des gallicismes de conduite, pour ne mettre en relief que les types et les aspects vraiment caractéristiques.

Dans le recueil d'esquisses politiques publié par M. Bersezio, le défaut qui déprécie à nos yeux ses récits domestiques est moins sensible. L'époque où l'on a pu observer chez nous quelques-uns des travers décrits par le jeune romancier n'a pas été assez longue pour nous enlever le désir de voir les avantages et les inconvéniens du régime libéral signalés par une plume étrangère. Ce régime est d'ailleurs de trop fraîche date en Piémont pour n'y pas donner lieu à mille incidens bizarres, pour n'y pas mettre en relief d'étranges, d'incohérens caractères. Enfin le respect pratique de tous les Italiens pour ce vieil et immoral adage, que la vie privée doit être murée, ne paralyse plus leur talent quand ils abordent les scènes de la vie publique. De là le piquant, l'imprévu de leurs observations, la viva-

cité souvent éloquente de leurs censures. M. Bersezio n'est vraiment lui-même que sur ce terrain, et cela est d'autant plus remarquable qu'il se déclare tout à fait désintéressé de la politique active, au seuil de laquelle il s'arrête, quoique tout le sollicite d'y entrer (1). Quelle preuve plus manifeste de l'influence qu'exercent à leur insu sur les esprits les plus contemplatifs, sur les âmes les plus pacifiques, les idées de nationalité, de patrie, d'indépendance, de liberté!

C'est donc uniquement sur les nouvelles politiques du jeune écrivain que j'appellerai l'attention. Ces récits forment véritablement un tout, ils se complètent l'un l'autre. Peut-être aurait-il été d'un art plus achevé de mieux fondre les scènes et les caractères, et de faire le portrait des hommes en racontant leurs actions, au lieu d'énumérer, en quelque sorte *ex professo,* tous les traits dont se compose leur physionomie; mais ce défaut, si c'en est un, se remarque seulement dans la première moitié du volume et n'est pas assez grave pour déparer l'ensemble. Ce n'est là qu'une question de forme et de peu d'importance. L'important, c'était de dire la vérité, et M. Bersezio l'a dite, sinon à tous, du moins à quelques-uns, avec une finesse d'observation et une sincérité dignes d'éloges. J'ignore s'il viendra jamais à bout, j'emprunte ses propres paroles, « de donner toute l'histoire du cœur et de l'esprit de l'homme à travers l'état civil, social et politique de la société contemporaine, » et, à vrai dire, dans son intérêt, je ne le désire pas : pour remplir un cadre de cette étendue, il serait infailliblement conduit à faire violence à l'inspiration. Chaque sentiment n'a pas besoin de dix nouvelles et d'un volume pour être présenté sous toutes ses faces : l'effet ne serait que plus grand, si l'on en groupait plusieurs dans le même récit. Mais M. Bersezio dût-il ne pas pousser son œuvre plus avant, il aurait, par son troisième volume, rendu un service réel à tout le monde : à son pays, en lui mettant devant les yeux un miroir fidèle qui accuse nettement et peut-être grossit ses défauts; aux étrangers, en leur donnant une idée des qualités et des vices que la vie politique développe en Piémont. Nous ne saurions mieux faire que de reproduire, d'après M. Bersezio, les principaux traits de ces vives et curieuses peintures. Lui-même sera pour nous un sujet d'études, et nous ne suivrons pas sans intérêt les impressions, quelquefois superficielles, le plus souvent justes, toujours honnêtes, que font sur un cœur droit et sur une intelligence éclairée les vicissitudes de bien et de mal à travers lesquelles passe la liberté constitutionnelle pour jeter en Piémont de sérieux fondemens.

(1) Le frère de M. Victor Bersezio est membre de la majorité constitutionnelle à la chambre des députés et ami de M. de Cavour.

Trois types principaux dominent le livre de M. Bersezio : l'épicurien égoïste qui, dans l'arène où se débattent les affaires du pays, recherche un terrain favorable à ses propres affaires; — l'orgueilleux qui, pour arriver au pouvoir, sacrifie ses convictions; — l'homme d'action qui se forme à la vie politique par la vie des camps. Il a nommé l'un Poggei, l'autre Cosma Grechi, le dernier Tiburzio. Ces trois hommes, dont chacun est le sujet d'une histoire distincte, finissent tous par se rencontrer dans les rangs du parti libéral qui se groupe autour du ministère. L'auteur a-t-il voulu montrer combien la période d'épreuves par laquelle on arrive à la vie publique en Italie est peu propre encore, à part quelques exceptions, à former des caractères énergiques, des citoyens vraiment dévoués à leur pays? Cette démonstration eût gagné peut-être à se produire avec plus de développemens, à embrasser tous les partis au lieu de n'atteindre que le parti libéral. Quoi qu'il en soit, si les nouvelles de M. Bersezio nous laissent regretter de graves lacunes, elles n'en contiennent pas moins, je l'ai dit, beaucoup de vérités : c'est ce qui m'engage à exposer d'après l'auteur les destinées de ses trois personnages principaux, sans trop introduire la discussion dans le récit, sauf à dire mon opinion du procédé de l'écrivain, quand on le connaîtra mieux.

Le premier personnage que M. Bersezio présente à ses lecteurs, c'est donc l'avocat Jean-Bernard Poggei, député au parlement piémontais, chevalier de l'ordre des saints Maurice et Lazare. Petit et gros de sa personne, le chevalier Poggei a les épaules voûtées, le ventre rond, la figure grassouillette et dépourvue de barbe, les cheveux d'un blond cendré, les yeux semblables à ceux d'un chat, le nez effilé comme le museau d'une taupe. Une cravate blanche, une paire de lunettes, un sourire banal et pour ainsi dire stéréotypé, complètent la physionomie moitié béate, moitié solennelle, de cet important personnage. Il est marié, et se console, dit-on, de la laideur de sa femme avec d'aimables pécheresses, ce qui ne l'empêche pas d'avoir sans cesse à la bouche les grands mots de morale, de famille et de religion.

A l'université, il était le préféré de ses maîtres, et s'attachait à mériter les faveurs dont ils le comblaient. Il écoutait avec une attention scrupuleuse et avait toujours la réponse prête. D'une tenue exemplaire en classe et à la messe, il ne faisait jamais l'école buissonnière; il ne fumait pas, ne jouait pas au billard, n'avait en un mot aucun de ces défauts par lesquels les enfans croient ressembler à des hommes, et que les hommes faits ne savent pas assez leur pardonner. Son père servait de secrétaire à plusieurs grands seigneurs, et l'avait de bonne heure imbu de cette maxime : « rien du prince,

peu de Dieu, tout des nobles et du clergé. » C'est pourquoi il courtisait assidûment nobles et prêtres, sans oublier la police militaire, qui était alors le troisième grand pouvoir de l'état. Il avait su, à force de complaisances, se lier particulièrement avec le fils aîné du marquis de Baldissero, l'un des plus puissans seigneurs du royaume, et l'un de ceux à qui son père prêtait le secours de sa plume. Poggei faisait au collége les devoirs du *marchesino;* il lui apportait des romans nouvellement arrivés de France pour le désennuyer pendant la leçon du professeur, que lui-même affectait, selon son habitude, d'écouter religieusement. Quand le *marchesino* s'absentait pour une cause plus ou moins légitime, c'était Poggei qui, à l'appel de son nom, répondait invariablement : *ammalato* (malade). Daignait-il se rendre au collége, n'ayant pas de meilleur emploi de son temps, Poggei se chargeait spontanément de ses livres et de ses cahiers. Son empressement, son obséquiosité, lui donnaient l'air d'un domestique.

Si loin que de telles mœurs nous portent de l'admirable égalité qui règne parmi les écoliers en France, il ne faut pas les regarder comme invraisemblables, ni même comme exceptionnelles : elles sont le fruit naturel du régime absolu et d'une longue habitude de s'incliner devant toutes les supériorités sociales. Qui ne sait que, même au sein de la libre Angleterre, les enfans de l'aristocratie et ceux de la bourgeoisie forment, dans les colléges où ils vivent réunis, comme deux courans distincts qui suivent parallèlement la même voie sans jamais se rencontrer? Essayez donc de persuader à un Anglais que le fils d'un lord n'est pas son supérieur, par cela seul qu'il est fils de lord! Il y a quelques années, le même respect superstitieux entourait les classes élevées de la société piémontaise, avec cette différence qu'on trouvait dans ce pays le noyau d'une opposition inconnue en Angleterre. Pour ne parler ici que du collége, à côté des enfans dociles aux anciennes traditions se trouvaient ceux des hommes qui avaient sucé le lait de la révolution française. Ceux-là, nourris de 1789, d'Alfieri et des républiques anciennes, avaient été poussés par les doctrines extrêmes de l'absolutisme dans l'extrême contraire. Ils n'aspiraient qu'au jour où ils pourraient s'affilier à la *Jeune Italie*. Ils ne comprenaient pas la royauté sans le blason, l'étole et le sabre, qui en étaient alors l'inévitable cortége, et à ce prix ils n'en voulaient plus. Politiques avant l'âge, — c'était alors un goût aussi général qu'il est passé de mode aujourd'hui, — ils poussaient la haine de la tyrannie jusqu'à ses plus déraisonnables limites. Ils la voyaient jusque dans la légitime et paternelle autorité de leurs préfets et de leurs maîtres; ils croyaient se montrer dignes de la liberté en se mettant en guerre avec eux, en refusant de répondre à

leurs questions ou d'assister à leurs leçons; ils ne travaillaient qu'un mois avant l'examen, uniquement pour obtenir l'*admittatur*. Au milieu de ces élèves indisciplinables, le sage, le studieux Poggei paraissait un modèle et remportait tous les succès.

Il était loin cependant de se déclarer contraire aux opinions de ses camarades. Il disait hautement, quand il était sûr de n'être pas entendu des maîtres, que le journal de Mazzini devait être l'évangile de la jeunesse, et que le jour où les mères en feraient réciter les pages à leurs enfans en guise de prières, l'Italie existerait réellement. Il se prétendait malheureux dans sa famille à cause de son amour contrarié pour la liberté. Afin de prévenir les soupçons qu'aurait pu éveiller son intimité avec le *marchesino*, il se vantait de l'avoir converti à la cause nationale, ce que personne ne pouvait démentir, car jamais le jeune patricien n'eût consenti à échanger quatre paroles avec ses camarades roturiers. Poggei, que ses relations de famille l'avaient forcé d'excepter de cette proscription, lui servait d'intermédiaire ou plutôt de barrière, et l'empêchait de s'encanailler.

Dans les salons du palais Baldissero, où son père avait obtenu la faveur de l'amener quelquefois, le jeune Poggei gardait un respectueux silence. Maître passé dans l'art si difficile d'écouter, il recueillait, du moins en apparence, les moindres paroles du marquis, comme les Juifs au désert recueillaient la manne du ciel. Avec la marquise, il faisait montre d'une ferveur catholique à toute épreuve, sachant bien que c'était le meilleur moyen de lui plaire. Il avait ainsi obtenu dans cette puissante famille les bonnes grâces de tout le monde, et le jour où il quitterait l'université, il pouvait compter sur de sérieux protecteurs.

Reçu docteur *in utroque*, Jean-Bernard Poggei regarda autour de lui pour savoir quel rôle il devait prendre et quelle carrière embrasser. Ses hésitations, s'il en éprouva, furent de courte durée. La paix était profonde en Europe, et rien ne faisait prévoir qu'elle dût être bientôt troublée; le plus pressé était donc de renoncer à cette phraséologie mazzinienne par laquelle il avait essayé de se faire des amis au collége. Puis, comme le culte des intérêts matériels lui semblait prendre la place des autres religions, il comprit tout ce que le barreau pouvait lui donner d'influence et d'argent, et il annonça solennellement qu'il voulait se consacrer à la défense de la veuve et de l'orphelin. Il entra donc chez un avocat vieilli dans le métier, et qui avait une fille à établir. Si laide que fût la demoiselle, — et il n'y avait là-dessus qu'une voix à Turin, — l'habile Poggei voyait dans l'éventualité d'un mariage avec elle une affaire excellente, c'est-à-dire une belle dot et la succession assez prochaine du beau-père.

C'était un calcul d'autant plus savant qu'à cette combinaison l'avocat émérite pouvait trouver son compte, c'est-à-dire la tranquillité de ses vieux jours et l'assurance que son héritage tomberait en des mains capables de continuer son œuvre. L'union fut donc bientôt conclue; le marquis de Baldissero voulut bien signer au contrat et tenir au bout de neuf mois sur les fonts baptismaux un affreux petit bambin. L'honorable Poggei, devenu avocat du marquis, le fut bientôt des principales communautés religieuses; il méritait bien cette faveur, s'étant, dès son entrée dans la chicane, affilié à plusieurs pieuses et puissantes congrégations. En peu d'années, il acquit de cette façon une belle fortune : il gagnait, bon an mal an, une vingtaine de mille francs, somme considérable à Turin. Pour se consacrer tout entier à sa lucrative profession, il avait dû renoncer aux emplois, et il l'avait fait sans regret. Il comprenait bien que même la protection du marquis n'aurait pu le pousser très haut en un temps et dans un pays où la politique semblait être, sous la haute direction du roi, le privilége exclusif de l'aristocratie.

Cependant la grande crise de 1848 approchait; elle aurait déconcerté tous ses calculs, s'il n'avait eu l'adresse du chat, qui, lorsqu'on le lance en l'air, sait toujours retomber sur ses pattes. Dès 1846, il avait remarqué qu'une certaine hésitation semblait se manifester relativement au système suivi jusqu'alors; il voyait bien que le *Messaggiere Torinese*, journal officiel, devenait plus hardi, et qu'on commençait à tolérer certaines allusions voilées aux sentimens italiens dans de modestes articles de théâtre ou de variétés. Quelques réfugiés des autres états de la péninsule pouvaient même, sans être inquiétés, séjourner dans les états sardes. Enfin le gouvernement ne donnait plus les mains à toutes les rigueurs de la police; il essayait même de la décider à plus d'indulgence. Telle était cependant la force de l'habitude, qu'on pouvait sérieusement mettre en question si le pouvoir central ne serait pas obligé à la fin de céder à ses agens. On pouvait craindre en outre que toutes ces apparences de douceur ne fussent qu'une feinte pour amener les libéraux à se découvrir, et pour les jeter ensuite en prison. D'autre part, si elles étaient sincères, il pouvait être fort avantageux d'avoir marché l'un des premiers dans les voies nouvelles. Après avoir bien regardé autour de lui, l'avocat Poggei pensa que le plus sage était de ménager, comme on dit vulgairement, la chèvre et le chou, et de se tenir prêt à tout événement. En conséquence il recommença de faire le libéral avec les libéraux, mais cette fois en usant d'une réserve qui ne rappelait guère le mazzinien d'autrefois, tandis qu'il resserrait secrètement les liens qui l'attachaient au parti austro-clérical. Un journal littéraire sans portée, dont il s'était fait le directeur pour avoir un pied

dans la presse, s'enhardit jusqu'à dire que le Piémont n'était pas en Chine, mais dans un pays opprimé, occupé en partie par l'étranger, et qu'il suffirait d'une légère réforme dans le gouvernement pour que les Piémontais se crussent au paradis terrestre.

Lorsqu'on vit enfin le roi Charles-Albert se dévouer à la sainte cause de la résurrection italienne, la jeunesse, qui avait jusqu'alors conservé ses croyances et ses aspirations radicales, s'empressa de les abjurer; elle se rallia autour du prince qui ne craignait pas de compromettre sa couronne pour faire en sorte que l'Italie fût autre chose qu'une *dénomination géographique*. Les anciens camarades de Poggei, choqués de son empressement à renier sa foi politique du collége, lui avaient fait dans divers journaux une guerre d'épigrammes qui les avait brouillés. Heureusement Poggei n'était pas homme à se souvenir des injures : il recommença de saluer ses amis d'autrefois, d'aller à eux pour leur serrer la main; bientôt il fut le plus ardent de tous. Il ne parlait que d'insurrections, de croisades contre les barbares; il accusait le prince, les ministres, les citoyens, le temps, le ciel, de lenteur, de tiédeur, d'injustice. Alors que tout le monde était plein d'une folle, mais généreuse confiance, il témoignait une défiance marquée, et avertissait ses amis de se tenir en garde contre les riches et le clergé. Il ne faisait d'exception que pour le *marchesino*, dont il ne cessait de vanter le patriotisme.

Si clairvoyant que fût l'avocat Poggei, la nature de ses conseils aurait dû faire révoquer sa sincérité en doute, car il n'était guère politique, en un pareil moment, de décourager les dévouemens même les plus équivoques; mais le moyen de repousser un homme qui parlait plus haut et plus ferme que tout le monde, qui se plaignait d'être retenu dans la vie civile par ses devoirs de père de famille, et qui semblait inconsolable de ne pouvoir se faire soldat! On ne remarquait pas qu'à la moindre hésitation du gouvernement, le bouillant Poggei inclinait plus visiblement à contenir l'ardeur populaire, à reprendre les allures de la prudence ou plutôt de la timidité, et que les libéraux, ses amis, ne le rencontraient plus nulle part. Le travail de son cabinet et les fatigues de l'audience étaient, dans tous les cas, une excuse suffisante pour ces singulières disparitions.

Il ne fallut pas moins que les réformes d'octobre 1847 pour lui rendre son ardeur. On sait combien ces réformes étaient insignifiantes, et néanmoins quelle joie immense, quel enthousiasme universel les accueillit, preuve manifeste de la nécessité de modifications profondes dans le gouvernement piémontais. « On pouvait enfin, dit M. Bersezio, qui a vu ces événemens de près, marcher la tête haute, regarder qui que ce fût en face, sans craindre de voir dans

sa personne la dignité humaine méconnue, et d'être traité, pour délit de libéralisme, comme un voleur ou un assassin. » Quant à Poggei, incapable de comprendre le prix d'une semblable conquête pour des hommes de cœur, il était loin de s'associer à l'enthousiasme général; il se plaignait amèrement de l'insignifiance des réformes accordées et soutenait que le gouvernement aurait pu sans danger faire de plus larges concessions. L'instinct populaire fut, en cette occasion, plus politique que toute la finesse des habiles; la moindre réforme, étant un coup porté à l'Autriche, devait être accueillie avec reconnaissance. Les démonstrations de la joie publique devinrent si éclatantes, que Poggei jugea prudent de s'y associer. Il cessa de murmurer les mots de tromperie et de trahison pour parcourir les rues, une large cocarde sur la poitrine et une bannière à la main; il embrassait les ouvriers, les portefaix, criait : *vive le roi! vivent les réformes!* se faisait le promoteur d'un banquet pour le corps des avocats, y prononçait un long discours bien chaleureux, qu'il faisait ensuite imprimer et distribuer dans la ville par milliers d'exemplaires. Convive et orateur dans tous les banquets qui suivirent, il vit bientôt son portrait lithographié s'étaler derrière les vitres des principales boutiques de la capitale, comme celui d'un grand citoyen. Enfin, pour continuer l'édifice de sa réputation si adroitement commencé, Poggei transforma son journal littéraire en un journal politique. Il lui donna un titre séduisant, *la Conciliation*, et y accueillit tous les hommes de talent qui avaient à faire oublier leurs opinions passées. Son patriotisme cependant ne lui faisait pas négliger ses intérêts personnels : de sa propre autorité, il se créa directeur et administrateur du journal transformé, et s'alloua une somme annuelle de 5,000 livres pour s'indemniser de ses fatigues et de ses peines.

En voyant son libéralisme osciller comme un pendule entre la modération et l'enthousiasme, suivant les circonstances, et devenir pour ainsi dire le thermomètre de l'opinion, personne ne s'étonnera, j'imagine, que, même au temps de sa plus grande ferveur, l'avocat Poggei n'ait pas négligé certaines relations qui pouvaient en d'autres temps lui redevenir utiles. Il se rendait dans les salons le soir, ce qui lui évitait l'inconvénient d'être vu par ses amis de la place publique; on le recevait comme un parasite, par un reste d'habitude, ou comme un instrument qu'il ne fallait pas dédaigner. En mettant le pied sur le seuil, il se dépouillait de ses allures populaires; là aussi l'on aurait pu le prendre comme un thermomètre. Triste et abattu dans les commencemens, il se montra bientôt menaçant et courroucé, plus tard moqueur et ironique, à l'imitation de ses nobles protecteurs. Bourgeois, il souriait et applaudissait à toutes les insultes prodiguées à la bourgeoisie. Qu'étaient pour lui des sacri-

fices d'amour-propre qui pouvaient s'escompter à beaux deniers comptans? Les confidences du marquis de Baldissero l'amenèrent à prendre rang parmi ceux qui marchèrent les premiers dans les voies de l'avenir et du progrès. Admis aux conseils secrets de Charles-Albert, le marquis apporta un soir chez lui cette nouvelle inattendue, que le roi songeait à donner une constitution à ses sujets. Poggei était présent. Le lendemain, sans rien répéter de ce qu'il avait entendu, il parcourut toute la ville, préconisant à haute voix le régime constitutionnel, l'équilibre des pouvoirs, les formes représentatives, les droits parlementaires. Dans ses momens de loisir, il étudiait les discussions des chambres anglaises et françaises, « afin, dit l'auteur, de devenir un Palmerston in-dix-huit. »

Ce qui m'étonne après tant d'efforts, c'est qu'un tel personnage ait, au dire de M. Bersezio, échoué dans sa première candidature parlementaire. Son concurrent avait beau être un exilé de 1821, c'est-à-dire un homme qui avait fait ses preuves de patriotisme autrement qu'en paroles : je ne puis admettre le fait qu'à titre d'exception; or ce n'est pas une exception que M. Bersezio veut mettre sous nos yeux. Le *grand citoyen* dont on avait lu les innombrables discours et vu le portrait aux étalages sous les portiques de la rue du Pô devait trouver sa place au premier parlement de son pays. Admettons cependant de la part des électeurs en cette occasion une intelligence des hommes dont ils font rarement preuve : Poggei trouva des consolations au cercle (club) *della Rocca,* dont il fut l'un des principaux orateurs. C'est là qu'il se livra à tous les emportemens de la passion et de l'éloquence dans la déplorable affaire de la future capitale du futur royaume de la Haute-Italie. Sa clientèle d'avocat était à Turin, il ne se souciait guère d'appartenir à un barreau de province, et si, comme il l'espérait bien, il devenait un jour député, il voulait n'être pas réduit à sacrifier ses intérêts pendant la moitié de l'année, et pouvoir mener de front ses affaires privées, celles de ses cliens et celles de l'état. C'est pourquoi au club et dans la presse nul ne soutint plus ardemment que lui les droits de Turin à rester capitale d'un royaume qui aurait eu pour principales villes Milan et Venise; il faisait de la propagande dans les rues, publiait des libelles anonymes, rédigeait des pétitions à la chambre et ouvrait des souscriptions.

Durant quelques jours, après les revers de la campagne de Lombardie, il se déclara partisan du ministère démocratique présidé par Gioberti, parce qu'il voyait bien que l'opinion générale, d'accord avec la volonté du roi, amènerait avant peu la reprise des hostilités; mais le désastre de Novare le ramena sans transition à l'extrémité opposée : il ne faisait bon qu'à droite, puisque la réaction al-

lait avoir le dessus. Personne ne fut donc plus étonné que lui de voir qu'après les premiers momens de confusion et d'incertitude, la loyauté du nouveau roi maintenait le *statut*, et que, contre toute attente, le gouvernement rentrait dans les voies constitutionnelles et libérales. En homme sincère, il reconnut qu'il s'était trop pressé, et il revint sans pudeur sur ses pas. Désormais dévoué aux ministres, il abandonna le journal de la droite qui l'avait adopté, et il apporta aux feuilles du gouvernement des élucubrations presque quotidiennes, qui, à défaut d'autre mérite, témoignaient de cette sorte de zèle que proscrivait M. de Talleyrand. Il se démena si bien, que le cabinet finit par céder à ses instances et par le porter comme candidat officiel dans un tout petit collége. Cette fois, Poggei, instruit par l'expérience de son précédent échec, se transporta sur les lieux et dressa ses batteries. Au curé il promit de défendre la religion, d'amener un concordat avec Rome et de faire élever le chiffre de ses appointemens. Le pharmacien, chef du parti libéral, avait un mauvais procès; Poggei lui promit de le lui faire gagner, et ajouta que, s'il était nommé député, la route royale pourrait bien avant peu faire un coude tout exprès pour passer devant l'officine de l'honorable praticien. Pharmacien et curé employèrent leur influence, d'ordinaire opposée, pour faire triompher une candidature qui promettait de leur être si favorable, et Poggei fut élu. Présentement il profite de sa position politique pour augmenter sa clientèle, de son journal pour fortifier sa position politique, de son droit de voter pour attirer les faveurs ministérielles sur lui d'abord, puis sur les siens et sur ses commettans. Il s'est fait décorer, bientôt il se fera noble, en attendant qu'on le fasse ministre, ce qui pourrait bien ne pas tarder.

Je voudrais croire que le chevalier Poggei est un personnage de fantaisie, moins vrai que vraisemblable; malheureusement les originaux de cette espèce ne sont pas rares, et nous sommes fondé à croire que ce caractère fait plus d'honneur au talent d'observation qu'à l'imagination de l'auteur. Ce qu'on peut reprocher à M. Bersezio, c'est d'avoir trop forcé les teintes, et surtout d'avoir fait son héros tout d'une pièce. A tout prendre, Poggei n'est pas un méchant homme, c'est une conscience élastique, un de ces égoïstes qui pensent que charité bien ordonnée commence et finit par soi-même; mais la bonté, peut-être la vertu, doit se trouver quelque part dans cette nature peu sympathique : l'impartialité, la vérité, voulaient que l'auteur ne passât point sous silence ce qui peut nous réconcilier avec le personnage et nous montrer l'homme tel qu'il est, ni entièrement bon, ni entièrement mauvais. On peut d'ailleurs plaider pour Poggei les circonstances atténuantes. Les vicissitudes qu'a

traversées le Piémont durant ces dernières années ont rudement éprouvé les caractères, et il n'est pas étonnant que des hommes soumis jusque-là au pouvoir absolu, qui les dispensait d'agir et de penser par eux-mêmes, n'aient pas compris du premier coup en quoi consistait la probité politique et quelles en étaient les exigences, sans compter que, dans une foule de questions, quelquefois les plus importantes, le pour et le contre pouvaient être honorablement soutenus. En réduisant à des proportions raisonnables les travers de Poggei, peut-être trouverait-on en lui un député qui a fait l'éducation de sa conscience, et qui, après des tergiversations inexcusables, s'est très sincèrement dévoué au gouvernement établi, dont il confond les destinées avec ses propres intérêts. Il n'est pas si facile, à ce qu'il paraît, d'être, je ne dis pas un honnête homme, mais un citoyen honnête, puisque les crises politiques dans tous les pays nous offrent le désolant spectacle de tant de *faiblesses*, je ne veux employer qu'un mot dont on ne contestera pas la modération. Quiconque se rappelle les palinodies de nos années révolutionnaires y regardera à deux fois avant de jeter la pierre aux empiriques piémontais dont le député Poggei est l'image, si toutefois l'on admet que la caricature soit encore un portrait.

Le second personnage de cette galerie, plus triste que le premier, ne manque pas non plus de vérité. Le chevalier Grechi de Savornio est un homme hautain, solennel, gonflé de lui-même; sa tête est chauve et fièrement rejetée en arrière, son sourcil froncé et son regard sévère. Vêtu avec recherche, il porte invariablement une haute cravate blanche; le ruban vert est à sa boutonnière, et une tabatière d'or ne quitte jamais sa main. On dirait que sur lui reposent les destinées du monde, tant il se considère avec respect. Malgré ces dehors superbes, Cosma Grechi ne diffère pas beaucoup au fond de Poggei. L'un et l'autre veulent parvenir et jouir; mais l'un recherche surtout l'argent et les honneurs, l'autre l'exercice du pouvoir et la considération. Cosma était né Grechi tout court, d'une famille opulente que des revers de fortune imprévus avaient réduite à la misère. Lorsque cette catastrophe arriva, il était déjà d'âge à comprendre tout ce qu'ont de cruel des privations dont on n'a pas l'habitude. Il avait dû solliciter et s'estimer heureux d'obtenir un modeste emploi dans un ministère; ses émolumens servaient à l'entretien de sa nombreuse famille : il avait deux sœurs et un frère tout jeunes encore. Son père et sa mère, aigris comme lui par le malheur, lui rendaient le foyer domestique insupportable. N'entendant que des plaintes et des paroles amères, il avait hâte de s'échapper; mais au dehors son orgueil le condamnait à l'isolement : il n'aurait pas voulu fréquenter des camarades ou des col-

lègues moins gênés que lui. Il n'avait donc ni ami ni maîtresse. Le hasard plaçait-il sur sa route quelqu'un de ceux qu'il évitait, il les abordait avec embarras, parlait peu et s'enfuyait au plus vite. Obligé de se replier sur lui-même, il creusa profondément le sillon de sa pensée, sans regarder ni à droite ni à gauche, dans la direction que sa position personnelle lui indiquait naturellement. La solution du problème de la misère et de l'inégalité sociale devint l'objet unique de ses réflexions : il prit en pitié, comme des esprits à courte vue, tous les jeunes hommes qu'enflammait exclusivement l'amour de la patrie; « il les regarda, dit M. Bersezio, comme gens qui, pouvant obtenir un grand trésor, se contentent de désirer une seule pièce de monnaie. » Cosma Grechi ne comprenait pas que la question politique est trop compliquée en Italie pour que l'heure soit venue de la question sociale.

Sa foi socialiste, ouvertement déclarée, fut bientôt mise à l'épreuve : elle lui valut une destitution qui priva sa famille d'une moitié de ses ressources. De là des récriminations amères contre le penseur imprudent. On avait tort de l'aigrir au sujet d'un malheur irréparable; enivré de son rôle de victime, il eut à son tour le tort grave de céder à la colère et d'abandonner tout à fait la maison paternelle, où il laissait ses jeunes frères à la charge exclusive de son père, devenu veuf. Le parti démocratique ayant ouvert une souscription à son profit, il en abandonna le montant aux pauvres, malgré la misère à laquelle il était réduit, pour obtenir les applaudissemens de la multitude et enlever l'admiration ou l'estime de ses adversaires. Ainsi jeté dans la vie politique, il fonda un journal où il exagéra encore les doctrines de Mazzini, mais que le talent du publiciste fit lire avec curiosité tant que dura la crise. La défaite de Novare et la réaction qui en fut la suite mirent fin à ce succès éphémère : personne ne voulut plus imprimer ni la feuille, ni les opuscules socialistes de Cosma Grechi. Ce retour à la misère trouva l'ancien publiciste plein de courage : d'abord la misère n'était plus pour lui une inconnue; ensuite il se flattait d'en conjurer les plus terribles menaces, de pourvoir par son travail aux besoins les plus impérieux de l'existence, car depuis longtemps il savait se priver du superflu. Le malheureux avait compté sans la célébrité que ses écrits lui avaient faite : exclu nécessairement des services publics, il ne trouva chez les particuliers que répugnance ou timidité. Pour un motif ou pour l'autre, aucun banquier, aucun industriel ne voulut donner dans ses bureaux la moindre place au dangereux socialiste. Réduit à se réfugier dans une mansarde, à vendre peu à peu tout ce qu'il possédait, il finit, quel supplice pour son orgueil! par demander quelques secours en argent ou en nature à celles de ses connais-

sances qui consentaient encore à lui faire dans l'occasion l'aumône d'une poignée de main.

On devine de quelles réflexions dut être assaillie dans ses loisirs forcés cette âme ardente et inquiète. Cosma Grechi avait trente-cinq ans, l'âge où l'ambition vient aux hommes les plus obscurs; or il avait déjà savouré les triomphes, sinon de la gloire, du moins d'une bruyante renommée; il désirait boire de nouveau à cette source empoisonnée; il sentait se réveiller en lui, par la force du souvenir et l'attrait des contrastes, le goût de toutes ces jouissances matérielles qu'il avait connues dans son enfance, et il se disait qu'il n'avait rien à espérer, s'il continuait à marcher dans la ligne politique à laquelle il devait un nom. Sans avoir de parti pris, il comprenait la nécessité de la prudence, cette vertu mère de toutes les lâchetés. Il se répétait à lui-même ce sophisme commode de tous les ambitieux, que si son pays ne voulait pas le suivre dans les voies qu'il jugeait les meilleures, ce n'était pas une raison pour condamner éternellement son talent à d'infructueux loisirs, et qu'il était honorable, après tout, de rentrer dans la vie publique, même au prix de certains sacrifices d'opinion, quand on avait la conviction de pouvoir être utile à ses concitoyens. Sans qu'il s'en doutât, son âme était à vendre et n'attendait plus qu'un acheteur. Un jour le démon tentateur grimpa jusqu'à sa mansarde sous les apparences de l'avocat Poggei.

Poggei avait connu Grechi au cercle della Rocca, dont celui-ci était le plus éloquent orateur. Dans le moment fort court où l'on put croire, à Turin, au triomphe des idées démocratiques, il s'était montré l'un des plus fervens admirateurs de ce talent sauvage, et l'avait poussé vers les exagérations déraisonnables auxquelles il se sentait lui-même porté en sa qualité de nouveau converti. L'un des premiers, il avait souscrit à son journal, et l'un des premiers aussi, après la débâcle, il avait commencé de détourner la tête du plus loin qu'il apercevait le fougueux tribun. Cependant, lorsqu'il fut devenu un fervent apôtre de la foi constitutionnelle et le défenseur quand même du ministère, il sentit le besoin d'une plume vigoureuse et vive pour donner de la valeur au journal modéré qu'il patronait. Après avoir cherché quelque temps autour de lui, il songea à Cosma Grechi. Si invraisemblable que fût l'acceptation de celui-ci, Poggei n'en désespéra pas : sous ses dehors hautains et graves, l'homme de chicane avait flairé l'ambitieux; il n'eut donc pas pour s'adresser à lui les hésitations et les scrupules qu'un cœur droit eût éprouvés. Quand le chevalier Poggei entra dans la pauvre mansarde, Grechi rougit d'être surpris au sein d'une si profonde détresse : cette impression, si fugitive qu'elle pût être, fut pour l'œil observateur de l'arrivant un indice certain des dispositions conciliantes où il trou-

vait l'ancien socialiste. Plus les souffrances matérielles étaient grandes, plus l'apôtre ferme et convaincu aurait dû s'en montrer fier. Un peu remis de sa surprise, Grechi laissa errer sur ses lèvres un étrange sourire.

« — Vous le voyez, dit-il, j'ai voulu mettre les pauvres dans l'aisance, et j'en suis puni moi-même par la pauvreté.

« — Il en est toujours ainsi, répondit Poggei, et vous qui êtes un homme de talent, vous auriez dû comprendre le sens de la fable de Prométhée. S'il vous arrive jamais de ravir une étincelle au feu du soleil, ne soyez pas assez fou pour la donner à d'autres; gardez-la pour vous et n'oubliez plus cette maxime de sens commun, qu'il faut d'abord songer à soi. Vous avez voulu faire la fortune de tout le monde, et vous n'avez pu faire même la vôtre. C'est votre faute, mais je ne vous la reproche pas, parce que le vent était à la folie et que les têtes les plus fortes ont été mises à l'envers, jusqu'à la mienne, qui, si elle n'est pas des plus fortes, est au moins des plus prudentes. Maintenant il est temps de revenir à la raison; il faut que les hommes de valeur songent à eux et à leur pays.

« Grechi, l'œil soupçonneux et scrutateur, l'interrompit brusquement : — Pourquoi tous ces discours? dit-il. Que me voulez-vous?

« — Je veux, reprit Poggei, que votre vie, vos talens, vos études soient utiles à votre pays et à vous-même; je veux vous arracher à cet abîme de misère et d'erreur où vous vous enfoncez de plus en plus, et vous procurer l'existence que vous méritez. Laissez-moi finir, ajouta-t-il en voyant que Cosma faisait mine de l'interrompre encore. Qu'espérez-vous? Que les gens médiocres se perdent, s'ils le veulent, je n'y vois pas d'inconvéniens; mais quant aux sages et aux forts comme vous, il importe à l'humanité que cela ne soit pas. Les intelligences supérieures ne sont pas assez nombreuses pour que l'une d'elles puisse s'éteindre dans l'oisiveté, uniquement parce que les théories qu'elle a rêvées sont irréalisables. Tous les partis ont besoin d'esprits tels que le vôtre et sont prêts aux plus grands sacrifices pour se les attacher. Personne n'a le droit de refuser l'emploi, de déserter le poste où il peut faire du bien. Je ne viens pas vous dire de renoncer à vos opinions, Dieu m'en garde! conservez-les religieusement au fond de votre âme, je n'en aurai pour vous que plus d'estime; mais parce que vous avez échoué pour le moment, ne boudez pas votre pays et songez à votre avenir. Vienne le jour où vos idées pourraient triompher, vous serez en mesure de les pousser en avant, car vous aurez acquis de l'autorité et de l'expérience. Si vous n'aviez perdu votre place par votre imprudence, vous seriez maintenant l'un des premiers employés de votre ministère. Laissez dire les sots : où sont la richesse et la puissance, là se trouvent aussi l'honneur et la raison. Le monde estime et loue la constance dans les opinions, mais il apprécie infiniment plus la richesse et ceux qui réussissent. Vous voyez ce qu'on gagne à servir le peuple! S'agit-il de mettre quelqu'un sur la croix? Son choix sera bientôt fait : il crucifie le défenseur de ses droits et crie vive Barrabas! Pour faire son chemin, il faut servir les princes, les riches, les gouvernemens, l'ordre, la propriété, en un mot tout ce qui a poussé dans le sol de

profondes racines. Voulez-vous la gloire et le pouvoir, pour faire le bien s'entend : appelez-vous *monsieur million*. Puisque tout prouve qu'on ne peut abattre la barrière qui sépare les riches des pauvres, les puissans des faibles, contentez-vous de la franchir pour votre compte, et sachez vous joindre au petit nombre des heureux. »

Aux tensations intellectuelles Poggei ajoute habilement, en dernier lieu, celles de la matière, l'or, les splendeurs de la vie et des dignités; il fait appel à la vanité et aux sens de Cosma Grechi. Celui-ci l'écoute absorbé, la tête entre les deux mains, et le laisse recommencer en d'autres termes. A la fin, il discute, se défend, parle de sa vertu, de son honneur... Poggei est trop fin pour s'y tromper. Il sait qu'il en est de la conscience de l'homme comme de l'honnêteté de la femme : quiconque s'éloigne aux premières paroles de tentation, sans discuter, sans en vouloir entendre davantage, est vraiment incorruptible; mais quand on consent à écouter les argumens de l'adversaire, quand on s'abaisse à les combattre, on est vaincu d'avance, alors même qu'on souhaiterait encore de ne pas succomber.

Deux jours après cet entretien, Cosma Grechi habitait un fastueux appartement et paraissait splendidement vêtu dans les rues, à la grande surprise de ceux qui avaient remarqué sa détresse pour en gémir ou s'en moquer. En même temps le journal de Poggei publiait de brillans articles du révolutionnaire converti sur les révolutionnaires à convertir. Cette volte-face se fit du reste avec ménagement et par gradation. Grechi garda d'abord les apparences d'un libéralisme inclinant vers la gauche, et peut-être croyait-il pouvoir s'arrêter ainsi à moitié chemin de la palinodie. Ses patrons laissèrent prudemment aller les choses, et en peu de jours, excité par la polémique, par les accusations des partis, par les exigences et les reproches des moins perspicaces de ses nouveaux amis, Cosma en vint à brûler sans pudeur tout ce qu'il avait adoré. Il ne faut pas s'y tromper : s'il souffrit quelque temps, il fut bientôt sincère dans sa foi nouvelle et crut remplir un devoir. La prospérité, l'accueil qu'il recevait dans les meilleures sociétés du monde officiel, les égards dont l'entouraient, les conseils que lui demandaient presque avec déférence ceux qui sentaient avoir besoin de lui, toutes les jouissances du bien-être et de la vanité satisfaite achevèrent de le réconcilier avec lui-même. Pour prix de ses services, il obtint une place importante dans les bureaux du ministère où il figurait, quinze ans auparavant, comme l'un des plus humbles employés.

Parvenu dès lors à se refaire une position qui, si elle ne contentait pas entièrement son ambition, grandie avec sa fortune, lui permettait du moins de caresser sans folie les plus beaux rêves, Cosma

Grechi s'était flatté qu'une fois le sacrifice accompli de ses opinions politiques, il n'aurait plus, pour avancer rapidement dans sa carrière, qu'à remplir avec ardeur et dévouement les devoirs de sa charge. C'était encore une honnêteté relative dont il faut savoir gré aux hommes qui ont renié leur passé. Il fut cruellement déçu dans son espérance. Un haut personnage, à la protection duquel il devait beaucoup et qu'on réputait ami trop passionné du beau sexe, le fit un jour appeler et eut avec lui un entretien particulier. Le sujet de cet entretien resta enveloppé d'un profond mystère; mais à partir de ce jour, tout le monde, dans les bureaux, remarqua l'air sombre et taciturne de Grechi. Dans les réceptions, ses collègues, ses rivaux se réjouirent de voir que le haut personnage dont il s'agit l'accueillait avec une froideur marquée et répondait à peine à son salut. Sur ces entrefaites, une place d'intendant provincial vint à vaquer : elle était l'avancement naturel et légitime du transfuge, elle lui avait été promise; cependant un autre l'obtint. La disgrâce était évidente, ce fut pour tous ceux qu'avaient froissés les allures hautaines de Cosma Grechi une occasion de se venger en l'humiliant, en l'irritant à leur tour par des allusions malignes, par des sourires moqueurs et insultans. Pendant quelques jours, Cosma Grechi supporta patiemment tous ces outrages mal déguisés; mais, voyant qu'il ne faisait par là qu'enhardir ses ennemis, il reparut bientôt au milieu d'eux la tête haute, le dédain aux lèvres, comme un homme sûr de prendre sa revanche. On apprit en même temps qu'il venait d'obtenir une nouvelle entrevue avec le haut personnage, cause probable de sa disgrâce. Peu après, il recevait la croix de chevalier et découvrait, dans de vieux papiers de famille, qu'il pouvait, sans trop d'invraisemblance, s'appeler Grechi de Savornio. Son ruban tout neuf et sa fraîche noblesse facilitèrent ses négociations matrimoniales. Il épousa une veuve élégante et riche, qui avait hâte de se bien remarier, n'étant plus de première jeunesse. Le haut personnage daigna signer au contrat et faire nommer, pour son cadeau de noces, le chevalier Grechi de Savornio secrétaire général de son ministère. Arrivé là, le chevalier se nomma bientôt lui-même intendant de division, l'une des charges les plus considérables du royaume de Sardaigne. En moins de huit ans, il a refait ainsi sa carrière brisée : il s'acquitte d'ailleurs de ses fonctions avec la même exactitude, le même zèle, la même intelligence que par le passé; mais il sait désormais qu'il faut autre chose pour parvenir au premier rang, et la conscience de n'y être arrivé qu'à force de lâches complaisances le trouble dans son triomphe.

Il faut tenir compte à M. Bersezio des nuances qu'il a su apporter dans la composition de ce triste personnage. Au début, Cosma Gre-

chi est parfaitement honorable malgré quelques défauts de caractère, malgré les idées excessives auxquelles il est conduit par le malheur. Ne faut-il pas garder quelque pitié à cette déplorable victime d'une réaction exagérée? Oui, alors même qu'il descend encore en prêtant la main à de mystérieuses débauches, car l'ambition toute seule n'a pas suffi à l'y décider, il y a fallu en outre ces mille piqûres d'amour-propre que lui font endurer des collègues jaloux, et qui irritent son orgueil plus que n'auraient pu le faire de cruelles persécutions. Pourquoi cependant, à côté de cette chute, entourée comme à plaisir des circonstances les plus atténuantes, M. Bersezio ne nous a-t-il pas montré celle de ces hommes qui tombent par abjection native et qui changent moins parce qu'il *faut* vivre que parce qu'ils *veulent* vivre dans le luxe et les dignités? Je ne puis passer outre non plus sans dire avec quelle surprise je vois un libéral, animé des sentimens les plus généreux, accorder une si grande place, dans ce tableau de la société politique en Piémont, à deux hypocrites, à deux hommes faits pour déshonorer le parti constitutionnel. Évidemment le jeune auteur est choqué outre mesure de la manière dont se recrute ce parti; mais il y a dans son étonnement un peu de naïveté, qu'il me permette de le lui dire, et beaucoup d'inexpérience. De quel côté veut-il donc que se tournent les consciences faciles et les âmes ambitieuses, si ce n'est vers le pouvoir, qui dispense les places et les faveurs? Que M. de Cavour cède son portefeuille à M. Solaro della Margarita, tous les Poggei, tous les Grechi des états sardes seront aussitôt partisans déclarés du régime absolu. Dans tous les cas, s'il est plus utile de flétrir le mal que de louer le bien, il était nécessaire, je ne crains pas de l'affirmer, de tracer, par opposition aux tartufes du libéralisme, le portrait de quelqu'un de ces hommes honnêtes et modestes qui soutiennent par conviction et sans esprit de calcul ces idées constitutionnelles desquelles dépendent aujourd'hui la gloire et le bonheur du Piémont. M. Bersezio, je le sais, a voulu mettre sous nos yeux dans son troisième récit le modèle du vrai patriote, mais fallait-il donc le chercher, comme il l'a fait, parmi les volontaires venus des états romains pour défendre en soldats la cause italienne? Ce que nous voudrions voir, ce n'est pas seulement le patriote qui se dévoue et court à la frontière, c'est aussi l'honnête citoyen qui accomplit modestement sa tâche dans la vie civile, et pour qui la défense des principes constitutionnels est une source de sacrifices et non de richesses ou d'honneurs. Quoi qu'il en soit, voyons quelle a été la destinée du patriote romain, le héros du troisième de ces récits politiques.

Mario Tiburzio avait connu le malheur dès son enfance. Son père, successivement soldat de Napoléon et de Murat, puis *carbonaro*

après leur chute, avait été compromis dans les mouvemens insurrectionnels de 1831 et conduit aux galères, où le chagrin, la fatigue, le regret de sa cause et de sa famille perdues, causèrent promptement sa mort. Ce souvenir rongeait l'âme du jeune homme; sa mère et un digne prêtre, don Ardinghi, ancien ami de son père, avaient toutes les peines du monde à le retenir dans les limites de la prudence, au moins jusqu'au moment opportun. Pour l'entraîner avant l'heure, il ne fallut rien moins que les provocations mystérieuses d'un libéré politique, nommé Landuzzi, qui avait acheté sa liberté en consentant à mettre au service de la police pontificale la connaissance qu'il avait des conspirations et des conspirateurs. Ce misérable n'eut pas de peine à persuader au crédule jeune homme que le vieux Tiburzio, son ancien compagnon au bagne, lui avait confié en mourant ses dernières volontés, et qu'il recommandait expressément à son fils de se dévouer sans plus de retard à l'affranchissement de sa patrie. Ces paroles étaient un ordre, et Mario se laissa entraîner dans les sociétés secrètes. Initié par un traître, il ne pouvait tarder, on le comprend, à tomber sous la main de la police. Ayant réussi à s'échapper pendant qu'au sortir de la sacrée-consulte, qui lui avait fait subir un premier interrogatoire, on le conduisait à sa prison, il se déroba aux poursuites des soldats en semant sur sa route, pour les attarder, tout l'argent qu'il avait sur lui. Ce stratagème eut un plein succès; Mario, une fois hors de Rome, pouvait partir pour un exil qui aurait assuré sa liberté. Il préféra rejoindre dans les Marches et les Romagnes les bandes insurrectionnelles du médecin Muratori et du capitaine Ribotti. Pris une seconde fois et les armes à la main, il fut condamné à mort et ne dut sa délivrance qu'au dévouement de don Ardinghi. Cet ami dévoué était allé trouver le tout-puissant Gaetano Moroni, barbier, valet de chambre et confident favori de Grégoire XVI. Gaetanino, comme les Romains l'appelaient, voulut bien se souvenir que le vénérable prêtre lui avait rendu dans le temps quelques services : il lui exprima le regret de ne pouvoir rien faire directement pour son protégé, à cause de la résolution prise par le gouvernement pontifical de déployer la plus grande rigueur contre les insurgés; mais il lui dit en confidence qu'il n'était pas impossible d'acheter le directeur des prisons de Bologne, à la seule condition de s'y prendre avec adresse. — Cela fait, ajouta Gaetanino, vous n'aurez, pour rendre la liberté à votre jeune ami, qu'à donner des *buone mancie* (pourboires) à droite et à gauche sur son passage.

Le barbier connaissait bien les employés de l'administration pontificale; la chose réussit à souhait, et Mario put se retirer en France, d'où il ne revint en Italie que lorsque le drapeau tricolore arboré à

Turin lui permit de pénétrer sans danger dans les états sardes. Des hostilités sérieuses allaient éclater sur les bords du Tessin, et Mario désirait ardemment être enrôlé dans les *bersaglieri*, excellent corps de tirailleurs formé sur le modèle de nos chasseurs d'Afrique, et qu'il prévoyait bien devoir être au premier rang lorsque la campagne commencerait. Sa qualité de Romain était un obstacle à l'accomplissement de ses désirs, car à cette époque le gouvernement piémontais n'avait pas encore conçu la généreuse pensée de voir dans tout Italien qui viendrait lui demander asile un citoyen des états sardes. Cependant l'avocat Poggei avait porté aux nues Mario pour sa noble résolution : il lui promit de faire lever toutes les difficultés par le marquis de Baldissero, qu'il est temps de faire connaître au lecteur.

Représentant d'une ancienne et illustre famille, le marquis de Baldissero portait écrit sur ses traits l'orgueil de sa race; nul n'était plus fier que lui de son blason immaculé. Toutefois un air de bonté répandu sur sa physionomie vénérable tempérait ce que ces sentimens auraient pu avoir de blessant pour les autres, et inspirait une respectueuse sympathie. On voyait bien qu'il ne se regardait pas comme l'égal du commun des mortels; mais cette croyance ne lui inspirait pas une sotte vanité, elle lui persuadait seulement qu'il devait être en toute chose plus méritant que personne. Noblesse n'était pas pour lui synonyme de privilége, mais d'obligation, suivant l'antique adage. Il aurait voulu que sa caste ne se contentât pas d'être supérieure au reste de la société par la distinction des manières : elle devait, suivant lui, être aussi au premier rang par le savoir et la vertu; son tort était seulement de trop confondre ses aspirations avec la réalité. Ne voyant pas que la noblesse a cessé de devancer les autres classes, il ne pouvait comprendre les besoins et les vœux de la société moderne.

Le marquis avait trois fils. L'aîné, le *marchesino,* dont il a été question à propos de Poggei, était destiné à soutenir l'honneur de la famille et la splendeur du nom; la fortune paternelle lui était en conséquence réservée presque entière. Ce n'est pas qu'il fût plus digne que ses deux frères de porter un tel fardeau; bien au contraire, il représentait la nouvelle noblesse aussi exactement que M. de Baldissero représentait l'ancienne : ignorant, orgueilleux, livré à l'oisiveté et par suite au vice, dédaigneux pour quiconque n'avait pas autant de quartiers que lui, sceptique en religion et en politique plutôt par nature que par réflexion, il ne tenait à prouver la supériorité qu'il s'attribuait que dans l'art de monter à cheval, de faire des armes et de dépenser de l'argent. S'il avait permis au collége qu'on le fît passer pour libéral, c'est qu'il voulait ainsi se donner

des airs d'indépendance, son père étant partisan des doctrines absolutistes et sa mère toute dévouée aux jésuites. Au sortir du collége, il rejeta ces sentimens d'emprunt et alla jusqu'aux extrêmes dans le sens opposé. Il compta bientôt parmi ces mauvais citoyens qui tendent la main à l'étranger et l'appellent au secours de leur parti, jaloux de reconquérir sa prépondérance perdue, sans même se demander si cette invasion ou cette violence morale qu'ils invoquent ne serait pas tout ensemble la ruine et le déshonneur de leur pays.

Tel était l'héritier du grand nom des Baldissero. Le vieux marquis ne se faisait point d'illusions à son égard; mais il se sentait impuissant à le corriger. La distance où il avait toujours tenu ses enfans en sa qualité de chef de famille, et en quelque sorte de seigneur féodal, ne lui permettait d'obtenir qu'un froid respect pour son droit de remontrance. Toutefois, bien qu'il se fût convaincu que son fils aîné n'était ni un bon citoyen, ni un bon *noble*, ni un bon fils, et qu'il lui préférât de beaucoup ses deux autres enfans, il n'avait pas songé un instant à lui substituer l'un de ces derniers. L'hérédité par droit d'aînesse avait pour lui la valeur d'un principe; elle était la base de l'ordre social tel qu'il le concevait. Il se borna donc à gémir intérieurement, sans même se demander si ce hasard qu'il déplorait n'était pas un terrible argument contre ses vieilles idées, et, content d'avoir fait recevoir son fils aîné docteur en droit (1) pour lui ouvrir l'accès de la carrière diplomatique, il maintint les deux autres à l'académie militaire, d'où ils ne devaient sortir qu'officiers dans l'armée. La profession militaire convenait seule à leur naissance, puisque ni l'un ni l'autre, contrairement aux traditions aristocratiques, n'avait voulu entrer dans les ordres.

Dans les conseils du roi, comme on pouvait s'y attendre, le marquis de Baldissero opina pour une résistance énergique au mouvement italien de 1847. Il y voyait la ruine du Piémont, de la monarchie et de la société. — C'était chose honteuse, disait-il, que de céder à l'anarchie : le gouvernement devait à sa dignité de refuser des réformes qu'on n'avait pas le droit de lui demander. — Il combattit avec une égale ardeur l'octroi des institutions représentatives et la guerre contre l'Autriche. S'il éprouva une profonde douleur de voir ses avertissemens inutiles, il n'en ressentit cependant aucun dépit d'amour-propre, et encore moins songea-t-il à séparer sa cause

(1) Est-il besoin de dire que le titre de docteur en droit ou en lois a infiniment moins de valeur en Italie que chez nous, puisqu'il est obligatoire pour toutes les carrières qui se rapportent à l'administration de la justice? Si l'on pouvait le comparer à l'un de nos grades universitaires, ce serait tout au plus à la licence en droit ou au doctorat en médecine, qui sont chez nous les grades professionnels.

de celle de son roi. Le roi était pour lui le chef de l'aristocratie, et on ne pouvait lui désobéir sans félonie. Le jour même où la guerre était déclarée, il disait encore que l'autocratie paternelle, tempérée par une noblesse forte, riche, éclairée, indépendante, était le seul gouvernement qui pût faire le bonheur des peuples, et il prophétisait de bonne foi la chute prochaine de cette maison régnante qui ne craignait pas de se mettre à la tête de la révolution. Néanmoins il faisait don à l'armée de la moitié de ses chevaux et se rendait en personne auprès de Charles-Albert pour demander que le second de ses fils, âgé de dix-huit ans, sortît officier de l'académie militaire sans avoir terminé son cours d'études, « afin qu'il eût l'honneur de répandre son sang pour le service de son roi. » A cette nouvelle preuve d'un dévouement héréditaire, une seule réponse était possible : le *contino* Ermenegildo de Baldissero fut nommé sous-lieutenant au corps des *bersaglieri*.

Le hasard voulut que dans la compagnie même du jeune comte Mario Tiburzio fût incorporé comme soldat, grâce à l'intervention de Poggei auprès du marquis. Poggei avait sollicité pour lui cette faveur d'un ton ironique : « La discipline de fer du régiment, disait-il, calmera cette tête folle, et aux premières balles de l'ennemi s'évanouira comme par enchantement toute son ardeur belliqueuse. » Le marquis, plus capable que Poggei de comprendre les nobles actions et les grands caractères, avait applaudi à la résolution de Tiburzio, et employé avec succès son crédit en sa faveur. Il se montra même curieux de voir de près un bourgeois qui ne paraissait pas, comme ses pareils, « un bavard dépourvu de toute bravoure, » et il lui fit dire par Poggei qu'il désirait lui remettre en personne son brevet d'enrôlement. Mario fut exact à l'heure indiquée. Le marquis l'accueillit avec des complimens mérités sur les sentimens généreux et patriotiques qui l'animaient, et ne craignit pas d'engager avec le brave Romain une conversation ou plutôt une discussion sur les vrais principes de l'organisation politique, discussion courtoise et sérieuse, comme il convenait à deux hommes qui étaient bien de la même classe par l'intelligence, par le cœur, et aussi par la noble simplicité des manières.

Un incident qui trouble cet entretien offre à l'auteur l'occasion de nous montrer son héros accomplissant le plus pénible des sacrifices et refusant de venger son honneur outragé pour se conserver à la noble cause dont il est devenu le soldat. Le jeune comte de San-Luca est entré brusquement dans le salon où le marquis a reçu Mario. C'est un écervelé, compagnon de plaisirs du *marchesino*, un de ces jeunes fats occupés uniquement de jeu, de femmes et de chevaux, qui parlent français quand ils veulent débiter de fades galan-

teries, sourient avec dédain aux mots de patrie et de liberté, et sont toujours dans les coulisses du théâtre royal de Turin, faisant la cour aux danseuses. San-Luca tient à la main un jonc des Indes à pomme d'or, et au coin de l'œil un de ces petits carrés de verre qui donneraient au plus simple des hommes l'air d'un impertinent. — Bonjour, marquis, dit-il sans même paraître apercevoir Mario. Je viens d'assister à la scène la plus gaie, la plus burlesque qui aît encore eu lieu dans ce temps de folies, de carnaval politique et de mascarades populaires... En entendant ce malencontreux début, le marquis fait signe au jeune étourdi de ne pas poursuivre. San-Luca comprend que c'est à cause de Mario; il fait du côté de ce dernier une demi-pirouette, et lui jette à travers son lorgnon un regard qui veut être scrutateur, et qui n'est qu'insolent. Voyant un inconnu et par conséquent un homme *qui n'est pas né*, il reprend son récit sans faire plus longtemps attention aux signes du marquis, et rapporte, en ayant soin de les tourner en ridicule, tous les détails d'une démonstration populaire qui vient d'avoir lieu à l'occasion du prochain départ des troupes.

« Tous ces charlatans, dit-il, tous ces bouffons, tous ces petits étudians sont bien aises de faire semblant d'aller en guerre; cela dispense d'aller à l'école et de passer des examens. La farce jouée, ils s'en iront dans leurs provinces faire la guerre aux moineaux, comme ils la font maintenant au bon sens. Et penser, ajoutait-il en terminant, que le gouvernement se laisse forcer la main par une poignée de forts en gueule qui, au premier coup de fusil, savent si bien tourner les talons et mériter le nom de héros aux pieds rapides! Ah! si l'on nous laissait faire un moment! Une demi-douzaine d'officiers de cavalerie imposeraient silence à tous ces braillards.

« A ces mots Mario, le visage animé par la colère, fit un pas vers le comte.

« — Monsieur Tiburzio! je vous prie,... s'écria le marquis presque suppliant.

« — Permettez, monsieur le marquis, interrompit le Romain avec fermeté. Puis, se tournant vers San-Luca, il reprit d'une voix contenue, mais qu'altérait l'émotion : — J'ai le droit de vous dire, monsieur, que je suis l'un de ceux à qui vous voudriez donner une leçon.

« San-Luca reprit son lorgnon qu'il avait laissé tomber, et toisa Mario avec le plus insultant sourire. — Je ne répondrai pas aux injures par des injures, poursuivit celui-ci, par respect pour moi-même et pour monsieur le marquis de Baldissero, qui me reçoit en ce moment. Je me bornerai à vous dire qu'il faut avoir bien peu de noblesse dans l'âme pour insulter ainsi tout un peuple, et je vous donnerai le conseil d'être plus réservé à l'avenir, parce que vous pourriez facilement trouver parmi ces héros aux pieds rapides quelqu'un qui eût en même temps la main vigoureuse. Vous n'aurez pas toujours le bonheur de parler dans une maison que ceux qui vous entendent ont le devoir de respecter...

« San-Luca cessa de sourire pour froncer le sourcil et prendre un air ter-

rible. — C'est pour vous, s'écria-t-il, qu'il est heureux d'être dans cette maison. Si vous étiez chez moi, je vous aurais déjà fait chasser par mes laquais.

« Mario pâlit et se mordit les lèvres jusqu'au sang. Cependant il parvint à se surmonter. Il croisa ses bras sur sa poitrine, et s'approchant encore du comte, il lui dit d'un ton énergique, mais calme : — Essayez vous-même, monsieur. Entre un homme qui parle comme vous faites et un laquais, je ne vois pas de différence.

« San-Luca tressaillit à cette insulte. Il se serait élancé sur son adversaire, si le marquis ne s'était jeté entre eux en leur adressant de graves paroles pour les ramener à une attitude plus digne d'hommes honorables et bien élevés.

« — Où pourrons-nous reprendre cette conversation? dit San-Luca d'un air léger, tandis que Mario prenait congé du marquis.

« — Où et quand il vous plaira, répondit Mario.

« — Ce soir, à sept heures, je serai au café Fiorio avec quelques amis.

« — J'y passerai, n'en doutez pas. »

Et Mario sort. Très fort aux armes, il ne redoute pas une rencontre qui est une grande satisfaction pour son amour-propre et son patriotisme justement froissés; mais il se demande s'il a le droit, pour une misérable querelle, de risquer sa vie qu'il a juré de consacrer à la cause nationale. Après avoir fait part de sa perplexité à ses amis, aussi embarrassés que lui, il se détermine à prendre conseil des circonstances. A sept heures, le soir même, il est au café Fiorio avec Selva et Romualdo, ses témoins. Ils ne tardent pas à voir arriver le comte de San-Luca, escorté du *marchesino* de Baldissero et du chevalier de Belfiore, l'une des plus mauvaises langues de Turin. Mario se lève ainsi que ses amis et rejoint avec eux les arrivans, en ayant soin de se tenir à quelque distance de la foule qui encombre les abords du café et les portiques du Pô. Les trois jeunes patriciens répondent à peine au salut poli de leurs adversaires. San-Luca prend la parole avec une négligence hautaine.

« — Ces messieurs sont mes amis, dit-il. Ils savent tout; vous pouvez vous entendre avec eux.

« Et il fit quelques pas pour s'éloigner, en chantonnant un air de théâtre et en serrant la pomme de sa canne entre ses dents.

« Mario se tourna vers les deux témoins : — C'est monsieur le comte, dit-il, qui m'a indiqué ce lieu de rendez-vous. C'est donc à ces messieurs qu'il appartient de me faire connaître leurs intentions.

« Le chevalier de Belfiore répondit : — Je crois qu'elles sont faciles à deviner. Notre ami a été insulté...

« — C'est-à-dire, interrompit Mario;... mais, se ravisant aussitôt, il retint les paroles qui allaient s'échapper de ses lèvres.

« — Soit, dit-il froidement. Après?

« — Il est en droit de réclamer et il réclame une réparation d'honneur.

« — Qu'entendent ces messieurs par une réparation d'honneur?

« Les témoins de San-Luca échangèrent un rapide et ironique regard. Puis le *marchesino* reprit avec une dédaigneuse insolence : — Avez-vous jamais entendu parler dans vos provinces, dit-il, d'une certaine chose qui s'appelle duel?

« Selva et Romualdo voulaient répondre, mais Tiburzio leur fit signe de lui laisser la parole. — Oui, répondit-il, j'ai même vu beaucoup de duels, la plupart ridicules, les autres absurdes. Celui que ces messieurs me proposent serait tout ensemble absurde et ridicule.

« Le chevalier de Belfiore reprit brusquement : — Pas tant de discours. Cela veut dire que vous refusez?

« — J'ai un trop vif désir de me battre ailleurs pour perdre mon temps à me battre avec monsieur le comte.

« — Prenez garde! dit le *marchesino*.

« — Beau champion des héros aux pieds rapides! ajouta le chevalier.

« Mario fronça le sourcil. — Ne m'insultez pas! s'écria-t-il.

« — Votre conduite est peut-être prudente, dit le *marchesino;* mais prenez garde qu'elle ne le soit assez pour être qualifiée autrement.

« — Monsieur le marquis, interrompit Mario, qui s'échauffait, je combattrai dans la compagnie même de votre frère; j'espère qu'après la première bataille il pourra vous dire que je ne mérite pas un tel outrage.

« — C'est bien, c'est bien, dit insolemment le chevalier; nous n'avons pas à nous occuper de l'avenir. Pour le présent, voici les faits : ce matin, il ne s'agissait que de parler, et vous étiez plein de hardiesse; ce soir, il faudrait agir, et vous baissez le ton. Nous ne pouvons nous en tenir là. Le comte exige absolument que vous vous battiez, ou que vous lui fassiez d'humbles excuses.

« — Je ne ferai ni l'un ni l'autre, dit Mario, articulant chaque mot avec autant de fermeté que de lenteur.

« — Vraiment! Le comte veut une satisfaction, et vous la lui refusez? Alors il sera en droit de la prendre lui-même, et il n'y manquera pas.

« — Qu'il fasse ce qu'il pourra! répondit gravement Mario.

« Le chevalier rejoignit San-Luca, qui avait allumé un cigare et le fumait avec une apparente indifférence.

« — Monsieur, dit-il, se refuse à tout arrangement honorable. Notre intervention n'ayant abouti à rien, agis comme tu l'entendras.

« San-Luca s'avança vers Mario en agitant sa badine. Quand il fut tout près, il dit d'une voix altérée : — Puisqu'il en est ainsi, aux insultes des gens de votre espèce voici comment on répond.

« Et il leva sa badine pour en frapper Mario au visage. Mario jeta un cri terrible; ses yeux lancèrent des éclairs, l'indignation faisait affluer le sang à sa figure. Prompt comme la pensée, il saisit la canne, la brisa comme un roseau, en jeta les morceaux loin de lui, puis étendit violemment la main vers la poitrine de San-Luca. Le *marchesino* et le chevalier s'avancèrent vivement pour défendre leur ami; mais Selva et Romualdo, d'un même mouvement, les forcèrent à s'abstenir de toute intervention.

« — Arrière tous! s'écria Tiburzio avec force; arrière tous, ou je casse la tête au premier qui m'approche.

« En même temps il repoussait de la main gauche les deux jeunes fats et les renvoyait chancelans à quelques pas, tandis que de la droite il saisissait San-Luca par les revers de son habit et le soulevait en l'air comme il aurait fait d'un enfant. — Misérable! s'écria-t-il en lui imprimant une violente secousse, pour faire à autrui de semblables outrages, il ne suffit pas de l'audace! — Et il le jeta sur ses compagnons, qui revenaient timidement à la charge. Puis il se retourna vers ses propres amis : — Venez! leur dit-il impérieusement, et il s'éloigna à pas lents, non sans se retourner de temps en temps en arrière, comme un lion qui bat en retraite. San-Luca avait eu toutes les peines du monde à se retenir pour ne pas tomber ignominieusement à terre. Il était pâle comme la mort.

« Cette scène s'était passée en moins de temps qu'il n'en faut pour la raconter. Les oisifs du café, appartenant pour la plupart à l'aristocratie de naissance, s'approchèrent avec empressement de San-Luca, soit par curiosité, soit pour lui porter secours. Personne n'osa suivre Mario et lui demander compte de ses procédés, peu usités dans le monde élégant. Il s'éloignait silencieux, sombre, préoccupé. Tout à coup il s'arrête, et ne pouvant plus contenir sa colère : — Être insulté par ces muguets-là, dit-il en se frappant la tête, et ne pas les tuer! Ah! ils ne sauront jamais, les étourneaux, qu'il faut plus de courage qu'ils n'ont d'impertinence pour refuser un duel après de tels affronts, et ronger son frein avec patience, parce qu'on a un noble but à poursuivre! »

Le lendemain, Tiburzio partait pour Chivasso, où se trouvait la compagnie de *bersaglieri* dont il faisait partie. Le capitaine était un certain comte Baratoggi, grand et bien pris de sa personne, aux traits réguliers et virils. De beaux yeux noirs animaient son visage, encadré d'une barbe également noire et bien fournie. Minutieux et sévère pour ses soldats en temps de paix, il faisait preuve, depuis que le danger approchait, d'une douceur en fait de discipline qu'on avait peine à s'expliquer. Du reste, personne ne parlait avec plus d'ardeur que lui de l'indépendance italienne, et la plupart de ceux qui servaient sous ses ordres le considéraient comme l'un des meilleurs patriotes de l'armée. Mario seul hochait la tête. Attendons la fin, disait-il. Sa réserve n'était que trop fondée. Lorsqu'eut lieu le premier engagement, on chercha partout le comte Baratoggi : il n'était plus à la tête de sa compagnie, il ne se trouvait nulle part. Il ne reparut que le soir, après la victoire, pour s'associer à la joie des vainqueurs, donner des éloges à ceux qu'il apprenait s'être le plus distingués, et promettre des récompenses. La veille de la bataille de Goïto, il eut soin de s'aliter et de se déclarer gravement malade; le chirurgien appelé ordonna quelques potions d'eau sucrée et se retira en haussant les épaules. Le surlendemain, le malade était sur pied; jamais il ne s'était mieux porté.

Le *contino* de Baldissero, l'un de ses lieutenans, était presque

en toute chose l'opposé de ce triste officier. Petit et grêle, il avait l'air d'un enfant. On retrouvait en lui la fierté dédaigneuse de sa race; mais ce défaut était tempéré par une amabilité naturelle et une franchise de jeune homme auxquelles ses subordonnés, non moins que ses collègues, rendaient pleine justice. Il aimait la guerre pour la guerre et n'y cherchait qu'une occasion de montrer sa valeur; il avouait que la cause italienne le touchait fort peu. Venu à l'armée avec toutes les préventions de sa caste contre les libéraux, il ne cherchait point à dissimuler son éloignement pour ceux d'entre les volontaires qui étaient sous ses ordres, et il usait envers eux d'une sévérité plus grande qu'envers ses autres soldats. C'était surtout Mario qu'il regardait de mauvais œil, d'abord à cause de l'affaire San-Luca, qu'il avait entendu présenter par son frère le *marchesino* sous les couleurs les moins favorables au Romain, ensuite parce que celui-ci avait pris bien vite sur ses caramades un ascendant extraordinaire : moralement Mario était leur chef, bien plus que le capitaine et tous ses lieutenans. Le volontaire cependant avait trouvé le moyen de neutraliser les malveillantes dispositions du *contino* en ne lui fournissant aucune occasion de punir : il était sans contredit le plus diligent, le plus soumis, le plus capable des soldats. C'était un beau spectacle de voir cet homme parvenu à l'âge mûr, doué de talens réels et d'une vaste instruction, se montrer respectueux sans bassesse devant un enfant à qui son grade donnait le droit de se répandre contre lui, avec ou sans raison, en reproches et en dures paroles. Il devait en souffrir, cela n'est pas douteux; néanmoins il ne laissa jamais, par un mot ni par un geste, ses amis les plus intimes deviner ses secrets sentimens.

Le 8 août 1848 eut lieu la première rencontre de l'armée piémontaise avec les Autrichiens au passage du Mincio. La compagnie Baratoggi, placée à l'avant-garde, se trouva l'une des premières engagées. En l'absence du capitaine, qui avait disparu, comme nous l'avons dit, officiers et soldats n'écoutèrent que leur ardeur et se précipitèrent pêle-mêle sur le pont de Goïto, qui n'était qu'à moitié rompu; à l'extrémité, il ne restait qu'un étroit passage sur lequel les assaillans ne pouvaient passer que l'un après l'autre. Le *contino*, Mario et quelques autres arrivaient en même temps à la course, chacun dans l'intention évidente d'être le premier. Mario écarta ses deux concurrens avec violence et se précipita en avant. Il reçut deux ou trois balles dans son schako et dans son sac, il eut même l'épaule frappée; mais personne dans sa compagnie, par conséquent dans l'armée, n'eut l'honneur de plonger avant lui son sabre-baïonnette dans le sang autrichien. Le soir, après la victoire, il était avec plusieurs de ses camarades autour d'un feu de bivouac.

Le sous-lieutenant Baldissero s'approcha discrètement et lui frappa sur l'épaule. Sa physionomie exprimait une bienveillance inaccoutumée et luttait d'une façon singulière avec l'air de sévérité qu'il s'efforçait de prendre. Tous les soldats s'étaient levés par respect; il leur fit signe de se rasseoir.

« — Vous avez aujourd'hui, dit-il au Romain, commis une insolence à mon égard.

« — En quoi? demanda Tiburzio impassible, et dans l'attitude irréprochable du soldat sans armes devant son chef.

« — Sur le pont, en face de l'ennemi, vous avez osé me repousser pour passer avant moi.

« Mario ne répondit pas et resta immobile.

« — Que cela ne vous arrive plus, poursuivit le jeune officier. Une autre fois je vous fendrais la tête avec mon sabre.

« — Votre seigneurie a raison, dit froidement Tiburzio. Elle aurait le droit de le faire; mais ce matin il s'agissait de courir, et je devais bien être le premier, moi qu'un beau (*bellimbusto*) de Turin a appelé, en présence du frère de votre seigneurie, un des héros aux pieds rapides.

« Le *contino* rougit un peu.

« — Vous avez encore ce mot-là sur le cœur? dit-il.

« — Non, répondit simplement Mario.

« Baldissero garda un moment le silence, puis il reprit, non sans quelque hésitation : — J'écrirai à mon frère, afin qu'il sache, ainsi que ses amis, combien ils se trompaient sur votre compte.

« Pour toute réponse, Tiburzio fit une légère inclination qui signifiait ce qu'il croyait peu convenable de dire plus explicitement : — Il m'importe peu...

« Le jeune lieutenant restait là sans mot dire et ne savait trop quelle contenance garder; Mario porta la main droite à la visière de sa casquette pour prendre congé.

« — Attendez, lui dit vivement Baldissero; je vous ai fait inscrire au nombre de ceux qui méritent la médaille.

« — Merci, lieutenant, dit Mario sans témoigner aucune joie.

« Le lieutenant continua : son embarras semblait augmenter à chaque parole. — Jusqu'à présent, dit-il, je vous ai peut-être paru trop sévère et même animé envers vous de sentimens hostiles. Après votre conduite dans l'engagement d'aujourd'hui, je veux vous dire que je vous ai donné toute mon estime. Vous êtes un brave soldat.

« — Ceci, monsieur le comte, est vraiment de votre part un noble trait. Je remercie votre seigneurie, je reconnais en elle un homme de cœur.

« Le *contino,* flatté de cet éloge, fit un mouvement pour donner la main au volontaire; mais l'orgueil aristocratique et la dignité de son grade le retinrent, il se borna à un signe de tête que Mario voulut prendre pour l'autorisation de se retirer. En s'éloignant de son côté, le jeune lieutenant murmurait entre ses dents : — Quel dommage qu'un si vaillant soldat soit un libéral et un plébéien! »

Au bout de quinze jours, Mario était décoré de la médaille militaire et portait les galons de sergent. Un peu plus tard, le capitaine Baratoggi venait lui annoncer qu'il était proposé pour le grade d'officier. — Vous devez avoir un protecteur bien puissant et bien dévoué, ajouta-t-il du ton d'un homme qui n'aurait pas été fâché de savoir quel était ce protecteur. On nous a demandé des renseignemens sur votre compte, et je me suis empressé de les donner les meilleurs possible. J'espère donc, avant peu, saluer en vous un collègue. — Tiburzio remercia brièvement, et ne se prêta pas au désir manifeste de son chef de prolonger la conversation. Le mystérieux protecteur de Mario n'était autre que le jeune comte de Baldissero, qui avait voulu offrir ainsi au courageux volontaire une juste réparation des jugemens hasardés, des soupçons outrageans, des paroles injurieuses de son frère. Égal en bravoure aux plus vaillans champions de la cause italienne, bien qu'il n'eût pour mobiles, au lieu du principe de la nationalité et de l'amour de la patrie, que l'honneur militaire et l'obéissance à son roi, le *contino* n'avait rien demandé pour lui. Sa carrière d'ailleurs ne devait pas être longue. A la bataille de Goïto, il voulut à tout prix prendre sa revanche sur Mario et passer le premier. Il y réussit, mais fut presque aussitôt frappé d'un coup mortel. Mario, qui le suivait de près, l'emporta dans une maison particulière où il ne l'abandonna aux soins des habitans que lorsque le bruit du canon, devenu plus fréquent et plus intense, le rappela à ses obligations de combattant. Il ne put revenir assez tôt pour fermer les yeux au blessé; le malheureux enfant n'eut pas même la joie de revoir une dernière fois son père, qu'on avait mandé en toute hâte. Le marquis eut beau voyager nuit et jour, il ne trouva à son arrivée que les habits ensanglantés et la dépouille mortelle de son fils. Quand tout fut réglé pour la ramener à Turin, dans les caveaux de la famille, il se rendit au quartier-général avec son troisième fils, qu'il avait retiré de l'académie militaire, tout exprès pour qu'il fût de ce funèbre voyage. Charles-Albert avait appris la perte cruelle que venait de faire son fidèle serviteur; il lui adressa, pour le consoler, quelques paroles affectueuses, auxquelles le marquis répondit noblement : — Mon fils est mort en combattant pour son roi, c'est le sort que nous désirons tous. Répandre son sang pour la maison de Savoie est pour notre famille une antique tradition et un devoir : jamais votre majesté n'appellera sa noblesse à elle sans qu'un Baldissero s'empresse d'accourir. Le poste qui nous appartient dans les dangers vient d'être rendu vacant par la mort. Je supplie votre majesté de permettre que mon troisième fils l'occupe : il brûle de venger la mort de son frère sur les ennemis de son roi. — Le dernier des Baldissero reçut un brevet de sous-lieutenant. Toutefois la

place qu'occupait le *contino* au corps des *bersaglieri* fut donnée à Mario Tiburzio : le marquis voulut acquitter ainsi la dette de son fils.

Pour terminer l'histoire du brave volontaire dont M. Bersezio a fait en quelque sorte l'idéal du patriote, il nous reste à parler d'un dernier sacrifice qu'il fit peu de temps après à la cause nationale. La campagne de Lombardie durait encore; le lieutenant Tiburzio commandait un détachement et s'était établi avec ses soldats dans une pauvre métairie, aux environs de Villafranca. Un soir que la plus affreuse tempête grondait au dehors, on entendit le galop d'un cheval que ni les fossés, ni les arbres renversés en travers des chemins, pour mettre obstacle à la marche de l'ennemi, ni les *qui vive* (*chi va là*) de la sentinelle placée au pied d'un grand chêne ne pouvaient arrêter. Quelques hommes bravent l'orage, s'avancent, barrent résolûment le passage et parviennent à saisir le cheval par la bride. Ils font aussitôt descendre le cavalier et le conduisent dans la salle du rez-de-chaussée. C'est un officier portant ces insignes de fantaisie qu'avaient pris les volontaires romains venus à la suite du général Durando dans les provinces vénètes. Un pantalon blanc, une tunique verte, à collet et paremens rouges, une casquette verte avec bande rouge et liserés blancs, témoignent de son affectation à se parer des trois couleurs nationales. Un grand sabre pend à son côté, et deux pistolets sont à sa ceinture, sans compter ceux qu'il a dans ses fontes.

« Aux premiers qui lui étaient venus en aide, il dit avec ce pur accent auquel on reconnaît un Italien des provinces du centre : — Quel mauvais temps! Par ma foi, je me croyais perdu.

« Mario le reçut au seuil de la salle du rez-de-chaussée : — C'est le vent qui vous amène ici, *signor mio*, dit-il en souriant; mais on ne peut dire que ce soit un bon vent.

« — La tempête m'a pris si fort, dit le nouvel arrivé, que j'en ai perdu la vue, presque la tête, et tout à fait ma route. C'est mon cheval qui m'a porté, par bonheur; son instinct m'a été plus utile que ma raison.

« En entendant cette voix, Mario tressaillit et regarda attentivement l'inconnu, afin de distinguer ses traits; mais l'obscurité du soir, encore augmentée par la tempête, rendait tous ses efforts inutiles.

« — Monsieur est Romain? demanda-t-il d'une voix brusque et légèrement émue.

« — Oui, répondit l'autre. Vous m'avez reconnu à l'accent, n'est-ce pas? Eh bien! vous aussi, monsieur, vous me semblez être de ce pays-là.

« — J'en suis en effet, dit sèchement Tiburzio, dont le front s'assombrissait.

« — Tant mieux. Vive le hasard qui me fait rencontrer un compatriote. L'hospitalité que j'espère recevoir pour cette nuit ne m'en sera que plus agréable. Un peu de paille sèche me suffira; mais si je pouvais avoir un lit

pour me reposer et quitter mes habits trempés, je serais le plus heureux des hommes.

« Mario ne répondit pas, il semblait réfléchir. Tout à coup, comme pris d'une idée subite, il se tourna vers l'un des paysans de la métairie qui se tenait dans un coin de la chambre.

« — De la lumière ! lui dit-il; puis il poursuivit, en s'adressant au nouveau-venu : — Vous aurez mon lit et ma chambre. Il faut que vous quittiez ces vêtemens. A nous tous, moi, mes soldats et ces braves gens, nous trouverons bien le moyen de vous en donner de rechange.

« — Je vous remercie, dit l'inconnu, mais je ne voudrais pas vous déranger. Demain je partirai de bonne heure,... cette nuit même, si le temps se rétablit, car j'ai une mission importante à remplir. Je suis porteur de dépêches du général Durando au roi Charles-Albert.

« — Ah ! s'écria Tiburzio. Et en lui-même il pensait : Il est donc impossible que ce soit lui. Cependant...

« Le paysan avait allumé une lanterne. Mario la lui prit vivement des mains, et, s'approchant de son interlocuteur, il dirigea sur son visage les pâles rayons d'une lumière douteuse. Il tressaillit, et un éclair brilla dans ses yeux.

« — Venez, dit-il en s'efforçant de dissimuler son émotion.

« Arrivé au pied de l'escalier, il s'arrêta en continuant de jeter sur son hôte un regard inquisiteur que ce dernier commençait à trouver gênant.

« — Allez, reprit-il. Là-haut est la chambre, je vais vous envoyer des habits secs.

« — Merci, répondit l'autre. Il prit la lumière et monta.

« Mario restait immobile et pensif. Puis, comme résolu à éclaircir tous ses doutes, il leva la tête et cria : — Landuzzi !

« L'officier inconnu n'était pas encore en haut de l'escalier. Il s'arrêta court, se tourna vers Mario, et répondit d'un ton où perçait l'inquiétude : — Qu'y a-t-il ? Vous me connaissez donc ?

« — Oui, dit Mario, depuis longtemps, depuis trop longtemps pour que vous vous le rappeliez.

« — Qui êtes-vous ? demanda Landuzzi.

« — Allez là-haut, changez d'habits et reposez-vous. Avant une heure, je viendrai me rappeler à votre souvenir.

« Quelques instans après, un soldat entra dans la chambre ; il apportait des vêtemens.

« — Comment s'appelle l'officier qui commande le détachement ? lui dit Landuzzi.

« — Mario Tiburzio, répondit le soldat. Et il sortit.

« Cependant Mario était sur le seuil de la porte extérieure. Les bras croisés sur sa poitrine, le visage sombre comme la tempête qui se déchaînait de plus en plus, le front plissé, l'œil enflammé, les lèvres serrées avec une expression admirable de résolution et de force, il paraissait plongé dans de profondes réflexions. Après être resté longtemps ainsi, il appela Romualdo, Selva et les deux frères Fortinatti, ses subordonnés et tout ensemble ses amis les plus chers. — J'ai besoin de vous, leur dit-il à voix basse, de manière

à n'être entendu de personne. Restez ici, dans cette chambre. Si ce Romain descend et me demande, vous lui direz de m'attendre; s'il vous interroge sur mon compte, vous ne lui répondrez pas; s'il veut partir, vous le retiendrez jusqu'à mon retour, même par la force. Je sors. J'ai besoin d'air et de mouvement. Il faut que je rafraîchisse mon sang qui brûle à la pluie battante et au vent froid de la nuit. Une terrible nuit! mais Dieu l'a voulu! Vous la passerez ici. Tenez-vous prêts, à quelque heure que je vienne vous chercher. »

Mario passe une heure à errer dans la campagne : il revient enfin, décidé à faire justice de l'homme qui est son prisonnier, et qui n'est autre que le traître dont les dénonciations perfides l'ont livré, il y a bien des années, à la police pontificale. Il monte, portant deux sabres, à la chambre de l'officier.

« — Landuzzi, dit-il, me reconnais-tu?

« — Oui, répondit une voix mal assurée; vous êtes Mario Tiburzio.

« Les amis de Mario s'étaient rapprochés de la porte pour mieux entendre et s'élancer dans la chambre, s'il devenait nécessaire de prévenir une catastrophe. Les deux lames de sabre résonnèrent. Mario venait de les jeter sur la table.

« — Depuis que nous ne nous sommes vus, reprit-il, il s'est écoulé bien des années. La souffrance et le malheur m'ont vieilli. J'ai été traqué comme une bête fauve. J'ai connu dans mon propre pays les tristes jours et les nuits inquiètes du bandit, j'ai gémi dans les prisons, j'ai passé vingt-quatre heures d'agonie qu'une condamnation capitale avait décrété devoir être les dernières de ma vie; j'ai mangé le pain de l'exil et n'ai pu fermer les yeux de ma mère.

« Il se tut, comme accablé par l'émotion.

« — Oui, dit Landuzzi d'une voix doucereuse, vous avez beaucoup souffert, Tiburzio; je vous plains sincèrement.

« Mario reprit avec un accent de terrible ironie : — Ah! tu me plains! A merveille. Eh bien! sais-tu ce que je veux de toi?

« — Non, dit Landuzzi de plus en plus troublé. Je vous vois hors de vous, j'entends des paroles incohérentes, et je ne sais.....

« Mario l'interrompit brusquement : — Combien t'a-t-on donné, traître, pour nous vendre, moi et les autres imprudens que tes mensonges ont entraînés dans cette déplorable conjuration?

« Landuzzi garda le silence. Mario continua en lui rappelant un à un tous les détails de sa perfidie.

« — J'ai prié Dieu, dit-il en terminant, de me mettre une fois encore en face de toi. Je ne lui ai pas adressé d'autre prière. Maintenant comprends-tu ce que je veux? Ton complice ne t'a-t-il pas dit que j'ai juré de te tuer, ainsi que lui, sans pitié?

« — Tiburzio, s'écria Landuzzi en mettant la main sur ses pistolets, si vous avancez d'un pas, je vous fais sauter la cervelle!

« A ces mots, les quatre *bersaglieri* firent un mouvement pour s'élancer dans la chambre; mais ils s'arrêtèrent en entendant Mario reprendre avec

dédain : — Allons, disait-il, pose tes pistolets. Si j'avais voulu te donner un coup de couteau, à la manière des Transteverins, tu l'aurais déjà reçu. Peut-être, il y a quelques années, cela serait-il arrivé ainsi; même quand je t'ai rencontré aujourd'hui, tel a été mon premier mouvement, mais j'ai changé d'avis. Je veux acheter le droit de te tuer en m'exposant à la mort. Nous allons nous battre : il faut que l'un de nous deux seulement sorte vivant de cette chambre. Voici, poursuivit-il en ouvrant la porte, quatre de mes soldats qui sont en même temps mes amis. En leur présence, nous allons remettre à la pointe de nos sabres le soin de décider de la justice de notre cause. »

Après un moment de silence, Landuzzi essaya de répondre et d'apaiser Mario en avouant ses torts, en s'accusant lui-même de lâcheté, non toutefois sans essayer d'expliquer comment un patriote jadis sincère avait pu descendre à un tel point de dégradation morale. A des yeux moins prévenus que ceux de son ancienne victime, ces explications auraient paru presque suffisantes. Landuzzi avait accueilli avec joie le mouvement italien comme une occasion d'expier son triste passé. Il s'était empressé de se faire inscrire parmi les volontaires qui partaient, sous les ordres de Durando, pour la Vénétie. A l'armée, il avait su se concilier l'estime de ses chefs au point d'obtenir le grade d'officier et d'être chargé par l'état-major de dépêches importantes pour le roi Charles-Albert. Peu importent cependant ces explications à Tiburzio, qui craint de voir sa vengeance lui échapper.

« — Soit, dit-il; mais tout cela ne change rien à notre querelle. Si ce que vous dites est vrai, je croiserai le fer plus volontiers avec vous, voilà tout.

« — Et si je refusais de me battre?

« — Je vous tuerais, répondit Mario après avoir réfléchi un instant.

« Puis, sans permettre à son ennemi d'en dire davantage, il pria les deux frères Fortinatti de passer comme témoins de l'autre côté.

« — Messieurs, dit Landuzzi d'une voix tremblante, ce duel est impossible, oui, impossible, reprit-il avec plus de fermeté sur un geste de colère que faisait le lieutenant. Je reconnais que Mario Tiburzio a les plus sérieuses raisons de me haïr. Si mes torts étaient tels que j'en pusse espérer le pardon, vous me verriez le lui demander à genoux; mais jamais je ne tournerai contre sa poitrine la pointe de mon épée. Aux torts que j'ai déjà envers lui, je ne veux pas ajouter celui d'abréger sa noble vie.

« Mario vit dans ces paroles une nouvelle injure : — C'est trop de lâcheté! dit-il. Meurs donc comme tes pareils, traître, renégat!...

« Il saisit un des pistolets et ajusta Landuzzi à la tête. Le visage de celui-ci se décomposa, mais il ne bougea pas. Tous poussèrent un cri. Romualdo s'était déjà élancé en avant pour détourner le coup; mais son mouvement fut inutile. Par une soudaine et violente réaction sur lui-même, Tiburzio avait jeté l'arme loin de lui; puis, se frappant le front, il se tourna vers ses amis et leur dit d'un ton suppliant : — Au nom de Dieu! faites-lui donc comprendre qu'il faut absolument que nous nous battions!

« — Non! s'écria Landuzzi avec quelque énergie, il n'a pas plus le droit de me tuer *en ce moment* que je n'ai le droit de le tuer lui-même. En d'autres temps, soit. Plus jeune que moi, plus exercé aux armes, il aurait de son côté toutes les chances de la victoire; mais je ne puis mourir maintenant. Non-seulement j'ai consacré ma vie, comme lui, à d'autres périls plus nobles et plus dignes de nous, mais je suis chargé d'une mission, et les lois de l'honneur militaire ne me permettent pas, j'en appelle à vous tous, de m'en laisser détourner par quelque considération que ce soit.

« En entendant ces paroles, Mario, en proie à une grande perplexité, avait baissé la tête. Tout à coup il s'élança vers Landuzzi pour lui imposer silence. Retenu à temps par ses amis, il alla respirer plus librement à la fenêtre, et appelant à lui Romualdo :

« — Trouves-tu, lui dit-il, que cet homme ait l'air d'un traître?

« — Non, en vérité.

« — Il l'est pourtant, il l'a confessé lui-même. Avec ces couleurs nationales dont il se pare au milieu des rangs italiens, peut-être ne fait-il que trahir notre cause. Lui ôter la vie, ce serait, je crois, rendre un vrai service à notre pays.

« Il s'arrêta un instant.

« — Et pourtant il a raison, reprit-il bientôt, le tuer est un assassinat, verser notre sang pour une cause privée est un crime; mais renoncer à une si juste vengeance! O chère Italie! voilà le plus cruel sacrifice que je me sois encore imposé pour toi.

« Il se tut et croisa les bras. Ses amis gardèrent comme lui le silence. Ils savaient que ses propres méditations l'amèneraient plus sûrement que toutes les paroles du monde à une généreuse résolution. Enfin il releva la tête. Il avait repris toute sa sérénité. Sa passion était définitivement vaincue.

« — Va, dit-il à Romualdo, fais-le partir au plus vite, qu'il se hâte de me fuir, et que Dieu le juge! Le nom de l'Italie l'a sauvé; mais, par l'âme de mon père, qu'il fasse en sorte de ne plus me tomber sous la main! Tu le mettras sur la route de Valeggio. Va vite.

« Landuzzi ne se le fit pas dire deux fois. Il prit son sabre, et suivit Romualdo. Quelques minutes après, on entendait sur la route le galop de son cheval.

« Pendant deux jours, Mario resta sombre et silencieux. Jamais il ne fit plus la moindre allusion à cette affaire, si ce n'est qu'une fois, mettant à Romualdo la main sur l'épaule, il lui dit ces paroles : — Pardonner est une vertu chrétienne qui a sa douceur; mais renoncer à sa vengeance sans avoir pardonné, c'est un sacrifice au-dessus de nos forces, à nous dans les veines de qui coule le sang italien. »

M. Bersezio ne nous dit plus qu'un mot sur cet énergique représentant du patriotisme italien. Le lieutenant Mario Tiburzio fut au nombre de ces braves officiers qui, à la bataille de Novare, s'exposèrent à tous les dangers, non-seulement en affrontant les balles et les boulets de l'armée autrichienne, mais surtout en luttant presque seuls contre les bandes de conscrits mal disciplinés et mal aguerris

qu'une frayeur panique entraînait à déserter le champ de bataille et à se réfugier sous les murs de Novare. Vingt fois Mario entendit siffler à ses oreilles les balles de ses propres soldats, irrités de l'obstacle qu'ils trouvaient dans leurs chefs. Vingt fois il les ramena au combat, en les menaçant, s'ils faisaient un pas en arrière, de leur fendre le crâne, et nul ne peut affirmer qu'il n'ait pas été obligé sur tel ou tel point d'exécuter sa menace pour retenir les fuyards. Tiburzio survit à la bataille de Novare; mais qu'est-il devenu pendant les huit années qui nous séparent déjà de cette journée fatale? C'est ce que M. Bersezio ne nous apprend pas; nous essaierons de suppléer à son silence et d'ajouter une page à son récit incomplet. Dès que la paix a été conclue, Tiburzio, devenu capitaine, a donné sa démission : le métier des armes ne plaisait à son intelligence élevée qu'autant qu'il lui permettait de concourir à l'affranchissement de sa patrie. Vienne une guerre nouvelle, il reprendra du service, fût-ce comme simple soldat, si l'on refuse de lui rendre son grade. En attendant, sollicité à plusieurs reprises de se mettre sur les rangs pour la représentation nationale, il a décliné l'honneur qu'on voulait lui faire tant que les destinées de son pays d'adoption ne lui ont point paru bien assurées, car il ne se reconnaissait pas le droit d'influer par son vote sur des questions politiques qu'il appartenait aux seuls Piémontais de résoudre; mais le jour où M. de Cavour, en prenant en main au congrès de Paris la cause de l'Italie, a donné au ministère qu'il préside une si grande prépondérance morale dans la péninsule, Mario Tiburzio est entré à la chambre des députés pour soutenir le ministre libéral et patriote. Assis sur les mêmes bancs que l'avocat Poggei, il n'a pourtant avec lui que les rapports de stricte politesse auxquels le souvenir de son admission dans l'armée piémontaise lui défend de se dérober. Il rencontre quelquefois dans le monde Cosma Grechi, qu'il a connu avant sa palinodie et sa grandeur; mais du plus loin qu'il l'aperçoit, M. le chevalier de Savornio prend par un autre côté. C'est qu'un jour, ayant voulu serrer la main à Tiburzio, il vit celui-ci reculer de quelques pas. — Vous ne me reconnaissez donc pas! dit-il alors. Je suis Cosma Grechi. — Vraiment? répondit Mario en s'éloignant avec dédain, non, monsieur, je ne vous reconnais pas; vous êtes trop changé.

Ainsi que le chevalier, le comte de San-Luca et le *marchesino* de Baldissero évitent de rencontrer le *héros aux pieds rapides*. Il semble que ce soit le châtiment naturel de ces esprits frivoles, de ces faibles caractères, de n'oser aborder un homme de cœur, un bon citoyen. San-Luca mourra dans l'impénitence finale; ses cheveux gris ne lui persuaderont pas qu'il a franchi les limites de la folle jeunesse. Le *marchesino*, devenu marquis de Baldissero par la mort

de son père, s'est vu, malgré sa nullité personnelle, élevé à la dignité de sénateur. Son plus jeune frère ayant été tué à Novare, le gouvernement a voulu indemniser, dans le dernier survivant, cette illustre famille des sacrifices qu'elle a faits, sinon à la patrie, du moins au roi, en qui elle s'est un moment personnifiée. Celui-là seul qui n'a jamais porté les armes reçoit donc la récompense que les autres avaient méritée. Il siége au sénat, sur les bancs de l'extrême droite; il se plaint plus haut que personne de l'attitude du gouvernement vis-à-vis de l'Autriche et du saint-siége. Il n'a du reste jamais pris et ne prendra probablement jamais la parole au sein de la noble chambre, ni même dans les commissions.

La vérité des esquisses de M. Bersezio n'est pas contestable pour quiconque connaît l'Italie. Ce qu'on peut y reprendre, c'est que, complètes en elles-mêmes, elles ne forment cependant pas un tableau complet. M. Bersezio a négligé de mettre à nu quelques-unes des plaies vives de la société italienne et de démasquer quelques-uns des caractères les plus funestes et les plus communs dans ce malheureux pays. Que les Tiburzio soient partout des exceptions, cela s'entend assez; mais les Poggei et les Grechi sont aussi des exceptions, et ne suffisent pas à nous expliquer la triste fin de la lutte nationale. Or c'est là ce qui importe le plus. M. Bersezio semble entrer dans la voie où j'aurais voulu le voir s'engager plus avant, lorsqu'il nous peint la noblesse dissipée du *marchesino* et de San-Luca, ou la lâcheté fanfaronne du comte Baratoggi; mais il fallait mieux montrer la solidarité des idées absolutistes et des sentimens anti-italiens dans les rangs d'une noblesse nombreuse, riche, puissante, que ses sympathies pour l'Autriche ont conduite à ne point prendre part à la guerre ou à ne s'y associer qu'à contre-cœur et presque en désirant le triomphe de l'ennemi; il fallait de là descendre à ces bourgeois, plus patriotes, mais belliqueux seulement en paroles, et qui, après avoir rempli l'Italie de leurs bruyantes clameurs, s'éclipsaient prudemment lorsque ceux qui les connaissaient bien les sommaient de se faire inscrire sur les listes d'enrôlement, toujours ouvertes et trop peu remplies. Il fallait enfin pénétrer jusque dans les profondeurs du peuple, ouvriers des villes et travailleurs des campagnes, si prompts à sonner les cloches, à accourir sur le passage de ceux qui partaient pour la guerre, à les couvrir de fleurs, à les poursuivre de leurs acclamations, sauf, lorsqu'ils étaient passés, à s'en retourner à l'atelier ou aux champs, au lieu de s'armer et de les suivre. Ces dispositions déplorables de la majorité d'un peuple qui prétendait tout faire par lui-même, — *Italia farà da se*, — ont été déjà énergiquement blâmées par M. César Cantù, l'habile historien; mais puisque le roman essaie, comme c'est

son droit, de remettre sous nos yeux divers épisodes de ces grandes scènes, on est fondé à lui demander pourquoi il n'en tire pas les leçons qu'ils renferment.

J'aurais voulu aussi que M. Bersezio, au lieu d'indiquer en deux mots l'affligeante conduite de tant de soldats piémontais qui désertèrent le poste d'honneur à Novare, eût remonté jusqu'aux causes de cette attitude, inexplicable quand on se rappelle la vaillante conduite du contingent sarde en Crimée. On aurait compris alors combien il était imprudent de recommencer la guerre avec une armée démoralisée par des échecs tout récens, composée en grande partie de conscrits qui connaissaient à peine le maniement du fusil, et de pères de famille qui ne quittaient leurs foyers qu'à leur corps défendant. On aurait vu aussi quelle faute avait commise le général en chef Chrzanowski de livrer une bataille désespérée à quelques heures de marche de ces chaumières quittées avec tant de regret, et où la fuite semblait offrir une retraite facile. Il y avait là matière à bien des récits qui, sous la plume d'un conteur habile, auraient pu présenter un vif intérêt. Enfin, s'il était bon de découvrir le côté faible du parti constitutionnel en Piémont, l'équité voulait qu'on ne ménageât pas davantage les deux oppositions. A droite, parmi ceux qui regrettent les douceurs et les priviléges du pouvoir absolu, et voudraient, sans l'avouer, bien entendu, y ramener insensiblement leur pays pour la plus grande gloire du trône, de l'autel et d'eux-mêmes; à gauche, parmi ces hommes qui, en dix ans, n'ont pu se grouper en un faisceau redoutable, ni s'entendre sur un programme qui puisse être opposé à celui du ministère, ce qui ne les empêche pas de faire une opposition constante, sauf à voter pour quand ils ont parlé contre, — M. Bersezio aurait trouvé des originaux dignes d'être placés sous nos yeux. Tel qu'il nous apparaît dans son livre, il est, en vérité, trop pessimiste. J'admets bien qu'il veuille chasser les marchands du temple, épurer le parti constitutionnel, auquel il appartient par conviction et par sympathie; mais qu'il y prenne garde : s'il s'attache à peindre exclusivement les pharisiens du libéralisme et s'il glisse légèrement sur les autres, comme il l'a fait jusqu'à ce jour, on tirera de son silence comme de ses paroles des conséquences fort éloignées de sa pensée, et qui ne seraient pas sans danger. Ce danger, je l'ai déjà signalé à propos de la comédie des *Journaux* de M. Vollo (1); je ne puis m'empêcher d'y revenir et de blâmer ouvertement cette tendance de la jeune école libérale, dont triomphent également les deux oppositions. Il n'en est pas du Piémont comme de l'Angleterre, où les institutions constitutionnelles

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1856.

sont tellement enracinées qu'on n'y trouverait pas, même en germe, un parti anti-constitutionnel. Les vaincus de 1848 veillent à Turin, prêts, si l'on n'y met ordre, à ressaisir leur proie. Leur dernière espérance est dans la désunion de leurs adversaires. Si donc vous voulez ôter les masques, ôtez-les tous, et ne nous laissez pas croire, par des peintures incomplètes, que les fils de Tartufe ont passé avec armes et bagages dans les rangs des libéraux.

Les dangers que je signale imposent en quelque sorte à M. Victor Bersezio l'obligation d'ajouter de nouveaux portraits à son intéressante galerie : ses études consciencieuses sur la société politique dans les états sardes doivent l'y avoir préparé. Il serait seulement à désirer que le jeune écrivain portât son attention, avec plus de soin qu'il ne l'a fait jusqu'ici, sur la vie privée de ses concitoyens. A quoi sert-il de mettre en lumière les vices politiques, si on laisse dans l'ombre les vices domestiques, dont les premiers découlent? Les Italiens ont le double tort de se trop attaquer individuellement et de se trop ménager comme peuple. Si un défaut signalé est à moitié corrigé, un défaut qu'on passe sous silence grandit dans des proportions effrayantes. Or, en supposant que les conteurs français aient singulièrement, comme je l'ai dit, la faculté de sentir tout ce qui, dans les mœurs de nos voisins, appelle le rire ou même le blâme, ils sont très peu propres à les convaincre, et se verront toujours accusés d'ignorance ou d'injuste partialité. C'est donc aux Italiens seuls qu'il appartient, sinon de peindre l'Italie, au moins de lui faire utilement la leçon. Qu'ils ne l'oublient pas et sachent avoir a volonté, puisqu'ils ont le talent.

F.-T. Perrens.

L'HISTOIRE ROMAINE

A ROME

X.

FIN DE LA ROME IMPÉRIALE. — LES BARBARES.

Rome à Constantinople. — Constance à Rome. — Rome descend dans la plaine. — Portrait de Julien, comparé au portrait de Constantin. — Buste de Magnence, art déchu. — Les murs de Rome construits ou réparés par Honorius. — Édifices restaurés, le temple de Saturne. — Aspect monumental de Rome au ve siècle, éclat extérieur et misère réelle. — Entretien du Cirque et du Colisée, passion des jeux sous les empereurs chrétiens. — Le Monte-Testaccio, problème historique. — La colonne de Phocas, l'excès de la servilité. — Venue des Barbares, portes par où ils entrent dans Rome. — Défense de Bélisaire, mur raccommodé à la hâte. — Souvenirs de Bélisaire, porta Pinciana. — Bélisaire mendiant, légende. — Muro Torto, autre légende. — Le mausolée d'Adrien, statues servant de projectiles. — La destruction des monumens romains par les Barbares fort exagérée. — Les canaux coupés, effet de cette mesure sur Rome et la campagne. — Conclusion et réponse.

Rome a été abandonnée par ses empereurs; elle a cessé pour un temps d'être le centre du monde; elle est devenue une de ces capitales du passé sacrifiées à la nouvelle capitale qu'on destine à l'avenir, comme Nan-king, la ville chinoise et lettrée, le sera à Pé-king, la ville tartare et guerrière, comme Moscou, le cœur de la vieille Russie, le sera à Pétersbourg, tête de la Russie renouvelée.

Constantinople aspire à remplacer Rome; elle veut lui ressembler en toute chose, et prétend même avoir aussi ses sept collines. Constantin, dit Codinus, dans son désir de rendre Byzance plus brillante que l'ancienne Rome, voulut donner à celle qu'il avait créée un cirque qui pût rivaliser avec le Grand-Cirque. Le nom même de Rome, ce nom auguste, Byzance l'usurpe. Cette cité grecque s'appelle la nouvelle Rome, et jusqu'à son dernier jour les historiens byzantins nommeront leurs compatriotes *Romaïoi*, Romains. L'empire grec

sera pour les Orientaux l'empire de *Roum*. Au moyen âge, une partie de la Grèce s'appellera *Romanie*. Encore aujourd'hui *Roumélie* est le nom d'un pachalik de Turquie. Enfin le nom que les Grecs modernes donnent à leur langue, le *romaïque*, est un souvenir de cette pretention de l'ancien empire grec à être romain. Les hommes de Byzance ne pouvaient s'empêcher de conserver pour Rome un singulier respect, auquel se mêlaient parfois de bien étranges réminiscences de liberté. Sous Justin II, un certain Corippus appelait Rome la nourrice de l'empire et la *mère de la liberté*. Cependant, si Rome, après avoir cessé d'être le siége de l'empire, exerçait encore une sorte de prestige, elle avait perdu la réalité de la vie, et l'on reconnut avec raison un symbole de l'empire dans cet homme accablé de coups, avançant toujours, que Valens rencontra en marchant contre les Barbares. Rome en effet respirait encore, mais combien de coups l'avaient frappée!

Elle n'entendait parler de ses maîtres que lorsque le souvenir des empereurs d'Orient se reportait par hasard vers la capitale déshéritée. Ainsi l'un des fils de Constantin, Constance, fit à Rome l'aumône d'un obélisque destiné par son père à orner Constantinople. Du reste, l'aumône était magnifique : c'était le plus grand obélisque du monde, celui qui décore aujourd'hui la place de Saint-Jean de Latran. Érigé par un des Touthmosis, dont il porte le nom, à l'époque de la plus grande perfection de l'art égyptien, comme le prouve le style des hiéroglyphes, il ornait depuis environ deux mille ans une ville d'Égypte, quand Constantin l'y envoya chercher et le fit apporter par le Nil et la mer à Alexandrie, d'où Constance ordonna qu'il fût transporté à Rome. Il remonta le Tibre, et on le plaça dans le Grand-Cirque, où déjà s'élevait l'obélisque thébain contemporain de Sésostris, et qui orne la *place du Peuple*. Ceci montre quelle importance on attachait aux jeux du cirque sous les empereurs chrétiens. Nous en verrons d'autres preuves.

Sur le piédestal de cet obélisque de Constance, on lisait une inscription aussi pleine d'emphase que l'inscription par laquelle Auguste avait dédié le sien au soleil était simple. Après avoir soumis le monde entier à son empire, Constance a voulu, y était-il dit, que ses dons fussent égaux à son triomphe; « mais le dieu, — ainsi est désigné un empereur chrétien, — était dans un grand souci : mouvoir cette masse, au Caucase pareille, semblait impossible. » Ce n'était pas cependant le premier obélisque apporté à Rome. « Le maître du monde, Constance, sachant que tout cède au courage, a ordonné que cette partie non petite d'une montagne avançât sur la terre et sur la mer, quoique l'on désespérât d'élever une telle masse dans les airs. Maintenant elle brille avec sa cime de métal doré, comme

arrachée de nouveau du flanc de la montagne, et touche au ciel. » Plus haut il est dit que Constance a *arraché* cet obélisque de la roche par lui taillée; *cæsâ Thebis de rupe revellit*. C'est un impudent mensonge, puisqu'on lit dans l'inscription hiéroglyphique le nom du pharaon Touthmosis, antérieur à Constance de vingt siècles; mais l'adulation n'y regarde pas de si près. On se fiait au mystère des hiéroglyphes, et on ne s'attendait pas qu'un Champollion viendrait le percer.

Constance visita Rome. Ammien Marcellin, qui accompagnait l'empereur, peint vivement l'admiration que tous deux ressentirent en présence du forum de Trajan, et comment Constance « fut frappé d'un profond étonnement en promenant son esprit sur ce vaste ensemble de merveilles qu'on ne saurait décrire, et qu'il n'appartient plus au génie de l'homme de produire. » Il est curieux de voir Ammien Marcellin, un soldat du IVe siècle, exprimer dans un latin assez barbare l'impression que lui faisaient le Panthéon, qu'il appelle une *région voûtée*, le temple de Vénus, le forum de la Paix, qui avait survécu au temple de la Paix, le théâtre de Pompée, le stade de Domitien. C'est, comme je crois l'avoir déjà remarqué, la première fois que s'exprime cette admiration pour l'effet monumental de Rome que l'on a depuis si souvent exprimée. Aucune exagération des touristes modernes sur le Colisée n'a surpassé celle d'Ammien Marcellin, disant que l'œil humain « a peine à en atteindre le sommet; » mais c'est l'exagération d'un sentiment vrai, car lorsque l'on regarde d'en bas le haut mur de l'amphithéâtre, encore intact, on éprouve une étonnante sensation de grandeur. Ainsi se traduisaient déjà par l'emphase, il y a quatorze cents ans, les émotions que nous éprouvons encore aujourd'hui, malgré tant de progrès de la destruction depuis cette époque, en présence des antiquités romaines.

Rome, comme il arrive à toutes les villes, commençait à descendre des hauteurs qu'elle avait d'abord couvertes et à s'étendre à leur pied. Ammien Marcellin montre Constance parcourant les parties de la ville situées entre les sommets des sept collines, sur leurs pentes et dans la plaine. On peut croire que le Champ-de-Mars, dans lequel, à la fin de la république, nul n'avait le droit de bâtir, était habité au temps d'Ammien Marcellin. Il semble peindre déjà la situation de la Rome actuelle répandue sur le penchant des sept monts et occupant la plaine qui avait été le Champ-de-Mars.

Julien ne fit rien pour Rome; je m'étonne que sa tentative insensée de rétablir le paganisme ne l'ait pas conduit à replacer le centre de l'empire dans la ville où la fidelité au paganisme était surtout vivante. Je me l'explique cependant. Il se plaisait à embellir les cités de la Grèce; son inclination le portait plutôt de ce côté que

vers Rome, car son paganisme était philosophique et non traditionnel : or, si la tradition du paganisme était à Rome, sa philosophie était en Grèce. Au milieu des guerres qui remplirent le vaillant règne de Julien, il trouva le temps de réparer les villes endommagées par les Barbares, notamment celles de la Gaule. Nous lui devons les thermes de Paris, qu'on regarde à peine, et qui à Rome attireraient l'attention des voyageurs. On sait combien il aimait sa chère petite Lutèce, comme s'il avait le pressentiment que de là sortirait un jour un adversaire du christianisme aussi passionné que lui. Du reste, Julien n'était pas plus un apostat que Voltaire; ni l'un ni l'autre n'avaient jamais cru à ce qu'ils attaquaient, et par ses vertus le premier, mieux que le second, méritait le nom de philosophe.

On a fait une chose sage et digne en plaçant au Capitole l'image d'un adversaire injuste, mais honorable, du christianisme. Julien y figure parmi les empereurs et parmi les philosophes : le sculpteur n'a eu garde d'oublier cette barbe négligée, qu'il disait assez cyniquement *être habitée*. Il disait aussi, avec une prétention moins grossière à la rusticité stoïque, que cette barbe était propre à faire des cordes; celle de ses deux bustes fait juger que Julien ne se vantait pas trop en parlant ainsi.

Il est intéressant de comparer la physionomie de Julien avec celle de Constantin : elle est beaucoup plus intelligente, elle est même spirituelle; mais au lieu du regard fixe et profond de Constantin, Julien a un regard indécis et mal assuré; il semble chercher l'avenir un peu au hasard : c'est bien l'homme qui, en le cherchant, a rencontré le passé. Le buste de Julien est le dernier buste d'empereur dans la série du Capitole. Cette série est doublement instructive; on y lit l'histoire de la décadence politique de Rome écrite au front des empereurs; on y suit la marche descendante de l'art; elle est arrivée à son dernier terme dans le portrait de l'usurpateur Magnence. C'est un morceau de marbre dans lequel on a taillé une sorte de nez, pratiqué une fente qui ressemble à une bouche, et tracé des ovales qui peuvent passer pour des yeux; cette sculpture est tellement grossière, qu'elle pourrait être prise pour l'œuvre d'un sauvage ou d'un enfant. On faisait mieux sans doute, comme le prouvent les bustes de Julien, infiniment supérieurs à cette tête difforme, dont les traits sont à peine dégrossis; mais il suffit, pour caractériser l'art d'une époque, que la sculpture y fût capable d'une telle monstruosité.

L'empire d'Occident fut ressuscité par le partage opéré entre Honorius et son frère. Cependant celui des deux empereurs auquel échut l'Occident ne vint pas pour cela habiter Rome. Ce vieux foyer du paganisme ne pouvait attirer un empereur chrétien. La résidence

impériale fut transportée à Ravenne, dans le nord de l'Italie, près des frontières de la Gaule, toujours menacée, quelquefois à Autun, à Trèves, aux confins de la Germanie. Il semble que l'empire se met en marche pour aller au-devant des Barbares : il veut les surveiller de plus près; mais encore quelques années, et il aura passé dans leur camp, il sera de fait aux mains d'Odoacre et de Théodoric; encore quelques siècles, et son nom sera l'héritage des descendans de ces Francs qu'on immole dans l'amphithéâtre de Trèves. Ces nouveaux centres de l'empire, Trèves, Milan, Ravenne, se couvrent de monumens; on n'en construit plus guère à Rome.

Cependant ces empereurs, qui lui sont devenus comme étrangers, ne l'oublient pas entièrement. Un arc de triomphe s'éleva dans le Champ-de-Mars, dédié à Gratien, Valentinien II et Théodose, et peut-être encore un, le dernier, à Honorius. Ce qui est plus sûr, Honorius répara le mur d'Aurélien; il est difficile de déterminer ce qu'a fait Honorius à travers les flatteries de Claudien. Claudien parle de murailles nouvelles, de tours soudainement élevées, et des sept monts entourés d'une enceinte continue. Ceux qui, comme Nibby, croient à un mur embrassant un espace de cinquante milles construit par Aurélien, puis détruit et remplacé par le mur moins étendu d'Honorius (1), voient dans les vers de Claudien la preuve qu'Honorius a réellement bâti le mur qui existe encore; mais les flatteries de Claudien expriment seulement, je pense, ce fait, que le mur réparé par Honorius embrassait les sept collines. Une inscription en l'honneur d'Arcadius et d'Honorius ne parle que des murs restaurés, *restauratos urbis æternæ muros*. Je crois plus aux termes de l'inscription qu'aux vers d'un poète courtisan. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'Honorius vint à Rome animer par sa présence les travaux qu'il avait fait entreprendre. Cette restauration des murs de Rome porte l'empreinte d'une grande précipitation, ce qui s'explique facilement, car les Goths approchaient, et, comme le dit énergiquement Claudien, qui, pour célébrer la magnificence de l'ouvrage, oublie un moment d'en flatter les auteurs, « la peur fut l'artisan de sa beauté. »

Profecitque opifex decori timor.

(1) Je ne partage point cette opinion, qui s'appuie sur un passage de Vopiscus, dans lequel il est dit que le mur d'Aurélien avait cinquante milles de circonférence, tandis que l'enceinte qui subsiste encore n'en a guère plus de treize. Ce chiffre est de toute invraisemblance, et je le crois inexact ou altéré; mais je dois dire qu'un des arguments qu'on oppose à l'opinion de Nibby n'est pas sans réplique. Comment, dit-on, un mur en briques de cinquante milles élevé par Aurélien n'aurait-il point laissé de traces? A cela on pourrait répondre : En Égypte, Thèbes avait une enceinte au moins aussi considérable; cependant je ne sache pas qu'on ait trouvé une brique de l'enceinte de Thèbes.

C'est la peur en effet qui a travaillé à la construction et à la réparation de ces murs, la peur, devenue, grâce à l'empire, l'inspiratrice du peuple romain !

Bien qu'absens de Rome, les empereurs ne voulaient pas la laisser s'écrouler et tomber tout à fait. Gratien rebâtit le pont Cestius, et lui donna son nom. Plusieurs préfets de Rome s'appliquèrent à la réparation des monumens; l'un d'eux, Prætextatus, avait entrepris de relever tous les temples; un autre, nommé Claudius, restaura plusieurs édifices, et parmi eux un portique près des thermes d'Agrippa. Les portiques étaient des lieux de promenade et de *flânerie* chers au peuple romain. Un troisième, Petronius Quadratianus, rendit aux thermes de Constantin leur antique splendeur, comme nous l'apprend une inscription, en ajoutant une grosse somme au peu d'argent que la municipalité pouvait lui accorder à cause de la difficulté des temps.

Les réparations elles-mêmes étaient une preuve de décadence et un témoignage de barbarie. La plus remarquable en ce genre est celle du temple de Saturne, dont huit colonnes sont encore debout. La première origine de ce temple remonte au temps des rois. Le trésor de l'état était là, placé sous la protection du dieu, ce qui n'empêcha pas César, qui avait besoin d'argent et peu de scrupules, de violer le temple et de voler le trésor. Rien, bien entendu, n'est resté de l'édifice primitif. Ce qui subsiste offre un curieux pêle-mêle de parties datant d'époques très diverses. Dans la frise est un morceau du meilleur temps; les chapiteaux, la corniche, le fronton, sont d'une époque de mauvais goût. Parmi les bases, les unes sont ioniques et les autres corinthiennes; les colonnes, de dimensions différentes, proviennent vraisemblablement de différens édifices. Les tronçons dont plusieurs d'elles se composent ne paraissent pas toujours avoir appartenu originairement à la même colonne; un fragment d'inscription apprend que le monument détruit par le feu a été reconstruit: on le verrait bien, même sans l'inscription. Évidemment, à une date qu'on ignore, mais qui ne saurait être bien ancienne, on a réparé ou plutôt refait grossièrement le temple de Saturne, en mêlant quelques débris de la construction antérieure à des matériaux pris là où on les trouvait. C'est déjà le procédé du moyen âge. Ce temple, ainsi recomposé sans art, n'en est pas moins ou plutôt il est par cela même un des restes de l'antiquité les plus curieux et les plus *historiques;* le vieux temple qu'il a remplacé rappelait le souvenir de la Rome des rois et un souvenir encore plus ancien qui se rapporte aux temps héroïques de la Grèce, car on disait que les os d'Oreste avaient été transportés d'Aricie à Rome et déposés dans le temple de Saturne. Quelques-uns de ces débris grossièrement rapprochés

ont peut-être vu César consommer ici l'attentat du Rubicon; l'incohérent ensemble de ce temple transporte l'œil et l'imagination des splendeurs du siècle d'Auguste aux dernières misères de l'empire que cet acte d'audace devait fonder. On suit encore son histoire au moyen âge, où dans le nom de *ceccha* (pour *zecca*, monnaie), qu'il reçut alors, se trahit une vague tradition du voisinage de l'*ærarium*, du trésor public. L'époque de sa ruine définitive conduit jusqu'à la renaissance, la renaissance, qui, en dépit de son nom, fut la mort de tant d'antiquités. Le Pogge assista presque à cette destruction du temple de Saturne. En 1425, il l'avait vu encore presque intact et conservant ses revêtemens de marbre; à un second voyage, il le trouva démoli : les huit colonnes de la façade restaient seules comme elles restent encore aujourd'hui. Tel est le chemin qu'à Rome un monument fait faire à la pensée à travers les siècles.

Rome avait un grand aspect monumental au commencement du ve siècle. « Contemple, dit Claudien à Stilicon, les sept monts qui insultent aux rayons du soleil par l'éclat de l'or, les arcs chargés de dépouilles, les temples au niveau des nuages, » puis à Honorius, qui était venu habiter la résidence impériale du palatin : « Le palais domine de sa cime les rostres (1), qui sont à ses pieds. Que de temples il voit autour de lui! La demeure de Jupiter montre les géans suspendus au-dessus de la roche Tarpéienne. » Le poète indique ici le fronton du temple de Jupiter, où étaient représentés les géans foudroyés, « et les portes ciselées, et les statues qui semblent voler à travers les nuées, et les colonnes d'airain que décorent de nombreuses proues de vaisseaux; l'œil est ébloui par l'éclat des montagnes et s'étonne de voir l'or étinceler partout. » Cet éclat matériel que Rome conservait sous Honorius fait comprendre comment on peut rencontrer encore dans cet âge de décadence un poète aussi latin et au milieu de sa pompe aussi élégant que Claudien. Claudien représente dans la poésie cette dernière magnificence de Rome. J'y trouve un écho de la grandeur romaine, dont en le lisant on croit entendre un sonore et suprême retentissement, comme dans la Rome que peignent ses vers apparaît un suprême reflet de cette grandeur.

Mais en même temps Claudien nous fait comprendre le contraste qui existait entre le luxe des monumens et la misérable condition de l'empire. La confiance que le poète affecte de montrer dans les

(1) Dans un bas-relief de l'arc de Constantin, on voit la vraie forme de la tribune aux harangues et l'empereur assis sur ce trône de l'antique liberté romaine. Au temps de Claudien, c'était un consul, c'est-à-dire un serviteur de l'empereur, qui venait y prendre place. Entouré de ses licteurs, il y rendait la justice. La tribune était devenue un tribunal servile.

destinées de Rome n'empêche pas qu'on ne sente chez lui un pressentiment de sa chute et un effroi de sa ruine. Dans un poème où il dit que l'empire ressuscite, *imperio sua forma redit*, que Rome est aussi grande que le ciel et qu'elle ne peut périr, il la représente comme « une vieille femme dont la voix est faible, le regard abattu, dont la maigreur ronge les bras, qui soutient à peine sur ses épaules malades son bouclier souillé de poussière, dont le casque qui ne tient plus laisse voir la chevelure blanchie, et qui traîne une pique rouillée. » Cette peinture est plus vraie que l'autre. La première a été inspirée à Claudien par l'apparence extérieure que Rome lui présentait encore; la seconde, par un sentiment vrai de son affaiblissement politique, résultat de son épuisement moral. Claudien est bien le poète de ce temps, où le néant se cache sous la splendeur. On conçoit qu'en présence de cette splendeur, après une victoire, la dernière, remportée sur Alaric, il rêve la résurrection de Rome et de l'empire. Dans cette illusion d'une renaissance impossible, il va jusqu'à croire que les suffrages qui, pour la sixième fois, ont nommé l'empereur consul sont des suffrages sérieux, que les votes du Champ-de-Mars ne sont pas une fiction ridicule. Il célèbre avec enthousiasme « le Tibre s'applaudissant de revoir dans Honorius et Numa et Brutus, le Palatin saluant le consul impérial, et des licteurs royaux entourant le Forum de leurs faisceaux dorés. » Singulier mélange d'ivresse monarchique et de réminiscences républicaines! Ailleurs il évoque les Fabricius et les Scipions, il invite Caton lui-même à sortir de son tombeau, et propose Brutus à l'admiration d'Honorius. Le plus courtisan des poètes a parfois des accès de républicanisme farouche; il s'écrie que « le peuple romain, après que le fier César se fut emparé des droits de tous, est tombé dans le sein d'une paix servile. » Mais tout cela est creux; le patriotisme romain au temps de Claudien est moins solide que les temples, et quand il n'y a pas encore de ruines, il est déjà une ruine.

Claudien n'est point le seul qui nous atteste combien Rome était intacte vers le commencement du ve siècle. Thémiste écrivait : « Rome est quelque chose d'immense que le discours ne saurait égaler, c'est un océan de beauté. » En 420, un poète gallo-romain, Rutilius Numatianus, pouvait encore dire : « Grâce à l'or qui couvre les temples, le ciel de Rome surpasse en éclat tout autre ciel. Rome se fait à elle-même son jour, un jour plus pur. »

Un peu plus tard, un autre Gallo-Romain, Sidoine Apollinaire, avait le plaisir de voir sa statue dans la basilique Trajane, où l'on plaçait encore les portraits des littérateurs célèbres, comme au temps de Claudien. Le même honneur fut accordé à un certain Mérobaude, dont Niebuhr a retrouvé des vers animés de sentimens

vraiment romains, et, en dépit de son nom germanique, très hostiles aux Barbares. Le monument destiné à honorer les derniers continuateurs de la littérature latine subsistait donc toujours, consacré au même emploi, et plus tard encore Fortunat, cet Italien devenu, à la cour des rois francs, poète ordinaire de Childéric et de Frédégonde, dit positivement qu'on récitait des vers dans le forum de Trajan, c'est-à-dire dans la basilique ou dans la bibliothèque Trajane qui en dépendait :

Audit Trajano Roma verenda foro.

Le même Sidoine Apollinaire nous apprend que les thermes d'Agrippa, de Néron, de Dioclétien, subsistaient de son temps. La voie Appienne avec ses tombeaux fit l'admiration de Procope au VIe siècle.

Rome avait ainsi conservé ses monumens, mais elle n'avait conservé que cela d'elle-même. Tandis que les poètes déclamaient encore leurs vers en public, que les riches formaient des galeries de statues qu'ils s'amusaient à faire dorer, se livraient aux plaisirs de la table, galopaient sur de nobles coursiers à travers la ville presque abandonnée, ou mettaient leur vanité à avoir des voitures très élevées, les pauvres s'agitaient dans leur misère, et cherchaient à s'en distraire par de fréquentes séditions. Déjà sous Jovien, Symmaque, préfet de la ville, et qui avait fait construire un pont, vit son palais détruit dans une émeute. Le cause de ces troubles était souvent le manque de pain. Les empereurs n'étaient plus là pour nourrir une plèbe indigente; l'Égypte faisait partie de l'empire d'Orient, et ses blés étaient réservés pour alimenter la nouvelle capitale. Ainsi les empereurs, après avoir déserté Rome, l'affamaient.

Malgré cette apparence monumentale toujours la même, l'aspect de Rome dut changer insensiblement, la vie diminuer, les richesses émigrer vers Constantinople, les grandes familles déchoir, et, comme le dit Gibbon avec une imagination de style qui ne lui est pas ordinaire, « les faibles restes du peuple romain se perdaient dans l'espace immense des thermes et des portiques. Les vastes bibliothèques et les basiliques devenaient inutiles à une génération indolente qui s'occupait rarement d'études ou d'affaires. Les temples qui avaient échappé au zèle destructeur des chrétiens n'étaient habités ni par les dieux ni par les hommes. » La magnificence romaine, qui ne se produisait plus par des monumens publics, se réfugiait dans la vie privée. Le luxe des demeures opulentes est attesté par les débris de celle qu'on vient de découvrir chez les dominicains de Sainte-Sabine, et dans laquelle un archéologue de premier ordre, M. de Rossi, a reconnu l'habitation des Cœcina, famille illustre dans les derniers siècles de Rome.

On ne construit point d'édifices utiles, mais on agrandit le *Circus Maximus*, toujours plus digne de son nom, et qui finit par contenir près de quatre cent mille spectateurs. Et cependant la population a diminué, mais l'ardeur de cette population oisive et misérable pour le cirque semble aller s'accroissant; *populique voluptas circus*, dit Claudien. Ammien Marcellin dit aussi : « Le cirque est pour eux un temple, une demeure, un lieu de réunion, une chambre à coucher; » et ailleurs : « Le plus grand de leurs plaisirs est, depuis le point du jour jusqu'au soir, exposés au soleil et à la pluie, d'examiner minutieusement les qualités et les defauts des chevaux et des cochers. » Le cirque n'était point dédaigné par les empereurs ou les princes chrétiens. Claudien parle des applaudissemens qui faisaient retentir la vallée Murcia, située entre le Palatin et l'Aventin, et que le Grand-Cirque remplissait tout entière, quand on y voyait paraître Honorius ou son beau-père Stilicon.

La passion de l'amphithéâtre non plus n'avait pas changé. Les préfets de Rome, qui avaient à ménager une multitude turbulente, prenaient soin d'entretenir et de réparer le Colisée. Une inscription qu'on y voit encore atteste qu'un certain Lampadius a mis à neuf l'arène de l'amphithéâtre, le *podium* et les gradins. Dans une autre, il est dit qu'un préfet de la ville, consul ordinaire, a restauré à ses frais l'arène et le podium, qu'un affreux tremblement de terre avait renversé. Au lieu d'*abominandi*, on lit *abontinandi*. Un barbarisme dans une inscription officielle, c'est un signe de la barbarie des temps. Il paraît que ce consul n'était pas difficile sur le latin.

On voit par un passage de Claudien que les combats des hommes contre les bêtes féroces étaient en vogue sous le pieux empereur Honorius. L'amphithéâtre était abondamment pourvu d'animaux qu'on apportait dans de grandes cages de bois, les uns sur le Tibre dans des barques, les autres par terre dans des chariots. Au ve siècle, l'amphithéâtre militaire servait aussi à des jeux de cette sorte; il fallait amuser les soldats comme le peuple.

Les combats des hommes entre eux durèrent moins longtemps que ceux où figuraient des animaux : ils étaient encore plus contraires à l'esprit du christianisme. Constantin avait publié une loi contre les gladiateurs, et Théodose avait interdit les spectacles sanguinaires. Cependant le poète chrétien Prudence, sous Honorius, pouvait encore demander que « les supplices cessassent d'être un plaisir public, que l'arène se contentât des bêtes féroces et ne vît plus du moins les homicides faire un jeu des armes sanglantes. » La gloire d'avoir mis fin aux combats de gladiateurs appartient à l'héroïque saint Télemaque, qui s'élança dans l'arène, eut le courage d'élever la voix contre eux, et fut massacré. C'est un des plus nobles souve-

nirs de la Rome chrétienne, et cependant on n'y a pas élevé une église, on n'y a pas, que je sache, consacré une chapelle à ce martyr de l'humanité.

Durant cette époque stérile, sauf les églises dont il sera parlé ailleurs, il ne s'est élevé presque aucun monument à Rome; mais il s'est formé une montagne, une colline au moins : c'est la *montagne des Pots-Cassés, Monte-Testaccio.* Le *Monte-Testaccio,* comme son nom l'indique, est uniquement composé de vases brisés. On ne trouve pas autre chose à sa surface; les caves creusées à sa base et des tranchées pratiquées à travers sa masse pendant le dernier siége ont permis de s'assurer qu'il en était de même dans toute sa profondeur et dans toutes ses parties. Le *Monte-Testaccio* est pour moi des nombreux problèmes qu'offrent les antiquités romaines le plus difficile à résoudre. On ne peut s'arrêter à discuter sérieusement la tradition d'après laquelle il aurait été formé avec les debris des vases contenant les tributs qu'apportaient à Rome les peuples soumis par elle. C'est là évidemment une légende du moyen âge née du souvenir de la grandeur romaine et imaginée pour exprimer la haute idée qu'on s'en faisait, comme on avait imaginé ces statues de provinces placées au Capitole, et dont chacune portait au cou une cloche qui sonnait tout à coup d'elle-même, quand une province se soulevait, comme on a prétendu que le lit du Tibre était pavé en airain par les tributs apportés aux empereurs romains. Il faut donc chercher une autre explication.

La seule considération qui aide à comprendre la prodigieuse accumulation des singuliers matériaux du Monte-Testaccio, c'est que les vases de terre servaient chez les anciens à une foule d'usages, qu'on y mettait le blé et divers liquides, non-seulement l'huile, mais encore le vin. En effet, ce que les Romains appelaient *dolium,* mot que nous traduisons par *tonneau,* était un grand vaisseau de terre. Un bas-relief de la villa Albani représente Alexandre et Diogène dans son tonneau. Le tonneau de Diogène est un vase de cette nature. On comprend que, les vases de terre ayant des emplois si divers, le nombre en devait être fort considérable. M. Canina a fait remarquer que près du Monte-Testaccio étaient divers dépôts de grains, *horrea;* mais cela encore ne rend pas compte de l'entassement de tant de vases, tous cassés sur un seul point, et surtout l'amoncellement de ces débris jusqu'à une si grande hauteur. Qu'on suppose toutes les fabriques de vases établies en ce lieu, car ailleurs on n'a rien trouvé de semblable, ou bien une mesure de police, dont il n'est pas question dans les lois romaines, qui eût forcé les habitans de Rome à venir déposer au même endroit leurs vases brisés, mesure étrange, vu la grandeur de Rome; qu'on suppose l'une de ces

deux choses, soit; mais comment se persuader qu'on a continué à faire un semblable dépôt, quand ce dépôt avait atteint une telle élévation qu'il eût été extrêmement pénible de porter des vases brisés au sommet de ce monticule, d'où l'on a une des plus belles vues de Rome? La même objection s'oppose à l'hypothèse des fabriques de vases réunies en un même lieu, et qui auraient donné naissance au Monte-Testaccio. Et de plus comment ces fabriques auraient-elles produit une aussi grande quantité de pots cassés, car ils le sont tous? Cette hypothèse est encore moins vraisemblable que l'autre; je déclare ne point pouvoir en inventer une troisième, et je termine cette petite dissertation sur les causes qui ont pu former le Monte-Testaccio par ces mots, qu'on ferait bien de prononcer plus souvent, quand il s'agit d'antiquités et de beaucoup d'autres choses : Je ne sais pas.

Les antiquaires qui, il y a quarante ans, trouvaient tant de suppositions ingénieuses pour rendre compte de la présence d'une colonne isolée au milieu du Forum, colonne que lord Byron, plus sensé qu'eux tous, appelait *la colonne sans nom*, eussent bien fait d'imiter cette réserve, qui n'eût pas contenté peut-être leur amour-propre, mais qui l'eût sauvegardé. On se disputait sur les explications que chacun donnait de la mystérieuse colonne, quand une femme dont se souviennent avec respect tous ceux qui ont eu le bonheur de la connaître, la duchesse de Devonshire, qui montra toujours pour les arts un intérêt éclairé, fit faire des fouilles autour de la colonne sans nom. Bientôt le nom de la colonne fut trouvé; mais celui-là, personne ne l'avait soupçonné. On reconnut que ce n'était le débris d'aucun des monumens du Forum, parmi lesquels on avait cherché son origine, mais une colonne dédiée dans les premières années du VIIe siècle, par un obscur préfet de Rome, nommé Smaragdus, au détestable usurpateur Phocas. Cette découverte n'en faisait pas un monument bien intéressant; mais nul doute n'était possible, car le fait était attesté par une inscription que porte le piédestal de la colonne. Ce qui excuse et put consoler les antiquaires mystifiés par une pareille déconvenue, c'est que cette colonne n'est point du temps de l'empereur Phocas, mais évidemment beaucoup plus ancienne, de sorte que l'inscription n'apprend rien sur sa destination primitive et sur le monument dont elle a fait partie avant d'être érigée en l'honneur de Phocas. Dans ces derniers temps, en la comparant avec trois colonnes voisines qui appartiennent au temple de Vespasien, on a cru reconnaître qu'elle leur ressemblait et très probablement découvert sa véritable origine.

Ce monument et l'inscription qui l'accompagne sont précieux pour l'histoire, car ils montrent le dernier terme de l'avilissement où Rome

devait tomber. Smaragdus est le premier magistrat de Rome, — mais ce magistrat est un préfet, l'élu du pouvoir impérial et non de ses concitoyens; — il commande, non, il est vrai, à la capitale du monde, mais au chef-lieu du duché de Rome. — Ce préfet, qui n'est connu de l'histoire que par ses lâches ménagemens envers les Barbares, imagine de voler une colonne à un beau temple, au temple d'un empereur de quelque mérite, pour la dédier à un exécrable tyran monté sur le trône par des assassinats, au meurtrier de l'empereur Maurice, à l'ignoble Phocas, que tout le monde connaît, grâce à Corneille, qui l'a encore trop ménagé. Et le plat drôle ose appeler très clément celui qui fit égorger sous les yeux de Maurice ses quatre fils avant de l'égorger lui-même. Il décerne le titre de triomphateur à Phocas, qui laissa conquérir par Chosroès une bonne part de l'empire. Il ose écrire : « Pour les innombrables bienfaits de sa piété, pour le repos procuré à l'Italie et la liberté. » Ainsi l'histoire monumentale de la Rome de l'empire finit honteusement par un hommage ridicule de la bassesse à la violence.

Puisqu'on en est venu là, puisque Rome a perdu, avec la liberté, toute vertu, tout courage, toute grandeur, tout ce qui pouvait faire désirer qu'elle ne disparût pas du monde, puisqu'elle n'est plus qu'une grande honte étalée aux regards des hommes, il vaut mieux qu'elle tombe sous un coup terrible que de traîner ainsi. En présence de la désorganisation que le pouvoir absolu a fait peu à peu pénétrer au cœur de la société romaine, ne voyant aucun secours, n'attendant aucun remède, je laisse échapper ce cri désespéré : Eh bien! viennent les Barbares!

Ils sont venus, ils ont paru sous les murs de Rome. Rome avait vu autrefois un danger pareil. Annibal avait menacé ses portes, les Gaulois avaient occupé le Forum et incendié la ville; mais alors Rome était libre, elle possédait les vertus que donne ou plutôt qui donnent la liberté. Aussi Annibal avait été repoussé, le Capitole avait résisté aux Gaulois. Aujourd'hui, abandonnée par les maîtres auxquels elle s'était abandonnée, livrée par ceux auxquels elle s'était livrée, Rome ne pouvait plus se défendre. L'esclavage avait usé sa force. A la longue, les fers gênent pour combattre, et on ne saurait plaindre un peuple qui expie le crime de la servitude par l'opprobre de la défaite.

Il ne s'agit plus pour Rome de conquérir le monde; elle en est à défendre en vain le Capitole, et par là nous nous retrouvons, comme aux jours de ses premiers développemens, sur le théâtre de son histoire. Cette histoire, que nous avons vue commencer dans les fanges du Vélabre et sur l'esplanade du Palatin, est ramenée par la destinée vengeresse des extrémités du monde au point où elle a com-

mencé. Le berceau de Rome serait son sépulcre, si Rome pouvait mourir.

Les Barbares qui attaquaient Rome au début du ve siècle avaient eu des prédécesseurs. Les Teutons et les Cimbres, au moins en partie d'origine tudesque, furent un premier flot de l'invasion germanique. César semble avoir pressenti le danger qui menaçait Rome encore de si loin; il repoussa au-delà du Rhin les Germains d'Arioviste, et son plan était, sitôt qu'il serait roi, d'aller chercher à travers l'Asie les plus lointaines extrémités de l'Europe septentrionale, et d'en soumettre, comme il avait fait pour la Gaule, les nombreuses nations, qui, bientôt atteintes aussi par la civilisation romaine, auraient de même cessé d'être un danger pour elle. Si César eût exécuté ce dessein, il eût peut-être supprimé les Barbares; mais il n'eut pas le temps de l'accomplir. Il ne lui fut pas donné de racheter par ce grand service rendu à la civilisation son crime envers la liberté. L'empire, qui n'eut des césars que le nom, n'osa point tenter cette immense entreprise; mais, dès son origine, il commença contre les Barbares une lutte dans laquelle il devait être défait pour le châtiment mérité des Romains.

Germanicus répara le désastre qu'avaient subi les armées romaines sous Auguste, Tibère fit vingt ans la guerre en Germanie, Caligula eut la prétention de vaincre les Germains sans les avoir rencontrés, Claude fit contre eux une expédition peu importante; dans les troubles qui suivirent, on les oublia. Les Flaviens tournèrent surtout leurs armes vers l'Orient; mais le premier grand et bon empereur que Rome ait connu, Trajan, employa presque toute la durée de son règne à subjuguer les populations du Danube : sa colonne raconte ses victoires. Marc-Aurèle marcha sur ses traces. Septime Sévère mérita les noms de Germanique et de Dacique qu'on lit sur son arc de triomphe. Tous les empereurs qui ont quelque intelligence et quelque vigueur combattent sur le Rhin ou sur le Danube. Le second Claude s'appelle le Gothique. Aurélien, qui triompha de Zénobie, triompha aussi des Francs; mais la valeur de ces princes, remarquables par leurs talens militaires et l'emploi constant qu'ils en firent contre les Barbares, n'empêchait pas ceux-ci d'avancer sur Rome. Gallien leur ouvrit l'empire; le mur élevé par Aurélien et réparé par Honorius ne put les arrêter. Constantin avait déserté le poste qu'il aurait dû défendre. En vain ses successeurs d'Occident, comme pour réparer sa faute, reportèrent le siége de la puissance aux avant-postes de l'empire. Il était trop tard, et un jour le Goth Alaric parut à la porte *Salara*, tout près de la porte Colline, qu'avait menacée Annibal et par laquelle étaient entrés les Gaulois. Cette fois Rome devait succomber; elle n'avait plus le sénat qui

faisait mettre en vente le terrain sur lequel Annibal était campé et les citoyens qui l'achetaient. Elle n'avait plus ces patriciens qui, assis sur leurs chaises curules, attendaient froidement le fer du Barbare. La porte qu'Annibal n'avait pu franchir fut forcée par Alaric. Les Goths entrèrent dans la ville comme les Gaulois, mais ils ne trouvèrent plus, pour les arrêter, le rocher immobile du Capitole : le Capitole, arraché de sa base séculaire, avait changé de place; Rome n'était plus dans Rome, elle était à Constantinople. Les Goths y pénétrèrent comme dans une tente abandonnée et la pillèrent. Honorius, aveuglé par une confiance puérile, avait cru le danger passé pour jamais. Les Goths s'étant retirés une première fois, il s'était hâté de triompher. Claudien avait célébré ce triomphe, et une inscription qui existe déclarait la nation des Goths à jamais domptée, *Getarum gentem in omne ævum domitam*. Alaric n'avait pas de poète de cour pour chanter ses triomphes, il ne mettait pas dans des inscriptions mensongères des victoires anticipées; mais il marcha sur Rome et la prit.

En présence de ce mémorable événement, on éprouve quelque chose de la stupeur qui alors frappa le monde. On se sent partagé, comme il le fut à ce moment, entre la compassion qu'inspire un si grand désastre et je ne sais quel sentiment d'équité satisfaite, en voyant cette revanche du genre humain contre le peuple qui l'avait asservi et s'était déshonoré par son propre asservissement. Sans doute il est triste de voir les Huns dans les prés de Cincinnatus, mais on s'en console en pensant que depuis ils avaient été les prés de Néron. Pour moi, quand je suis près de la porte Salara les pas d'Alaric, je me surprends à vouloir arrêter le Barbare avant qu'il franchisse le seuil de la ville qui avait vu de si grandes choses et produit de si grands hommes; mais je me rappelle ce que cette ville dégénérée avait permis de tyrannie et toléré de bassesse. Alors je courbe la tête et, me rangeant de côté, je dis : Laissons passer la justice de Dieu.

Alaric entra par la porte Salara, Totila par la porte Asinaria, dont on voit encore les deux tours, et une autre fois par la porte Ostiensis, aujourd'hui porte Saint-Paul; par la même porte, Genseric, que la mer apportait, et qui, en s'embarquant, avait dit à son pilote : « Conduis-moi vers le rivage que menace la colère divine. »

Il y eut pourtant un beau moment dans la défense de Rome contre les Barbares, dans ce dernier et désespéré combat du vieux lion mourant, quand Bélisaire vint prendre en main cette défense. Comme un homme courageux attaqué dans sa maison se barricade avec tout ce qui lui tombe sous la main, Bélisaire répara précipitamment les murs entamés dans une première invasion des Goths; il boucha les ouvertures faites par l'ennemi avec de grosses pierres

entassées sans ordre et sans ciment. On croit avoir le spectacle de cette vaillante résistance quand on observe certaines parties de muraille rétablies et pour ainsi dire raccommodées avec des débris empruntés pour la plupart aux vieux murs étrusques de Servius Tullius. L'énergie de la défense est visible dans le désordre et le pêle-mêle de ces fortifications improvisées. En voyant ces remparts de Rome naissante servir à protéger Rome décrépite, on embrasse d'un coup d'œil toute la destinée du peuple romain, on tient pour ainsi dire son histoire par les deux bouts.

Le souvenir de Bélisaire s'attache aussi à la porte Pinciana, aujourd'hui close, qui est de son temps et qui porta son nom. En suivant à l'extérieur les murs de Rome, on est surpris de rencontrer cette porte d'une architecture imposante et simple. Elle rappelle un trait héroïque de Bélisaire. Attaqué par les Goths, il voulut rentrer dans Rome par cette porte; les Romains la fermèrent lâchement : lui alors se retourna et battit les Goths.

C'est le dernier monument où soit empreint le caractère romain, comme Bélisaire fut le dernier des Romains. Après lui, la barbarie a vaincu. On le sent bien en voyant à côté de la porte de Bélisaire, qui est du VIe siècle, la construction informe des murailles du VIIIe, grossier mélange de briques et de petites pierres agglomérées irrégulièrement, œuvre de complète décadence. Évidemment au VIIIe siècle toute trace de la civilisation romaine a disparu; mais au VIe l'architecture romaine n'était pas morte : elle semble dans la porte Pinciana faire un effort contre la barbarie, alors que Rome elle-même lutte encore contre elle, un moment ranimée par le général de Justinien. La croix grecque tracée sur cette porte rappelle en effet que les défenseurs de la métropole occidentale lui étaient envoyés par l'empereur d'Orient.

A côté de la même porte, on lit sur une pierre les paroles célèbres: « Donnez une obole à Bélisaire; » mais cette inscription est moderne, comme la légende à laquelle elle fait allusion, et qu'on ne trouve dans nul historien contemporain de Bélisaire. Bélisaire ne demanda jamais l'aumône, et si le *cicerone* montre encore aux voyageurs l'endroit où, vieux et aveugle, il implorait une obole de la charité des passans, c'est que près de ce lieu il avait, sur la colline du Pincio, son palais, situé entre les jardins de Lucullus et les jardins de Salluste, et digne probablement de ce double voisinage par sa magnificence. Ce qui est vrai, c'est que le vainqueur des Goths et des Vandales fut disgracié par Justinien, grâce aux intrigues de Théodora. La légende, comme presque toujours, a exprimé par une fable une vérité, l'ingratitude si fréquente des souverains envers ceux qui leur ont rendu les plus grands services.

Bélisaire était un de ces hommes du VIe siècle en qui vivait un reste de l'ancien esprit romain, comme fut Boëce, plus platonicien encore que chrétien, et qui, accusé d'avoir conspiré contre Théodoric pour rétablir la république romaine, écrivait dans sa prison ces belles paroles : « Plût à Dieu qu'elle pût être rétablie ! »

Le *Muro-Torto* offre aussi un souvenir curieux de cette époque. On nomme ainsi un pan de muraille qui, avant de faire partie du rempart d'Honorius, avait servi à soutenir la terrasse du jardin des Domitius, où fut la sépulture de Néron, et qui, du temps de Bélisaire, était déjà incliné comme il l'est aujourd'hui. Procope raconte que Bélisaire voulait le rebâtir, mais que les Romains l'en empêchèrent, affirmant que ce point n'était pas exposé, parce que saint Pierre avait promis de le défendre. Procope ajoute : « Personne n'a osé réparer ce mur, et il reste encore dans le même état. » Nous pouvons en dire autant que Procope, et le mur, détaché de la colline à laquelle il s'appuyait, reste encore incliné et semble près de tomber. Ce détail du siége de Rome est confirmé par l'aspect singulier du *Muro-Torto,* qui *semble toujours près de tomber,* e. subsiste dans *le même état* depuis quatorze siècles, comme s'il était soutenu miraculeusement par la main de saint Pierre. On ne saurait guère trouver pour l'autorité temporelle des papes, au moment où j'écris, un meilleur symbole.

Après Bélisaire, l'eunuque Narsès se montra le seul homme de l'empire. Il défendit contre Vitigès le mausolée d'Adrien, qui déjà était devenu ce qu'il a toujours été et ce qu'il est encore aujourd'hui, la citadelle de Rome. Ce fut pour repousser l'assaut de Vitigès que les troupes grecques lancèrent sur les assaillans les statues qui décoraient le magnifique monument sépulcral d'Adrien. Parmi ces statues était un chef-d'œuvre de l'art antique, le faune Barberini, qui orne aujourd'hui la très remarquable glyptothèque de Munich. Cette fois ce n'étaient pas les Goths, mais les Grecs qui étaient les barbares, comme avant ce temps ce n'était pas Alaric qui avait fait fondre des statues de bronze qui existaient encore dans les temples fermés par Théodose, mais les Romains, pour payer à Alaric la rançon de leur vie.

Les Barbares ont été calomniés. Les ravages dont ils furent les auteurs ont été fort exagérés; on leur attribue généralement la destruction des statues et des monumens. Les Barbares ne s'amusaient guère à briser des statues ou à les fondre. Si la Vénus du Capitole, qui a été trouvée enfouie dans un mur, a été cachée là par crainte de la destruction, c'est qu'on a voulu la protéger contre le zèle des chrétiens plutôt que la sauver de la fureur des Barbares (1).

(1) Une barbarie d'un autre genre a fait depuis quelques années traiter cette belle

Les statues qui n'étaient pas enterrées ou que l'on déterrait par hasard étaient sans doute exposées à être defigurées par ce goût brutal de détruire qui est celui des hommes grossiers de tous les temps, et parmi ceux-ci je place au premier rang les touristes qui mutilent une statue pour le sot plaisir d'emporter un doigt ou une oreille: vol stupide dont Rome voit chaque jour, en pleine civilisation, quelque ignoble exemple. A cette rage de destruction sans but un motif superstitieux a pu se joindre. Rien ne manque plus souvent aux statues antiques que le nez; sans doute cette partie du visage est fort exposée, mais souvent le nez semble avoir été cassé et comme arraché à dessein. Je ne pouvais m'empêcher de m'étonner de cette rareté des nez antiques, quand un jour je crus avoir trouvé le mot de l'énigme. M. Dubois me racontait l'histoire de la Minerve d'Olympie, que l'on peut voir au Louvre : elle fut trouvée le soir presque intacte; grande joie parmi les membres de l'expédition scientifique de Morée. Le lendemain, on se hâte d'aller la considérer au grand jour; mais, ô douleur! Minerve avait le nez cassé. Les paysans grecs sont convaincus que les statues qu'on tire de terre ont *le mauvais œil* et portent infailliblement malheur à ceux qui les ont trouvées, que le seul moyen de se mettre à l'abri de ce danger est de les mutiler. La croyance au mauvais œil est, comme on sait, commune aux Grecs et aux Romains depuis Théocrite et Virgile jusqu'à nos jours. Ce peut donc être une cause de plus de la mutilation des statues antiques, et qui n'a rien à faire avec les Barbares. Sous Alexandre VII, un paysan ayant découvert des figures en mosaïque dans un lieu souterrain, un certain prêtre lui déclara que ces figures étaient des démons, et lui persuada de les briser. Le pape le sut et envoya le paysan aux galères. Alexandre VII aurait dû être plus indulgent, car une mosaïque brisée était un acte de barbarie moins révoltant que la démolition de l'arc de Marc-Aurèle.

Quant aux monumens, les Barbares n'avaient ni l'envie, ni le temps, ni les moyens de les renverser. Pourquoi les auraient-ils renversés? Le mot de barbare, qui dans l'origine voulait dire seulement que les peuples auxquels on le donnait n'étaient pas Romains, ce mot qui par cela même était pris en mauvaise part a fait illusion à la postérité. On se représente parfois les Barbares comme des légions de diables qui se ruaient sur la civilisation avec une haine furibonde; il n'en est rien. Les Barbares n'étaient animés d'aucune antipathie violente contre la société romaine, la plupart étaient depuis assez longtemps en contact avec elle. Souvent ils avaient servi dans les armées de l'empire, et ressemblaient plus à des bandes de

statue comme une image obscène et inspiré l'idée honteuse de la placer au Capitole dans un cabinet réservé avec le groupe si pur de l'Amour et de Psyché enfans, au lieu de la montrer à tous dans sa chaste et majestueuse nudité.

routiers qu'à des hordes de sauvages. Ils cherchaient un pays pour s'établir et le cultiver ou le faire cultiver. De plus, excepté les Huns, presque tous étaient chrétiens; le plus grand nombre, il est vrai, avaient embrassé l'arianisme; ils avaient cela de commun avec plusieurs empereurs. Les Goths de l'arien Alaric respectèrent beaucoup plus les églises de Rome que ne le firent depuis les soldats du très catholique empereur Charles-Quint.

On a fait fort injustement de *Goth* et de *Vandale* le synonyme de ravageur de monumens. Les Goths, les plus civilisés et les plus *civilisables* des peuples qui fondirent sur l'empire romain, ont donné, je ne sais pourquoi, leur nom à la barbarie. L'architecture ogivale, qu'ils n'ont point inventée, a été appelée gothique dans un temps où elle était méprisée uniquement parce qu'on la considérait comme une architecture barbare. A la renaissance, ce préjugé injurieux contre les Goths était si fortement enraciné, qu'un architecte de ce temps, Flaminio Vacca, semble croire à leur existence et leur attribue la destruction des monumens, destruction qu'il voyait s'accomplir sous ses yeux par d'autres mains.

Les Vandales ne se montrèrent pas non plus si sauvages qu'on les a dépeints : c'était l'opinion de Louis XVI, qui, comme on sait, s'occupait beaucoup de géographie et d'histoire. Et qu'il me soit permis à cette occasion de relater un fait qui prouve, chez ce malheureux prince, le plus étrange sang-froid. Au 10 août, Louis XVI, qui s'était réfugié avec sa famille dans le sein de l'assemblée nationale, regardait impassible défiler les bandes de furieux qui venaient faire retentir la salle des séances de leurs imprécations contre le tyran. L'un de ces misérables l'ayant appelé Vandale, le roi, placé dans la loge du logographe, près du siége du président, dit à M. Lémontey, qui occupait momentanément le fauteuil de la présidence, et de qui je tiens cette singulière anecdote : « On se trompe sur les Vandales, ils n'étaient pas si barbares qu'on le croit. » Je pense que Louis XVI avait raison, et quand de nos jours on a appelé vandalisme ce que font les gouvernemens et les particuliers qui renversent les monumens historiques ou les mutilent pour les rajeunir, je pense qu'on a fait tort aux Vandales.

Les Goths et les Vandales n'eurent pas le loisir de beaucoup ravager; si l'on excepte Totila, ils ne firent guère que passer à Rome. Alaric n'y resta que six jours, selon un chroniqueur, et seulement trois d'après un autre; il détruisit si peu, qu'Orose, favorable, il est vrai, aux Barbares, a pu dire : « Bien que la mémoire de ce fait soit récente..., on penserait que rien n'est arrivé; *nihil factum.* » Cependant nous savons qu'Alaric saccagea les jardins de Salluste et endommagea le Colisée, mais il n'incendia que quelques bâtimens, dit Orose; *facto aliquantarum ædium incendio.* Genseric pilla Rome pen-

dant quatorze jours : le pape avait toutefois obtenu de lui qu'il s'abstiendrait de l'incendie; or c'est l'incendie qui pouvait surtout être funeste aux monumens. Le pillage devait se porter sur l'argent, les bijoux, les vases précieux; mais on n'emporte pas les temples.

Un médecin, homme d'esprit, qu'impatientaient les mauvaises plaisanteries sur les docteurs qui tuent leurs malades, disait : « Il n'est pas si aisé qu'on le croit de tuer un homme. » Il est encore moins facile à un peuple peu avancé dans les arts de la civilisation de détruire des monumens et surtout des monumens aussi solides que ceux des Romains. Comment les Goths et les Vandales seraient-ils venus à bout de disjoindre des pierres liées par un ciment tenace, et cela sans nul profit, de scier des colonnes dont ils n'avaient que faire? La destruction des monumens ne s'est opérée en grand que lorsqu'on a eu besoin de matériaux pour construire de nouveaux édifices. C'est pour bâtir qu'on démolit, et non pour le plaisir de démolir. Les Barbares ne démolissaient point, parce qu'ils étaient des barbares qui ne construisaient point. C'est quand on a bâti une Rome nouvelle que la Rome ancienne a presque disparu. Chose singulière et naturelle, c'est la renaissance qui a porté le coup mortel à l'antiquité.

Une opinion fort répandue veut que les Barbares aient jeté beaucoup de choses dans le Tibre. On répète souvent qu'il faudrait détourner le cours du fleuve et en fouiller le lit. Je ne m'y oppose pas, et je crois volontiers que cette fouille d'un genre nouveau serait fructueuse, car, pendant une longue suite de siècles, divers accidens ont pu conduire des objets précieux dans le lit du Tibre; mais il ne faudrait pas concevoir à ce sujet des espérances exagérées. On ne jette de propos délibéré des statues dans un fleuve que lorsque, mû par un sentiment d'hostilité, on veut les anéantir. Or ce sentiment hostile, les Barbares, comme je l'ai dit, ne l'avaient point pour les objets d'art. Et puis, dans ce cas même, on brise sur place l'objet de sa fureur plutôt qu'on ne se donne la peine de le transporter au loin pour avoir le plaisir de le noyer. Les chrétiens, qui seuls ont pu en vouloir sérieusement aux statues antiques, n'avaient pas besoin de prendre tant de peine pour s'en débarrasser : quelques coups de marteau étaient bientôt donnés. Je crois donc que des fouilles faites dans les quartiers de Rome où l'on n'a jamais creusé, parce qu'ils ont toujours été habités, fourniraient une récolte encore plus abondante que les eaux du Tibre, car les colonnes gisantes des temples, plus souvent délaissées que détruites, les statues couchées dans la poussière, plus souvent mutilées qu'entièrement fracassées, peuvent se trouver sous les débris longuement accumulés qui les ont bientôt recouvertes, et n'ont pas tardé à les protéger.

Non-seulement les Barbares n'ont pas détruit à Rome autant qu'on

l'a dit souvent, mais ils y ont réparé et reconstruit. Ils eurent parfois honte du rôle de destructeurs. Vitigès et Totila obéirent à ce sentiment. L'un voulait faire de Rome un pâturage, mais il y renonça sur une lettre de Bélisaire, et pour l'autre, un roi franc lui ayant reproché d'avoir abattu en partie les murs de Rome, il les rebâtit. Enfin Théodoric, bien que Goth et Ostrogoth, était un barbare à la manière de Charlemagne : il ne se montra jamais l'ennemi de la civilisation romaine; bien plus, il en comprit la grandeur, quoique déchue, et fit tout ce qui était en lui pour la relever, de même qu'il conservait et réparait les monumens romains. Sans doute ses conseillers Symmaque et Boëce furent pour beaucoup dans ce zèle de Théodoric pour l'antiquité, sentiment qui était au fond de leur âme, et qu'ils surent inspirer au roi barbare; sans doute, dans ses lettres, c'est souvent son secrétaire Cassiodore qui parle en son nom : il n'en est pas moins certain que Théodoric prit un grand nombre de mesures favorables à la restauration de la civilisation romaine et à celle des monumens de Rome. Théodoric attribua deux cents livres sur la taxe du vin à la réparation du palais impérial. Grâce à lui, ce palais, dont il n'existe plus que quelques grands débris, était encore habitable à la fin du VIIIe siècle, car Charlemagne y a demeuré. Ainsi Théodoric préparait une demeure à Charlemagne, comme il préparait de loin, en le devançant, son règne, qui fut le réveil de la civilisation et des lettres latines. Théodoric abolit l'impôt sur le papyrus, fit reconstruire en marbre le pont Sublicius, réparer le théâtre de Pompée, les aqueducs et les routes, dessécher les marais Pontins. « Je veillerai sur les monumens, écrit-il, avec un zèle infatigable. » On a trouvé une tuile portant cette inscription : *regnante domino Theodorico felix Roma* (sous Théodoric, Rome heureuse). Ces paroles ne sont point un mensonge. Amalasonte et Théodat suivirent son exemple, et firent venir de Grèce des marbres pour décorer la capitale de leur empire. Il est curieux de voir prescrire par une loi de Théodoric un soin dont on ne s'est avisé que depuis mon premier voyage à Rome. Déjà le monarque goth ordonnait d'abattre les arbustes qui, croissant sur les anciens édifices, pouvaient en hâter la destruction. J'ai pu regretter cette mesure au point de vue du pittoresque; mais elle montre chez le roi barbare un désir de conserver les monumens romains qui étonne, et qu'on ne peut s'empêcher d'admirer. Il voulait même qu'on réparât les ruines; *si quid autem senio procubuerit, pervigili charitate reparetur.*

Il faut bien que les Barbares n'aient pas autant détruit qu'on le suppose d'ordinaire, car nous avons une statistique monumentale de Rome qui date du milieu du VIe siècle (540), et on va voir qu'à cette époque Rome est loin encore d'être dépouillée; malgré plusieurs invasions, pas un monument important n'a péri.

L'auteur de ce singulier document, découvert par feu le cardinal Mai, s'appelait Zacharia; il commence ainsi : « Ceci est une brève histoire des beautés de la ville de Rome; l'abondance de toutes choses et la tranquillité sont grandes. » On voit que dans Rome, plusieurs fois prise, on vivait tranquille, fermant les yeux au péril et refusant d'y croire. L'auteur continue : « Les délices et les comforts, *commoditates*, sont merveilleux et tels qu'il convient à cette admirable ville. Et d'abord la richesse des ornemens : je ne parle pas de ceux qui sont dans l'intérieur des maisons, comme les colonnes des portiques, de leur élégance, de leur hauteur. » Ne croirait-on pas lire une description de Rome sous Auguste? « Il y a trois cent vingt-quatre rues larges et spacieuses, deux capitoles, » celui du mont Tarpéien et le capitole Sabin, sur le mont Quirinal: « quatre-vingts grandes statues d'or (dorées) des dieux, soixante-six statues d'ivoire des dieux. » Les chrétiens avaient donc épargné cent quarante-six statues des dieux, et les Barbares quatre-vingts statues dorées. Aujourd'hui il n'existe plus qu'une statue de dieu qui soit dorée, celle d'Hercule, et pas une statue d'ivoire. « Quarante-six mille six cent trois maisons, dix-sept mille quatre-vingt-dix-sept palais, treize mille cinquante-deux fontaines. » On voit que le nombre des palais et surtout des fontaines dans la Rome actuelle est petit, comparé à celui des palais et des fontaines de la Rome du VIe siècle. « Trois mille sept cent quatre-vingt-cinq statues de bronze des empereurs et des autres généraux, vingt-deux grands chevaux en bronze (statues équestres); » aujourd'hui une seule subsiste, celle de Marc-Aurèle. « Deux colosses, deux colonnes à spirales, » la colonne de Trajan et la colonne Antonine, encore debout; « trente et un théâtres et onze amphithéâtres, » plus que nous n'en connaissons par le témoignage des anciens; « neuf mille vingt-six bains. » Quand je suis arrivé à Rome en 1824, cette ville ne possédait qu'un établissement de bains, et dans cet établissement il n'y avait qu'une baignoire. Voici maintenant ce qui concerne les besoins de la population : « Deux cent soixante-quatorze boulangers qui fournissent le pain aux habitans, sans compter ceux qui circulent dans la ville en le vendant; cinq mille fosses communes, où l'on enfouit les cadavres, » entassés exactement comme de nos jours dans les *campi santi;* « deux mille trois cents boutiques de parfumeurs : » cela suppose de singulières habitudes de luxe et de mollesse à cette époque: « deux mille quatre-vingt-onze prisons : » on avait fait sous les empereurs bien du chemin depuis les deux cachots de la prison Mamertine.

N'est-il pas étonnant de se représenter Rome encore si magnifique par ses monumens après qu'Alaric et Genséric y avaient passé? Et que ne donnerait pas un antiquaire pour vivre une journée dans cette Rome envahie plusieurs fois par les Barbares? Ce témoignage si

curieux n'est pas isolé, car Procope nous fait connaître qu'au VIe siècle « le Forum était rempli de statues de bronze, qu'on y voyait les œuvres de Phidias, de Lysippe, et la célèbre vache de Myron. » Cassiodore parle encore sous Théodoric « d'un peuple très abondant de statues. » Ces statues avaient donc échappé à ce qu'on appelle la rage des Barbares; d'autres ennemis plus civilisés et plus dangereux les attendaient. Pour les monumens, nous savons maintenant, par un témoignage positif, ce que la vraisemblance nous avait fait pressentir, qu'au VIe siècle les Barbares n'en avaient pas détruit un seul.

Mais la position topographique de la Rome du moyen âge et de la Rome actuelle, l'aspect que présente la campagne romaine sont dus aux Barbares. Le jour où ils coupèrent les aqueducs, ils produisirent un grand changement dans Rome et hors de Rome. C'est surtout aux Lombards qu'il faut attribuer la dévastation de la campagne romaine, qu'ils ravagèrent à plusieurs reprises pendant près d'un demi-siècle. Ce furent eux qui, soit en coupant les aqueducs, soit seulement en empêchant de les entretenir et de les réparer, privèrent les Romains de l'eau qu'ils recevaient du dehors, et par là les forcèrent à quitter les hauteurs et à se presser aux alentours du Tibre. C'est ainsi que le Champ-de-Mars, inhabité au temps de Cicéron, est devenu l'emplacement principal de la Rome moderne, attirée par le fleuve.

Cette interruption des cours d'eau artificiellement apportés par les aqueducs eut plusieurs résultats déplorables. En même temps que les Romains étaient privés de l'eau salubre des montagnes et réduits à l'eau bourbeuse et malsaine du Tibre, ils voyaient s'arrêter les moulins qui se trouvaient sur la rive droite du fleuve, là où ils sont encore aujourd'hui mis en mouvement au moyen d'un aqueduc que Paul V leur a rendu. Les Romains furent donc pris à la fois par la soif et par la faim. C'est de ce moment que date réellement la substitution de la ville basse à la ville haute et de la Rome misérable du moyen âge à la Rome encore magnifique de l'antiquité.

En même temps les eaux qui n'arrivaient plus à la ville se répandaient dans la campagne romaine, qui cessait d'être cultivée, car grâce aux Lombards les pèlerins mêmes ne pouvaient plus la traverser. Les eaux stagnantes et la dépopulation préparaient le règne lugubre d'un fléau mystérieux, la *malaria*. Les environs de Rome, longtemps couverts d'habitations, prenaient cet air de solitude et d'abandon qu'ils ont encore. Les aqueducs brisés achevaient de donner à ce singulier paysage sa physionomie mélancolique. La poésie de la campagne romaine est due aux causes qui ont fait sa misère.

Si les Barbares n'ont pas détruit les monumens de Rome, ils n'en

ont pas moins amené sa ruine, car ils ont détruit l'empire romain. Après eux, la Rome antique a cessé de compter dans le monde. Alors les destins de la Rome moderne ont commencé. Je suivrai plus tard ces étonnantes destinées en me plaçant dans le milieu, sombre et agité au moyen âge, brillant et corrompu à la renaissance, où elles s'accomplirent. Je ferai d'après les monumens l'histoire de la Rome moderne, comme j'ai fait l'histoire de la Rome ancienne, histoire dont je trace aujourd'hui les dernières lignes. En écrivant ce livre sur place, en contemplant chaque jour un lieu célèbre, un monument ou un portrait historique, il me semble que j'ai vu clairement, dans cette succession de faits qui passaient devant moi, la marche vraie des choses et l'enchaînement des causes et des effets. Voici comment se résume pour moi cette longue et patiente étude: Rome, après avoir dû à la liberté une fortune incomparable, fatiguée et dégradée, s'est livrée au despotisme, dans lequel elle espérait un refuge, mais qui ne lui a donné ni la paix ni la force, qui a favorisé la désorganisation morale au dedans comme au dehors, et a préparé le triomphe de l'invasion. Rome vertueuse et libre a mis cinq cents ans à conquérir le monde; il n'en a pas fallu autant à la corruption et à la servitude pour livrer Rome aux Barbares.

C'est là ce qu'a produit à Rome le pouvoir absolu. Osera-t-on le nier? La main sur la conscience, je ne puis trouver que j'aie calomnié l'empire romain. On m'a accusé de refaire l'histoire romaine; oui, j'ai dû la refaire, car on l'avait défaite. On s'était lassé de la vérité historique; on avait tenté, souvent avec beaucoup d'art, de réhabiliter, comme on dit, cette époque néfaste de l'empire. L'empire romain, tel que je l'ai peint d'après les monumens et les textes, était celui de tout le monde, jusqu'à ce qu'on en ait découvert un autre qu'il faudrait admirer. Ce que j'ai raconté l'a été par Tacite, et si on rejette Tacite comme suspect d'indignation, par Suétone, qui ne s'indigne jamais, par Dion Cassius, ce pauvre diable de sénateur qui avait si grand'peur quand Commode lui montrait son glaive teint de sang et la tête d'autruche qu'il venait de couper, par les arides chroniqueurs de l'*Histoire Auguste;* mais on avait changé tout cela depuis quelque temps. On avait mis le cœur à droite, je l'ai remis à gauche; ce n'est pas ma faute s'il ne convient pas à tout le monde qu'il soit à sa place.

J.-J. Ampère.

LE

ROYAUME DE SIAM

ET

UNE AMBASSADE ANGLAISE A BANGKOK

I. *Description du royaume Thaï ou Siam*, par Mgr Pallegoix, évêque de Malos, vicaire apostolique de Siam; Paris, 1854. — II. *The Kingdom and People of Siam with a narrative of the mission to that country in 1855*, by sir John Bowring, her majesty's plenipotentiary in China; London, 1857. John W. Parker and Son.

L'Europe entreprend depuis quelques années une véritable croisade contre les vieux empires de l'Asie. Ce n'est plus, comme il y a deux siècles, l'esprit d'aventure ou l'ardeur de la propagande religieuse qui l'entraîne vers l'extrême Orient; elle y est conduite par l'intérêt commercial. Ouvrir de nouveaux marchés, conquérir des consommateurs, voilà, en termes techniques, la principale pensée des nations modernes. On a beau déployer avec orgueil le drapeau de la civilisation, les enseignes de la foi, et se placer en quelque sorte sous l'invocation de ces saintes causes : c'est l'amour du gain qui inspire les croisés de Liverpool et de New-York; c'est la recherche des profits commerciaux qui les pousse vers les mers de l'Inde, de la Chine et du Japon. Peu importe cependant : la civilisation et la foi chrétienne y trouvent aussi leur compte; elles s'embarquent avec eux sur les navires; avec eux, elles descendent sur les rives lointaines, et si le négoce s'établit quelque part, elles s'y fixent avec lui. On a vu récemment les États-Unis, et à leur suite l'Angleterre, la France et la Russie, frapper aux portes du Japon :

les États-Unis voulaient posséder des points de relâche pour leurs baleiniers, qui croisent en grand nombre dans les parages de l'Océan-Pacifique, et préparer des dépôts de charbon pour les *steamers* qui doivent un jour ou l'autre naviguer entre la Californie et la Chine. En ce moment même, une seconde expédition est dirigée par l'Angleterre contre le Céleste-Empire : il s'agit en apparence de venger une insulte faite au pavillon britannique; au fond, c'est le commerce anglais à Canton qui est en jeu. Toutes ces entreprises, pacifiques ou militaires, procèdent de l'esprit mercantile, et c'est précisément ce qui en assure le succès, car l'intérêt des États-Unis et de la Grande-Bretagne y est engagé au moins autant que leur honneur.

Si, dans leur indolence traditionnelle ou par un sentiment instinctif de défiance, la plupart des souverains asiatiques repoussent les avances de l'étranger, ou ne consentent à les accueillir qu'avec une extrême réserve et sous la pression de la nécessité, il en est un au moins qui se montre sincèrement disposé à nouer des relations avec l'Europe : c'est le roi de Siam. Depuis trois ans, il a vu successivement paraître à sa cour des envoyés de l'Angleterre, des États-Unis et de la France; il les a reçus avec un véritable empressement, et leur a concédé les facilités commerciales qu'ils réclamaient. De plus, il tient à honneur de pratiquer dans ses états la tolérance religieuse; les missionnaires catholiques et protestans peuvent sans péril s'y livrer à leur œuvre de propagande, et ils jouissent de la faveur du souverain. Deux ouvrages récemment publiés fournissent sur ce pays d'intéressantes informations; l'un est la *Description du royaume Thaï ou Siam*, par Mgr Pallegoix, qui a résidé de longues années à Bangkok; l'autre est le récit de la mission anglaise à Siam en 1855, par sir John Bowring, plénipotentiaire de sa majesté britannique en Chine. Nous pouvons, à l'aide de ces deux publications, nous former une opinion à peu près exacte sur la situation présente de Siam. La narration de sir John Bowring nous introduit en outre à la cour de Bangkok, elle nous montre le roi et les hauts fonctionnaires dans leurs rapports avec les Européens. Aujourd'hui que tous les regards sont tournés vers l'extrême Orient, il n'est pas sans intérêt de tenter une excursion dans le royaume de Siam sur les traces de deux voyageurs intelligens, placés dans les conditions les plus favorables pour bien voir et pour reproduire exactement la physionomie de cette étrange contrée.

I.

Le royaume de Siam s'étend entre les 4° et 22° degrés de latitude nord et les 96° et 102° degrés de longitude est. Il a pour voisins

l'empire chinois, la Cochinchine, le royaume d'Ava, et les Anglais, qui, en Asie, sont plus ou moins voisins de tout le monde. On n'est point d'accord sur le chiffre de sa population : Mgr Pallegoix l'évalue à 6 millions d'âmes, sir John Bowring le réduit à 4 ou 5 millions. Quoi qu'il en soit, Siam ne saurait être mis en parallèle avec la Chine ni avec le Japon quant à la densité de la population. Le pays, couvert de montagnes abruptes et d'épaisses forêts, comprend de vastes espaces complétement inhabités; on y trouve le désert et la nature vierge à côté des plus belles plaines que le soleil tropical et l'inondation régulière de larges fleuves, tels que le Meinam, puissent féconder.

La population n'est point homogène; elle se compose de races nombreuses, les unes originaires du pays, les autres fournies par l'immigration étrangère. D'après le calcul de Mgr Pallegoix, les Siamois y figurent pour 2 millions à peine; puis viennent les Chinois pour 1,500,000, les Malais pour 1 million, les habitans du Laos pour un nombre égal, les Cambogiens pour 500,000. Ici encore on retrouve la colonie chinoise, active, florissante, exploitant le sol et les principales industries, accumulant les capitaux, maîtresse du pays par le travail et par l'usure : singulière fortune de ce peuple qui, sans bruit, sans embarras, sans femmes (les hommes seuls s'expatrient), a fondé dans toutes les contrées de la Malaisie des établissemens prospères. Le roi de Siam est tributaire de l'empire de Chine : il envoie tous les trois ans à Pékin des ambassadeurs chargés de présens; mais ce n'est là qu'un lien traditionnel, et depuis longtemps le souverain du Céleste-Empire n'a rien à démêler avec les affaires politiques du royaume de Siam. Ce qui est plus sérieux, c'est la domination que les immigrans chinois exercent dans le pays même par la supériorité de leur génie commercial. On peut dire que la population indigène paie à la colonie chinoise un énorme tribut.

La forme du gouvernement est despotique. Le souverain est maître absolu de la vie et des biens de ses sujets; c'est à son profit que se perçoivent les impôts, c'est lui qui ordonne toutes les dépenses. Les courtisans admis à ses audiences demeurent prosternés; à son approche, le peuple se jette à terre : malheur à l'imprudent qui oserait lever les yeux sur lui! Il faut se découvrir quand on passe devant le palais; les nobles doivent fermer ou baisser le parasol, insigne de leur dignité, devant les murs de la demeure royale. Enfin, pour dernier trait, quand le souverain se promène sur le fleuve, on a soin de placer dans son embarcation plusieurs cocos vides, liés ensemble, pour lui servir de bouée de sauvetage dans le cas où il tomberait à l'eau, car l'étiquette ne permettrait pas que l'on touchât, même

dans cet extrême péril, à sa personne sacrée. De son côté, le roi est assujetti à un règlement très sévère : tous les actes de sa vie intérieure et de sa vie publique sont prévus et ordonnés avec le soin le plus minutieux. Il ne peut manger, boire, dormir, faire ses prières, donner audience, recevoir la reine et les dames du palais qu'à des heures fixées. Le mode d'éducation de ses enfans est prescrit par le code, qui condamne ses filles à une perpétuelle virginité, le législateur considérant les gendres comme de mauvais parens qui pourraient abuser de leur situation à la cour pour trahir leur beau-père. Ainsi les Siamois sont les esclaves de leur souverain, le roi de Siam est l'esclave de l'étiquette : tout le monde est esclave dans ce pays, où s'est conservée intacte la tradition du despotisme oriental.

La constitution de la royauté de Siam présente une particularité singulière : il y a un second roi, qui est ordinairement un frère ou un proche parent du premier roi, et qui partage avec celui-ci les prérogatives du pouvoir. Au Japon, on voit également deux souverains, le *siogoun* et le *mikado;* mais le *siogoun* est le véritable souverain, et il exerce toutes les attributions politiques; le *mikado*, relégué dans un somptueux couvent, est une sorte de grand-prêtre investi seulement de l'autorité spirituelle. Il n'en est pas de même à Siam : le second roi est en réalité le collègue du premier. Il a sa cour, ses grands officiers, ses ministres; il commande les armées, on le consulte pour toutes les affaires de l'intérieur et de l'extérieur. Les envoyés étrangers qui se sont présentés à Siam ont été reçus par lui. Comment ces deux souverains peuvent-ils vivre ainsi l'un à côté de l'autre, sans empiétement, sans conflit, portant ensemble le fardeau du pouvoir suprême? C'est un problème qui nous paraît insoluble. Quoi qu'il en soit, le fait est exact. Les deux princes qui occupent aujourd'hui le trône de Siam vivent en bonne intelligence: Mgr Pallegoix et sir John Bowring leur rendent ce témoignage.

La famille royale, grâce à la polygamie, est toujours très nombreuse. Mgr Pallegoix évalue à deux ou trois cents l'effectif des princes qui dépendent de la cour de Siam, sans compter les princesses, qui vivent cloîtrées dans le palais de la reine sous la surveillance d'une gouvernante chargée en même temps du service et de la garde des concubines. Il n'y a pour les princes que douze emplois de cour, en tête desquels figure la grande maîtrise des chevaux et des éléphans. Les autres princes font le commerce ou se livrent aux plus humbles métiers; ils disparaissent ainsi peu à peu dans les rangs du peuple. Quant aux mandarins, ils sont divisés en cinq classes entre lesquelles sont réparties toutes les fonctions civiles et militaires. La plupart des emplois se transmettant par voie d'hérédité,

la dignité de mandarin constitue un véritable titre de noblesse. Chaque année, au mois de novembre, le souverain distribue lui-même la solde à tous les fonctionnaires de son royaume. La cérémonie ne dure pas moins de douze jours. Les princes et les ministres reçoivent environ 4,800 fr., les mandarins de dernier ordre de 200 à 400 fr., les employés subalternes de 60 à 120 fr. Il n'est pas besoin de dire que ces fonctionnaires, petits ou grands, savent grossir par leurs exactions le chiffre des émolumens dont les gratifie la main royale.

Mgr Pallegoix distingue dans la population cinq classes : les soldats, les gens de corvée, ceux qui paient un tribut, les cliens et les esclaves. On peut ajouter à cette classification les *talapoins* ou prêtres de Bouddha. Les gens de corvée doivent trois mois de service par an; on les emploie aux travaux publics. Il leur est loisible de s'exempter de la corvée en payant une somme de 16 *ticaux* (48 francs), qui est destinée au trésor royal, mais que les mandarins arrêtent généralement au passage. Les tributaires fournissent chaque année, au lieu de la corvée, un tribut en nature dont la valeur varie de 8 à 16 ticaux (24 à 48 francs). Les cliens sont placés, ainsi que leurs familles, sous la dépendance directe des princes ou des mandarins, à l'égard desquels ils sont tenus à certains services personnels. Il y a des princes qui se trouvent ainsi les patrons ou les suzerains de plusieurs centaines de familles. Les esclaves forment, d'après Mgr Pallegoix, le tiers de la population; sir John Bowring estime que la proportion est beaucoup plus considérable, si on ne l'établit que sur le chiffre de la population indigène, en laissant les Chinois en dehors du calcul.

L'esclavage tient une grande place dans la société siamoise; c'est une institution qui a ses lois, ses traditions, ses usages particuliers. Le code de l'esclavage forme une législation complète dans laquelle sont prévus les plus minutieux détails. Il doit en être ainsi, puisque ce code s'applique à la majeure partie de la population. On peut remarquer d'ailleurs que nulle part les lois ne sont aussi nombreuses ni les règlemens aussi stricts que dans les états où règne l'absolutisme. Ce n'est point seulement l'intérêt de l'ordre public qui exige une définition très nette des devoirs imposés à chacun, il y a là surtout une garantie de conservation pour le despotisme, et une garantie si essentielle, que le législateur s'est toujours efforcé de confondre avec les préceptes de la religion les lois qui commandent l'obéissance envers le souverain et la déférence des classes inférieures à l'égard des classes aristocratiques. Toutes les royautés orientales reposent ainsi sur le respect. A Siam comme au Japon et en Chine, le respect est un dogme politique; il se traduit à l'extérieur par les formules les plus hyperboliques de l'adulation et de la

soumission; il inspire, même dans les relations privées, cette politesse extrême que tous les voyageurs ont observée, et qui n'est, à vrai dire, qu'une sorte de politesse légale, dont les termes et jusqu'aux moindres gestes sont dictés et mesurés par le code. Parmi tant de lois siamoises qui fixent le rang et la condition des personnes, le règlement sur l'esclavage est assurément l'un des plus curieux à étudier. On distingue plusieurs catégories d'esclaves : les prisonniers de guerre, les esclaves achetés, les esclaves de naissance. Les prisonniers de guerre sont la propriété des deux rois, qui les incorporent généralement dans l'armée. On évaluait leur nombre, en 1855, à près de 50,000 (habitans de Laos ou du Pégu, Cochinchinois, Birmans et Malais). En leur qualité de gens du roi, les prisonniers de guerre s'attribuent une grande supériorité sur les autres esclaves. Les esclaves achetés forment la classe la plus nombreuse : ce sont, ou des enfans qui ont été vendus par leurs parens, ou des adultes qui se sont vendus eux-mêmes. Les prix ordinaires sont de 80 à 120 ticaux (280 à 420 francs) pour les hommes, et de 60 à 100 ticaux (200 à 300 francs) pour les femmes. La majeure partie des esclaves se compose de débiteurs qui se mettent en condition chez leurs créanciers jusqu'à ce qu'ils soient en mesure d'acquitter leur dette. Leurs services représentent l'intérêt du capital, et comme à Siam l'intérêt de l'argent est de 30 pour 100 par an, il y a beaucoup d'individus qui préfèrent aliéner momentanément leur liberté plutôt que d'acquitter un impôt aussi lourd. Lorsqu'ils ne sont pas satisfaits de leur maître, ils en cherchent un autre qui consente à rembourser au premier le capital de leur dette, et qui les prenne à son service. L'esclavage se trouve ainsi tempéré par le droit réservé à l'esclave de changer de maître. Enfin les esclaves à Siam sont traités avec une grande douceur; ce sont les familiers, les cliens de la maison. Les mœurs, ainsi que la loi, les protégent contre toute rigueur inutile.

Le règlement sur l'esclavage remonte à près d'un siècle. Les principales lois et les coutumes en vigueur à Siam ne sont pas moins anciennes. Mgr Pallegoix a tenté d'écrire, à l'aide des annales indigènes, un résumé de l'histoire siamoise; mais il n'a recueilli que des documens très confus. On a peine à se reconnaître au milieu des récits fabuleux qui précèdent la fondation de la capitale, Ayuthia, en 1350 de l'ère chrétienne. L'histoire moderne elle-même n'est pas beaucoup plus claire : ce ne sont que révolutions de palais, luttes intestines ou guerres terribles soutenues contre les habitans du Laos, les Birmans, et surtout contre le Pégu. En 1543, le roi de Pégu vint attaquer les Siamois à la tête de 300,000 hommes et de 700 éléphans. En 1547, il revint mettre le siége devant Ayuthia avec une armée de 900,000 hommes, 7,000 éléphans et 15,000 chevaux. Il était ja-

loux de la prospérité du royaume de Siam, qui possédait alors sept éléphans blancs! En 1555, il attaqua de nouveau la ville avec une armée encore plus nombreuse, il s'en rendit maître, et emmena en captivité toute la population. Faut-il ajouter foi à ces chiffres prodigieux, à ces immenses mouvemens d'armées, à ces luttes gigantesques? Il est permis d'hésiter, et pourtant, quand on visite les ruines d'Ayuthia, on est tenté de ne point trouver trop invraisemblables ces étranges récits. Les vastes palais qui jonchent le sol de leurs débris, les dômes élevés des pagodes sous lesquelles se dressent encore dans leur immobilité séculaire les colossales statues de Bouddha; plus loin, une pyramide de 400 pieds de haut, dont la flèche d'or va percer la nue, tous ces monumens, muets témoins du passé, attestent que le royaume de Siam a eu ses jours de grandeur et de richesse presque inouie. Quel contraste présente l'époque actuelle! Les innombrables armées d'autrefois sont réduites à quelques milliers d'hommes; les escadrons d'éléphans qui repoussaient les charges des éléphans du Pégu sont licenciés. La dynastie régnante, qui occupe le trône depuis la fin du dernier siècle (1782), et qui en est à son troisième souverain, n'a eu à soutenir que de petites guerres contre les Birmans et les Cochinchinois, et semble avoir oublié les traditions guerrières des anciennes dynasties.

Les Siamois professent le bouddhisme. Mgr Pallegoix a exposé longuement la doctrine et raconté d'après les livres sacrés la vie de Bouddha. Missionnaire chrétien, il a dû se livrer à une étude approfondie de la religion qu'il venait combattre, et il faut lui savoir gré de la modération équitable qui inspire son langage quand il parle du bouddhisme, signalant les erreurs d'une croyance qui aboutit fatalement au complet anéantissement de l'âme humaine fatiguée de ses multiples transmigrations, mais aussi mettant en relief les qualités morales de la doctrine, l'influence que les préceptes de Bouddha ont exercée sur les sociétés orientales, et l'importance incontestable d'une religion qui compte sur le globe près de 200 millions de sectateurs. C'est du reste un trait particulier que l'on a remarqué fréquemment dans le caractère de ces courageux apôtres, qui vont planter sur les terres lointaines, au milieu de la superstition triomphante et en face des temples consacrés à Bouddha ou à Confucius, le drapeau du christianisme. Ils se sentent généreusement portés à l'indulgence pour l'ennemi contre lequel ils ont à lutter. Ils laissent à d'autres le mépris stérile et les déclamations insultantes. Peu suspects de transiger avec l'erreur, ils fouillent patiemment les origines des superstitions pour en dégager le principe philosophique ou moral qui s'y trouve plus ou moins profondément déposé. Comment expliquer autrement l'empire que depuis des siècles ces superstitions ont conservé sur les consciences

de tant de générations humaines? Il semble que, remontant ainsi le courant des traditions, les missionnaires espèrent découvrir au fond de ces antiques doctrines quelques étincelles de l'éternelle vérité pour les rallumer au foyer du christianisme.

Les Siamois sont pieux; s'ils ne connaissent que très imparfaitement les dogmes fort compliqués du bouddhisme, ils s'acquittent avec ferveur de leurs devoirs religieux, récitent régulièrement les prières et se montrent très respectueux pour leurs bonzes. Ces bonzes ou *talapoins* vivent dans des couvens; ils sont au nombre de plus de cent mille pour tout le royaume, et on en compte environ dix mille à Bangkok seulement. Leur costume est jaune; ils doivent avoir toujours la tête et les sourcils rasés; ils portent une besace qui contient une marmite en fer; ils tiennent à la main un éventail de feuilles de palmier (*talapot;* c'est de là sans doute que vient le nom de talapoins qui leur a été depuis longtemps donné par les Européens), et ils gardent cet éventail ouvert devant les yeux, afin de ne pas être distraits dans leurs méditations par la vue des objets extérieurs. Les talapoins sont organisés hiérarchiquement. Le roi est le chef de l'église; le titre de protecteur et de conservateur de la secte de Bouddha figure au premier rang parmi les nombreux titres apposés en tête des actes officiels. Un prince du sang royal, assisté de plusieurs commissaires qui forment, sous sa présidence, une sorte de tribunal ecclésiastique, est chargé de la haute administration des affaires religieuses. Chaque couvent est gouverné par un supérieur que nomme le roi; puis viennent les vicaires, les secrétaires, les simples moines, et enfin les novices. Autrefois les talapoins étaient liés par un vœu perpétuel : dès qu'ils avaient été admis à porter l'habit jaune, ils ne le quittaient qu'au moment de mourir; mais peu à peu les vœux perpétuels ont été abolis. On devient talapoin, on rentre dans la vie civile, on redevient talapoin; quelques formalités suffisent pour ces divers changemens de condition, et cette facilité explique la multiplicité des prêtres siamois. On est talapoin par piété, par ambition pour jouir de certains priviléges et du respect attachés à l'habit ecclésiastique, par paresse pour vivre d'aumônes, ou par passe-temps, quand on n'a rien de mieux à faire. Une grande partie de la population siamoise, les riches comme les pauvres, passent ainsi au moins quelques mois de leur vie dans un couvent. C'est dans leur pensée un acte méritoire, une sorte de purification, qui profite même aux âmes des parens défunts. On voit des riches donner la liberté à des esclaves à la condition que ceux-ci se feront talapoins. Pendant les trois mois de la saison pluvieuse, les bonzes sont tenus de demeurer dans les monastères, où ils sont soumis aux règles de la discipline; le reste de l'année, il leur est permis de voyager. Le livre des commandemens

que doivent observer les talapoins comprend deux cent vingt-sept articles; il recommande avec les plus minutieux détails la pratique de toutes les vertus et proscrit tous les vices; de plus, il réglemente jusqu'aux moindres actes de la vie matérielle. La continence la plus absolue est ordonnée, au point que la loi défend d'aller dans une barque qui aurait servi à une femme, ou de monter une jument ou un éléphant femelle. Il ne faut ni tuer ni frapper les animaux; en conséquence il est interdit de cultiver la terre, parce qu'on s'exposerait à tuer un ver ou un insecte, de couper les arbres, de faire cuire du riz, parce que le riz et les arbres contiennent des germes de vie; on doit même passer à travers un linge l'eau que l'on veut boire, de peur qu'il ne s'y trouve des animalcules. Les talapoins ne peuvent ni acheter ni vendre; toute occupation temporelle leur est défendue; la règle les condamne pour ainsi dire à une insensibilité complète, et dès-lors elle leur prescrit de vivre seulement d'aumônes. « On trouve, dit Mgr Pallegoix, dans les livres sacrés de très beaux sermons de Bouddha, dans lesquels il inculque aux talapoins des vertus sublimes et dignes d'un vrai philosophe. Par exemple, en leur parlant de l'instabilité des choses humaines, il leur dit : « Ne vous attachez pas aux biens de ce monde, parce qu'ils vous échapperont malgré vous; rien dans l'univers ne vous appartient; votre personne même n'est pas à vous, puisque vous ne pouvez la maintenir dans le même état, et qu'elle change continuellement de forme. » Il leur ordonne aussi de n'avoir ni amour ni haine pour quoi que ce soit, d'établir leur âme dans un état d'indifférence telle que les biens et les maux les trouvent également insensibles, qu'ils ne soient pas plus touchés des louanges que des injures, des bons traitemens que des persécutions, qu'ils supportent la faim, la soif, les privations, les maladies et même la mort avec une égalité d'âme imperturbable. » Voilà en quelques mots la philosophie de la doctrine : l'insensibilité morale, l'inaction matérielle, et, comme conséquence logique, la mendicité. De tous les préceptes de Bouddha, celui qui est le mieux observé, c'est l'article qui prescrit de vivre d'aumônes. Chaque jour, les talapoins se mettent en campagne avec leur besace et leur marmite réglementaire, et ils vont recueillir les provisions, les présens de toute sorte que leur prodigue la charité publique. Donner à un talapoin, c'est donner à Bouddha, et la population s'empresse d'accomplir ce pieux devoir. Le roi, la reine et les principales concubines font tous les jours, de leurs propres mains, à un nombre considérable de bonzes des distributions de vivres et d'aumônes. La récolte est rapportée au couvent. Les talapoins lettrés, qui se livrent à la prédication, sont fréquemment invités à se rendre dans les maisons des riches, où leurs sermons sont rémunérés par des présens; ils parviennent ainsi à se créer un pé-

cule dont ils pourront jouir lorsqu'ils rentreront dans la vie civile. Les talapoins sont d'ailleurs exempts d'impôts, de corvées, de tout service public. Leur costume jaune, honoré et salué par tous, par le roi de Siam lui-même, les élève au-dessus des lois, et leur assigne dans la société un rang exceptionnel.

La piété des Siamois n'est point exempte de superstition. On entretient à la cour des astrologues indiens qui prédisent la pluie et le beau temps, la paix et la guerre, et qui déterminent les jours heureux et les jours néfastes. De même le peuple consulte les devins et les diseurs de bonne aventure; il porte des amulettes, il croit à la vertu des nombres impairs, il dresse des autels aux génies protecteurs de la famille, il craint les sorciers et s'adresse aux magiciens, etc. Bouddha a défendu sévèrement toute pratique superstitieuse; c'est dans les livres des brahmes que les Siamois ont puisé la plupart de ces croyances ridicules. On se figure généralement, d'après les récits des voyageurs, que les Siamois, de même que les Cochinchinois et les Birmans, adorent l'éléphant blanc comme un dieu, et que ce culte se rattache à la religion bouddhique. Mgr Pallegoix explique que « les Siamois ne reconnaissent aucun dieu, pas même Bouddha; mais comme, d'après leur système de métempsycose, les Bouddhas, dans leurs générations successives, seront nécessairement singes blancs, moineaux blancs, éléphans blancs, ils ont de grands égards pour tous les animaux albinos, et en particulier pour l'éléphant blanc; ils croient qu'il est animé par quelque héros ou grand roi qui deviendra un jour Bouddha, et qu'il porte bonheur au pays qui le possède. » Cette croyance ou plutôt cette superstition est très ancienne. Les éléphans blancs sont logés dans un palais; ils ont rang de mandarins de première classe; ils sont servis par des officiers; leur mort est pour la cour et pour toute la population un grand sujet de deuil. Les envoyés européens qui ont récemment visité la capitale de Siam décrivent, avec les mêmes détails, les honneurs extraordinaires décernés aux éléphans blancs. Cela peut être pittoresque, mais on ne saurait lire de tels récits sans éprouver un sentiment de dégoût. Ces peuples orientaux, que nous voyons si platement obséquieux devant un éléphant, sont policés, intelligens, lettrés même; rien chez eux n'excuse cette incroyable idolâtrie.

Toutes les religions étrangères sont tolérées à Siam. A côté des pagodes consacrées à Bouddha, on voit s'élever les mosquées des musulmans et les églises des chrétiens. Les lettrés acceptent volontiers la controverse : ils accordent que le christianisme renferme de grandes vérités et des enseignemens sublimes; mais, suivant eux, les préceptes de Bouddha sont également dignes d'admiration, et pourquoi dès-lors changer de croyance? Chaque pays a sa religion,

et rien n'empêche que toutes les religions ne soient bonnes. Il en est de même des fruits; différens sous chaque latitude, ils peuvent avoir une égale saveur. De tels raisonnemens expliquent la parfaite tolérance des Siamois et la répugnance qu'ils éprouvent à se convertir au christianisme. Il y a bientôt deux siècles que le premier missionnaire catholique, l'évêque de Berythe, débarqua à Bangkok (1662), et commença l'œuvre de la propagande. Mgr Pallegoix raconte longuement l'histoire de la mission; il rappelle les efforts tentés, surtout pendant le XVIIIe siècle, pour étendre dans les divers états dépendans du royaume de Siam l'empire de la foi romaine; il retrace les périodes de persécution que la mission eut à traverser, non point par suite de sa doctrine, mais à raison de son origine européenne; il rend hommage à la protection qu'il a obtenue personnellement depuis son arrivée à Siam (1830), et reconnaît les facilités nouvelles qu'il a obtenues du souverain actuel pour l'établissement d'églises, de séminaires et d'écoles catholiques. Cette histoire, fort intéressante d'ailleurs et très édifiante, de la mission de Siam devait nécessairement occuper une large place dans l'ouvrage de Mgr Pallegoix, et on ne la lira point sans émotion, car les âmes les plus indifférentes et les plus rebelles à l'action de la grâce y trouveront au moins l'attrait qui s'attache invinciblement au spectacle d'une lutte courageuse entreprise contre les idées de tout un peuple par une poignée d'hommes succombant sans éclat et relevés sans interruption au poste de la propagande : lutte ingrate pourtant et bien faiblement récompensée ici-bas, s'il faut en juger par les résultats. On ne comptait encore en 1853, dans tout le royaume de Siam, que 7,050 catholiques, 4,050 à Bangkok, résidence de l'évêque, et 3,000 dans les provinces. Ils habitent en général des villages ou camps séparés sur des terrains qui leur ont été donnés par le roi, et où ils peuvent se livrer en toute liberté à l'exercice de leur culte. La plupart des convertis ont été recrutés dans la population chinoise et annamite; le nombre des prosélytes siamois est presque imperceptible. Quelques milliers de fidèles à peine, voilà donc le produit de l'œuvre à laquelle se consacrent un vicaire apostolique, neuf missionnaires européens et quatre prêtres indigènes, rivalisant de piété et d'habileté pour faire lever des semences jetées depuis deux siècles dans un sol stérile, possédant un séminaire, quatre couvens de femmes et plusieurs écoles, se multipliant par des prodiges d'organisation qui eussent assuré la prospérité de toute entreprise temporelle, et par-dessus tout, dans un pays où la faveur d'en haut est si puissante, jouissant de la protection du souverain!

Mgr Pallegoix cite avec reconnaissance ce trait du roi de Siam, qui, peu de temps avant son avénement, remit entre les mains d'un mandarin chrétien, général d'artillerie, 3,000 Annamites, prisonniers

de guerre, en recommandant de leur enseigner le catholicisme. Le roi a voulu sans doute être agréable à la mission en lui procurant d'un seul coup un bataillon de recrues; mais il est probable que, s'il a livré si aisément des Annamites, il n'aurait point enrôlé ses Siamois sous la bannière chrétienne. Il y a même, sinon la marque d'une grande indifférence, au moins l'indice d'une certaine naïveté dans ce cadeau fait à la mission. Il convient de signaler encore divers moyens d'augmenter le nombre des baptêmes. Des personnes pieuses parcourent les villages où sévissent des épidémies; elles portent des médicamens, ce qui leur donne accès dans les cabanes, et elles profitent d'un moment favorable pour baptiser les enfans moribonds. On compte également sur l'achat des petits enfans à l'aide des fonds recueillis par l'œuvre de la Sainte-Enfance. Les enfans d'esclaves s'achèteraient à très bas prix; on les confierait à des familles chrétiennes, et ils seraient élevés dans la vraie religion. Il est bien plus facile, suivant la remarque judicieuse de Mgr Pallegoix, « de faire ainsi des chrétiens que de convertir les grandes personnes, qui tiennent ordinairement beaucoup à leurs superstitions (1). »

Sans manquer au respect que commande une œuvre sainte, on est involontairement porté à sourire en présence des procédés appliqués à la conversion des infidèles. Rien n'arrête ces infatigables sauveurs d'âmes : soit qu'ils baptisent par surprise l'enfant qui se meurt dans les bras d'une mère désolée, soit qu'ils achètent à prix d'argent des prosélytes à la mamelle, leur mission est accomplie, ils font des chrétiens; mais, à envisager les choses sérieusement, n'est-ce point de leur part un touchant aveu d'impuissance que cette ardeur excessive à s'emparer d'âmes sans défense, alors que, parmi « les grandes personnes, » les conversions demeurent si rares? Le dénombrement des chrétiens à Siam est là qui atteste l'inutilité presque absolue des sacrifices et des travaux de la propagande. Mgr Pallegoix ne se dissimule pas cette situation, qui serait désespérante pour

(1) Voici, sur le même sujet, d'intéressans détails extraits de la relation du comte de Forbin, qui accompagnait l'ambassade de M. de Chaumont : « Le roi (Louis XIV) me demanda si les missionnaires faisaient beaucoup de fruit à Siam, et en particulier s'ils avaient déjà converti beaucoup de Siamois. — Pas un seul, sire, lui répondis-je; mais comme la plus grande partie des peuples qui habitent ce royaume n'est qu'un amas de différentes nations, et qu'il y a parmi les Siamois un grand nombre de Portugais, de Cochinchinois, de Japonais, qui sont chrétiens, ces bons missionnaires en prennent soin et leur administrent les sacremens. Ils vont d'un village à l'autre et s'introduisent dans les maisons sous prétexte de la médecine qu'ils exercent et des petits remèdes qu'ils distribuent; mais, avec tout cela, leur industrie n'a encore rien produit en faveur de la religion. Le plus grand bien qu'ils fassent est de baptiser les enfans des Siamois qu'ils trouvent exposés dans les campagnes, car ces peuples, qui sont fort pauvres, n'élèvent que peu de leurs enfans, et ils exposent tout le reste, ce qui n'est pas un crime chez eux. C'est au baptême de ces enfans que se réduit tout le fruit que les missions produisent dans ce pays. »

tout autre que pour un missionnaire, et il signale les principaux obstacles qui s'opposent aux progrès de la foi chrétienne. En premier lieu, c'est la polygamie, les nobles et les riches se souciant peu d'embrasser une religion qui les obligerait à congédier leurs concubines; puis c'est l'éducation que tous les Siamois reçoivent dans les pagodes, où ils passent un temps plus ou moins long en qualité de talapoins. C'est ensuite la défiance qu'inspire, au point de vue politique, un culte importé par des Européens; il n'est pas surprenant que, témoins des envahissemens successifs de l'Angleterre, de l'Espagne, du Portugal, de la Hollande, dans les diverses contrées de l'Asie, les Siamois, de même que les Japonais et les Chinois, se tiennent en garde contre les missionnaires étrangers qui leur apparaissent comme une avant-garde de la conquête. Il faut une confiance bien robuste pour lutter contre de telles difficultés. En Chine et en Cochinchine, où le christianisme a subi de nombreuses et cruelles persécutions, le chiffre des convertis est relativement plus considérable qu'à Siam, où, d'après le témoignage des missionnaires, le travail de la propagande a été favorisé, non-seulement par l'esprit de tolérance qui règne parmi le peuple, mais encore par la bienveillance personnelle de plusieurs souverains. Cette remarque est peu encourageante pour l'avenir des missions catholiques dans l'extrême Orient, et en particulier à Siam : elle démontre en effet que le christianisme rencontre plus d'obstacles dans les dispositions mêmes des peuples, aveuglément attachés à leurs vieilles croyances, que dans les persécutions.

Les missionnaires protestans se sont établis à Bangkok vers 1830. C'est le docteur Gutzlaff qui leur a ouvert la voie. Il a résidé trois ans dans le pays, et, à son départ, il promettait à ses successeurs une abondante moisson de chrétiens. Ses espérances ont été complétement déçues. Le témoignage de Mgr Pallegoix pourrait, à cet égard, paraître suspect; mais nous avons celui de sir John Bowring, qui constate sans détour l'insuccès de ses coreligionnaires. Les missionnaires protestans, au nombre de huit ou dix, mariés pour la plupart, résident à Bangkok; ils dépendent de trois associations différentes, qui ont leur siége aux États-Unis. Leurs principales occupations consistent à traduire et à imprimer la Bible en siamois, à la répandre par milliers d'exemplaires, à tenir des écoles, et, pour quelques-uns, à exercer la médecine. Ils sont généralement respectés, le roi et les mandarins les consultent volontiers sur les matières de science; mais, quant à l'effet de leur propagande religieuse sur les populations, il est à peu près nul. Les bonzes ou talapoins étant astreints au célibat, les Siamois ne comprennent point qu'un prêtre puisse être marié et avoir une famille. Selon leurs idées, empruntées à la doctrine bouddhique, les ministres protestans ne seraient

pas, au même degré que les prêtres catholiques, revêtus du caractère sacré. L'entretien des missions américaines doit être fort coûteux : l'impression et la distribution des Bibles entraînent des dépenses considérables. On sait que les sociétés religieuses de l'Angleterre et des États-Unis ont couvert de bibles le monde entier : sir John Bowring estime avec raison que ce mode de prédication, très facile assurément, est tout à fait stérile. Les Siamois, les Chinois, les Annamites, ramassent ces bibles, qu'on leur jette ainsi à profusion, et ils les rangent soigneusement dans leurs bibliothèques; mais il n'est pas bien sûr qu'ils les lisent, et peut-être cet empressement qu'ils mettent à se saisir des exemplaires colportés par les ministres protestans, provient-il uniquement du sentiment de respect que ces peuples professent pour les livres en général. Il serait cruel de penser, comme le déclarait ingénument un missionnaire américain à sir John Bowring, que les Siamois aimeraient encore mieux recevoir des brochures de papier blanc que des bibles imprimées. Le résultat le plus clair de tant d'efforts, c'est d'entretenir à Bangkok une sorte d'académie européenne pour l'étude de la langue et de la littérature siamoise. On compte parmi ces infatigables traducteurs et distributeurs de la Bible des philologues distingués; les prêtres catholiques ne se sont point laissé distancer sous ce rapport, témoins le dictionnaire et la grammaire de la langue thaï publiés par Mgr Pallegoix. La connaissance approfondie de l'idiome indigène facilitera singulièrement, dans un prochain avenir, les recherches de l'érudition européenne sur les vieilles annales de Siam, ainsi que les progrès de notre civilisation, de nos idées, de notre commerce. On doit donc, à ce point de vue, suivre avec intérêt les travaux des presses chrétiennes établies à Bangkok.

Les relations du royaume de Siam avec l'Europe remontent aux premiers temps où les Portugais devinrent si puissans dans l'Inde. Dès 1511, Albuquerque envoya une ambassade à Ayuthia, et les Portugais obtinrent l'autorisation d'y fonder une factorerie. En 1548, l'histoire nous montre un détachement de soldats portugais combattant vaillamment sous les drapeaux du roi de Siam pour défendre la capitale attaquée par une armée du Pégu. Pendant tout le XVIe siècle, le pavillon de Portugal fut le seul qui se montrât dans les eaux du fleuve Meïnam, et il y a laissé un tel prestige, que trois siècles plus tard, en 1822, le roi de Siam demandait à un envoyé anglais, M. Crawfurd, si le roi de la Grande-Bretagne était l'allié de la cour de Lisbonne, indiquant, par cette question inattendue, que la qualité d'allié du Portugal était à ses yeux la plus haute marque de grandeur et la plus précieuse recommandation. Dans les premières années du XVIIe siècle, les Hollandais et les Anglais parurent à Siam et commencèrent à ébranler la suprématie du Portugal. Leurs

comptoirs d'Ayuthia devinrent florissans. En 1685, se présentèrent les Français dans des conditions assez singulières. Un Grec, Constantin Phaulcon, qui, d'aventures en aventures, était arrivé à occuper la première place dans les conseils du roi de Siam, imagina d'établir des relations diplomatiques entre la cour d'Ayuthia et Louis XIV. Flatté dans son orgueil par les avances qui lui étaient faites du fond de l'Asie, et désireux de conquérir à la foi romaine comme à l'influence française un état dont on lui avait vanté la richesse, le grand roi envoya à Siam M. de Chaumont, avec une suite brillante et six jésuites. L'abbé de Choisy et le père Tachard, qui accompagnaient M. de Chaumont, ont raconté les curieux détails de cette ambassade. Les rapports établis et soigneusement entretenus par Phaulcon se continuèrent pendant quelques années. En 1687, Louis XIV fit partir pour Siam une seconde mission sous la conduite de M. La Loubère, et un millier de soldats français qui devaient, en vertu d'un traité, occuper les places de Mergui et de Bangkok. Tout allait au mieux, lorsqu'en 1690 une révolution renversa Phaulcon et fut suivie de l'expulsion des troupes françaises : étrange épisode qui se détache, au milieu des grandeurs épiques du règne de Louis XIV, comme un chapitre de roman!

En 1717, sous Philippe V, le capitaine-général des îles Philippines envoya à Siam un ambassadeur, don Gregorio Bustamente Bustillo, qui réussit à conclure un traité de commerce et obtint un emplacement pour l'érection d'une factorerie espagnole; mais un malentendu amena une rupture avant même que le traité eût été mis à exécution. — Durant le XVIIIe siècle, l'attention se détourna du royaume de Siam. Lorsque la paix eut été rendue à l'Europe en 1815, les principales nations maritimes explorèrent de nouveau les contrées de l'extrême Orient. En 1822, la compagnie des Indes expédia à Bangkok M. Crawfurd, et en 1826 le capitaine Burney, pour négocier une alliance politique et une convention commerciale. Le premier de ces ambassadeurs échoua complétement, le second fut plus heureux; mais les conditions qu'il arracha à la défiance ombrageuse de la cour de Siam ne tardèrent pas à être jugées insuffisantes, et en 1850 sir James Brooke, le fameux rajah de Sarawak, se rendit à Bangkok en qualité de plénipotentiaire de la reine Victoria: il revint sans traité. Le gouvernement anglais ne se tint pas pour battu, et en 1855 il chargea sir John Bowring de faire une nouvelle tentative pour ouvrir définitivement au pavillon et à l'industrie britanniques le marché siamois. Cette dernière mission aboutit à la signature d'un traité. Les États-Unis, qui dès 1833 avaient conclu une convention avec Siam (par l'intermédiaire de M. Roberts), voulurent en 1850 rouvrir les négociations; mais leur représentant, M. Ballestier, ne fut même pas reçu à la cour. L'avénement du souverain actuel et

le succès obtenu par sir John Bowring les engagèrent à envoyer vers la fin de 1855 un nouveau plénipotentiaire, M. Townsend Harris, qui remporta de Bangkok une convention analogue à celle que l'Angleterre avait conclue avec Siam. Enfin la France se présenta à son tour, et le 15 août 1856, un traité d'amitié et de commerce fut signé à Bangkok par M. de Montigny.

Tel est le résumé des négociations successivement engagées par les puissances européennes et par les États-Unis avec le royaume de Siam. Il a fallu longtemps et à plusieurs reprises frapper au seuil pour faire pénétrer dans ce pays le commerce de l'Occident. En lisant l'intéressante relation que sir John Bowring a récemment publiée sur sa mission, on appréciera les difficultés que devaient rencontrer les diplomates européens dans leurs rapports avec la cour de Bangkok. C'est une étude instructive égayée par de curieuses scènes de mœurs. Nous avons raconté déjà les impressions de voyage d'un ambassadeur américain au Japon (1) : voici le journal d'un ambassadeur anglais à Siam. Ce sont deux tableaux d'une même galerie où sont représentés d'après nature, avec leurs traits singuliers et sous de vives couleurs, les hommes et les choses de l'Orient.

II.

Sir John Bowring arriva, le 25 mars 1855, à l'embouchure du fleuve Meïnam. Il était embarqué sur le *Rattler*, corvette à hélice. La première visite qu'il reçut à bord fut celle de la douane. On eut assez de peine à s'entendre. Sir John s'adressait en chinois mandarin à un lettré de sa suite; le lettré traduisait la phrase en chinois de Canton; un Cantonais la transmettait en chinois du Fokien; un Fokienois la rendait en siamois. On se figure ce que pouvait devenir la pensée de deux interlocuteurs à la suite de ces transformations presque aussi nombreuses que celles de Bouddha. Les douaniers prirent le parti de retourner, dans leur embarcation, au port de Paknam, où ils furent suivis par plusieurs officiers de la corvette chargés de voir le gouverneur et d'annoncer la venue du plénipotentiaire anglais. Le gouverneur était un frère du premier ministre, et il fit aux envoyés de sir John Bowring un accueil favorable. On apprit néanmoins qu'il existait à la cour un parti hostile aux Européens, et qu'on y agitait la question de savoir s'il ne vaudrait pas mieux éconduire le nouvel ambassadeur en persévérant dans la politique d'exclusion qui avait été adoptée, sous le règne précédent, à l'égard de sir James Brooke et de M. Ballestier. Il régnait donc une certaine anxiété à bord du *Rattler*, où l'on attendait une marée assez haute pour franchir la barre du fleuve.

(1) *Une Ambassade américaine au Japon, Revue des Deux Mondes* du 1er avril 1857.

Ces inquiétudes furent en partie dissipées, le 28 mars, par une lettre du roi de Siam, qui exprimait à son « respectable et gracieux ami, » son excellence sir John Bowring, combien il était heureux de sa visite. Il lui annonçait en même temps que des ordres étaient donnés pour le recevoir dignement à Paknam et pour l'amener à Bangkok. La lettre du roi, écrite en anglais, était rédigée dans les termes les plus aimables; mais elle omettait un point essentiel : le *Rattler* serait-il autorisé à remonter le Meïnam jusqu'à la capitale, et pourrait-il ainsi déplier, aux yeux de la population siamoise, le pavillon de l'ambassadeur britannique? La question fut décidée le 29 : on convint que sir John Bowring et sa suite seraient transportés à Bangkok dans les embarcations royales, conformément au cérémonial en usage pour les ambassades étrangères, que le *Rattler* se mettrait en route le lendemain et mouillerait à l'entrée de la ville. Jusqu'au 3 avril, le temps fut exclusivement employé à débattre tous les détails de la réception qui serait faite à l'envoyé anglais. Sir John Bowring avait une trop grande expérience des habitudes de la politique orientale pour ne point savoir combien sont importantes, dans les relations officielles avec les souverains de ces pays, les moindres formalités de l'étiquette. On proposa en effet de lui appliquer les règles usitées à l'égard des ambassadeurs de Cochinchine ou d'Ava. Sir John Bowring avait et devait avoir des prétentions plus hautes : il exigea que le représentant de la reine d'Angleterre obtînt tous les honneurs qui avaient été décernés à l'ambassadeur du roi Louis XIV, et repoussa vivement l'assimilation que l'on semblait vouloir établir entre lui et les envoyés des nations asiatiques. La cour de Siam n'opposa point de sérieuse résistance à cette demande, et l'on s'entendit assez promptement sur les préliminaires des négociations.

Il ne se passait d'ailleurs pas de jour sans que sir John Bowring reçût du roi une épître familière attestant des dispositions très amicales et accompagnée de cadeaux. Les nombreux messagers ou visiteurs qui venaient à bord du *Rattler* se montraient aussi pleins de prévenances. Plusieurs d'entre eux savaient l'anglais; quelques-uns avaient même voyagé en Europe; ils causaient volontiers, interrogeant sur tout ce qu'ils voyaient à bord, provoquant les explications et les confidences, flattant l'orgueil de leurs hôtes par d'ingénieux complimens et esquivant ainsi l'obligation de répondre aux questions qu'on leur adressait sur leur pays. Ils avaient probablement un mot d'ordre : ils étaient chargés d'observer les allures des Anglais et de pénétrer leurs intentions, car l'arrivée d'un navire de guerre européen est toujours dans ces contrées un sujet de défiance; les bâtimens anglais notamment ont le privilége d'inspirer aux souverains et aux peuples de l'extrême Orient certaines inquiétudes. Est-ce la paix, est-ce la guerre qu'ils apportent dans les plis de leur pavillon?

L'histoire des royaumes de l'Inde et la guerre des Birmans sont pour les cours orientales un épouvantail bien naturel. Aussi les ministres siamois devaient-ils être fort désireux de connaître à l'avance le but réel de la présence du *Rattler* et de la mission confiée à sir John Bowring, et ce n'était point simplement par politesse que leurs agens, sous prétexte de porter des lettres ou des présens, se succédaient sans interruption à bord de la corvette. En tout cas, les impressions qu'ils recueillirent furent complétement favorables à l'ambassade, et le 3 avril, dans une entrevue avec le premier ministre, que le roi avait envoyé à Paknam, l'ambassadeur reçut de nouveau l'assurance qu'il trouverait à Bangkok le meilleur accueil.

Le même jour, à midi, sir John Bowring partit pour la capitale. On avait disposé quatorze embarcations, appartenant au roi, pour le transport de la mission. Le canot destiné à l'ambassadeur était magnifiquement orné. Avec deux yeux peints à l'avant et une queue se prolongeant à l'arrière, il avait la forme d'un poisson. D'élégantes peintures, où l'or brillait à profusion, couvraient les bordages. De riches tapis étaient étendus dans la chambre, que d'épais rideaux protégeaient contre les rayons du soleil. Le capitaine se tenait à la proue auprès d'une idole dorée, placée là sans doute pour conjurer les périls du voyage; deux grands avirons, manœuvrés à la poupe, dirigeaient la marche du canot, qui s'avançait rapidement sous les efforts de quarante rameurs. Les autres embarcations suivaient à distances égales. L'ensemble de cette flottille pavoisée, d'où s'échappaient par momens les bruyantes chansons des matelots, présentait un magique coup d'œil. C'était ainsi qu'au XVIIe siècle l'ambassade de Louis XIV avait solennellement remonté le Meïnam, et sir John Bowring pouvait reconnaître dans les honneurs qui lui étaient rendus sur les eaux siamoises le cérémonial minutieusement décrit par l'abbé de Choisy et par La Loubère.

A moitié route, la flottille s'arrêta pendant une demi-heure devant un petit port nommé Praklan, où la mission fut reçue par un mandarin qui offrit une copieuse collation. Ce fonctionnaire était d'origine portugaise; mais on eût hésité à deviner, sous l'uniforme grotesque dont il était fièrement affublé, sa descendance européenne. Il existe encore à Siam un certain nombre de vieilles familles portugaises; elles sont pour la plupart misérables, et se trouvent confondues avec les classes infimes de la population indigène : tristes débris qui rappellent le temps d'Albuquerque! Il faut, quand on les rencontre, s'incliner devant de tels souvenirs. Après avoir pris congé du mandarin, sir John Bowring se remit en route vers Bangkok, où il arriva à six heures du soir. Pendant tout le trajet, il avait admiré la végétation brillante et vigoureuse qui couvre les rives du Meïnam. Des deux côtés s'étendent de belles forêts, dont le feuillage, toujours

vert, est émaillé de fleurs et de fruits, et peuplé d'une multitude d'oiseaux aux mille couleurs. Par intervalles, on aperçoit les hameaux abrités sous des bouquets de bambous, ou la pointe dorée d'une pagode qui resplendit à travers un rideau d'arbres. Aux approches de Bangkok, le tableau s'anime sur le fleuve et sur les rives. Une foule de bateaux sillonne les eaux du Meïnam; les villages sont plus nombreux, les pagodes plus grandes; on reconnaît à leurs vastes proportions les monastères où vivent les talapoins, que l'on distingue de loin à leur costume jaune et à leur démarche solitaire. On entre enfin dans la ville, dont le fleuve, bordé de maisons construites sur pilotis, forme la principale rue. Sur une étendue de plusieurs milles, le Meïnam est couvert de bateaux de toute sorte, habités par une population très active. C'est, comme à Canton, une seconde ville assise sur l'eau. Au milieu du fleuve sont mouillées les grosses jonques qui font le voyage de Chine, les trois-mâts qui appartiennent au roi de Siam et qui visitent d'ordinaire les ports de Java et de l'Inde, où leur pavillon rouge, au centre duquel se détache l'image sacrée de l'éléphant blanc, commence à être bien connu.

L'entrée de Bangkok présente ainsi l'aspect le plus pittoresque; mais sir John Bowring ne pouvait, dès le premier jour, satisfaire sa curiosité de touriste. Le roi d'ailleurs ne lui en laissa point le loisir. A Paknam, l'ambassadeur recevait messages sur messages de son auguste ami. A peine installé à Bangkok, dans la maison qui lui avait été préparée par ordre du roi, il vit recommencer de plus belle cette correspondance infatigable. La grosse question du moment était le salut de vingt et un coups de canon que devait faire le *Rattler*, quand il arriverait à Bangkok. Le roi écrivit une lettre et envoya deux de ses favoris à sir John; il craignait que le bruit du canon n'effrayât le peuple, et jugeait nécessaire de publier une proclamation pour rassurer à l'avance les habitans de sa capitale. A onze heures du soir, seconde lettre du roi, accompagnée du texte de la proclamation. Le lendemain matin, le peuple était averti, et quand, à une heure de l'après-midi, le *Rattler* jeta l'ancre, il lui fut permis de faire le salut, que lui rendit immédiatement, par un nombre égal de coups de canon, l'artillerie d'un fort voisin du mouillage.

Le roi était très impatient de recevoir sir John Bowring. Aussi, en attendant que les dispositions eussent été prises pour l'audience officielle, voulut-il avoir une entrevue avec l'ambassadeur, qu'il manda le 4 au soir dans son palais. Dans ce premier entretien, il manifesta le désir d'entrer en relations avec l'Angleterre et de favoriser le commerce avec l'étranger. Il expliqua par divers motifs plus ou moins plausibles les échecs éprouvés par les ambassadeurs qui avaient précédé sir John Bowring à Bangkok; mais ce qui parais-

sait surtout le préoccuper, c'était l'impression que produirait en Cochinchine la conclusion d'un traité entre Siam et l'Angleterre. Peut-être, pensait-il, vont-ils s'imaginer que le roi de Siam a eu la main forcée, qu'il s'est humilié devant les exigences des Anglais, que sa dignité est atteinte! Et alors il engageait l'ambassadeur à passer par la Cochinchine avant de retourner à Hong-kong, et à conclure avec le souverain de ce pays une convention analogue au traité qui aurait été signé à Bangkok. De cette façon, il n'aurait plus à craindre de commentaires fâcheux, et les Cochinchinois seraient réduits au silence. Ce détail ne manque pas d'intérêt : il démontre que les cours de l'Asie ne sont point aussi indifférentes qu'on le suppose aux impressions de l'extérieur. Tout en paraissant se replier dans un isolement systématique, elles tiennent à connaître ce qui se passe au-delà de leurs frontières, et elles consultent attentivement l'opinion des contrées voisines. Cette attitude d'observation que les gouvernemens orientaux gardent les uns vis-à-vis des autres est assurément l'un des plus grands obstacles qui arrêtent les progrès de l'influence européenne. En effet, aux yeux des peuples asiatiques, toute concession faite à l'Europe est un acte de trahison et une marque de faiblesse; de là, parmi les souverains de l'extrême Orient, une profonde répugnance à traiter avec l'étranger. Ils craignent qu'on ne les accuse de compromettre la cause commune, d'ouvrir la porte à l'invasion des *barbares* et d'introduire lâchement l'ennemi dans la place. Si l'un d'eux, par hasard, se montre disposé à suivre les inspirations d'idées plus libérales, il désire au moins ne pas être seul à marcher dans de nouvelles voies, et demande pour ainsi dire qu'on lui fournisse une excuse en lui faisant des complices. Telle était la situation d'esprit du roi de Siam, lorsqu'il invitait l'ambassadeur anglais à se rendre également en Cochinchine, et ce conseil ou plutôt cette prière fut reproduit avec instance dans le cours des négociations. Sir John Bowring ne crut point devoir prendre à cet égard d'engagement formel; il donna seulement à entendre qu'il se concerterait avec le ministre de France pour faire une visite à l'empereur d'Annam. La conversation se porta ensuite sur d'autres sujets, et se prolongea plus de deux heures. Il fut entendu qu'avant d'engager officiellement une discussion diplomatique, l'ambassadeur et ses attachés se mettraient en rapports avec les hauts fonctionnaires, afin de préparer les bases d'un traité, et les deux interlocuteurs se séparèrent, fort satisfaits l'un et l'autre de cette première entrevue.

Dès le lendemain 5 avril, sir John Bowring visita le *phra-klang*, premier ministre, et le *phra-kalahom*, ministre des affaires étrangères. Le 6, il eut une conférence avec l'un des deux *somdetches* ou régens, qui, dans la hiérarchie du royaume, prennent rang im-

médiatement après les princes. Le même jour, il eut une seconde audience du roi, qui l'introduisit dans ses appartemens particuliers. Cette partie du palais est presque entièrement meublée à l'européenne. Tous les ornemens, parmi lesquels figurent des bustes de la reine Victoria et du prince Albert, de riches pendules, des baromètres, des thermomètres, etc., ont été apportés d'Angleterre. Quelques pièces renferment de belles collections de porcelaines de Chine. Le roi montra sa bibliothèque, composée de nombreux ouvrages anglais. Il discourut longuement sur l'histoire de Siam et sur les sciences de l'Europe; il récita en latin et en anglais les noms des signes du zodiaque, et, pour prouver qu'il était au courant des plus récentes découvertes, il demanda des nouvelles de la planète Neptune. Malheureusement l'éducation siamoise reparaissait par momens à travers ce brillant vernis d'érudition européenne. Ainsi le roi annonça que l'audience solennelle aurait lieu un lundi, les astrologues de la cour ayant déclaré que ce serait un jour propice, et cela fut dit le plus sérieusement du monde. Sir John Bowring dut s'incliner devant le décret des astrologues, qu'il ne s'attendait pas à voir apparaître dans cette conversation scientifique; mais en présence d'un tel argument pouvait-il se fier complétement aux bonnes dispositions du roi et de ses ministres? Qu'arriverait-il s'il prenait fantaisie aux astrologues de faire parler les étoiles contre le traité, et d'éconduire la mission anglaise sur l'avis de la planète Neptune? Sir John sentit involontairement sa confiance quelque peu ébranlée à la suite de cette seconde entrevue, pendant laquelle le roi, sauf une nouvelle insinuation sur l'affaire de la Cochinchine, évita soigneusement d'aborder la question du traité. Le plénipotentiaire anglais résolut donc d'insister plus énergiquement pour que les négociations officielles s'ouvrissent sans retard.

Enfin le 8 avril, le *phra-kalahom* fit connaître que cinq plénipotentiaires siamois étaient nommés, que l'on procéderait immédiatement à la discussion du traité, que l'audience solennelle suivrait la signature de l'acte diplomatique, et que plus tard le roi enverrait une ambassade en Angleterre. C'étaient de bonnes nouvelles. Le ministre ajouta que l'on serait disposé à concéder les principaux points débattus dans les conférences officieuses qui s'étaient succédé depuis l'arrivé du *Rattler*, et que probablement tout pourrait être terminé en trois jours. Les plénipotentiaires désignés par les deux rois étaient : un prince royal, les deux *somdetches*, le *phra-kalahom* et le *phra-klang*. Le prince royal passait pour un homme très éclairé et partisan des Européens; le premier ministre et le ministre des affaires étrangères avaient déjà donné la mesure de leurs dispositions libérales par l'empressement avec lequel ils avaient, dans les conférences officieuses, accueilli les ouvertures de l'am-

bassadeur anglais. L'un d'eux, le *phra-klang*, était depuis longtemps convaincu des avantages que le royaume de Siam doit retirer du commerce avec l'étranger, car dès 1835 il avait fait construire à Bangkok des navires marchands sur le modèle des bâtimens européens, et inauguré, pour le pavillon siamois, les voyages de long cours. Quant aux deux *somdetches*, on pouvait supposer que, soit par attachement à la politique traditionnelle du pays, soit par intérêt personnel, ils tenteraient de s'opposer au traité, ou tout au moins de repousser les clauses les plus importantes. Ces deux dignitaires exerçaient depuis plus de trente ans une influence prépondérante à la cour de Siam; c'étaient eux qui avaient fait échouer la mission de M. Crawfurd en 1822 et celle de sir James Brooke en 1851. Le plus jeune, chargé de l'administration des impôts, était d'ailleurs intéressé au maintien d'un système qui l'avait enrichi. Les *somdetches* représentaient ainsi, avec une autorité incontestable, le parti de la résistance; mais le choix des trois autres plénipotentiaires qui devaient décider la majorité était de nature à rassurer sir John Bowring et son principal secrétaire, M. Parkes, consul d'Angleterre à Canton, qui joua un rôle important dans ces négociations.

La mission confiée à l'ambassadeur anglais présentait, il faut le reconnaître, de graves difficultés. Il ne s'agissait de rien moins que de détruire presque entièrement le système économique en vigueur dans le royaume de Siam, et de remplacer par une législation précise le régime d'arbitraire auquel étaient jusqu'alors soumis les Européens résidant à Bangkok. Les produits du sol étaient grevés de lourdes taxes; toutes les branches d'industrie et de commerce formaient autant de monopoles affermés par le trésor royal. La plupart de ces monopoles étaient peu à peu tombés entre les mains des Chinois, passés maîtres en matière de perception et d'exactions. Sir John Bowring vit comparaître devant lui un vieux Chinois qui, pour sa part, en avait accaparé quatre-vingt-dix. Le malheureux, qui comptait sans doute aller jusqu'à la centaine, fut terrifié quand on lui annonça la chute imminente de ses chers monopoles. On s'explique aisément que sous un tel régime la production, entravée de mille manières, fût à peine suffisante pour les besoins du marché intérieur : tout élément d'échanges avec l'étranger avait disparu. Les marchandises importées et exportées par les navires européens étaient exemptes de droits de douane; mais ces navires avaient à payer des taxes exorbitantes de tonnage, qui pesaient en définitive sur leurs cargaisons. Quant aux résidens européens, il leur était interdit de posséder des établissemens fixes, de circuler en dehors de Bangkok; ils ne jouissaient d'aucune garantie pour leurs opérations de commerce, ni même pour leurs personnes. Aussi la population européenne était-elle toujours demeurée presque nulle.

Supprimer les taxes qui frappaient les produits de l'agriculture, abolir tous les monopoles, réviser les tarifs de douane et de navigation, fixer la condition des étrangers, instituer des consulats investis d'attributions judiciaires analogues à celles qui sont attachées aux consulats du Levant et de la Chine, voilà les mesures que le représentant de la Grande-Bretagne proposait de consacrer par un engagement solennel. Or, en supposant même qu'au point de vue politique le gouvernement siamois fût sincèrement décidé à nouer des relations régulières avec les puissances européennes, il était permis de douter qu'il acceptât une révolution aussi complète dans son système d'impôts, au risque de compromettre une portion considérable de ses revenus. Sir John Bowring, qui a été en Angleterre l'un des premiers et des plus ardens docteurs en *free-trade*, ne devait pas être embarrassé pour exposer aux Siamois les avantages que leur procurerait, particulièrement sous le rapport fiscal, la libre circulation de leurs produits; mais ses argumens seraient-ils bien compris? Quel résultat pouvait-il se promettre d'un cours d'économie politique professé sur les rives du Meïnam? Bien qu'il ne nous ait pas fait connaître dans sa relation trop sommaire les détails des discussions engagées sur les principaux articles du traité, il en dit assez pour que nous saisissions la physionomie des conférences, qui durèrent près de huit jours. A certains momens, il désespéra du succès; en écoutant les objections subitement opposées à des désirs qui paraissaient avoir été accueillis la veille, en voyant les délais apportés à la solution des points les moins contestables, il se demandait s'il n'était pas lui-même le jouet et la dupe de la diplomatie siamoise, si ce *phra-klang*, qui se donnait pour un partisan des étrangers, si ce *phra-kalahom*, qui s'emportait si violemment contre les scandales des monopoles et prêchait déjà le *free-trade* avec la ferveur d'un nouveau converti, si tous ces faux amis, y compris le roi, ne s'entendaient pas pour l'éconduire et le renvoyer à sa colonie de Hong-kong avec force complimens et sans traité! Une fois même, à l'occasion d'une conférence ajournée, il crut devoir manifester ouvertement sa défiance et recourir presque à la menace. Il se trompait : les plénipotentiaires étaient de bonne foi, la majorité insistait pour que le traité fût conclu au plus vite; mais à chaque réunion, et surtout dans les intervalles des séances, elle avait à lutter contre l'énergique opposition des *somdetches*. A la fin, elle l'emporta, et le 15 avril la rédaction des articles était arrêtée dans un sens conforme aux demandes de l'ambassadeur anglais.

Ces longues discussions auraient suffi pour occuper tous les instans de sir John Bowring; mais il fallait en outre subir les visites officielles, les réceptions, les fêtes, les dîners de cérémonie, etc., et la cour de Siam, qui compte deux rois, plusieurs princes, une foule

de hauts dignitaires, y compris les éléphans blancs, est réellement trop fatigante pour les ambassadeurs européens. Ce n'est pas une légère corvée que d'endosser l'uniforme par une chaleur de 35 degrés, de se tenir dignement assis au milieu d'une nuée de moustiques, et de se mettre au régime de la cuisine orientale! Il n'y a pas moyen cependant d'échapper à ces mille petites misères de la vie diplomatique. Ce n'est pas tout : à Siam, les détails de la mise en scène ne sont parfois réglés qu'à la suite de négociations très sérieuses. Les officiers européens seront-ils admis à se présenter devant le roi avec leurs armes? Déposera-t-on ses chaussures à la porte de la salle d'audience? Quelle place occupera l'ambassadeur? Où se tiendra chacun des membres de la mission? Questions fort graves, qui ne sauraient être résolues du premier coup. Sir John Bowring se reportait invariablement aux dispositions qui avaient été adoptées à l'égard de l'ambassade de Louis XIV, et l'on parvenait ainsi à s'entendre. L'audience solennelle, fixée au 16 avril, avait été précédée de nombreux pourparlers, qui firent sans doute passer plus d'une nuit blanche au grand-maître des cérémonies. Nous voici arrivés, dans la relation de sir John Bowring, à cette représentation extraordinaire. Le roi avait, on s'en souvient, désigné le lundi, jour cher aux astrologues!

Les canots du roi vinrent prendre l'ambassadeur et sa suite, qui furent conduits en grande pompe au débarcadère le plus voisin du palais. Là sir John monta dans une magnifique chaise à porteurs, soutenue par huit hommes et ombragée par un large parasol de couleur écarlate. Des chaises avaient été également préparées pour ses attachés et pour les officiers du *Rattler*. La longue procession se mit en marche sous une bonne escorte, et arriva promptement à l'une des portes de la résidence royale. Dès ce moment, elle eut à passer à travers une double haie de troupes. Ce déploiement militaire présentait le tableau le plus varié. Aux troupes régulières, vêtues à la façon des cipayes de l'Inde, armées de fusils et de sabres et disciplinées à l'européenne, succédait un détachement de soldats du Camboge; puis venaient les irréguliers du Laos, un bataillon d'Annamites, une bande de Malais; à chaque pas, des uniformes différens, si l'on peut donner le nom d'uniformes aux costumes singuliers qui couvraient, parfois très incomplétement, ce ramassis de soldats de tous les pays. Quant aux armes, il y avait là une collection de lances, de haches d'armes, d'arcs, de carquois, de boucliers, etc.; c'était un véritable musée. Des chevaux richement caparaçonnés et des éléphans chargés de leur attirail de guerre avaient leur place dans la haie. Sur le passage du cortége, les soldats réguliers présentaient les armes; les tambours, les tamtams, les fifres et les autres instrumens de la musique siamoise faisaient un effroyable

vacarme, auquel se mêlaient, sans que l'harmonie pût en être troublée, les cris de la foule, qui remplissait les cours et bravait, dans son empressement désordonné, les injonctions et les bambous de la police. Les chaises à porteurs s'arrêtèrent au seuil d'un édifice où la mission dut attendre les ordres du roi. On offrit du café et des cigares, et au bout de quelques instans les Anglais, sur une invitation apportée par un messager, se rendirent à pied à la salle d'audience, où ils trouvèrent les nobles et les hauts fonctionnaires réunis en grand nombre pour la solennité, tous à genoux et la tête inclinée dans l'attitude du plus profond respect.

Sir John alla immédiatement se placer devant un coussin qui lui avait été préparé à côté des premiers dignitaires. Le roi fit son entrée et s'assit sur un trône élevé. Il était couvert de vêtemens d'or; il portait sur la tête un bonnet orné de gros diamans, et on voyait briller à ses doigts de magnifiques bagues : sa couronne était posée auprès de lui. Dès qu'il apparut, les Siamois se couchèrent presque à terre, collant leurs fronts au parquet; les Anglais saluèrent et prirent place sur leurs coussins. La musique joua encore pendant quelque temps, puis sir John Bowring se leva et lut en anglais une harangue dans laquelle, après avoir remercié sa majesté de son excellent accueil, il exprima la confiance que le nouveau traité serait à la fois utile et honorable pour les deux pays. Ce discours fut immédiatement traduit en siamois et répété à voix haute par le frère du premier ministre. Le roi répondit assez longuement. Il reprit l'historique des diverses ambassades européennes qui s'étaient présentées à Siam. « Il y a peu d'années, dit-il, que nous connaissons la grandeur de la Grande-Bretagne et que nous pouvons apprécier la valeur de son alliance. » Il demanda avec intérêt si les négociations étaient complétement terminées, et voulut voir le texte du traité, en anglais et en siamois, pour juger par lui-même si la traduction était exacte et pour en conférer avec le second roi. « Siam, ajouta-t-il, est un bien pauvre pays, c'est une *jungle;* il ne faut pas s'attendre à y trouver les élémens d'un grand commerce. » Les Orientaux ne s'expriment jamais autrement sur leur pays, et cette modestie apparente n'a d'autre objet que d'éloigner autant que possible les Européens, dont ils suspectent plus ou moins les intentions et redoutent les convoitises. « Votre *jungle* deviendra un jardin, répondit sir John Bowring. Ce sera l'œuvre du commerce. » Le roi fit connaître son intention d'écrire une lettre à la reine Victoria. La conversation, assez banale d'ailleurs, dura près d'une demi-heure. Quand le roi se fut éloigné, on tira un rideau devant son trône; la musique joua de nouveau, et la noble assistance, fatiguée sans doute de l'attitude peu comfortable que lui avait trop longtemps imposée l'étiquette, se releva avec empressement pour entourer et complimenter les membres de

la mission. Sir John Bowring fut ensuite mandé auprès de sa majesté, qui lui réitéra, dans une audience particulière, les expressions de son bon vouloir à l'égard des Anglais, mit à sa disposition tous les produits de Siam que la mission désirerait emporter comme échantillon, et lui offrit en cadeau deux jeunes éléphans.

Une gracieuse scène de famille termina cette entrevue : le roi fit apporter une jolie petite fille de huit mois, qu'il présenta à sir John Bowring comme son vingt-troisième enfant. Trois mois après, il en était au vingt-septième. La polygamie produit ces énormes familles qui remplissent les demeures des princes, des nobles et des riches. Le premier roi possède, dit-on, pour sa part six cents concubines qui habitent un quartier de son palais, et qui sont gardées ou servies par plus de deux mille femmes, chargées de différentes fonctions au sein de ce vaste harem. Les étrangers ne sont pas admis à visiter les appartemens occupés par les concubines; on assure que ces mystérieuses retraites renferment, en mobilier, en costumes et en bijoux, de grandes richesses, accumulées pendant plusieurs règnes; mais il vaut mieux n'accepter qu'avec une certaine défiance les récits fantastiques qui entassent si aisément les trésors dans le palais du roi de Siam. Le chiffre même de six cents femmes est assez suspect. Le roi, qui tient à honneur de connaître les mœurs européennes, ne se dissimulait pas l'effet que devait produire sur les civilisés de l'Occident la polygamie élevée à une si haute puissance. « Expliquez-leur bien, dit-il plus d'une fois à sir John Bowring, que c'est une habitude orientale, consacrée par la loi et par l'usage, conforme à la religion de Bouddha. » Et en vérité on serait tenté de croire qu'en conservant dans son harem autant de concubines, il obéissait plutôt aux mœurs de son pays et aux exigences de sa dignité royale qu'à de grossiers et sensuels penchans, car, après avoir eu onze enfans, il se retira dans une pagode où, pendant vingt-six ans, il observa la plus stricte chasteté, et ce fut seulement à dater de son avénement au trône qu'il connut de nouveau, après une continence aussi longue, les douceurs de la paternité. Seize enfans de 1851 à 1855, complétant, avec les onze enfans nés antérieurement, le chiffre de vingt-sept, attestent cependant que l'ancien *talapoin* a pris la polygamie fort au sérieux, quoi qu'il pût en coûter à ses prétentions philosophiques. Posséder de nombreuses femmes, c'est, aux yeux du peuple, un signe de richesse et de grandeur; les nobles suivent du plus près qu'ils peuvent l'exemple du roi, et la polygamie est tellement enracinée dans les mœurs, que les missionnaires chrétiens y voient, non sans raison, l'un des obstacles les plus sérieux qui s'opposent à la propagation de leur foi.

L'ambassade profita de l'occasion solennelle du 16 avril pour visiter le palais, qui, avec ses hautes murailles blanches embrassant

une circonférence de près d'un mille, forme au milieu de Bangkok une véritable ville. Les cours, pavées de granit ou de marbre, sont entourées de beaux édifices qui servent de bureaux, de casernes, de magasins, etc. Les bâtimens consacrés à la demeure du roi et au harem se distinguent par une architecture plus élégante, mais ils sont éclipsés par les temples du bouddhisme. Mgr Pallegoix cite une de ces pagodes dont le pavé est recouvert de nattes d'argent, et dans laquelle se trouvent deux statues de Bouddha, l'une en or massif, l'autre faite d'une seule émeraude qui serait évaluée à plus d'un million de francs. Sir John Bowring s'accorde avec le savant évêque pour exalter la magnificence intérieure et extérieure des pagodes qu'il a visitées à Bangkok. La plupart de ces temples sont construits dans des proportions gigantesques : l'un d'eux renferme une statue de Bouddha endormi, qui mesure plus de cinquante mètres de long. L'or est répandu à profusion; chaque souverain se croyant obligé de marquer son règne par l'érection de splendides pagodes, toutes les richesses de Siam ont été enfouies dans ces monumens de la piété ou plutôt de la vanité royale.

Voici maintenant les écuries où vivent les éléphans. Ce fut un prince qui reçut du roi l'honorable mission d'introduire l'ambassade auprès de l'éléphant blanc. Ce noble animal est d'une couleur assez douteuse, plutôt rose que blanche; il a les yeux d'un Albinos. Il occupe un vaste appartement, où il est servi par un grand nombre de domestiques qui veillent attentivement à son bien-être. Il est richement caparaçonné et couvert d'étoffes brochées d'or, qu'il s'avise parfois de déchirer avec sa trompe; ces distractions attirent à sa seigneurie quelques coups de baguette qui la rappellent aux convenances. Pendant le jour, l'éléphant blanc demeure attaché à un poteau et reçoit ainsi les visites respectueuses des Siamois; la nuit, on le laisse libre. Il mangea avidement des cannes à sucre que lui présenta le prince, et il déploya ses grâces et ses talens devant l'ambassade, qu'il daigna saluer à plusieurs reprises en relevant sa trompe au-dessus du cou; c'est ainsi qu'on lui a appris à faire le *salam*. D'autres éléphans sont renfermés dans des écuries voisines, mais ils ne jouissent pas des mêmes honneurs; ce ne sont que des animaux de ménagerie. Le roi fit distribuer aux principaux membres de l'ambassade anglaise des gravures représentant l'éléphant blanc, et il offrit à sir John Bowring quelques poils de la queue de ce rare quadrupède; de plus, il eut soin de comprendre, parmi les cadeaux qu'il envoya à la reine d'Angleterre, une touffe de poils coupés sur la tête de l'éléphant. Un tel cadeau était aux yeux du roi de Siam l'une des plus grandes marques d'amitié qu'il pût donner à sa puissante alliée. Sir John Bowring

nous apprend que l'éléphant blanc, qu'il avait vu si beau, si bien portant, entouré de tant de respects, mangeant dans la main d'un prince, mourut le 8 septembre 1855. La cour de Siam fut profondément affligée de cette perte douloureuse, dont le roi fit part à sir John par une dépêche mélancolique, à laquelle étaient annexés, comme pièces à l'appui, un morceau de la peau de l'animal et des touffes de poils conservés dans l'esprit de vin. Ce précieux envoi figure aujourd'hui au musée de la Société zoologique de Londres. L'auguste défunt a été immédiatement remplacé par le plus blanc de la troupe; la royauté légitime de l'éléphant blanc ne saurait mourir.

Le 17 avril, sir John Bowring fut reçu par le second roi, dont le palais est à peu près aussi grand que celui du premier roi. Il y eut absolument les mêmes formalités, les mêmes cérémonies que la veille. Déploiement de troupes de toutes armes et de tous costumes, café et cigares dans une salle d'attente, prostration des nobles en présence de sa majesté, harangue de l'ambassadeur, réponse du roi, questions sur la santé de la reine Victoria et de sa famille, etc., toute cette mise en scène était calquée sur celle de la première audience. On crut remarquer dans le langage et dans l'attitude du second roi plus de distinction, une connaissance plus intime des habitudes européennes, un goût plus éclairé et plus intelligent pour les sciences de l'Occident. Le repas qui fut offert à l'ambassade après le départ du roi confirma cette première impression. Les mets, bien préparés et proprement servis, attestaient que les idées de progrès et de civilisation avaient pénétré dans les cuisines de sa majesté, et la renommée, d'accord avec la reconnaissance des courtisans, attribuait au roi lui-même cette importante réforme. Toutefois ce fut surtout dans ses entrevues particulières avec le second roi que sir John Bowring put apprécier par des signes plus sérieux la supériorité réelle de ce souverain. Il parle et écrit correctement l'anglais et paraît être tout à fait familiarisé avec les mœurs de l'Europe. Ses appartemens sont meublés à l'anglaise, avec le goût simple et élégant qui révèle le *gentleman*. Sa bibliothèque renferme les meilleurs ouvrages et les plus nouveaux. Des instrumens de mathématiques et d'astronomie, des modèles de bateaux à vapeur, des trophées d'armes décorent ses salons. Il aime la musique et joue agréablement de la flûte. Il prend un vif intérêt aux affaires de l'armée et de la flotte : son artillerie manœuvre à l'européenne, et les chantiers placés sous sa direction construisaient, en 1855, un *clipper* de 700 tonneaux, destiné à la navigation entre Siam et la Chine. Quant à la politique, bien qu'il ait ses ministres et ses hauts dignitaires aussi bien que le premier roi, il n'y intervient pas activement. Même après la signature du traité anglais, il déclarait à sir John Bowring n'avoir point connais-

sance des articles de cet acte diplomatique, dont le préambule le mentionne cependant comme partie contractante en qualité de second roi de Siam. Est-ce par goût qu'il se tient à l'écart ou par calcul? Craint-il de porter ombrage au premier roi? Quoi qu'il en soit, la cause européenne possède en lui, à Siam, un partisan fervent et éclairé.

Les deux rois faisaient, à l'égard des Anglais, assaut de politesses; les princes et les ministres, se conformant sans doute aux ordres qu'ils avaient reçus, multipliaient les fêtes et les repas en l'honneur de l'ambassade. Le premier roi donna dans la salle de spectacle de son palais deux représentations extraordinaires, où furent jouées plusieurs comédies dont les sujets étaient empruntés à l'histoire de Siam ou aux légendes de la Chine. Les rôles étaient tous remplis par de jeunes filles. On sait que dans le Céleste-Empire il est interdit aux femmes de paraître sur la scène, et que les rôles des comédies chinoises sont exclusivement confiés à des hommes. Faut-il croire, d'après le feuilleton consacré par sir John Bowring au théâtre du roi, que la règle contraire est observée à Siam? Cette opinion serait trop absolue, car, d'un autre côté, en signalant le goût extrême des Siamois pour la comédie et en retraçant la physionomie générale des représentations, Mgr Pallegoix parle d'acteurs aussi bien que d'actrices. Bornons-nous donc à dire que les comédies auxquelles assista l'ambassade étaient jouées par des femmes du harem, revêtues de costumes splendides et déployant dans leur jeu un certain talent mimique. Les pièces se chantent en récitatifs accompagnés par un orchestre; les principaux rôles sont muets et consistent simplement en pantomimes. La troupe royale se compose d'une centaine d'actrices, qui paraissent, ensemble ou successivement, sur la scène, et obéissent aux ordres de vieilles duègnes, maîtresses de chœurs ou de ballets. N'oublions pas les souffleuses, qui viennent en aide aux mémoires hésitantes, rappellent à l'ordre les actrices étourdies, et signalent les désordres de toilette qui peuvent se produire pendant le feu de l'action. Après cette rapide excursion dans les coulisses, regagnons les places destinées aux spectateurs : on est en plein air, des lampes, des bougies et de grosses mèches alimentées par des bassins d'huile de coco répandent une vive clarté; les courtisans et les privilégiés admis à la fête se tiennent respectueusement dans l'enceinte sous l'œil du roi, qui, assis à une fenêtre de ses appartemens en face du théâtre, domine le tableau. La pièce commence; l'intrigue se noue et se poursuit, à travers de nombreuses péripéties, entre un roi, une reine et deux concubines. Une scène représente le roi menant la reine au bain, où elle rencontre les concubines : jalousie, dispute, réconciliation. Dans une autre scène, la reine et les concubines se font apporter des miroirs, et elles luttent à qui saura s'habiller avec le

plus de grâce. Puis viennent des réceptions à la cour; tous les figurans défilent en costumes de cérémonie et assistent à un intermède de danse. — Dans certaines pièces, le fantastique tient une grande place : voici, par exemple, un singe qui habite une sombre forêt où des dames du plus haut rang viennent lui rendre visite; il veut enlever les belles curieuses, mais toujours sa proie lui échappe; enfin après mille poursuites vaines il réussit à saisir une victime. Survient un prêtre pour délivrer la malheureuse, qui est sauvée ainsi que la morale. En général, les scènes se passent à la cour, ce qui fournit l'occasion d'un grand déploiement de costumes luxueux et brillans, de processions à pied et à cheval, de danses et de chants. Bouddha paraît également sur le théâtre, où l'on reproduit avec pompe les solennités religieuses. Souvent encore on assiste à des batailles, où le pugilat, les combats au sabre, les tours de force et d'adresse animent et varient le tableau. On passe ainsi, parfois dans la même pièce, d'une scène de drame à une scène d'opéra. Il en est de même dans les représentations du théâtre chinois. Sir John Bowring ne s'est point chargé d'expliquer le sens des pièces que la troupe ordinaire de sa majesté joua, par ordre, devant l'ambassade : c'eût été une trop rude tâche. Son attention était d'ailleurs détournée de la scène par les messages que le roi lui expédiait soit à propos d'une actrice ou d'un incident de la pièce, soit au sujet de l'exécution du traité : pure coquetterie de souverain voulant montrer à un envoyé d'Europe qu'un roi de Siam est toujours occupé d'affaires sérieuses, même au théâtre! Mais, suivant l'impression de sir John, on se lasse vite des représentations siamoises; chaque pièce ramène à peu près les mêmes récitatifs et les mêmes scènes; il y a de la monotonie dans ce perpétuel éclat de costumes, dans ces interminables processions, et cela dure ainsi toute la nuit. Souvent même le théâtre demeure ouvert sans interruption pendant plusieurs jours : c'est un nouveau trait de ressemblance avec les spectacles chinois. Après une séance de trois heures, sir John osa demander grâce, et fut bien heureux que le roi lui permît gracieusement de se retirer.

Il faut renoncer à décrire toutes ces fêtes, un combat d'éléphans et un jeu de balles à cheval chez le second roi, un concert de musiciens du Laos et des danses siamoises chez un prince, un grand repas chez un autre dignitaire. Revenons au traité. Les signatures furent apposées par les plénipotentiaires le 18 avril, et le même jour le ***Rattler***, après avoir salué de vingt et un coups de canon cet heureux événement, quitta Bangkok pour retourner à son premier mouillage devant Paknam, où l'ambassade devait le rejoindre sous peu de jours. Sir John Bowring n'attendait plus pour partir que l'audience de congé, pendant laquelle le roi devait lui remettre solen-

nellement une lettre autographe adressée à la reine Victoria. L'audience fut fixée au 24 avril. Sa majesté prit l'ambassadeur par la main, et lui montra les présens qu'elle le chargeait d'envoyer en Angleterre, notamment une caisse richement ornée qui contenait les cadeaux destinés à la reine, ainsi que la royale dépêche écrite en siamois sur des feuilles d'or et accompagnée d'une traduction en anglais, qui était l'œuvre du roi. La caisse devait s'ouvrir au moyen d'une clé d'or, qui fut confiée à M. Parkes. Le roi fit savoir qu'il comptait bien que la reine d'Angleterre répondrait à sa lettre, et il exprima le désir de recevoir deux exemplaires des journaux qui contiendraient des détails sur la remise de son auguste missive. Étrange préoccupation de cet excellent prince siamois, qui veut qu'on parle de lui dans les journaux, qui tient, à ce qu'il paraît, à l'opinion des journalistes, et qui, du haut de son trône, demande une annonce dans le *Times!* La boîte renfermant la lettre fut placée sur un siége d'or que l'on transporta, au milieu d'un cortége royal, jusque sur la rive du Meïnam. Le second roi avait de son côté envoyé sur le même point la dépêche autographe qu'il écrivait également à la reine. Quand les derniers adieux eurent été échangés, sir John Bowring et ses attachés prirent place dans les embarcations du roi, et la brillante flottille, précédée par deux magnifiques canots, qui portaient les lettres des deux souverains, descendit le fleuve et arriva dans la soirée à Paknam. Le lendemain 25 avril, l'ambassade se rembarqua à bord du *Rattler*, qui leva l'ancre et mit le cap sur Hong-kong. « Ainsi se termina, dit sir John Bowring, cette singulière aventure, cette romanesque mission, qui exercera sans doute sur l'avenir politique et commercial du royaume de Siam une influence décisive! »

Au mois de mai 1856, les ratifications du traité furent échangées à Bangkok. M. Parkes, chargé de cette mission par le gouvernement anglais, obtint l'addition de diverses clauses destinées à compléter l'œuvre de sir John Bowring. La cour de Siam se montra disposée à interpréter largement le traité conclu l'année précédente et à l'exécuter de la façon la plus libérale. Déjà plusieurs navires anglais s'étaient présentés à Bangkok : une convention signée avec l'envoyé des États-Unis, M. Townsend Harris, allait amener dans ce port le pavillon américain, et l'on attendait impatiemment l'arrivée du plénipotentiaire français. Les vieux monopoles étaient décidément abolis, au grand désespoir des Chinois, mais au profit des populations et du trésor. Dès la première année d'expérience, les ministres siamois purent se convaincre que le nouveau régime devait être avantageux à leur pays, et que les leçons d'économie politique professées par sir John Bowring étaient bonnes à mettre en pratique.

Il ne faudrait pas exagérer les ressources que le royaume de Siam offre au commerce européen. La population est peu nombreuse, le sol mal cultivé : la production et la consommation ne sauraient prendre immédiatement un grand essor; mais le contact de l'Europe ne tardera pas à faire sentir son action bienfaisante, et les profits de la culture et du négoce convertiront bientôt à la civilisation occidentale ce peuple, demeuré insensible à la propagande du christianisme. L'exemple donné par la cour de Siam doit porter ses fruits et entraîner d'autres cours asiatiques dans les voies d'une politique nouvelle. Croit-on que les gouvernemens du Japon, de Chine, de Cochinchine, d'Ava, ont vu avec indifférence le roi de Siam recevoir ainsi des ambassadeurs étrangers, envoyer lui-même une ambassade en Europe, rompre enfin avec les vieilles traditions? Non sans doute. A l'indignation du premier moment succédera le désir d'adopter une semblable politique en présence des bénéfices que le royaume de Siam retirera de ses rapports avec l'Europe. Il n'y a réellement pas d'antagonisme entre les deux races. Nous pouvons refuser nos hommages à la majesté de l'éléphant blanc et notre confiance aux astrologues : quelques superstitions, plusieurs détails de mœurs, nous font peut-être sourire; mais en définitive, d'après les relations de Mgr Pallegoix et de sir John Bowring, nous voyons un peuple doux et bienveillant, un roi et même deux rois très éclairés, des princes et des ministres polis, distingués, habitués à la discussion des affaires et tout à fait dignes de figurer, dans une conférence, en face de la diplomatie européenne. On retrouverait les mêmes caractères dans d'autres contrées de l'Asie. Ce ne sont ni des enfans ni des sauvages, et l'on se tromperait fort, si on les jugeait seulement sur quelques traits étranges ou grotesques dont certains voyageurs, abusant de la permission accordée aux gens qui arrivent de loin, ont trop complaisamment égayé leurs faciles récits. Le royaume de Siam veut rentrer aujourd'hui dans la grande famille des peuples; il se rapproche amicalement de l'Europe : qu'il soit le bien-venu! Encourageons ses efforts, faisons en sorte qu'il ait à se féliciter de s'être compromis avec nous et pour nous. L'ambassade des deux rois de Siam est récemment débarquée en Angleterre; elle visitera bientôt la France. Nous lui devons, en retour de l'accueil que notre plénipotentiaire a reçu à la cour de Bangkok, une hospitalité bienveillante, et il est à souhaiter qu'elle remporte dans son pays une haute idée de notre civilisation et de nos mœurs, d'agréables impressions et de grands souvenirs.

C. Lavollée.

LA

GRÈVE DE PRESTON

Les années 1853 et 1854 ont été fécondes pour l'Angleterre en faits industriels qui méritent au plus haut degré l'attention des économistes, soit par les enseignemens généraux qu'en peut tirer la science, soit par la lumière qu'ils jettent sur les ressources de l'industrie anglaise et sur l'état moral des populations qu'elle occupe. C'est à ce double titre que le plus remarquable de ces faits, — la grève de Preston, — nous paraît appeler une étude à laquelle nous invitent des souvenirs, des observations recueillis sur place, et qui, dans les conditions où se poursuit aujourd'hui le développement industriel de l'Angleterre, n'a peut-être rien perdu de son opportunité. Les circonstances au milieu desquelles s'est produit le mouvement de Preston demandent avant tout à être indiquées rapidement, car le lien qui rattache cette grève aux changemens apportés par sir Robert Peel dans la législation de son pays en ressort avec une pleine évidence, et les événemens dont Preston a été le théâtre offrent ainsi l'occasion de préciser quelques résultats de ces réformes au point de vue économique comme au point de vue moral.

Personne n'ignore quel prodigieux essor le commerce et l'industrie prirent en Angleterre après l'établissement du nouveau régime commercial. La navigation et l'agriculture, stimulées par la concurrence et favorisées par la prospérité générale, loin de succomber aux désastres qu'on leur avait prédits, entrèrent l'une et l'autre dans une voie de progrès et de profits inespérés. Jamais, dans l'his-

toire d'aucun pays, on n'avait vu la richesse publique se développer aussi rapidement. Vainement les manufactures se multipliaient et se fortifiaient chaque année; elles n'en restaient pas moins impuissantes à suffire aux commandes qui affluaient de toutes parts, du dedans et du dehors. Malgré le secours du pavillon étranger, malgré l'activité du travail sur tous les chantiers de construction et l'achat des navires partout où il y en avait à vendre, la marine faisait défaut aux besoins du commerce, et le prix du fret s'était élevé au double et souvent même jusqu'au triple de l'ancien taux. L'agriculture elle-même, qui un moment avait paru hors d'état de se relever du rude coup que la libre introduction des grains étrangers lui avait porté, s'était résolûment mise à l'œuvre et luttait contre la difficile position qu'on lui avait faite. Abandonnant ses pratiques de routine invétérée, elle demandait à la science de l'éclairer de ses enseignemens, à la mécanique de lui fournir des instrumens meilleurs, et, grâce à des efforts soutenus et intelligens, elle se préparait à reprendre dans un avenir prochain le premier rang parmi les intérêts du pays. Déjà, à chaque renouvellement de bail, le loyer de la terre se relevait sensiblement de la dépréciation qui avait suivi la loi de 1847.

Tels étaient en 1853 les résultats incontestables des conceptions de sir Robert Peel et de ses hardies innovations : la reconnaissance publique lui en tient compte, et sa mémoire grandit tous les jours dans l'estime de ses concitoyens. Sur presque tous les points, le succès avait justifié ses vues : en même temps que les vides du trésor s'étaient comblés, la prospérité commerciale de l'Angleterre réalisait les prévisions de l'habile ministre, et, dans l'opinion de tous, celle même de ses anciens adversaires, le temps ne pouvait que se charger de les confirmer. Cependant, si les industriels, les commerçans, les armateurs, les fermiers, tous ceux enfin qui ont un capital à mettre au service de leur travail profitaient largement de l'activité imprimée aux affaires, il y avait à côté d'eux une classe nombreuse qui était loin d'être aussi satisfaite des résultats du nouveau système : c'était celle des ouvriers. On leur avait promis que les réformes projetées s'accompliraient à leur profit, et que le premier effet qui en sortirait pour eux serait de leur donner à tous la *vie à bon marché :* dans la lutte entreprise contre les vieilles lois du pays, les promoteurs et les partisans des mesures nouvelles avaient sollicité le concours du peuple en proclamant bien haut qu'ils travaillaient à diminuer ses misères, et il n'est pas douteux que pour beaucoup d'entre eux ce but était celui qu'ils avaient le plus à cœur d'atteindre; mais l'événement sur ce point avait trahi leur attente, et là peut-être est le côté vulnérable du système. En effet, si les exigences provoquées par ce mécompte chez les ouvriers avaient eu

gain de cause, si les élévations de salaire qu'ils ont réclamées avaient dû leur être accordées dans les proportions et dans les conditions qu'ils prétendaient imposer, le commerce de l'Angleterre au dehors ne pouvait manquer d'en être gravement affecté; il aurait perdu sa position de vendeur à bas prix, et la faveur dont le *free trade* avait joui jusque-là dans l'opinion publique aurait rapidement décliné.

Durant les premières années qui suivirent le rappel des lois sur les céréales et les changemens apportés aux lois de douane et de navigation, la condition de la classe ouvrière en Angleterre était incontestablement devenue meilleure. Le prix de presque toutes les denrées de première nécessité avait baissé, et l'impulsion donnée au commerce et à l'industrie fournissait abondamment du travail à tous les bras; mais ce bien-être fut de courte durée. La prospérité et l'aisance générales amenèrent une plus grande consommation de toutes choses, et cette plus grande consommation détermina un renchérissement. A l'exception du pain, que la libre entrée des grains étrangers garantit efficacement contre le retour des hauts prix des temps du monopole, tout le reste, les alimens et les vêtemens, les logemens et les objets d'utilité domestique, en un mot tout ce que la vie de chaque jour exige avait augmenté de prix d'année en année, et bientôt était devenu plus cher qu'à aucune époque antérieure. L'ouvrier prétendait donc n'avoir obtenu dans sa situation que bien peu de changemens; il avait pris d'ailleurs, pendant les quelques années d'abondance qui avaient suivi la réforme, l'habitude d'une vie plus douce; il s'était accoutumé à de certaines jouissances, nouvelles pour lui, dont il trouvait dur de se priver, et l'amertume qui suit les espérances trompées le laissait moins disposé que par le passé à la résignation. Une autre circonstance encore vint aigrir son mécontentement. Si le régime nouveau n'avait été pour lui qu'une déception, ses patrons en recueillaient tout le profit qu'ils avaient jamais pu s'en promettre. Les manufactures florissaient : sur tous les points du royaume, il s'en élevait de nouvelles, et le travail y était en pleine activité; aussi ne parlait-on que des énormes profits des fabricans. Les ouvriers le savaient : ils supputaient ce que leurs bras rapportaient à ces heureux capitalistes dont les habitudes dispendieuses révélaient l'opulence, tandis que le mercenaire qui travaillait pour eux trouvait à peine dans le fruit de son labeur de quoi suffire à ses besoins de chaque jour. Ces rapprochemens et ces contrastes produisaient l'effet accoutumé, et dès l'année 1852 de sourds mécontentemens grondaient au cœur de toutes les populations ouvrières de l'Angleterre. Exagérés plus tard et exploités par des meneurs habiles, il faut croire que dans le principe ces mécontentemens étaient légitimes, et que le rapport véritable entre les

profits du maître et le taux des salaires de l'ouvrier combiné avec les besoins de sa vie n'existait plus, puisque partout ou presque partout, en ces premiers temps d'agitation, les maîtres et les patrons entrèrent en composition avec les hommes qu'ils employaient. Les uns le firent spontanément, d'autres ne cédèrent qu'à la menace de la suspension des travaux, ou même ne se soumirent qu'après que les travaux avaient été abandonnés. Partout néanmoins, nous le répétons, le résultat fut le même. A l'exception peut-être des portefaix de Liverpool, tous les ouvriers de l'Angleterre obtinrent que leurs salaires fussent augmentés.

Ce fut un spectacle curieux à observer que l'agitation qui se produisit aussitôt au milieu de ces masses de travailleurs. On était alors vers la fin du mois de juin de l'année 1853. Tout à coup, à Liverpool, à Manchester, dans le comté de Chester et dans le pays de Galles, dans tout l'ouest de l'Angleterre enfin, les ouvriers de presque tous les corps d'états et de métiers exigèrent une augmentation de salaire, et quand ils ne l'obtenaient pas, on les vit se mettre en grève. Tant que cette augmentation ne fut réclamée que par les ouvriers de métiers et d'industries de peu d'importance, l'attention publique ne s'en préoccupa guère. On laissa les maîtres tailleurs, bottiers, charpentiers et autres accommoder leurs différends avec les hommes qu'ils occupaient, régler eux-mêmes du mieux qu'ils pourraient des intérêts qui semblaient ne regarder qu'eux; mais le mouvement s'étendit rapidement, et gagna les mines de charbon, les usines de fer et les manufactures de coton. A Liverpool, les portefaix et les hommes de peine employés dans les docks se retirèrent du port, au nombre de 5,000. Ils demandaient que le prix de leur journée fût augmenté de 6 deniers, et porté à 4 shillings 1/2 par jour. A Stockport, vingt mille ouvriers des filatures quittèrent le même jour leurs ateliers, réclamant tout à la fois une augmentation de 10 pour 100 dans leur salaire et une diminution dans les heures de leur travail; 6,000 ouvriers firent de même dans les mines du pays de Galles, mais ce n'était pas 10 pour 100 d'augmentation auxquels ils prétendaient : ils en exigeaient 15. A Manchester, les hommes même de la police suivaient l'exemple de plusieurs des corporations de la ville, et 250 constables se démettaient de leur emploi, au grand embarras des magistrats, qui, dans un pareil moment, ne pouvaient se passer d'eux pour protéger l'ordre public. Quelques semaines plus tard, le mouvement s'étendait sur tout le pays, et se faisait sentir à Nottingham, à Bristol et à Hull. Les ouvriers constructeurs de la Clyde, du Wear et de la Tamise y prenaient part. Personne alors ne resta plus indifférent à cette question des salaires; on sentit que la prospérité du pays, l'intérêt de la communauté tout entière, y

étaient engagés. Les journaux intervinrent dans le débat, quelques-uns, mais en petit nombre, en prenant ouvertement la défense des patrons, moins peut-être par sentiment d'équité que par souci de leur clientèle, les autres en laissant voir que leurs sympathies étaient pour les ouvriers, et en prêtant leur appui à des prétentions qui leur paraissaient légitimes. De nombreux *meetings* se réunirent de toutes parts; ouvriers et patrons eurent les leurs, et des deux côtés, après avoir délibéré, on remit à des comités permanens le soin de veiller à l'exécution des résolutions arrêtées.

Les grèves ont été fréquentes autrefois en Angleterre. On se rappelle encore celles de 1829 et de 1840 et les excès de toute nature auxquels les ouvriers se sont portés à ces époques : c'était alors une sorte de guerre déclarée aux fabricans et aux manufacturiers, et on n'entendait parler que de meurtres, de pillages et d'incendies. La grève de 1853, non-seulement à son début, quand elle était pour ainsi dire spontanée et qu'une sorte de nécessité pour les ouvriers la légitimait, mais plus tard même, alors qu'elle prit à Preston le caractère d'une révolte organisée, ne se laissa jamais entraîner à ces coupables excès. Dans cette première période surtout, les ouvriers montrèrent une louable modération. Habiles à tirer parti du sentiment général de sympathie si souvent et officiellement proclamé dans le pays pour les classes souffrantes, pour leur amélioration morale surtout, s'ils demandaient des salaires plus élevés, c'était, disaient-ils, que leur salaire actuel, entièrement absorbé par les nécessités de la vie, ne leur laissait rien pour adoucir la condition de leurs femmes et pourvoir à l'éducation de leurs enfans. L'aigreur ne se mêlait à leurs plaintes que lorsqu'ils en venaient à ce qu'ils appelaient les déceptions des nouvelles lois sur la liberté du commerce. La prospérité du pays s'en était accrue, leurs patrons y avaient trouvé une source féconde de bénéfices et de richesse; mais elles avaient été pour eux sans effet, et c'est vainement qu'ils en avaient espéré plus de bien-être et d'aisance. Que leur servait-il qu'il y eût eu des dégrèvemens et des suppressions de droits, si le profit le plus clair en demeurait aux mains des commerçans, des manufacturiers et des marchands (1), et si les consommateurs n'en payaient pas moins tout à des prix plus élevés que par le passé, objets d'habillement et denrées alimentaires de toute sorte?

De tels griefs, à quelques exagérations près, avaient un grand

(1) Le jour où le droit sur le thé fut réduit à Liverpool de quatre deniers par livre, les marchands de la ville l'achetèrent en douane à deux deniers plus cher qu'ils ne le faisaient la veille : ils savaient que, nonobstant la réduction, ils abaisseraient d'un denier au plus leur prix de vente au détail, et qu'ainsi, même en ayant acheté plus cher, ils pouvaient encore compter sur un plus gros bénéfice que par le passé.

fonds de vérité. Aussi les patrons cédèrent-ils presque toujours dans le premier moment aux réclamations qui leur furent présentées. A Stockport, ville manufacturière de premier ordre, la concession fut entière, et depuis on a beaucoup reproché aux fabricans de ce pays ce que l'on a nommé leur acte de faiblesse. A Manchester, les hommes de la police et les magistrats n'ayant pu réussir à tomber d'accord, ces derniers s'étaient adressés aux polices des villes voisines, ou cherchaient des recrues parmi les Irlandais; mais les nouveau-venus étaient mal accueillis dans la ville, les enfans les suivaient avec des huées, et l'on fut forcé de satisfaire aux exigences des anciens constables pour les amener à reprendre le bâton, signe de leurs fonctions. Dans le pays de Galles, les mineurs, dont plus de 8,000 se préparaient à émigrer en Australie, avaient obtenu le surcroît de salaire qu'ils avaient mis pour condition à la reprise du travail. Dans tous les chantiers de constructions maritimes, le prix de la journée avait été augmenté de 2 et 3 shillings, et plus tard, mais cette fois sans qu'il y eût coalition des ouvriers et par l'effet seul du besoin qu'on avait de leurs bras, il fut porté dans certains ports jusqu'à l'énorme somme de 15 et même 16 shillings. Si dans quelques localités on essaya de résister à toutes ces prétentions, un peu plus tôt ou un peu plus tard il fallut finir, sinon par se soumettre absolument, du moins par entrer en transaction. A Liverpool seulement, les ouvriers du port furent contraints de céder; l'opinion était unanime à trouver leurs exigences exorbitantes, et comme en définitive ils n'avaient à mettre au service de ceux qui les employaient que de la force physique, les remplacer eût été chose facile. Au premier appel qui lui aurait été fait, l'Irlande y aurait abondamment pourvu : on le leur fit sentir, même assez durement; mais cet exemple a été unique, et partout ailleurs la victoire est restée aux ouvriers, partout ils ont obtenu une augmentation de salaire, moindre pour les uns, plus forte pour les autres, selon les lieux et la situation plus ou moins prospère des industries auxquelles ils appartenaient. Dans cette première période de la crise en effet, les ouvriers et les maîtres discutaient encore à l'amiable leurs conditions, et au besoin savaient se faire de mutuelles concessions.

Trois mois s'étaient ainsi passés en débats presque partout terminés à l'avantage des ouvriers : on espérait se remettre promptement de cette crise, et l'on se préparait à faire face à des difficultés d'un autre ordre dont on pressentait l'approche. En Angleterre et sur tout le continent, la moisson avait été mauvaise, et sans avoir une année de famine à craindre, on s'attendait à un excessif renchérissement du pain et de toutes les autres subsistances. Dans les régions politiques, on voyait la question d'Orient se compliquer chaque jour,

et déjà l'on pouvait prévoir que la guerre en sortirait. Sous le poids de cette double appréhension, l'industrie et le commerce se sentaient atteints d'une sorte de malaise : non seulement les commandes diminuaient, mais le fabricant et le manufacturier en étaient venus à décliner souvent celles qui leur étaient faites pour un avenir éloigné; ils répugnaient à prendre des engagemens à longs termes, dans la crainte que les événemens ne les laissassent à leur charge. C'est alors que plusieurs retirèrent une partie des concessions précédemment faites à leurs ouvriers; ils leur demandaient de se soumettre à cette situation nouvelle, de prendre leur part dans la mauvaise fortune, comme ils avaient réclamé et obtenu qu'on leur en fît une dans la bonne. Beaucoup d'entre les ouvriers, il faut le reconnaître, entendirent ce langage, et, se prêtant aux circonstances, consentirent au rétablissement de l'ancien taux du salaire; mais d'autres au contraire (c'étaient surtout les ouvriers des manufactures de coton du district de Manchester) ne répondirent aux demandes des maîtres que par un redoublement d'exigences. Il y avait parmi eux des meneurs imbus des doctrines socialistes qui avaient, quelques années auparavant, si tristement agité la France. Le moment leur parut propice pour s'insurger contre le capital et le dominer à leur tour. Telle fut la redoutable influence sous laquelle s'organisa la grève de Preston, l'une des plus dangereuses et des plus longues par lesquelles l'Angleterre ait passé. Par le nombre des adhérens, l'habileté des chefs et les sympathies qu'elle excita parmi les classes ouvrières, cette grève fera époque dans les annales de l'industrie anglaise; elle se recommande surtout à la sérieuse attention des gouvernemens de tous les pays à raison du caractère menaçant des prétentions des ouvriers et du renversement qu'ils essayèrent d'introduire dans leurs rapports avec les patrons. Pour les économistes aussi, nous l'avons dit, la grève de Preston doit être un sujet de sérieuses méditations. Jusqu'à présent, il était passé en principe qu'aucune grève ne pouvait aboutir au succès, et qu'après avoir enduré les misères auxquelles il se condamne en quittant son travail, l'ouvrier ne pouvait pas échapper, un peu plus tôt ou un peu plus tard, à la nécessité de rentrer dans les ateliers à des conditions presque toujours plus dures que par le passé. Cette fois encore l'événement a donné raison à la science; mais combien il s'en est peu fallu que le contraire arrivât! Les manufacturiers étaient beaucoup moins rassurés que les théoriciens; plus d'une fois ils ont désespéré de leur cause, plus d'une fois ils ont délibéré s'il ne valait pas mieux passer immédiatement sous les fouches caudines que de s'épuiser en une résistance impossible. Les conseils des plus fermes l'ont emporté; mais aujourd'hui encore, et malgré le succès, on se dit tout

bas en Angleterre que ce succès est venu d'ailleurs, et que, sans la perspective d'une guerre imminente et la cherté des grains, c'est-à-dire sans le travail arrêté dans les manufactures et une pression plus dure exercée sur l'ouvrier par les besoins de la vie, les coalisés de Preston, loin de recevoir la loi, l'auraient imposée. On va juger de ce qu'il y a de fondé dans cette assertion par le récit même des événemens.

I.

L'ancienne bourgade de Preston, patrie d'Arkwright (1), est, après Manchester, le centre le plus important des fabriques de coton du comté de Lancastre. Parmi ces fabriques, il en est peu même qui semblent plus avantageusement situées. Bâtie sur une éminence qui domine les eaux du Rible, elle est affranchie de l'atmosphère de fumée qui trop souvent attriste les villes manufacturières. Le rideau pittoresque des collines qui bornent son horizon et la beauté renommée des promenades qui l'entourent en font un séjour délicieux, dont le charme s'est, pour ainsi dire, communiqué au caractère des habitans : il règne à Preston, dans toutes les classes, même chez les ouvriers, qui n'ont rien de la rudesse de leurs camarades des autres parties du royaume, une grande aménité de mœurs et le goût des plaisirs tranquilles et décens. Seulement le Prestonien, fier de ces avantages, de l'antiquité de sa ville, de ses franchises municipales d'autrefois et de sa prospérité commerciale d'aujourd'hui (2), passe pour être enclin à l'orgueil, et ses compatriotes du royaume-uni ne le désignent guère que sous le nom du *dédaigneux Prestonien*. La ville a derrière elle d'immenses plaines où l'agriculture est florissante, et qui approvisionnent abondamment son marché. Elle se relie par un canal et par un chemin de fer aux parties les plus reculées du royaume, ce qui fournit un facile accès chez elle au coton, au charbon, aux autres objets qu'emploient ses manufactures, et un moyen d'écoulement également facile à ses produits fabriqués. On y travaille le coton sous toutes les formes, de telle sorte que l'ouvrier anglais y trouve toujours, et plus facilement qu'ailleurs, à s'employer; aussi cherche-t-il de préférence à entrer dans les manufactures de Preston. Certain d'y vivre à meilleur marché, il y trouve de plus des associations de secours mu-

(1) On sait qu'Arkwright employa le premier, si même il n'inventa la *mule jenny*, qui fit une révolution dans l'industrie manufacturière de son pays.

(2) Pendant des siècles, la population n'a été que de 6,000 âmes; mais depuis que les manufactures de coton y ont été introduites, elle s'est rapidement élevée à 75,000.

tuels établies entre les diverses corporations depuis les temps les plus reculés, et les vieilles et riches familles du pays s'y recommandent par leurs sentimens de sympathie pour les classes que la fortune a moins bien partagées qu'elles.

On comprend que dans de telles conditions les ouvriers des manufactures de Preston fussent peu disposés à rompre les liens d'union et d'harmonie qui existaient entre eux et leurs maîtres. Ils avaient été les derniers à prendre part à la grève de 1836; celle de 1853 était générale dans le pays; tout autour d'eux, elle avait réussi dans les manufactures de coton, au profit de leurs camarades, sans qu'aucun symptôme d'agitation se fût encore fait voir à Preston. Cependant il importait aux meneurs d'engager les Prestoniens dans leur cause; ils y étaient poussés par un double motif. Si les ouvriers de Preston, les mieux traités et les plus favorisés de l'Angleterre, élevaient la voix contre leurs maîtres; si eux aussi ils se plaignaient de leur sort, quel est celui qui pouvait se résigner au sien et n'avait pas le droit de demander le redressement des torts dont il souffrait? Victorieuse à Preston, là où la résistance devait être la plus opiniâtre, la ligue le serait facilement devenue dans tout le pays. C'était là, disaient les instigateurs à leurs camarades pour les entraîner, qu'était la *citadelle de la corruption,* et cette citadelle tombée, ils n'auraient plus qu'à demander partout acquiescement et soumission aux conditions qu'il leur plairait de dicter. Tous leurs efforts tendirent à ce résultat.

En conséquence, une réunion de délégués des divers districts manufacturiers ayant été tenue à Stockport, il y fut résolu qu'on irait à Preston pour y organiser une grève, et quelques jours plus tard, les meneurs se rendaient dans cette ville, après y avoir fait annoncer qu'ils venaient pour délibérer avec leurs camarades de Preston sur les moyens de leur faire concéder les 10 pour 100 qu'ils avaient eux-mêmes obtenus. L'assemblée était nombreuse; son président, un agitateur bien connu, leur dit : « Vos camarades de Stockport ont noblement engagé la bataille et l'ont gagnée; ils viennent aujourd'hui à votre aide, secondez-les en les imitant. Leur appui vous est assuré, et ce n'est pas seulement les 10 pour 100 qui vous seront donnés : il se passera peu de temps avant que cette augmentation de salaire ne soit portée au-delà du double. » Ces paroles, combattues par quelques-uns des plus sages, qui s'en effrayaient, furent malheureusement accueillies par le plus grand nombre, et la résolution qui les sanctionna décidait que les ouvriers de Preston signifieraient immédiatement à leurs patrons qu'ils les quitteraient dans huit jours, si d'ici là les salaires, des plus bas aux plus élevés indistinctement, n'avaient pas été augmentés de 10 pour 100, et si,

pour l'avenir, on ne formulait pas un tarif des prix d'ouvrages, tarif qui serait rendu obligatoire dans toutes les fabriques de la ville, et d'après lequel il y aurait salaire uniforme pour tout ouvrier employé au même genre de travail, selon le nombre de pièces qu'il aurait tissées ou la longueur de fil qu'il aurait filé pendant la semaine. Cela s'appelait *equalization or standard list of prices*. Un comité devait en outre (et ce n'était pas là le point le moins important de la délibération) exiger des fabricans un règlement d'ordre et d'intérieur qui limitât leur autorité sur leurs ouvriers, surtout en ce qui touche au renvoi de ceux-ci de la manufacture.

Avant de dire par quels efforts désespérés cette grande lutte contre le capital a été soutenue du côté des ouvriers, et quelles phases diverses elle a traversées, il convient d'examiner les prétentions qui en ont été le point de départ.

C'était, en premier lieu, une augmentation de 10 pour 100 sur tous les salaires. Or il est un principe universellement admis aujourd'hui par les économistes de toutes les écoles, si ce n'est par ceux dont les doctrines mèneraient vite au bouleversement de la société : c'est que le taux des salaires ne peut pas être réglé *a priori*. Dans le même pays et pour chaque industrie en particulier, ce taux varie selon les lieux, selon les temps et les circonstances; il ne dépend ni de la volonté de l'ouvrier qui loue son travail, ni de celle du capitaliste qui l'emploie. L'un ne peut pas plus l'abaisser que l'autre ne peut l'élever à son gré : la loi qui en est l'unique et suprême arbitre, c'est l'état du marché avec ses chances présentes de profits ou de pertes, avec l'offre du travail qui y abonde ou qui s'en retire. Si la chose est vraie partout, elle l'est peut-être moins, et ceci à l'avantage de l'ouvrier, en Angleterre, centre d'un mouvement immense de commerce et d'affaires. Le capital y est trop abondant, et la concurrence entre ceux qui le possèdent y est trop vive. Aussi le capitaliste y est-il beaucoup plus à la merci du travailleur qu'il ne le tient sous sa dépendance. Les chefs de la ligue projetée à Preston le savaient : ils avaient abusé de cet avantage à Stockport, à Blackburn et en d'autres lieux; mais cette fois l'enivrement du succès les emporta trop loin, et ils dépassèrent le but. Mieux que personne, eux qui étaient des ouvriers de manufactures, qui plus ou moins connaissaient quelque chose de l'économie de ces établissemens, ils auraient dû savoir que ces 10 pour 100 d'augmentation, indistinctement imposés à tous les manufacturiers, n'étaient pas acceptables : peut-être fallait-il demander plus à l'un et moins à l'autre, selon le besoin de travail que l'un ou l'autre avait en ce moment et la quotité des profits qu'il tirait de sa manufacture. Ce niveau, qu'on prétendait faire passer également sur

toutes les fabriques, n'eût été légitime en tout cas, si jamais il pouvait l'être, qu'autant qu'il y eût eu alors uniformité de gages payés par tous les maîtres de Preston, et cela n'était pas. Depuis 1847, époque de souffrances pour l'industrie et le commerce pendant laquelle tous les salaires avaient subi une réduction, la paie de l'ouvrier, dans certaines manufactures avait été élevée de 20, de 30 pour 100, dans quelques autres de 10 seulement ou de moins encore. Fallait-il donc exiger autant de celui qui avait tout donné que de celui qui, à tort ou à raison, persistait à tout refuser? Mais les meneurs ne s'y étaient pas trompés, ils visaient à un autre but qu'une équitable rémunération du travail; ils voulaient que le capital leur fût soumis, et qu'à sa tyrannie, longtemps exercée sur eux, disaient-ils, succédât enfin l'empire de l'ouvrier, instrument réel de la richesse publique. Au fond, il leur importait peu que les 10 pour 100 ou plus ou moins fussent accordés; ils ne s'inquiétaient pas qu'il y eût iniquité, vis-à-vis de leurs propres camarades, à demander autant pour les uns et à ne pas exiger plus pour les autres : avant tout, ils songeaient au succès, à la domination qu'ils mettraient entre leurs mains, et *dix pour cent* n'était qu'un cri de guerre qu'ils avaient cru propre à rallier les masses et à les animer au combat. Il leur fallait un mot clair, intelligible et invariablement répété : ils trouvèrent celui de *dix pour cent*, et ils l'adoptèrent comme ils auraient fait de tout autre, sans tenir au sens qu'il semblait avoir et sans prendre la peine de le définir à ceux qui le poussaient. Leur calcul avait été juste : s'ils s'étaient laissé aller à la discussion raisonnée du gouvernement et de l'exploitation d'une manufacture, s'ils avaient essayé de discourir sur les prix de la matière première comparés à ceux des produits fabriqués, sur les gains et profits du maître mis en regard de ceux de l'ouvrier, quelque éloquence qu'ils y eussent dépensée, les masses seraient restées plus froides. On leur aurait répondu d'ailleurs, et souvent de manière à faire douter les plus intéressés de l'excellence de leurs argumens, car la réforme demandée était en définitive impraticable, et on l'eût assurément abandonnée le lendemain du succès, si le succès fût venu. Mais les chefs du mouvement déclamaient, sans sortir de la phraséologie, sur les riches habitations des manufacturiers, leurs nombreux serviteurs, leurs tables bien servies, leurs coûteux équipages; ils jetaient en finissant leur cri de « dix pour cent, point de capitulation, » et l'effet était irrésistible. Répété de bouche en bouche, salué par les hurrah aux *meetings*, invoqué au foyer domestique comme une panacée assurée contre tous les maux, ce mot finit par acquérir une incroyable puissance. A chaque réunion, on se séparait en jurant de ne reprendre les travaux qu'après la concession pleine, entière et

sans condition des *dix pour cent;* plutôt mourir que de renoncer aux *dix pour cent!*

Le tableau régulateur des salaires tel que les ouvriers exigeaient qu'on le déterminât à l'avance, et d'après lequel la confection de chaque pièce particulière d'ouvrage aurait été payée d'un prix égal dans toutes les fabriques, n'était pas plus admissible que l'augmentation uniforme des 10 pour 100. Cette prétention portait atteinte aussi bien aux droits de l'ouvrier lui-même qu'à ceux du manufacturier. Tel fabricant a renouvelé ses machines, ou en a introduit chez lui de plus perfectionnées; en moins de temps et sans plus d'efforts de travail de la part de l'ouvrier, elles produisent plus d'ouvrage : était-il juste que l'ouvrier en tirât profit au détriment du patron qui avait fait la dépense? Était-il équitable vis-à-vis de ses propres camarades qu'à la fin de la semaine il fût plus rémunéré que celui d'entre eux qui, moins favorisé que lui et travaillant sur des métiers usés ou inférieurs en force, n'avait pas pu, avec autant d'assiduité et de peine, livrer autant d'ouvrage? L'ouvrier encore à qui on avait mis en main de la matière première grossière et résistante n'avait-il pas le droit de se plaindre que l'on mesurât le salaire sur la quantité seule des produits fabriqués — pour lui comme pour celui à qui il était échu un lot de matière fine et facile à manier? Il suffit, à ce qu'il semble, d'énoncer ces propositions pour en faire justice.

Plus tard, cette même question de l'égalité des salaires fut portée sur un autre terrain. Les ouvriers demandèrent qu'on en réglât le taux à Preston sur le taux des salaires à Blackburn, à Stockport, ou dans telle ville qu'ils désigneraient. Cette exigence était également déraisonnable. Chaque centre manufacturier a ses avantages ou ses désavantages particuliers qui se contre-balancent les uns par les autres, et empêchent que toute l'industrie d'un pays ne se concentre sur un même point. A Stockport et à Manchester, par exemple, villes situées près des mines de charbon, qui leur fournissent le combustible à meilleur marché, et près de Liverpool, d'où arrive la matière première et par où s'écoule presque toute la fabrication à de moindres frais de transport, les manufacturiers travaillent dans de meilleures conditions que leurs confrères des autres districts, et le taux des salaires de l'ouvrier y est d'ordinaire plus élevé. Les manufacturiers de Preston au contraire, qui, sous d'autres rapports, ont des charges plus lourdes que leurs concurrens de Manchester, paient leurs ouvriers moins cher. C'est à ceux-ci, à leur tour, de voir s'il leur convient mieux de rester à Preston, où leurs gages sont moindres, mais où la vie est à meilleur marché, que d'aller à Manchester, où le haut prix des subsistances fait échec à l'élévation des

salaires. Quant aux manufacturiers des deux villes, ils louent le travail comme ils l'entendent, aux conditions en harmonie avec leur situation spéciale, et sans qu'il leur soit possible, à moins de s'exposer à une ruine prochaine, de se déterminer par ce qui se fait ailleurs.

En même temps que ces principes désorganisateurs de toute industrie, et qui s'attaquaient au capital dans sa liberté, étaient manifestement et hardiment promulgués, les meneurs combinaient entre eux d'autres arrangemens, mais qu'ils tenaient secrets, car à ce début de la querelle ils semblèrent avoir honte de leurs excitations au désordre. Ils jetaient les bases de ce qu'ils appelaient le nouveau *code des fabriques*, code destiné à régir les rapports des ouvriers avec leurs maîtres, et d'après lequel l'autorité de ces derniers serait passée entre les mains de leurs employés. L'existence de ces règlemens, d'une nature particulière, fut bientôt révélée par des faits graves et nombreux, et plus tard attestée par les témoignages des ouvriers cités devant les magistrats. Ces réformes portaient, entre autres dispositions, que si un fabricant renvoyait un de ses ouvriers pour quelque cause que ce fût, tous quitteraient la manufacture, et n'y rentreraient qu'autant que leur camarade expulsé y rentrerait avec eux. En plus d'une circonstance, il se forma des sortes de tribunaux auxquels le fabricant n'était pas appelé, et où l'on discutait les motifs de plainte qui l'avaient fait sévir contre tel ou tel de ses employés. Quand on les trouvait insuffisans, ce qui arrivait d'ordinaire, on statuait qu'il lui serait enjoint de reprendre l'ouvrier, sous peine de voir le travail cesser chez lui et son établissement « mis hors la loi » (c'était la sanction de l'arrêt). Il serait trop long du reste de relater tous les actes d'indiscipline qui s'ensuivirent : nous nous bornerons à en mentionner quelques-uns.

Un manufacturier chez lequel les salaires se payaient aux taux les plus élevés, et qui, refusant de faire cause commune avec ses confrères, n'avait pas, comme eux, fermé ses ateliers et renvoyé ses ouvriers, se vit contraint lui-même de suivre à la fin cet exemple, et les motifs de sa détermination sont restés consignés dans une déclaration qu'il a rendue publique. « Mes ouvriers, dit-il, ont fait voir un tel esprit de prépotence sur moi, ils se sont livrés à une telle insubordination, que mon autorité dans ma fabrique a été annihilée. J'avais besoin de certains ouvriers pour un travail, je le leur ai commandé, et ils ont refusé de le faire. Un jour que je voyais mes ouvriers, par groupes de cinq ou six, occupés dans chaque salle à lire des imprimés qui contenaient les comptes-rendus financiers de la grève de Stockport, je leur adressai des remontrances; mais ils me répondirent que si cela ne me convenait pas, je pouvais leur donner congé. Et comme la chose se passait devant des enfans et de jeunes

filles, ceux-ci en prirent occasion de se mutiner et de négliger leur travail. Je renvoyai deux des jeunes filles, et j'en pris à leur place trois autres qui furent, le jour même de leur entrée, mises à la porte par les autres ouvriers. Un autre jour, j'avais renvoyé un de mes hommes : au moment où son remplaçant était à l'ouvrage, une dizaine d'ouvriers s'approchèrent de lui, lui présentant son habit et son chapeau, le poussèrent dehors, et l'avertirent de ce qui l'attendait s'il osait revenir. Un autre cas plus grave fut celui d'une de mes femmes que l'on sut n'avoir pas voulu payer sa contribution pour la grève de Stockport; elle fut frappée et maltraitée au point de ne pouvoir pas travailler pendant trois semaines, et quand elle reparut à l'atelier, ses camarades ne l'y admirent qu'après qu'elle eut soldé toute sa part arriérée de la contribution. Les magistrats d'ailleurs ont eu à s'occuper de quelques-unes de ces affaires, et cinq des hommes employés chez moi ont dû donner caution de bonne conduite pendant un an. »

Un autre manufacturier ayant résolu de suspendre le travail de quelques métiers par suite de la diminution des commandes, une députation de ses ouvriers vint le trouver, et lui annonça, par ordre du comité, que si un seul métier s'arrêtait, ils quitteraient tous les autres. Chez un troisième, des ouvriers qui s'étaient mis en grève à l'instigation de leurs camarades, se ressouvenant de la bienveillance que leur maître leur avait toujours témoignée, étaient revenus à l'atelier; mais quelques-uns apportaient tant de négligence et de dégoût au travail, qu'on leur donna congé. Tous sortirent avec eux, et, rencontrant près de là une troupe de musiciens ambulans, ils la firent jouer et ils dansèrent devant la porte de la manufacture, en signe de défi et de bravade contre le propriétaire. Dans deux ou trois fabriques alors encore en activité, le salaire avait été tout récemment augmenté de 5 pour 100, et les ouvriers s'en montraient contens; le comité exigea l'augmentation uniforme des *dix pour cent*, et les maîtres ayant cru y satisfaire en ajoutant 5 pour 100 d'augmentation aux cinq déjà donnés, leur offre fut refusée, et leur manufacture mise en interdit. On barrait le passage aux ouvriers qui voulaient s'y rendre. Ces exemples d'insubordination et d'intimidation se reproduisaient chaque jour. C'était, comme on le voit, la destruction de toute discipline dans les manufactures et leur ruine prochaine; c'était la force du nombre substituée à la liberté que tout homme doit conserver d'administrer sa propriété selon sa volonté. Il ne s'agissait plus du salaire des ouvriers, mais du libre arbitre des maîtres, que l'on prétendait soumettre chez eux à la loi de ceux qu'ils payaient, et aussi bien que de leur indépendance il s'agissait de celle des ouvriers, auxquels il n'était plus loisible de choisir leurs pa-

trons, puisque souvent le travail cessait et était frappé de suspension là où ils auraient voulu rester occupés.

La situation était devenue des plus graves, et tout le pays commençait à s'en émouvoir. On comprenait que la question qui se débattait à Preston intéressait l'industrie de toute l'Angleterre. Preston n'était plus, à proprement parler, qu'un champ de bataille, et suivant que la victoire s'y déciderait pour les maîtres ou pour les ouvriers de cette ville, la cause commune de ceux-ci ou de ceux-là devait être gagnée ou perdue dans toute l'Angleterre. D'un bout du pays à l'autre les ouvriers anglais ne s'y méprenaient pas, on pouvait le reconnaître à l'ardent intérêt que sur tous les points du territoire ils portaient à leurs camarades de Preston. La lutte que les Prestoniens soutenaient était l'objet de toutes leurs préoccupations; ils en suivaient les phases avec la plus vive curiosité, et déjà ils se préparaient à leur prêter une aide plus efficace que de stériles vœux et de vaines paroles d'assentiment. De leur côté, les manufacturiers et les industriels des autres comtés encourageaient leurs confrères de Preston à la résistance; ils se prêtaient à tous les tempéramens possibles dans l'exécution des contrats précédemment passés avec eux. La presse également mettait à leur service sa publicité et son influence, et à l'exception d'un ou deux journaux dont les tendances inclinent au nivellement social, et dont la voix, dans un pays comme l'Angleterre, n'est écoutée que d'un petit nombre et reste sans autorité dans la nation, tous les autres prenaient parti contre les ouvriers. Ceux-là même qui, trois mois auparavant, leur témoignaient plus ou moins explicitement leurs sympathies, alors que leur cause paraissait légitime, s'étaient aujourd'hui retirés d'eux, et se refusaient à soutenir des exigences aussi exagérées au fond qu'elles étaient dangereuses par la forme comminatoire sous laquelle on les produisait. Enhardis dès-lors par ce mouvement général de l'opinion publique, qui de toutes parts se prononçait en leur faveur, les manufacturiers et les fabricans de Preston firent tête à l'orage : quelques-uns, qui déjà y avaient cédé ou se disposaient à le faire, se rallièrent au parti de la résistance, et, tournant machine de guerre contre machine de guerre, à la coalition des ouvriers ils opposèrent la leur.

Les rares, mais très ardens publicistes qui avaient pris en main la défense des ouvriers et qui, durant toute la lutte, n'ont rien négligé pour exciter leurs passions, se sont fait une arme de cette coalition des maîtres. Selon eux, elle justifiait la coalition des employés et elle l'avait rendue nécessaire. L'argument vaut la peine d'être examiné, car il a joué un grand rôle dans le débat. Appliqué à la résolution prise par les manufacturiers de se lier mutuellement

entre eux et de combiner leur résistance, cet argument n'était qu'un pur sophisme, puisque la ligue des ouvriers avait précédé celle des maîtres. Du côté des ouvriers était la coalition d'attaque : celle des maîtres, qui la suivit, n'était plus qu'une coalition de défense; mais depuis longtemps, disait-on au nom des ouvriers, qui assurément s'étaient mis en mouvement sans songer à ces subtilités, depuis longtemps il y avait association des maîtres, *the master's association,* formée entre eux pour protéger leurs industries, amoindrir par leurs efforts combinés les charges de leur fabrication et en augmenter les profits. Les ouvriers n'avaient-ils pas le droit de s'associer, eux aussi, de leur côté, pour forcer leurs patrons à mieux rémunérer leur travail, à leur attribuer une part plus large dans les gains dont ils étaient les instrumens les plus efficaces? La question ainsi présentée a pu égarer beaucoup de bons esprits : il importe donc d'opposer à des argumens sophistiques une plus exacte appréciation des faits.

La loi anglaise autorise les associations, elle autorise même les coalitions. Cette loi est d'une date assez récente, et il y a dix ans à peine, nos voisins n'avaient pas de ces tolérances. Le régime de répression établi par nos codes dans l'intérêt de l'ordre public était, il y a dix ans, à très peu de chose près, en Angleterre, ce qu'il est aujourd'hui chez nous. Les coalitions y étaient interdites aussi bien aux maîtres qu'à leurs ouvriers. Cependant l'Angleterre a pour maxime (et c'est le caractère qui domine toute sa législation) que la société se défend par elle-même, et que l'individu a droit à la plus grande somme possible de liberté. D'après ce principe, elle a abrogé la loi contre les coalitions. Plus d'une fois, pendant la longue et périlleuse épreuve par laquelle la grève de Preston a fait passer l'industrie du pays, l'Angleterre a pu douter de la sagesse de ses législateurs et accuser leur imprévoyance; mais la faute, si c'en est une dans le système général des institutions anglaises, avait été commise : la loi existait, et il est de fait que depuis plusieurs années déjà la majeure partie des manufacturiers de Preston, usant de la faculté qu'elle leur donnait, s'étaient formés en association. Seulement il importe d'examiner ce qu'était cette association des manufacturiers : il convient de ne pas en juger sur le nom seul, et nous n'hésitons pas à dire qu'il y a mauvaise foi ou ignorance à l'assimiler à la ligue ouvrière, que l'on a représentée après coup comme un acte de légitime défense, et à prétendre, ainsi qu'on l'a fait, que l'association primitive des fabricans menaçait tout aussi bien la liberté des ouvriers que la coalition des ouvriers a menacé plus tard la liberté des fabricans. Pour quiconque est familier avec les habitudes des manufacturiers de tout pays, il est notoire qu'ils répugnent aux associations.

D'ordinaire chacun gouverne sa fabrique bien plutôt dans un esprit de rivalité et de compétition contre ses voisins que de confiance et d'union avec eux. Chacun d'eux s'ingénie à introduire chez lui de meilleures machines que n'en ont ses confrères, et il met tout en œuvre pour s'initier aux perfectionnemens que tel autre a apportés aux siennes. Tout manufacturier, en un mot, aime à garder son indépendance, et il n'en aliène que le moins possible. En Angleterre surtout, dans ce pays de concurrence effrénée, et où le capital est si souvent engagé en de téméraires entreprises, on peut dire hardiment que jamais ceux qui le possèdent ne s'associent dans une pensée hostile aux ouvriers; jamais ils ne combinent leurs efforts ni pour augmenter les heures de travail, ni pour réduire le taux du salaire. Si quelquefois ils s'unissent, comme à Preston, ce sera contre les marchands de coton et les propriétaires des mines de charbon, ou contre les acheteurs de leurs produits fabriqués, pour forcer les premiers à abaisser leurs prix, et les autres à souscrire à des prix plus élevés. Quant aux questions de travail et de salaire, ils les regardent comme dépendant des besoins du moment. Selon les circonstances, ils comprennent qu'ils doivent consentir à donner plus, ou que leurs ouvriers doivent se soumettre à recevoir moins.

L'association des manufacturiers de Preston, dont on a fait si grand bruit, n'avait donc en elle-même rien de contraire aux intérêts des ouvriers, rien qui leur fût agressif : elle ne prit ce caractère qu'après que la guerre eut été commencée et que les fabricans attaqués durent songer à leur défense. C'est alors, mais seulement alors, qu'ils se coalisèrent dans toute la rigueur du mot, et que ceux-là mêmes qui jusqu'à ce moment avaient refusé de faire partie de l'association, mais qui n'hésitèrent plus à y donner leur adhésion, s'engagèrent solennellement les uns envers les autres à fermer leurs ateliers et à ne les rouvrir que quand tous les ouvriers en grève auraient fait leur soumission et auraient consenti à reprendre leur travail aux conditions débattues individuellement par chacun d'eux avec le maître.

C'était une mesure désespérée que cette fermeture des ateliers, car déjà on y avait eu recours en 1837, et si elle avait jeté la misère et la détresse parmi les ouvriers, elle avait été la ruine de plus d'un parmi les fabricans. On a dit que les manufacturiers de Preston, dans leur propre intérêt et dans un sentiment d'humanité, auraient pu ne pas aller jusqu'à cette extrémité. Nous ne sommes pas de cette opinion, et l'événement a failli prouver que les manufacturiers n'avaient pas eu trop de toutes leurs armes pour se défendre. Ils ne se dissimulaient aucune des tristes conséquences de leur résolution pour eux-mêmes et pour les autres, mais ils croyaient de leur

devoir, pour eux et pour le pays tout entier, de ne pas reculer. En conséquence, le 15 septembre 1853, une affiche placardée sur tous les murs de la ville faisait connaître aux ouvriers qu'ils avaient jusqu'au 15 du mois suivant pour aviser à ce qu'ils avaient à faire et réfléchir sur les maux auxquels leur fol entêtement allait les exposer.

II.

Cette déclaration produisit une sensation extrême. Dans un langage modéré, mais très ferme, les filateurs se plaignaient de ce que leurs ouvriers, sans tenir compte des concessions récentes qu'on leur avait faites, ni des embarras que leurs patrons éprouvaient en ce moment, cédaient à des suggestions étrangères et prétendaient dicter par la force des conditions que pas un d'eux n'essayait de discuter, tant ils en sentaient tous l'exagération. Ils leur reprochaient de s'être placés sous le joug de quelques misérables venus du dehors, sans relations avec eux, vivant à leurs dépens, et qui s'arrogeaient le droit de les conduire et de déterminer à quelles conditions il leur était permis d'user de leurs bras et de vivre de leur travail. « Que les ouvriers, disaient-ils, se soumettent à cette tyrannie, ils en sont les maîtres; mais, quant à nous, nous ne transigerons pas avec elle, et si dans un mois tous ne sont pas rentrés dans les ateliers, nous sommes fermement résolus à les fermer, quelques conséquences qui puissent en résulter pour nous-mêmes et pour les malheureux qui en seront victimes avec nous. Ceux-là seuls qui nous auront forcés d'en venir à cette extrémité en porteront la responsabilité devant le pays et devant leurs propres familles. » En tête des signatures de la déclaration figurait celle d'un fabricant qui, à lui seul, occupait plus de cinq mille ouvriers.

Les ouvriers, étourdis un moment du coup qui leur était porté, semblèrent fléchir dans leur résolution. Leur comité, par l'organe de son président et de son secrétaire, demanda aux fabricans de se réunir en conférence pour y régler la querelle, mais ceux-ci répondirent qu'ils ne connaissaient rien de ce *soi-disant comité,* et qu'il était à leurs yeux sans qualité pour s'interposer entre eux et leurs hommes. Les manufacturiers de toute l'Angleterre applaudirent à cette énergie, et sans aller aussi loin que leurs confrères, parce que l'attitude des ouvriers chez eux n'était encore que menaçante, la plupart se préparèrent à la lutte pour le cas où elle s'ouvrirait, et presque partout ils se formèrent en association. Dans les villes de fabrique qui avoisinent Preston, plus de quatre-vingt-dix chefs de maisons s'unirent entre eux sous le nom d'*association de défense.* A Manchester, on se hâta de jeter les bases d'une semblable organi-

sation. A Burnton, on fit plus : quelques hommes, dans deux manufactures, ayant demandé une augmentation de salaire et ne l'ayant pas obtenue, leurs camarades avaient tous quitté le travail; les fabricans, alors au nombre de cinquante-sept, pour arrêter le mal à son principe, s'engagèrent mutuellement, sous peine de 2,000 livres sterling de dédit, à fermer tous leurs ateliers, si les ouvriers ne reprenaient pas leurs travaux dans les deux manufactures abandonnées. A Blackburn cependant il n'en fut pas ainsi : huit manufactures étaient fermées et plus de quinze mille ouvriers s'étaient mis en grève; mais les maîtres n'agirent pas de concert, chacun avisant à ce qu'il croyait avoir de mieux à faire pour son propre compte, et les uns transigèrent avec leurs ouvriers, tandis que les autres leur résistaient. On le voit, toute l'industrie cotonnière de l'Angleterre était en émoi : pas une ville qui n'eût ses grèves, ici persistantes, là passagères, victorieuses sur un point, vaincues sur un autre, et dont il serait difficile de suivre les phases dans ce pêle-mêle de concessions et de résistances. L'intérêt dominant se concentrait en définitive à Preston; là était le véritable champ de bataille sur lequel les deux camps avaient réuni toutes leurs forces, et où il y allait de la victoire ou de la défaite pour l'un ou l'autre parti. La lutte y fut longue et acharnée, et quoique les ouvriers aient dû finir par céder, ce sont eux qui ont montré le plus d'énergie et de ténacité. Il y a eu là, au service d'une mauvaise cause, une puissance d'organisation et une habileté de tactique de la part des chefs du mouvement, — et de la part de ce peuple d'ouvriers une docilité à se soumettre à leurs directions, une ardeur de haine contre leurs anciens patrons, une patience et une résignation à supporter les plus dures misères, — qui ont dû provoquer de sérieuses réflexions en Angleterre. Ce grand pays doit se tenir pour averti des périls qui menacent son industrie : ceux qui ont essayé d'y faire brèche ont été trop près d'atteindre leur but pour qu'au fond de leur cœur ils n'aient pas gardé l'espoir d'être une autre fois plus heureux, et pour qu'à la première occasion ils ne soient pas disposés à rentrer en lice.

Le terme fatal marqué par les fabricans allait expirer; leur résolution de fermer les ateliers était irrévocable. Pas un ouvrier ne pouvait se faire illusion sur le sort qui l'attendait : ceux qui jusque-là s'étaient maintenus en bonne harmonie avec leurs patrons et qui n'avaient pas discontinué leur travail, comme ceux qui avaient déjà rompu avec eux et qui s'étaient mis en grève, tous allaient cesser de recevoir leur paie, et plus de vingt-cinq mille individus, hommes, femmes et enfans, dont les salaires réunis montaient à 12 ou 13,000 livres sterling par semaine, allaient dépendre de la charité publique, ou plutôt de l'assistance de leurs camarades des au-

tres villes. Le moment était solennel, et le courage dut faillir à plusieurs. Quand, le soir, le père d'une nombreuse famille rentrait au logis, et que, soustrait aux excitations du dehors, il jetait son regard sur l'avenir pour le ramener ensuite autour de lui, sur sa compagne et les pauvres créatures — fruit de leur union, plus d'une fois son cœur dut s'émouvoir à la pensée des souffrances réservées à ces chers objets de ses affections; mais le malheureux était passé sous un joug mille fois plus dur que n'avait pu l'être celui de ses patrons les plus impitoyables : il avait asservi sa volonté à celle d'autrui; il était sous l'esclavage de sa fausse honte. Vis-à-vis de ses camarades, qui au fond peut-être n'étaient pas plus résolus que lui, mais qui affectaient de l'être, il appréhendait de passer pour timide, pour traître à la cause commune, et le lendemain son ardeur factice le poussait souvent au milieu des plus forcenés. Les chefs du mouvement d'ailleurs, les agitateurs étaient là, qui, par leurs discours et leurs excitations, enflammaient les passions et interdisaient tout accès aux pensées de sagesse et de conciliation. Ils tenaient *meetings* sur *meetings;* ils s'y répandaient en invectives contre les manufacturiers, exagérant leurs profits et leur opulence, énumérant, au milieu des cris d'exécration de l'assemblée, les actes de rigueur que l'on pouvait reprocher à quelques-uns d'entre eux, et qu'ils avaient soin de grossir. Ils parlaient surtout avec emphase des preuves de sympathie que leur donnaient les ouvriers des autres villes, des envois d'argent déjà reçus et de ceux qu'on leur promettait, beaucoup plus abondans, pour l'avenir. Invariablement ils finissaient en poussant le cri, répété avec enthousiasme par la foule, de « dix pour cent, et point de capitulation! »

Ces chefs de la ligue, au nombre de huit ou dix, qui d'ordinaire montaient sur les *hustings* pour haranguer le peuple, étaient la plupart des hommes d'un incontestable talent, de celui du moins qui agit sur les masses et les entraîne. Chacun d'eux avait son thème favori, approprié à la nature particulière de son esprit; chacun d'eux, à son apparition, était salué par un surnom tiré de la similitude plus ou moins réelle qu'on lui prêtait avec tel ou tel membre du parlement. « Voilà, disait-on, Smith, notre président, que n'égale pas le président de la chambre des communes. Voilà Cheetam, notre Disraeli. Voilà Whittle, notre Hume. » Il y en avait d'autres encore dont le peuple comparait la voix à celle du tonnerre : c'était Gallagher et Mortimer Grunwhaw, « la tempête du comté de Lancastre. » Ces derniers jouissaient l'un et l'autre d'une grande faveur auprès des masses; ils étaient moins bien vus des autres chefs de l'agitation, qui doutaient de la délicatesse de Grunwhaw, et qui, jaloux sans doute de la supériorité d'éducation de Gallagher, disaient de lui :

« C'est un homme de collége, mais qui ne saurait se tenir entre les deux roues d'une machine. » Gallagher était en effet le seul lettré parmi les chefs de la ligue : secrétaire du comité, il était chargé de rédiger les proclamations aux ouvriers, et son style, tout en figures et en images, recouvrait de paroles emphatiques d'ardens appels aux plus mauvaises passions de ceux à qui il s'adressait. Mais l'agitateur hors ligne, celui à qui tous les autres cédaient le pas, et qui en réalité menait le mouvement, c'était George Cowel. Il était l'idole de la foule, qui avait mis en lui toute sa confiance, et qui la lui a conservée jusqu'au dernier moment. Simple filateur à Preston, la nature l'avait fait orateur, et sa voix avait une rare puissance, qui tenait moins encore peut-être à son talent qu'aux sympathies pour sa personne et son caractère. Le romancier Dickens, qui s'était rendu à Preston pour y recueillir des études de mœurs, et qui écrivait dans un journal, le *Daily News*, regardé de tout temps comme favorable à la cause des ouvriers, a tracé de Cowel le portrait suivant : « George Cowel est le plus populaire auprès des ouvriers, et, selon nous, il mérite de l'être, car c'est en toute chose un homme vraiment remarquable. Sa taille est au-dessus de la moyenne, son visage est pâle; il a l'œil clair, ouvert et joyeux, le front large; toute sa personne respire un air de résolution et de sincérité qui dès le premier abord lui concilie les sympathies de son auditoire; il parle le rude dialecte de sa contrée, il connaît tous les mots de convention en usage parmi les ouvriers, et il en use avec la conscience de la force que cela lui donne sur eux. Si une objection s'élève de la foule, sa répartie vive et d'ordinaire facétieuse fait taire aussitôt l'interrupteur. C'est en un mot un des plus parfaits orateurs populaires que nous ayons jamais entendus. » Les adversaires mêmes de Cowel louaient son talent et professaient de l'estime pour sa personne. « Abstraction faite, disaient-ils, de ses opinions fondées nous ne savons sur quels motifs, et qui, si elles sont sincères, méritent d'être respectées, nous le tenons pour un homme digne d'honorer une juste cause. »

Au second rang, mais très loin après Cowel, venait Swingkhurst, qui, comme il s'en vantait lui-même, avait été depuis trente ans mêlé à toutes les agitations populaires de son pays. Sa taille athlétique, son geste hardi et sa figure impudente, toute couturée par la petite vérole, l'avaient comme prédestiné à ce rôle de tribun. Il affectait de porter les vêtemens les plus communs et d'être inculte dans tout son extérieur. Bien différent de Cowel, qui gardait toujours une certaine mesure de langage dans ses attaques contre les patrons, Swingkhurst prodiguait l'injure et les expressions grossières; il était loin cependant de manquer d'habileté et de finesse

dans le raisonnement, et pour défendre ses opinions il avait une certaine somme de connaissances à sa disposition.

Tels étaient les chefs de bataille dans le camp des ouvriers. Trois ou quatre autres à côté d'eux, sans être orateurs, avaient aussi leur influence stratégique; mais les véritables meneurs étaient ceux que l'on vient de nommer. Ce sont eux qui, pendant six mois, ont tenu la population de Preston en haleine, l'ont, malgré des tiraillemens de toute sorte, poussée à un but commun, compacte et serrée comme un seul homme. Il faut tenir compte sans doute de l'ignorance et de la faiblesse d'esprit du plus grand nombre de ceux qui s'étaient livrés à leur direction. On se ferait en effet une fausse idée du mouvement de Preston, si l'on croyait que les vingt-cinq mille individus qui y ont pris part étaient des chefs de famille, des hommes que l'âge et l'expérience de la vie avaient mûris. Plus de la moitié se composait de femmes et de jeunes filles, ou de jeunes garçons à peine sortis de l'enfance. Pour comprendre cependant le prestige que les agitateurs ont aussi exercé sur les ouvriers mieux préparés par l'âge à discerner leurs intérêts, il faut se rappeler le soin jaloux que le peuple anglais apporte à maintenir ce qu'il croit être son droit. Tout homme qui s'en porte le défenseur est assuré d'être écouté. L'ignorance même des masses, dont elles ont le sentiment et dont elles se tourmentent, ne les dispose que mieux à la docilité. Là où elles ne voient pas clair, elles acceptent un guide avec empressement.

Déjà l'on a vu qu'un des secrets de la tactique des chefs de la ligue avait été de choisir un mot de ralliement court, précis et rapidement saisissable, tel que celui de « dix pour cent. » Ils ne faisaient pas preuve d'une moindre habileté en s'appuyant sur les sentimens d'humanité et de religion : soit respect humain chez les uns et domination sur eux de l'opinion publique, soit chez les autres (et, à l'honneur de la nation, c'est l'immense majorité) conviction sincère, tout le monde en Angleterre a ces sentimens au fond du cœur ou les professe de bouche. L'esprit du christianisme y prévaut et s'y révèle, non pas seulement par la soumission aux pratiques extérieures que la religion commande, mais surtout par la commisération pour les classes souffrantes. Nous en avons eu de nos jours une manifestation éclatante dans la persévérance du pays à demander l'abolition de l'esclavage, et dans la résignation du gouvernement à souscrire à cette mesure, nonobstant le sacrifice de près de 25 millions sterling qu'il fallut imposer au trésor public et la ruine dont l'émancipation menaçait les colonies. Depuis, ce même esprit est resté vivace au cœur de la nation. Chaque année, le parlement s'en fait l'interprète par des lois et des règlemens nouveaux, tous destinés à adoucir la condition des travailleurs. Les chefs du

mouvement de Preston ne pouvaient donc mieux faire pour leur cause que de l'identifier avec celle de la religion et de la justice. Ainsi firent-ils, peut-être par calcul, peut-être avec sincérité. Il est certain du moins que, parmi les ouvriers, pas un ne doutait que leurs maîtres ne manquassent à ces lois vis-à-vis d'eux. Nul n'avait cherché à se rendre compte de la situation actuelle des manufactures, de leurs profits ou de leurs pertes, et de la résistance motivée ou arbitraire que leurs patrons opposaient à leurs demandes. La question pour eux avait passé du domaine de l'économie dans celui de la morale; pour eux, la dispute soulevée se débattait entre la pauvreté sans appui et la richesse forte de sa puissance. Qu'était-ce qu'un shilling à donner par semaine pour celui qui en possédait des millions? Que penser de lui s'il le refusait, sinon qu'il était un homme sans entrailles et sans pitié, qu'il n'était pas un chrétien, et qu'il répondrait de cette insensibilité au tribunal de Dieu?

Les passages destinés à provoquer ces sentimens abondent dans les placards affichés tous les jours sur les édifices publics pendant la grève, comme dans les discours prononcés aux *meetings*. Ici on lisait : « Devant le Dieu de justice et devant notre pays, si renommé pour son humanité, nous protestons solennellement contre la dureté des chefs de manufactures envers leurs employés. » Plus loin : « Un mois s'est écoulé depuis que plus de trente mille ouvriers sont sans ouvrage et réduits à vivre de la charité publique. Depuis ce temps, les pleurs versés par la veuve aux pieds de l'oppresseur ont été recueillis dans le vase de la justice de Dieu. Les cris de l'orphelin affamé sont montés aussi haut que ceux des Juifs esclaves en Égypte. Pour ces veuves, pour ces orphelins, nous implorons votre pitié. » Les orateurs des *meetings* comparaient les ouvriers en grève à des « âmes en peine. » Les comptes-rendus de ce long débat s'appelaient « le récit des souffrances des travailleurs. » L'union entre eux, c'était « la rédemption de l'industrie. » Dans une assemblée tenue à Stockport, l'orateur, s'adressant au peuple, lui dit : « Les travailleurs du Lancashire, chassés aujourd'hui de leurs ateliers, sont le Lazare de ce pays; ils gisent couchés aux portes de ces ateliers, réclamant de l'ouvrage. Le Lazare de l'Évangile est mort, et il a été porté par les anges dans le sein d'Abraham. Le riche de l'Évangile est mort aussi, et il a été jeté dans les tourmens de l'enfer. Le jour viendra où le filateur de coton paraîtra à la barre de la justice de Dieu côte à côte avec celui à qui il a refusé du travail. » C'est ainsi qu'à ce peuple accoutumé à voir les riches et les puissans de son pays s'occuper de son sort et de l'adoucissement de ses misères, on représentait comme des cœurs endurcis et insensibles à ses maux ceux avec qui il avait ses rapports les plus intimes,

et dont l'existence était le plus étroitement liée à la sienne. A ces fils des puritains de Cromwell, qui, ainsi que leurs pères, se nourrissent de la lecture de la Bible et qui ont gardé quelque chose de leur fanatisme religieux, on parlait le langage des livres saints, pour attiser leurs haines contre les hommes qu'ils considèrent comme les *cavaliers* de notre temps.

Dans un autre ordre d'idées moins sombre, mais avec une égale connaissance des instincts de la multitude et un égal succès d'entraînement, on échauffait l'imagination des masses par des compositions littéraires mises à leur portée, et dont le sujet ordinaire était tiré de la vie de l'ouvrier avec ses souffrances et de celle du manufacturier avec ses plaisirs et ses joies. Des satires, surtout des chansons et des ballades, se succédaient, les unes plaintives et émouvantes, les autres pleines de colère et d'imprécations; elles étaient la plupart l'œuvre des ouvriers eux-mêmes; on les chantait dans les rues et dans toutes les réunions : les adresses affichées sur les murs portaient pour épigraphes des strophes tirées de ces poèmes. C'était en les chantant qu'on ouvrait et terminait les *meetings*, et quand des milliers de voix unies, s'animant l'une par l'autre, répétaient en chœur ces paroles cadencées, la foule n'était plus saisie d'enthousiasme, elle était en proie à une sorte de délire et de frénésie : l'air retentissait des cris de « dix pour cent! vengeance sur nos oppresseurs, les lords du coton! mille fois la mort plutôt que de nous soumettre à ces tyrans! » Sans aucun doute, ces effusions lyriques ont été l'un des principaux instrumens de l'agitation et l'un de ses soutiens les plus puissans. Le recueil en existe, et il est volumineux. Des citations prises au hasard donneront l'idée de l'esprit de colère qui les inspirait toutes; mais quelques-unes, que nous allons citer, se recommandaient en outre par un réel mérite poétique, qu'une traduction en prose et en langue étrangère reproduira, nous le craignons, difficilement.

DIX POUR CENT.

Chanson nouvelle sur la grève de Preston.

« Allons, vous tous, hommes de la liberté, en quelque lieu que vous soyez, prêtez l'oreille, je vous prie; écoutez-moi. Je chante la grève des Prestoniens; armés d'un bon courage, ils tiendront fermes, par ma foi, tant qu'ils auront la vie et du sang dans les veines.

« *Chœur.* — Or ça, mes gars, ne vous laissez pas abattre, mais raidissez-vous pour la lutte. Nous ne céderons pas, nous ne quitterons pas le champ de bataille que la journée ne soit gagnée!

« En mil huit cent quarante-sept, mes gars, — c'est triste à dire, — on nous enleva le dix pour cent, et cela sans faire de façons. Aujourd'hui que

nous voulons le ravoir, nos maîtres, dans leur mauvaise humeur, nous répondent : « Vous ne l'aurez pas, » et nous voilà sur le pavé.

« *Chœur.* — Or ça, etc.

« Il y a aussi les hommes de Blackburn et de Stockport, — je l'ai entendu de leur bouche, — qui sont prêts à nous donner leur appui et à nous suivre dans la carrière. Unissez-vous donc en phalange compacte, et ne consentez jamais à retourner à vos métiers sans le *dix pour cent*.

« *Chœur.* — Or ça, etc.

« Dans la ville de Preston, je le crois, les maîtres sont nos ennemis; mais quelques-uns d'entre eux, avant qu'il soit longtemps, porteront des habits en lambeaux. Nous resterons unis comme un seul homme, et nous n'aurons plus lieu de gémir, lorsque sera finie cette grande guerre du *dix pour cent*.

« *Chœur.* — Or ça, etc.

« L'hiver approche; il fera bien froid, mais nous persévérerons dans notre demande, comme des guerriers pleins d'audace. Et si les maîtres ne cèdent pas et ne consentent pas nettement à la chose, nous tiendrons bon jusqu'à ce que leurs fabriques s'écroulent pour la cause du *dix pour cent*.

« *Chœur.* — Or ça, etc. »

COMPLAINTE DE LA MÈRE QUI A PERDU SA FILLE.

« Venez et consolez-moi dans ma douleur. Je reste seule à gémir sur cette terre. Mon enfant chérie m'est ravie, et je dois maintenant pleurer à jamais. Elle était pour moi tout ce que je pouvais souhaiter. Si elle m'avait été conservée, j'aurais été contente; mais, hélas! elle est morte martyre de la cause du *dix pour cent*.

« Quand vint cette triste nuit où elle devait mourir, son cœur était léger et gai. Elle se rendit avec les autres au lieu fixé pour y recevoir son salaire. Elle parla en termes chaleureux d'un avenir meilleur, elle exprima l'espoir que les patrons consentiraient enfin à donner aux ouvriers du *Card Room* leur juste et légitime *dix pour cent*.

« La chambre qu'on s'était engagé à leur donner leur fut refusée, parce que leur pauvreté choquait l'orgueil de leur maître. On les entassa dans une toute petite chambre, qui s'écroula bientôt, et précipita dans les bras de la mort ma fille unique, victime du *dix pour cent*.

« Oh! puisse le Dieu du ciel jeter un regard sur le pauvre qu'on opprime et punir sans merci les orgueilleux contempteurs du droit! car mon enfant chérie a disparu pour toujours. Pour moi, plus de bonheur; mais j'espère vivre pour voir l'indigent en possession de son *dix pour cent*.

« Adieu donc, Jeanne, ma bien-aimée; mais bientôt, j'en suis sûre, nous nous reverrons dans ce monde serein où nul maître n'osera nous opprimer ni nous affliger. Je murmurerai une prière au Très-Haut, afin qu'il redresse nos griefs et qu'il donne à ses pauvres, désarmés qu'ils sont, leur juste et légitime *dix pour cent*. »

JAMAIS LES ANGLAIS NE SERONT ESCLAVES.

« Anglais, compatriotes, levez-vous! La lutte dure encore, la lutte entre les enfans du travail et la bande des maîtres. Notre cause est juste, aidez-

nous dans toute votre force, et prêtez votre appui à ceux qui combattent pour nos droits.

« Les tyrans ont parlé; ils ont dit avec orgueil qu'ils fermeraient les fabriques et nous priveraient de notre pain, qu'ils nous forceraient à recevoir, humbles et soumis, les gages qu'on jugerait à propos de nous donner.

« Sans doute ils ont oublié, eux les forts et les orgueilleux, que nous sommes décidés à revendiquer notre héritage; mais, quoique nous soyons pauvres et indignement opprimés, le vieux courage anglais vit encore dans nos cœurs.

« Comment! nous, enfans de l'Angleterre, nous qui nous vantons d'un sol inviolable, retournerons-nous au travail, et nous soumettrons-nous humblement à recevoir les gages que ces maîtres opulens voudront bien nous donner?

« Nous ne voulons pas en imposer, nous ne visons pas à la souveraineté; nous ne demandons que des gages qui nous fassent vivre. C'est là ce que nous réclamons énergiquement, et nous ne faiblirons pas avant d'avoir obtenu notre *dix pour cent*.

« Étrangers et amis, de près et de loin, vous avez versé à pleines mains les fonds pour nous aider dans cette guerre. Nous avons toujours besoin de votre aide, et nous comptons que vous ne cesserez pas d'appuyer la cause commune.

« Faut-il que ceux qui gagnent leur vie à la sueur de leur front courbent la tête devant les décrets des tyrans? Ouvriers anglais, c'est à vous de décider si les citoyens de Preston seront esclaves ou libres. »

Chaque semaine, le comité chargé de recevoir les offrandes des ouvriers du dehors et de les distribuer entre ceux de Preston rendait compte de ses opérations, et ce rapport, envoyé par toute l'Angleterre, était toujours précédé de stances dans le style de celles que l'on va lire :

« Tyrans! suspendez vos desseins; le ciel prend parti pour la cause de la liberté. De nobles cœurs battent en ce moment, décidés à vaincre ou à mourir. Forgez de nouveaux fers pour le genre humain, insensés! vous ne sauriez commander aux âmes. Mettez les instrumens de la mort aux mains de vos mercenaires et de vos esclaves, la liberté triomphera tout de même.»

« Enfans de cette magnifique terre, vous êtes égaux dès votre naissance. Unissez-vous d'une commune volonté; nul ne vous dépouillera de votre petit avoir. Anglais, vous qui êtes les rois de l'onde, qui dites que vous ne serez jamais esclaves, oh! je le demande avec douleur, êtes-vous encore des hommes libres? »

« Nous que l'on dit être l'œuvre chérie de Dieu, pourquoi souffrons-nous sous la verge du tyran? Nous qu'on appelle les cœurs de chêne, nous nous sommes courbés trop longtemps sous le joug de la servitude; nos membres robustes, soutenus par des muscles vigoureux, ont supporté trop longtemps le fouet des suppôts de l'oppression. Il est temps, mes amis, de commencer à être des hommes. »

« Levez le front, milliers de travailleurs! Il y a une bande d'hommes au cœur de lion qui ont fait vœu de balayer l'oppression du sein de votre pays, devenu la proie des tyrans. Allez, ralliez-vous autour de l'étendard arboré pour conquérir la paix suprême, et ne quittez point le terrain que le cri de celui qu'on pressure n'ait cessé. »

A ces excitations puissantes se joignaient celles des *meetings* qui se tenaient plusieurs fois par semaine. Tout devenait occasion d'assemblées et de discours : l'arrivée d'un délégué d'une ville voisine, l'arrestation d'un ouvrier condamné par les magistrats pour avoir troublé la paix publique, une proclamation du comité des maîtres que l'on tenait à ne pas laisser sans réponse, etc. C'était dans ces réunions que le pouvoir des meneurs se fortifiait; ils y recouraient quand il leur paraissait que les ouvriers se laissaient aller à la défaillance, et dans les momens d'effervescence ils en profitaient pour échauffer encore plus les têtes. Un placard affiché sur les murs annonçait alors qu'on se réunirait le lendemain, et bien avant l'heure indiquée on voyait de longues files de ce peuple qui ne savait que faire de son oisiveté forcée, et pour qui ces spectacles étaient un passe-temps favori, se diriger vers une immense salle qui de temps immémorial a été en grande faveur chez les Prestoniens. Elle s'appelle aujourd'hui *Temperance hall*, du nom de la société qui a entrepris de faire renoncer à l'usage des liqueurs spiritueuses et qui y tient ses séances; mais le peuple lui a conservé son vieux nom de *Cockpit*, en mémoire des combats de coqs qui s'y donnaient autrefois. Depuis, le mormonisme y avait prêché ses rêveries naissantes, Robert Owen son socialisme étrange, Cobbett y avait dénoncé le papier-monnaie, et Feargus O'Connor y avait expliqué les cinq points de son chartisme. Les doctrines commerciales que Cowel et ses associés y professèrent après eux n'allaient pas sans doute aussi directement à la subversion de la société, mais elles n'en avaient pas moins leur danger pour le pays. Des feuilles anglaises qui, sans se faire ouvertement les organes de la cause des ouvriers, y donnaient leur assentiment dans une certaine mesure, ont dit que ces *meetings*, par le bon ordre et la modération du langage qu'on y faisait entendre, auraient pu servir d'exemple à plus d'une réunion de ceux qui se nommaient l'élite du pays, à la chambre des communes elle-même. Il se peut que l'éloge ait été mérité souvent, car le caractère de la grève de Preston a essentiellement différé de celui des précédentes, dont la violence était l'arme ordinaire. En 1853, les chefs du mouvement furent plus habiles ou moins emportés. Évidemment leur premier soin avait été de ne point alarmer la société par le renouvellement des actes de barbarie qui l'avaient mise en émoi à une autre époque : autant qu'il leur était possible, ils se contenaient dans

leurs discours. Rarement il y eut de leur part provocation directe au désordre, et quand leurs sentimens, leurs théories, leurs récriminations étaient le mieux faits pour enflammer leur auditoire, ils lui recommandaient l'ordre et la tranquillité. Le plus souvent, il faut le dire, ils étaient obéis, tant leur influence sur les masses était puissante et la discipline respectée. Vers la fin de cette longue dispute cependant, quand la cause était perdue aux yeux des moins clairvoyans et que les ménagemens ne pouvaient plus la servir, plus d'un orateur s'en affranchit. On ne prononçait plus alors les noms des manufacturiers sans les accompagner d'épithètes injurieuses, dont les moins outrageantes étaient celles de *cotoncrates* et *shoddyocrates* (1). On les appelait aussi les *vampires du peuple*, les *suppôts de Satan*. C'est surtout dans les adresses écrites, dans les communications faites par le comité de secours aux travailleurs, que la haine débordait. On s'adressait alors aux plus mauvais instincts du peuple, à ses passions les plus basses, à celles qui partout, quand elles prévalent, le poussent à la guerre sociale.

« Bien longtemps (lisait-on dans une lettre de remercîment adressée aux ouvriers d'une ville voisine), bien longtemps avant que les ouvriers de Preston se fussent résolus à revendiquer leurs droits, ils n'étaient plus que les serfs maltraités et méprisés de leurs maîtres : nos bras étaient pour eux comme une mine d'or de la Californie, et chaque jour nous descendions d'un degré de plus dans la fosse de misères et de souffrances. Qu'était-ce que cette prospérité commerciale tant vantée de notre pays? Plus de richesse pour le riche et plus de pauvreté pour le pauvre. Et parce que nous avons demandé à prendre notre part dans cette fortune que nous créons, parce que nous nous sommes unis, comme c'était notre droit, pour l'obtenir, ces maîtres impitoyables, les *lords du coton* de Preston, nous ont jetés hors de leurs manufactures, et trente mille créatures de Dieu souffrent de la faim et en périssent. Espérons des temps meilleurs! un jour viendra où le monde sera ce que le grand architecte a voulu qu'il fût, non un lieu de malheur, d'oppression et de souffrance, mais un séjour de paix, d'abondance et d'amour; l'avarice en sera bannie, et avec elle toutes les mauvaises passions nées du système actuel de fraude et d'injustice... La terre n'est pas faite pour le malheur du peuple; le Dieu impartial n'entend pas que les biens qu'il lui fait produire soient inégalement partagés. Il est contre sa volonté que celui qui sème et moissonne le grain en manque pour se nourrir, que ceux qui filent et tissent les étoffes n'en aient pas pour se couvrir, tandis que celui qui ne travaille pas possède plus de toile, de soie et de satin pour sa seule personne qu'il n'en faudrait pour satisfaire aux besoins de douze ouvriers et de leurs familles. Cette société, dans laquelle un petit nombre est gorgé de toutes choses et le plus grand nombre dénué de tout, a duré trop longtemps; nous en appelons au peuple de notre pays pour qu'il nous aide à établir un autre système, un système qui pro-

(1) Aristocrates du coton, aristocrates de la bobine.

curera à tous ceux qui travaillent la jouissance de ce qu'ils produisent. Nous voulons, en un mot, l'application de la divine sentence qui dit que celui-là ne mange pas qui ne travaille pas. »

Dans une adresse aux ouvriers filateurs, on lisait encore : « Cette terre d'Angleterre est appelée la terre de justice et de liberté. Amis, cela n'est pas : l'oppression règne sur ce pays, ce prétendu pays d'indépendance, où le despote et le tyran, c'est-à-dire les possesseurs du capital, ont le droit d'impunité pour leurs extorsions de toute sorte sur le pauvre et le faible; mais le temps du redressement est venu. » Dans une autre, « deux forces, disait-on, se sont dressées contre nous : l'aristocratie qui nous a volé la terre, et les capitalistes qui nous broient, ces capitalistes sortis du fumier. Nous ne tuerons pas nos tyrans, mais nous leur arracherons les dents et nous jouirons alors de l'Angleterre à notre guise et sans partage. »

Ces sauvages provocations ne furent pas entendues. Heureusement pour l'Angleterre, elles s'adressaient à des hommes chez qui domine le sentiment religieux; elles ne sortaient d'ailleurs, il faut le répéter, que de la bouche d'un petit nombre et des moins considérés parmi ceux qui se disaient les défenseurs du peuple et les soutiens de ses droits; elles émanaient la plupart du comité dirigeant de l'association des ouvriers fileurs, association qui, quoiqu'elle fît cause commune avec le reste des ouvriers de la ville et qu'elle déléguât quelques-uns de ses membres aux assemblées générales, s'était constituée sur des bases particulières, avait ses propres règlemens et ses propres chefs, dont la violence contrastait avec la modération habituelle que ceux des autres comités s'étudiaient à garder, et dépassait toujours les emportemens auxquels par momens ces derniers se laissaient aller aussi.

L'une des proclamations citées plus haut confondait dans une même malédiction la noblesse du royaume et les propriétaires des manufactures; mais ce sentiment d'une haine indistinctement vouée à ces deux classes de la société n'était propre qu'à celui qui s'en faisait l'organe en termes aussi grossiers : la masse des ouvriers ne le partageait pas. Les chefs surtout, qui se dirigeaient d'après une politique plus habile, avaient le soin d'établir à chaque occasion une différence entre l'aristocratie et ce qu'ils nommaient la *shoddyocratie*, entre les possesseurs de la terre et les manufacturiers, les *landlords* et les *coton-lords;* ils comptaient ou feignaient de compter sur les sympathies et l'appui des premiers, et leurs efforts tendaient à raviver les fermens de discorde qui, à l'époque du rappel des lois sur les céréales, avaient éclaté entre ces représentans des deux grands intérêts du pays, et qui avaient laissé dans le cœur des vaincus de sourdes colères et d'âpres rancunes. Ils rappelaient

avec complaisance, car c'était une arme à l'appui de leur propre cause, qu'à cette époque, les manufacturiers avaient souscrit des fonds pour le soutien de la ligue contre les lois sur les céréales, et qu'ils avaient eu leurs *meetings* et leurs comités auxquels ils conviaient jusqu'à leurs ouvriers, leur promettant qu'après l'abolition des droits sur les grains, les salaires hausseraient. Rétorquant l'argument, ils disaient : « Maintenant ces mêmes hommes que l'on a vus s'unir et se combiner pour accomplir cette œuvre qui n'a été pour nous qu'une déception et dont ils ont seuls profité, ces mêmes hommes prétendent que les ouvriers à leur tour n'ont pas le droit de s'associer, de former des comités, de fournir des contributions à la défense de leur cause; ils nous appellent des agitateurs gagés, et ils disent qu'ils ne rouvriront pas leurs ateliers tant que ces associations ne seront pas dissoutes. Voilà quelle est leur impartialité, leur justice! Quant à la hausse des salaires, ils justifient aujourd'hui les prédictions des propriétaires de la terre qui nous annonçaient qu'en poussant au rappel des lois sur les céréales, les manufacturiers n'avaient en vue que leurs propres fins. » De leurs adversaires ainsi attaqués les orateurs populaires se retournaient ensuite vers ceux dont ils voulaient se faire des auxiliaires : ils savaient par quels côtés ils étaient le plus sensibles, sur quel point le plus irritable il fallait porter la main pour rouvrir les blessures qui leur avaient été le plus douloureuses. Dans une adresse à la noblesse anglaise, on lisait ces mots perfides, écho des tristes appréhensions dont elle est tourmentée : « Il est bien connu que les lords du coton, dont chaque mouvement révèle l'hostilité contre vous, convoitent vos propriétés pour arriver avec cette possession au gouvernement de l'état. » Quelques partisans du vieux système protecteur, quelques lords irrités encore du coup que le succès de la ligue de Manchester avait porté tout à la fois à leur fortune et à leur influence, s'imaginèrent que le moment de la revanche était venu, et ils auraient voulu le mettre à profit. Les journaux qui recevaient leurs inspirations essayèrent de plaider de nouveau auprès des masses une cause récemment perdue, avec quel éclat, on le sait, mais à laquelle les circonstances présentes paraissaient venir en aide. On tint même des *meetings* dans lesquels on ne ménageait pas plus l'injure aux manufacturiers que l'assurance de la compassion à leurs ouvriers. Il fut aisé de voir bientôt que ces ouvriers que l'on caressait ne se méprenaient ni sur les motifs ni sur le but des attaques ainsi dirigées contre leurs ennemis du moment, et que ces affectations de souci et de sympathie pour leur bien-être ne les touchaient que faiblement. Les travailleurs en Angleterre pouvaient croire, et ils le croyaient alors, que les nouvelles lois commerciales ont servi d'autres intérêts que les leurs, ou que

l'application n'en a pas été faite à leur profit autant qu'elle devait l'être; mais parmi ces lois il en est une, celle sur les céréales, qui, du moins, n'a pas trompé leurs espérances. Les effets de cette loi bienfaisante sont de tous les jours, et si l'on y portait la main, ils sont prêts à la défendre au cri répété avec plus d'ardeur encore qu'en 1847 : *No bread tax!* Malgré les ambages dont on cherchait à voiler une pensée qu'on n'osait pas produire ouvertement, l'instinct populaire la devinait donc, et il la repoussait de toutes ses forces.

Si l'on a mentionné ici cette tentative de retour à un temps qui ne peut plus revivre, c'est qu'elle a été un des incidens, quoique très éphémère, de la lutte que l'on raconte; mais il y aurait injustice à imputer de tels sentimens à l'aristocratie entière. Les manifestations contre les lois nouvelles n'ont été l'œuvre que de certains de ses membres obstinés ou aventureux, des enfans perdus de son parti, si l'on peut parler ainsi. Plus d'un vieux lord sans aucun doute, tout en se tenant à l'écart de ce mouvement, en souhaitait le succès, et il y aurait applaudi : il aurait joui de ces représailles exercées contre des rivaux qu'il déteste, et dont il a peur; mais aux uns l'entreprise a paru folle et impraticable, et les autres, en plus grand nombre, y répugnaient par esprit de probité, — c'est leur honneur, — et dans un intérêt bien entendu de propre conservation, — ç'a été leur sagesse. Si l'aristocratie anglaise avait été assez peu clairvoyante pour croire qu'elle pouvait recouvrer par le moyen des classes ouvrières ce qu'elle a perdu de son influence politique, dévolue aujourd'hui en partie à l'industrie et au commerce, si elle eût prêté son assistance aux insurgés de Preston dans leurs projets de domination sur leurs patrons, le moment n'aurait pas tardé à venir où elle aurait eu besoin de se défendre elle-même contre les tentatives de ces dangereux alliés.

III.

Toutes les ressources mises en œuvre par les conducteurs du mouvement, et que l'on vient d'énumérer, ne formaient en quelque sorte que le levier moral de la machine d'agitation, à laquelle il fallait un support matériel. Ce n'était pas assez que de faire redire à la foule : « Dix pour cent et pas de capitulation! » En attendant ces 10 pour 100 promis et toujours remis au lendemain, elle était privée de son salaire du temps passé, et il n'en fallait pas moins qu'elle se nourrît et qu'elle vécût. Des douze ou treize mille livres sterling qu'elle recevait autrefois par semaine, elle ne touchait plus un seul penny; les épargnes avaient été promptement épuisées. Les vêtemens, les ustensiles de ménage les plus indispensables avaient été vendus ou

mis en gage : le dénûment et la faim parlaient alors plus haut que les orateurs, et bientôt on se serait résigné à obéir à leurs injonctions avec plus de soumission qu'à la voix de Mortimer Grunwhaw et à celle même, si puissante qu'elle fût, de George Cowel. Ce n'étaient plus des paroles, c'était du pain que vingt-cinq mille individus, hommes, femmes et enfans des deux sexes, demandaient chaque jour. On va voir comment la ligue pourvut à cette impérieuse nécessité, non pas assurément dans toute la mesure des besoins de ces malheureux, mais assez pour qu'avec leur incroyable patience et le fanatisme qui les exaltait, ils soient restés dociles sous le joug, et que leur héroïque constance, digne d'une meilleure cause, ait soutenu cette longue lutte, réputée impossible, jusqu'au jour où leurs conducteurs, contraints d'avouer leur impuissance, les dégagèrent de leurs sermens. Nous entrons ici dans la partie la plus dramatique de cette histoire, dans cette période des trois mois les plus rigoureux de l'hiver de l'année 1853, pendant lesquels l'agitation avait réuni toutes ses forces et s'est montrée le plus acharnée.

Toute l'Angleterre était attentive à ce qui se passait dans une de ses bourgades, car elle sentait la portée de la lutte qui y était engagée. La question ne regardait pas seulement les ouvriers de Preston et leurs maîtres, elle était celle des ouvriers et des chefs de toutes les industries du pays. Si on avait pu le mettre en doute, les ouvriers de ces diverses industries l'auraient fait comprendre par les encouragemens qu'ils adressaient à leurs camarades et par les nombreux secours d'argent qu'ils leur envoyaient. Les chefs des établissemens manufacturiers à leur tour allaient eux-mêmes témoigner de leurs appréhensions en se cotisant au profit de leurs confrères, qui, faute de ces contributions, pouvaient mettre en péril la cause commune en perdant la leur. De ce côté pourtant, le concours n'eut pas le caractère de généralité qu'il avait pris du côté des ouvriers. Tandis que les artisans de tous les métiers et les ouvriers de tous les corps d'état les plus étrangers à la fabrication du coton s'unissaient, par leurs dons et leurs offrandes, aux tisseurs et fileurs de Preston, les manufacturiers de cette ville ne furent secourus que par ceux du comté de Manchester, engagés dans la même industrie, et encore l'intérêt commun, le souci de l'avenir, ne furent-ils pas l'unique mobile qui fit agir ces auxiliaires; il y eut de leur part des calculs d'intérêt personnel : ils ne furent pas sans tenir compte du profit qui revenait à leurs fabriques du long chômage de celles de leurs concurrens.

Il y avait, comme on l'a dit, urgence pour George Cowel et ceux qui s'étaient associés à lui dans la direction du mouvement à se procurer le nerf indispensable à toute guerre : c'est là qu'ils se mon-

trèrent de véritables et dignes chefs de parti. Leur fertilité d'expédiens, l'habile emploi de leurs moyens, justifièrent la confiance que leurs camarades avaient mise en eux.

La campagne s'ouvrit par une longue adresse élaborée avec soin : on y rappelait l'origine et les divers incidens de la dispute, tous présentés à l'honneur de l'ouvrier; on y vantait son bon droit et sa modération mise en regard de la dureté impitoyable de ses patrons, et après une peinture navrante des souffrances qu'il endurait à Preston et qu'il était prêt à supporter jusqu'à la dernière extrémité pour défendre la cause de tous ses frères, on invoquait l'assistance de ceux-ci au nom de l'humanité et de leur propre intérêt. Cette adresse fut répandue avec profusion dans le royaume. A la première réception des secours qu'elle avait provoqués, on en fit une autre de remerciemens, et ce moyen de tenir le peuple en haleine ayant été trouvé efficace, on y recourait à toute occasion, un jour pour signaler au pays la libéralité des ouvriers de telle ville ou de tel corps d'état, un autre jour pour stimuler l'émulation de ceux qui s'étaient montrés moins généreux. Les comptes-rendus hebdomadaires envoyés dans tous les grands centres de manufactures et d'industries n'étaient eux-mêmes, sous une autre forme, qu'un appel incessant à l'assistance publique, car ils étaient tous précédés de quelques lignes énergiques sur la misère croissante du peuple de Preston et la nécessité de soutenir ses efforts. On variait les tons selon les sentimens supposés de ceux que l'on voulait émouvoir. Il y avait des adresses au clergé, dont on sollicitait l'aumône que la loi de Dieu lui impose comme le premier de ses devoirs envers les souffrans et les opprimés; il y en avait au peuple de l'Irlande pour lui recommander ses nombreux coreligionnaires en détresse sur la terre étrangère. « Vainement, lui disait-on, vos pauvres frères ont essayé de se soustraire à la tyrannie de vos *landlords,* ils en ont trouvé une beaucoup plus dure chez nos manufacturiers et nos capitalistes de l'Angleterre. » Il y eut une adresse spécialement destinée aux femmes et aux filles de tout le royaume; on invoquait leur humanité pour les orphelins de Preston en proie aux horreurs de la faim, et pour les pauvres créatures que la misère exposait aux tentations du vice. La passion la plus amère respirait dans toutes ces communications; dans quelques-unes, l'exagération et la violence du langage dépassaient toutes les bornes. Ainsi, après un essai de conciliation qui n'avait pas réussi, les fabricans s'étaient déterminés à appeler des ouvriers étrangers. Une proclamation intitulée « le travail en danger, » et signée cette fois des noms réunis des dix membres qui s'appelaient le comité exécutif de l'association, fut affichée à Preston; elle était adressée aux ouvriers et au peuple du royaume d'Angleterre. Entre autres passages, on y lisait :

« Les droits inhérens à tout Anglais nous ont été déniés. Pour perpétuer leur système d'oppression, nos tyrans ont condamné à la faim et à la mort vingt-cinq mille d'entre nous, dont plusieurs n'étaient que des femmes inoffensives et sans moyens de défense; mais l'humanité n'a pas d'accès en leurs cœurs, les cris de l'orphelin affamé, les soupirs et les sanglots de la mère, le deuil de la veuve, n'excitent que leur dédain et leur mépris..... Pour nous dompter et nous amener à leur merci, ils ont d'abord fermé leurs ateliers, maintenant ils y appellent des étrangers. Voilà par quels moyens ils espèrent écraser et dégrader le travail, achever leur œuvre de monstrueuse injustice et de perversité : que la responsabilité en retombe sur leurs têtes! Braves compatriotes, nous invoquons de nouveau vos sympathies et votre assistance dans ce grand combat que nous livrons pour rédimer le travail et l'arracher des tenailles de fer du capital : notre lutte est celle du droit contre la force, de l'opprimé contre son tyran, de l'esclave contre son maître; nous combattons contre l'infâme système des bas salaires. Au nom de l'humanité souffrante, au nom de la liberté immuable et éternelle, au nom du lien qui unit les frères entre eux, au nom de Dieu, nous invoquons votre assistance.

« Au secours, ouvriers de la Grande-Bretagne! le travail est en danger, notre ennemi tourne et rugit autour de nous : il convoite sa proie, comme le lion des saintes Écritures, et va la saisir; mais venez en aide à vos amis de Preston, et le travail est sauvé! Au secours donc, enfans et filles de la Grande-Bretagne! Souscrivez, souscrivez pour la rédemption du travail; finissons-en avec le système des bas salaires. Un effort encore, un vigoureux effort, et ce système qui a engendré pour nous tous la pauvreté, la misère, les privations de toute sorte, ce système aura fini pour jamais, et nous nous établirons sur ses ruines amoncelées.

« Dix pour cent, et point de capitulation! »

Ces adresses furibondes, émanées des comités de Preston, en partaient chaque semaine pour aller se répandre dans les ateliers et les fabriques de toute l'Angleterre. Elles y étaient colportées par des agens actifs et infatigables qui les commentaient, les exagéraient encore, et avaient pour mission de leur faire produire leur effet et de recueillir les secours qu'elles provoquaient. Ces agens, sous le nom de *délégués,* ont tenu une place importante dans la grève de Preston; ils en étaient les instrumens et les bras au dehors, comme les comités en étaient l'âme et le soutien au dedans. Choisis avec soin dans chaque grand centre manufacturier parmi les ouvriers que l'on avait jugés les plus propres à l'accomplissement de cette œuvre délicate, ils venaient chercher à Preston leurs instructions et leur mot d'ordre; ils y combinaient ensemble et sous l'inspiration des chefs leurs moyens d'action : de là ils partaient pour les diverses régions qui leur avaient été assignées. Pendant trois mois, ils sillonnèrent le pays en tous sens : on les rencontrait partout, sur les chemins de fer, dans les voitures publiques, dans les auberges, tantôt mornes et taciturnes, si, à un mot prononcé, ils avaient reconnu que leur cause répugnait à la compagnie au milieu de laquelle ils se trou-

vaient, tantôt ardens au prosélytisme et à la propagande quand on se prêtait à les écouter et à discuter avec eux. Il y en avait toujours dans les lieux de grandes réunions et de foule, aux foires, dans les fêtes de village, aux courses de chevaux, aux *meetings* de toute nature, si fréquens en Angleterre. Souvent dans ces réunions, quand le débat sur la question spéciale qui en faisait l'objet était terminé, ils demandaient la parole pour exposer les misères de leurs frères de Preston et solliciter en leur faveur la commisération publique. Leur appel n'était jamais fait en vain; mais les récoltes les plus abondantes provenaient des contributions prélevées sur les ouvriers de tous les états dans les villes et dans les centres manufacturiers.

Dans une première visite, les délégués y avaient fait le recensement du montant des salaires de chaque semaine, et ils avaient fixé, de concert avec les ouvriers les plus influens du lieu, ou qui se donnaient pour tels, la part qui devait en revenir à la défense de la cause commune. Leur grand souci était de ne pas manquer à la promesse de secours qu'ils avaient apportée à Preston; ils se regardaient comme engagés d'honneur à tenir cette promesse, et tous les moyens leur étaient bons pour atteindre leur but. Le samedi, jour de paie, des collecteurs, leurs affidés, se tenaient aux portes des manufactures et des ateliers, et réclamaient de tout ouvrier qui en sortait la quote-part à laquelle il avait été taxé. Le plus grand nombre la payait de bonne volonté, spontanément et avec une sorte d'ostentation, tant les esprits étaient alors surexcités. Les délégués d'ailleurs allaient d'un établissement à l'autre pour surveiller la recette; si la semaine précédente elle avait baissé quelque part, ils se chargeaient de l'y faire en personne. C'est dans ces occasions qu'ils usaient de moyens d'intimidation qu'on a justement blâmés. Ils prenaient les noms de ceux qui refusaient leur offrande et les accompagnaient dans leur rapport d'une épithète injurieuse; ils les menaçaient des colères du *Punch*, le satirique redouté de l'Angleterre, de celles de *Calico-Park* et de la vieille *Paddy*, ces épouvantails du peuple, que les femmes et les enfans se chargeaient le plus souvent de représenter au moment même, en poursuivant le récalcitrant de leurs railleries et de leurs insultes. Ces scènes se sont reproduites partout, et plus d'une fois la force publique a dû intervenir. Un tel système de coercition ne se limitait pas aux seul ouvriers, il s'étendait aux propriétaires des magasins, boutiques et autres lieux dont le peuple forme la clientèle ordinaire. Les délégués les imposaient à des contributions arbitrairement calculées d'après l'importance du trafic et des profits présumés, et sur leur refus de s'y soumettre, on mettait leur maison en interdit; ils trouvaient le matin le signe d'anathème crayonné sur leurs portes, et leurs pratiques n'osaient plus

les franchir. Ces traits épars, ces modes divers d'intimidation ne sont pas des fictions; on les trouve tous constatés dans les feuilles publiques de l'époque, et ils ont fait l'objet de nombreuses plaintes portées devant les magistrats.

Chargés du tribut octroyé par la sympathie des uns, et que la contrainte ou la peur avait arraché aux autres, les délégués retournaient alors à Preston. Avec la rapidité des voies de communication d'aujourd'hui, une nuit suffisait presque à tous pour y arriver, et au grand scandale d'un pays où, comme on le sait, la sanctification du dimanche est religieusement observée, c'est ce jour-là qui avait été choisi pour la distribution des secours. On peut facilement s'imaginer avec quelle impatience elle était attendue. Dès le matin, des groupes stationnaient aux portes de la ville ou s'avançaient à une demi-lieue au-delà, jusqu'à la station du chemin de fer, pour y recevoir les délégués et connaître les premiers quel avait été le produit des collectes. La bonne ou la mauvaise nouvelle circulait de bouche en bouche; les comités s'assemblaient, mais les distributions ne commençaient pas encore; il fallait entendre les rapports des délégués sur la situation des esprits dans les contrées qu'ils avaient parcourues : selon les cas, ils se plaignaient du refroidissement qu'ils avaient rencontré dans les uns, ou ils vantaient l'ardeur persistante dont les autres se montraient toujours animés. Celui-ci était reçu avec enthousiasme, car il apportait une grosse somme, et il promettait mieux encore pour la semaine suivante; celui-là était sifflé parce que ses poches étaient à peu près vides. Il s'en excusait sur les empêchemens de toute sorte qu'il avait rencontrés, sur l'intervention toujours hostile des chefs des manufactures, qui ne laissaient pas pénétrer dans leurs ateliers, sur la difficulté, naïvement avouée, qu'il y avait à obtenir de l'argent des ouvriers quand ils étaient rentrés au logis et qu'ils n'étaient plus sous les yeux les uns des autres. La discussion terminée, on procédait au partage. La somme totale apportée chaque dimanche à Preston était réellement considérable. Ni les manufacturiers, quand ils avaient fermé leurs fabriques, ne pouvaient prévoir que les ouvriers recevraient une telle assistance, ni les agitateurs espérer qu'ils seraient aussi puissamment secondés. C'était d'ordinaire de 2 à 3,000 livres sterling qui arrivaient chaque dimanche à Preston. Aux fêtes de Noël, la recette s'éleva au-delà de 4,000. Dans cette semaine, que l'usage du pays consacre aux réjouissances de famille, les ouvriers avaient voulu que leurs camarades de Preston eussent aussi, sinon leurs joies, du moins un surcroît d'allégement à leurs souffrances. Qu'était-ce cependant que cette somme répartie entre vingt ou vingt-cinq mille individus? Et combien peu il en revenait à chacun! 4 ou 5 shillings

aux adultes, deux au plus aux jeunes filles et aux enfans, qui encore avaient coutume de changer cette monnaie au bureau même de distribution, pour solder leur propre contribution de 1 penny par 6 pence en faveur de ceux de leurs camarades qui étaient chargés de famille.

A l'occasion des délégués, il ne faut pas omettre de dire qu'un jour de distribution il s'éleva contre eux un violent orage. Un organe important de la presse de province, le *Manchester Guardian*, qui, pendant toute la lutte, plaida chaleureusement la cause des chefs des manufactures, et qui ne laissait échapper aucune occasion de faire brèche à celle des ouvriers, se rendit l'écho des accusations alors assez généralement répandues, à tort ou à raison, contre la probité des délégués. On les soupçonnait d'être des dépositaires infidèles. On se plaignait également que le salaire qui leur était alloué, que leurs dépenses, comme celles des comités avec leurs présidens, secrétaires et employés de toute sorte, absorbaient au-delà du quart des sommes recueillies. Les malheureux affamés, qui, quelle que fût la somme distribuée chaque semaine, n'en restaient pas moins soumis aux plus dures privations, prirent feu à la pensée qu'une grosse partie des dons de leurs camarades leur était soustraite ou détournée de sa destination. Il y eut de vives récriminations échangées. Les comités produisirent leurs comptes, et les ouvriers, en ayant reconnu, à ce qu'il paraît, la régularité, continuèrent leur confiance à ces administrateurs, ils la continuèrent également aux délégués; mais l'opinion publique, qui avait suivi le débat avec curiosité, ne se tint pas pour complétement convaincue de la délicatesse de ces derniers.

A l'époque où nous sommes arrivés, c'est-à-dire à la fin de l'année 1853, la crise avait déjà près de cinq mois de durée. L'enivrement de ceux qui conduisaient le mouvement était alors à son comble: tout avait marché au gré de leurs désirs, et ils croyaient toucher au succès. Les malheureux qu'ils tenaient assujettis à leur direction avaient sans doute beaucoup à souffrir, car l'hiver était dur et le prix des subsistances allait toujours en augmentant; mais les contributions de secours prélevées sur les ouvriers de toute l'Angleterre arrivaient, elles aussi, dans une proportion toujours croissante. La collecte de la première semaine de la grève n'avait produit que 80 livres, elle fut de 381 dans la seconde, de 1,100 dans la sixième, de plus de 2,000 dans la neuvième, et, comme on l'a dit plus haut, dans la semaine de Noël elle dépassa 4,000 livres. Comment les ouvriers auraient-ils pu douter de la victoire avec de tels moyens mis en leurs mains pour la conquérir?

Vers le même temps cependant, il survint deux incidens qui du-

rent faire comprendre aux meneurs, l'un, que le gouvernement du pays était peu disposé à se ranger de leur côté contre leurs patrons, et l'autre, qu'ils avaient trop présumé de leur influence sur les classes ouvrières du royaume. Au commencement du mois de décembre 1853, ils avaient pris occasion d'une expression assez vague d'intérêt et de compassion prononcée par lord Palmerston, alors ministre de l'intérieur, dans un *meeting* de la ville de Leeds, pour s'adresser à lui et solliciter son intervention dans leur dispute avec leurs maîtres. Leur mémoire n'était guère autre chose qu'un acte d'accusation contre les manufacturiers, et ils demandaient que l'autorité prît en main la cause des opprimés. Le procédé en lui-même avait blessé l'opinion publique, car en Angleterre on n'accorde pas volontiers au gouvernement le droit d'intervenir dans les affaires entre particuliers. On ne vit donc pas de bon œil les agitateurs de Preston faire bon marché de cette susceptibilité nationale. Lord Palmerston en jugea de même. Après un long délai, qui déjà était de défavorable augure pour les ouvriers, il leur répondit qu'ils s'étaient mépris dans leur démarche, que le gouvernement n'avait ni le droit ni l'intention de s'ingérer dans une question de salaires, et que c'était aux deux parties intéressées seules à la régler entre elles. Il finissait par recommander aux ouvriers de s'efforcer d'entrer en arrangement avec leurs patrons, et d'accepter d'eux les meilleures conditions que la situation actuelle de leur industrie leur permettrait d'accorder.

Dans une seconde circonstance, ai-je dit, les meneurs de Preston échouèrent également. Cette fois leurs prétentions étaient plus ambitieuses, et l'on ne comprend guère qu'ils aient pu sérieusement se proposer un but aussi chimérique. Il ne s'agissait de rien moins pour eux que d'établir ce qu'ils appelaient un *parlement du travail* (*labour parliament*), réunissant un certain nombre de délégués élus par les ouvriers du pays, gouverné par un comité dirigeant et soutenu par une contribution hebdomadaire de 2 pence, prélevée sur chaque membre de la confédération. Ce parlement particulier devait avoir pour mission de se faire concéder une diminution dans les heures de travail, la limitation du nombre des femmes dans les manufactures et l'exclusion absolue des enfans; il devait poursuivre la destruction des *truk mill*, l'abolition de la règle qui prescrit le silence pendant le travail, et obtenir en un mot le redressement de tout ce que les ouvriers appelaient « le système inhumain sous lequel gémissaient leurs industries. » Au nombre des signatures apposées au bas de ces statuts, on lisait celles de deux réfugiés français, Nadaud et Louis Blanc. « Par ce qui se passe à Preston, lisait-on dans la circulaire destinée à les appuyer, vous voyez trop qu'il ne s'agit pas d'une question de salaires et de vos droits plus ou moins

légitimes à en obtenir de meilleurs que par le passé : il s'agit pour vos patrons de vous maintenir en une soumission absolue, d'être, en tout temps et en toute circonstance, les maîtres arbitraires de votre sort. Dans Preston, vingt-cinq mille de vos camarades peuplent les rues, livrés au désespoir. N'est-il pas lamentable que cet exemple et tant d'autres avant celui-là n'aient pas prouvé aux ouvriers de l'Angleterre que, tant qu'ils resteront isolés, sans lien entre eux qui fasse leur force, ils seront à la merci de l'influence et du pouvoir gigantesque du capital? Venez donc en aide à ceux qui combattent pour votre indépendance de travailleurs, fournissez-leur le moyen de faire l'expérience et de voir si à tout jamais les ouvriers doivent vivre esclaves des hommes d'argent. »

Malgré l'esprit tolérant de la législation britannique, malgré la liberté, on pourrait dire illimitée, d'association qu'elle autorise, il est douteux que le gouvernement fût resté témoin impassible de celle que l'on projetait alors, et qu'il ne se fût pas alarmé de ce nouvel état que l'on prétendait constituer dans l'état. Le bon sens des ouvriers lui épargna heureusement cet embarras : ils ne prêtèrent pas l'oreille aux appels qui leur étaient faits; ils continuèrent de payer leurs contributions à leurs camarades de Preston, mais ils refusèrent celles qu'on leur demandait pour l'établissement d'un « parlement du travail. » Le journal de M. Reynold, *the Reynold's paper*, celui de M. Ernest Jones, *the People's paper*, eurent beau vanter l'excellence de l'institution : le peuple se souvint de ce que lui avaient coûté les prédications socialistes d'O'Connor et de Hunt, et il dédaigna celles de Jones, qui se vantait d'être le disciple de ces deux apôtres.

IV.

Ces deux échecs portés à la cause des ouvriers n'empêchaient pas toutefois que la position des fabricans ne devînt de jour en jour plus critique. Le chômage de leurs métiers menaçait d'être bientôt une cause de ruine pour beaucoup d'entre eux, à qui la banqueroute apparaissait déjà en perspective. Avec un capital fixe de plus de 1 million sterling devenu tout à fait improductif, les pertes que chaque mois de résistance accumulait devaient nécessairement aboutir à une catastrophe. Les meneurs ne l'ignoraient pas; leur langage respirait une superbe confiance; ils annonçaient hautement aux ouvriers que la partie allait enfin être gagnée par eux, et qu'il ne restait à leurs patrons d'autre ressource que de se rendre à discrétion. Il en eût été ainsi en effet, si un seul des manufacturiers eût cédé; la cause de tous était perdue, et cependant quelques-uns

étaient hors d'état de soutenir plus longtemps la lutte. Nul ne peut dire ce qui serait résulté d'une victoire de la ligue de Preston pour l'industrie du pays tout entier : elle aurait eu, pour le moins, à passer par un moment de désorganisation, car assurément l'agitation aurait poursuivi son œuvre; elle n'en faisait pas mystère d'ailleurs, et l'on eût vu successivement les ouvriers de tous les grands centres de travail se mettre en grève, exaltés par le succès des Prestoniens. Les manufacturiers du Lancashire, plus menacés que les autres, le comprirent des premiers. L'intérêt de conservation et une sorte de honte de ne pas faire pour leurs confrères en danger ce que leurs ouvriers faisaient pour leurs camarades les arrachèrent à une inaction qui avait duré trop longtemps. Le 3 janvier 1854, une réunion des maîtres tisseurs et filateurs de Manchester, Bolton, Burnley, Stockport, et de dix autres villes du même district, eut lieu à Manchester. Avant toute chose, les assistans exprimèrent leur regret de se mêler d'une discussion de salaires entre les ouvriers et les patrons d'une autre localité, et ils tinrent à constater que le caractère particulier de la grève de Preston les avait seul amenés à se départir d'une réserve qu'autrement ils se seraient fait une loi de garder. A cet effet, ils représentèrent que la crise actuelle avait été fomentée et soutenue par des agitateurs, la plupart étrangers, dont l'intérêt était de prolonger la lutte, et qui ne cachaient pas leur intention d'aller subjuguer, comme ils disaient, les manufacturiers des autres villes quand ils auraient forcé ceux de Preston à se soumettre : l'intérêt de tous se trouvait dès-lors mis en péril, et tous avaient le droit d'y aviser. On décida en conséquence que de même que les ouvriers se cotisaient pour soutenir leurs camarades, les manufacturiers se cotiseraient également pour aider leurs confrères dans la résistance, et immédiatement chaque membre présent s'engaga à verser à un fonds commun une somme égale à 5 pour 100 des salaires qu'il payait par semaine à ses propres ouvriers. Cette contribution devait durer autant que durerait la grève de Preston. Un comité de confiance, revêtu de pouvoirs sans contrôle, fut chargé de la distribution des secours entre les manufacturiers de Preston. La plus sévère discrétion y serait apportée; le comité seul connaîtrait le montant des sommes recueillies et la part qui en serait affectée à chacun de ceux que l'on secourrait.

La bataille engagée entre le travail et le capital prenait ainsi une nouvelle face. L'un des deux camps voyait ses ressources augmentées d'un renfort puissant, et l'on pouvait croire que le découragement se mettrait dans l'autre. Le moment parut propice à tous ceux qui gémissaient de cette longue lutte, et des maux sans nombre qu'elle entraînait avec elle, pour chercher un moyen d'accommo-

dement; mais dans les deux camps, et surtout du côté des patrons, on se montra peu disposé à la conciliation. La *Société des Arts*, qui occupe une place éminente dans l'opinion publique en Angleterre, fit la première une tentative d'intervention. Forte des relations qu'elle entretient avec le commerce et toutes les industries du pays, elle se flattait d'offrir un terrain neutre à la discussion. Elle se réunit donc avec un grand éclat, annonçant qu'elle admettrait les maîtres et les ouvriers à débattre leur différend par-devant elle. Les délégués des ouvriers se rendirent en assez grand nombre à l'appel de la Société des Arts; mais les manufacturiers refusèrent de sanctionner par leur présence telles ou telles résolutions contraires à leurs intérêts qu'aurait pu adopter une assemblée dont ils ne reconnaissaient pas la compétence. Cette assemblée d'ailleurs se jeta dans des divagations indignes d'elle. Elle discourut sur la participation des ouvriers aux gains et pertes de leurs patrons, comme si depuis longtemps le bon sens n'avait pas fait justice de cette théorie séduisante, mais impraticable. Elle s'était posé dans son programme les questions les plus singulières, celle-ci par exemple : l'égalité des salaires est-elle possible dans toutes les manufactures? La réunion eut le bon esprit de se séparer sans avoir abordé cette discussion; mais elle employa deux de ses séances à débattre les avantages et les inconvéniens des coalitions, et, sans se mettre d'accord sur ce point, elle exprima le regret que la législation de son pays, moins prévoyante que la législation française, n'eût rien établi qui ressemblât à nos conseils de prud'hommes.

Plus tard, une adresse signée par le maire de Preston et quelques-uns des principaux citoyens de la ville assurait aux fabricans que les ouvriers étaient prêts à reprendre le travail, et demandait que l'on mît cette bonne disposition à l'épreuve en rouvrant les ateliers. Les fabricans firent droit à la requête : ils annoncèrent par une affiche publique que le lendemain ils recevraient à l'ouvrage, au taux des anciens salaires, tous ceux qui se présenteraient, à la seule condition qu'ils cesseraient de faire partie de l'association de leurs camarades. Pas un ouvrier ne vint s'offrir. On a reproché, et avec toute raison sans doute, aux meneurs et délégués d'avoir été en cette occasion le seul obstacle à la réconciliation. L'immense majorité des ouvriers la souhaitaient, mais les chefs qu'ils s'étaient donnés se mirent à la traverse. N'eurent-ils, pour en agir ainsi, d'autre mobile que le souci de la cause qu'ils avaient prise en main? Cela peut être, car c'était la ruine de cette cause que la reprise des travaux aux conditions posées par les maîtres; mais il est permis de soupçonner que l'intérêt personnel des délégués fut pour quelque chose dans leur persistance : ils trouvaient leur compte à pro-

longer l'agitation et à vivre des profits qu'elle leur assurait. George Cowel lui-même se défendit assez mal du reproche que lui fit un des membres influens de l'association des maîtres, d'avoir gardé par-devers lui à cette époque, sans la communiquer aux ouvriers, comme il en avait été requis, une proposition acceptable d'arrangement. Un poète populaire, qui avait longtemps exercé sa verve contre les patrons, la tourna alors contre le champion le plus estimé de son parti. « Cowel, disait-il dans une chanson qui ne trouva point un mauvais accueil parmi les ouvriers, Cowel n'a pas la pensée de reprendre jamais le travail, soit avec le fuseau ou la navette, soit avec la pioche ou la bêche : il appartient aujourd'hui à une bande d'hommes qui savent bien que la meilleure besogne est celle de l'orateur. Cowel a une langue dangereuse : il nous a dit que nous aurions de plus beaux salaires; mais Cowel nous a longtemps trompés, car cette lutte sans espérance ne finit pas. Nous mourons de faim; mais qu'importe à nos délégués? Réunis autour d'une table bien garnie, chaque jour ils deviennent plus gras, et nous devenons plus maigres. »

D'autres tentatives de conciliation se produisirent encore et avortèrent de même. Une fois les ouvriers filateurs demandèrent une entrevue avec leurs maîtres; mais comme ils étaient venus accompagnés d'un certain nombre de délégués de villes éloignées, les maîtres refusèrent de les accueillir, disant qu'ils ne voulaient traiter qu'avec leurs ouvriers. Une autre fois, et ce fut la dernière, à la suite d'un *meeting* tenu par les habitans de la ville, une députation, sous le nom de *comité de médiation* et sous la conduite du chef du clergé de Preston, intervint auprès de l'association des maîtres. La demande resta sans résultat : les maîtres n'admettaient pas que la question regardât d'autres personnes qu'eux-mêmes. Fidèles à la règle de conduite qu'ils s'étaient faite, et à laquelle ils adhéraient plus fermement que jamais, ils maintenaient qu'un règlement de salaires était matière à traiter entre l'ouvrier seul et son patron, et que l'ingérence de tout autre était abusive. « Nous avons fait, disaient-ils, nos offres à nos ouvriers, offres justes, à ce que nous croyons; nos ateliers leur sont ouverts, ils refusent d'y rentrer; nous garderons, eux et nous, nos positions jusqu'à ce qu'il convienne à eux ou à nous d'en changer. » En droit strict, malgré une dureté apparente, ce langage n'était que juste : il était l'expression vraie de la loi économique qui régit les rapports des maîtres et des ouvriers en matière de salaires. Dans la circonstance présente, il était pour ainsi dire imposé aux manufacturiers de Preston. Après une querelle qui avait fait tant d'éclat, pouvaient-ils s'en départir sans péril pour eux-mêmes et sans félonie envers leurs confrères, dont

l'aide seule les avait soutenus et empêchés de succomber? Ces essais de conciliation cependant, si souvent tentés auprès des manufacturiers par des hommes honorables qui assurément ne voulaient ni leur ruine, ni celle de l'industrie; ces appels faits de toutes parts à leur humanité et à leur commisération pour les souffrances de leurs ouvriers, par le clergé, par la presse même qui défendait leur cause; tout ce mouvement en un mot de l'opinion publique compatissante autorise à penser que, quels que fussent les torts des ouvriers, et de quelques excès qu'ils les eussent aggravés, les maîtres n'étaient pas sans en avoir à se reprocher à eux-mêmes. On peut croire qu'au début de la querelle il aurait dépendu d'eux d'amortir un peu l'irritation des esprits, si ce n'est en se montrant plus traitables sur les principes, du moins en évitant dans leur attitude une roideur inopportune. Quoi qu'il en soit de cette supposition, que nous n'émettons ici qu'avec réserve, le temps des ménagemens était passé. Les choses avaient été poussées trop loin pour que l'un ou l'autre parti songeât à reculer. On a vu avec quelle ténacité les patrons défendaient leur droit de rester les seuls juges en leur cause. Les ouvriers de leur côté continuaient à invoquer, et avec des accens de plus en plus lamentables, les secours de leurs camarades. Ils refusaient obstinément de rentrer dans les manufactures tant qu'on n'aurait pas strictement accepté leurs conditions premières. « Assez longtemps, disaient-ils, on nous a traités comme des machines inanimées; nous entendons qu'on nous traite dorénavant comme des hommes et comme des chrétiens. Nous avons, tout aussi bien que nos patrons, nos nécessités, nos espérances, nos craintes, nos devoirs et nos droits. Restons fidèles à notre devise : unis, nous résisterons; divisés, nous tomberons. »

Les semaines cependant s'ajoutaient aux semaines. Depuis plus d'un mois, les manufacturiers de Preston ne continuaient leur résistance qu'au moyen des cotisations de leurs confrères des autres villes. Cette situation leur était dure, leur fierté en souffrait. Moins que les ouvriers, ils prenaient leur parti de vivre pour ainsi dire de l'aumône. Une fois encore ils firent savoir qu'ils étaient prêts à rouvrir leurs ateliers, toujours, il est vrai, au taux des salaires d'avant la grève; mais ils condescendaient enfin à entrer en explications, et à prouver que, dans l'état actuel de leur industrie, ces salaires étaient tout ce qu'on pouvait exiger d'eux. Craignant en outre que quelques-uns de leurs ouvriers n'obéissent, comme précédemment, à la peûr qu'ils avaient de leurs camarades, ils les assuraient que les mesures nécessaires étaient prises, de concert avec les magistrats, pour les garantir contre toute molestation. Ce nouvel appel ne fut pas mieux entendu que les autres. Convaincus alors qu'ils ne réussiraient pas à ramener leurs ouvriers, les manufacturiers durent cher-

cher un moyen de se passer d'eux en faisant des recrues au dehors, parmi les Irlandais et les paysans de l'Écosse et de l'Angleterre. Ils savaient que ces hommes ne pourraient guère être, dans les premiers temps, qu'impropres à un travail tout nouveau pour eux; mais on les y formerait peu à peu, et plus tard ils deviendraient autant de concurrens qu'on opposerait aux ouvriers en grève pour les tenir en bride et mater leurs prétentions. On put croire à une pleine réussite de l'expédient : les agens envoyés en Irlande et en Écosse enrôlaient facilement, et par centaines, de pauvres hommes de peine, peu accoutumés à des prix de journée tels qu'on les leur promettait à Preston; mais ce fut l'occasion de nouveaux et très sérieux embarras pour les magistrats de la ville. Les ouvriers allaient attendre les arrivans à la station du chemin de fer pour les dissuader de passer outre par leurs exhortations, ou les y contraindre par la violence. La police et la force armée, que l'on s'était hâté d'appeler, durent s'y rendre aussi pour protéger les Irlandais et leur servir d'escorte. Un jour la multitude se rua sur la police. Au bruit de la lutte, des milliers d'ouvriers accoururent des environs, et le désordre prit tant de gravité, que l'autorité se vit dans l'obligation de recourir au *riot act*, dont elle ordonna la lecture. Les émeutiers effrayés se dispersèrent; mais le lendemain, au mépris de la défense proclamée par ordre du maire à son de trompe, ils se rassemblèrent en pleine campagne. Ils étaient là plus de trente mille, et après avoir délibéré au milieu de la plus vive effervescence, et en mêlant à des malédictions contre leurs patrons les cris répétés de : « Dix pour cent! point de capitulation! à bas les lords du coton! » ils rentrèrent dans la ville, chantant en chœur une stance devenue populaire : « Fils de la Bretagne, pourquoi seriez-vous esclaves? Dieu, votre créateur, vous a faits libres; il donne la vie à tous les êtres, mais jamais, jamais il n'a créé un homme pour être esclave! »

A la suite de ce *meeting* illégal et sur une dénonciation portée contre George Cowel et d'autres délégués, accusés d'avoir détourné et empêché des ouvriers étrangers d'exécuter leurs engagemens, on arrêta les meneurs au nombre de sept. Conduits dans les prisons de Liverpool sous la prévention du crime dit de *conspiration*, ils furent déférés par le grand jury aux assises; mais la session était alors trop avancée. L'avocat des prévenus demanda que leur procès fût ajourné aux assises suivantes. Le magistrat fit droit à la requête et rendit aux prisonniers leur liberté sous caution. A leur retour à Preston, les inculpés trouvèrent la situation bien changée. Plus d'une manufacture était en pleine activité, plus d'une avait en nombre suffisant non-seulement des apprentis inhabiles venus de l'Irlande et de l'Écosse, mais des ouvriers tout formés venus des villes manufacturières de l'Angleterre ou fournis par Preston même. Évidem-

ment on touchait au déclin de la grève. Les ouvriers s'adressèrent de nouveau à lord Palmerston. Pendant deux heures, le ministre voulut bien discuter à fond la matière avec la députation, qui le quitta charmée de son affabilité, mais convaincue que sa seigneurie ne se mêlerait jamais d'une question de salaires, et que, dans son opinion, des considérations morales n'y avaient rien à faire.

La cause des ouvriers allait d'ailleurs être frappée d'un coup plus rude. La cherté du blé, les appréhensions croissantes causées par l'imminence de la guerre, une rareté subite du numéraire, qui avait fait monter le taux de l'escompte de son prix ordinaire de 3 pour 100 jusqu'à 5, et par momens jusqu'à 6, étaient autant de circonstances fatales dont le commerce et l'industrie de l'Angleterre avaient à souffrir tout à la fois. Les manufacturiers producteurs d'étoffes de coton s'en trouvaient atteints plus particulièrement, par suite de leur immense mouvement d'affaires et à cause du système de crédit en usage entre eux et leurs acheteurs; la marchandise s'amoncelait dans leurs magasins. Pour faire face à ces embarras, les uns réduisirent les salaires de leurs ouvriers, les autres ne leur donnèrent plus à travailler que quatre ou trois jours par semaine. C'en était fait dès-lors des contributions, et par cela même de la grève, qui ne pouvait s'en passer. Dans l'une des dernières semaines du mois de mars, ces contributions s'étaient élevées à 3,337 livres; dans la seconde du mois d'avril, la recette tomba à 946. Vainement les délégués cherchèrent-ils, par deux emprunts successifs, l'un de 400, et l'autre de 600 livres, à couvrir une partie du déficit. La ressource était insuffisante et devait même leur faire promptement défaut. Ils affectaient pourtant encore de la confiance pour en imposer aux ouvriers; en ce moment encore, ils se faisaient forts d'être en mesure de donner, pendant six autres mois, 5 shillings par semaine à chaque individu en grève. Cette jactance ne pouvait tenir longtemps contre des difficultés trop évidentes.

Le dimanche 30 avril, à l'heure ordinaire de la distribution, il fallut confesser aux malheureux qui s'étaient assemblés au *Cockpit* pour y recevoir le denier hebdomadaire qui, malgré son insuffisance, était leur unique ressource, que ce denier même, on ne l'avait plus à leur disposition. Il y eut, à cette triste communication, un moment de morne silence, qu'un des délégués rompit en faisant remarquer que, dans l'état des choses, ils avaient besoin de délibérer en secret. La foule s'écoula, et le lendemain une adresse du comité exécutif des travailleurs, affichée sur les murs, annonçait la fin de la grève en ces termes :

« Amis et braves concitoyens,

« Nous, soussignés, membres du comité exécutif de l'association des tisse-

rands, nous vous informons qu'une combinaison de circonstances fâcheuses nous oblige à vous exposer notre situation présente dans la lutte que nous avons entreprise pour les ouvriers de Preston.

« L'heureuse issue de la grève de Stockport, qui fut immédiatement suivie de la concession d'une augmentation de salaire à Blackburn et dans d'autres villes, nous avait donné lieu de croire que les manufacturiers de Preston pouvaient nous faire la même concession. Trente-deux s'y étaient soumis, mais quatre ont refusé de suivre ce digne exemple. Après trente-sept semaines de combat, nous sommes forcés d'y mettre un terme temporaire.

« Nous avons été conduits à cette extrémité par l'union qu'ont faite entre eux tous les manufacturiers du pays, dont les agens salariés sont allés ramasser des ouvriers dans les trois royaumes pour affamer ceux de Preston. Ces mercenaires ont été assistés, dans leurs funestes desseins, par une presse puissante et sans scrupule, et par ces soi-disant *gardiens des pauvres,* qui ont vidé leurs maisons de refuge de tous ceux qui étaient capables de se traîner hors des portes.

« Pour faire réussir leur croisade impie, ils ont fait circuler à prix d'argent dans le pays de faux rapports sur ce qui se passait à Preston, mensonges qui ont eu pour effet de nous frustrer d'une partie des contributions de nos camarades. A ces attaques infâmes contre notre cause sont venues se joindre une guerre étrangère et une cherté sans exemple des subsistances, et nous avons ainsi rencontré des difficultés insurmontables à continuer la lutte. Nous engageons en conséquence les ouvriers à reprendre leur travail jusqu'à une occasion plus opportune. Le temps viendra où ils obtiendront le 10 pour 100, qui leur est en ce moment si injustement refusé. »

L'adresse se terminait par la demande des secours nécessaires aux ouvriers qui ne trouveraient pas immédiatement du travail, et dont le comité avait également besoin pour satisfaire aux engagemens qu'il avait contractés. Nous avons fidèlement reproduit ce document, parce qu'il nous a paru résumer parfaitement la question envisagée au point de vue des ouvriers, et si nous ne nous trompons, malgré les omissions qui en altèrent l'impartialité, il est l'acte d'accusation le plus grave que les auteurs du manifeste aient pu dresser contre eux-mêmes. L'insuccès de la ligue y est attribué à des circonstances malheureuses, la guerre et la cherté des subsistances. Nous sommes en cela d'accord avec les chefs de la ligue de Preston; leur cause a péri en partie par ces circonstances. Il est probable que, ces circonstances ne se produisant pas, elle aurait réussi; mais une telle réussite, qui, en tout cas, ne pouvait jamais être que momentanée, n'aurait pas établi la justice de leurs réclamations. Les agitateurs se plaignent de ce que les manufacturiers des autres villes aient fait cause commune avec ceux de Preston, que ceux-ci aient recruté des ouvriers étrangers, et que tous ensemble ils aient eu recours à des manœuvres déloyales pour discréditer la cause des ouvriers de Preston et dénaturer souvent leur situation

réelle. Nous ne savons pas si ce dernier reproche a quelque fondement, nous n'en avons trouvé la preuve nulle part; nous sommes loin cependant de le contester, tant la querelle avait pris de vivacité dans les derniers temps, et tant des deux côtés on s'y sentait porté aux excès. Quant à l'union des manufacturiers de tout le district, le comité des délégués, qui était parvenu à réunir le concours de la population ouvrière de toute l'Angleterre, ne devait ni s'étonner, ni trouver illégitime que le besoin de se soutenir mutuellement à leur tour eût amené les manufacturiers à faire alliance avec leurs confrères, et lorsque ce comité mettait tout en œuvre pour empêcher les ouvriers de Preston de rentrer dans leurs ateliers, il réduisait du même coup les fabricans à la nécessité de recourir à d'autres bras. Toutefois ces détails, quelle qu'en soit l'importance, de quelque façon qu'on les interprète, ne sont qu'accessoires. Le premier paragraphe de l'adresse aux ouvriers formule la question dans toute sa netteté et dans toute sa simplicité : on y lit que trente-deux des manufacturiers de Preston avaient accédé avant la grève à la demande qui leur avait été faite d'une augmentation de salaire, mais que quatre s'étaient refusés à suivre ce digne exemple. Ainsi c'eût été pour amener à composition quatre seulement des manufacturiers d'une ville industrielle aussi considérable que l'est Preston que l'on aurait suscité et soutenu, pendant trente-sept semaines, la triste lutte qui l'a désolée. On s'étonne que les hommes sur qui en pèse la responsabilité aient laissé échapper un pareil aveu. S'il était sincère, il serait leur plus éclatante condamnation; mais évidemment ils avaient d'autres desseins, et ils s'en taisent parce qu'ils seraient plus reprochables encore.

Par le fait même de cette adresse, la grève était finie à Preston. Quelques jours après, on essaya bien de la ranimer; on voulut la transporter à Stockport. Ces tentatives demeurèrent sans résultat. Le 30 avril, le travail avait recommencé dans toutes les manufactures de l'Angleterre, et les ouvriers mettaient autant d'empressement à s'y faire admettre qu'ils avaient fait voir d'obstination, peu de semaines auparavant, à n'y pas rentrer.

Nous avons assisté pour ainsi dire en personne au débat que nous venons de raconter, car nous étions alors tout près des lieux où il s'agitait : notre devoir nous commandait d'en suivre attentivement le cours, et à cet effet nous avons recueilli, au fur et à mesure qu'ils paraissaient, les nombreux documens à l'aide desquels chaque parti plaidait sa cause devant l'opinion publique (1). Ce sont ces docu-

(1) Nous nous sommes surtout aidé d'un excellent opuscule publié sur le même sujet par M. Henry Ashworth, vice-président de la chambre de commerce de Manchester.

mens qui ont servi de base à notre récit. Nous croyons n'avoir omis de relater aucun fait essentiel : nous voudrions pouvoir dire que nous les avons tous discutés avec impartialité, et cela était assurément dans notre intention ; mais nous ne nous dissimulons pas que nous avons écrit sous l'impression de nos souvenirs, qui nous rappelaient la vive anxiété du pays à cette époque et la réprobation unanime dont on frappait autour de nous la cause des ouvriers et leur conduite.

Comme on fait, après les batailles, le recensement de ses morts et de ses blessés, il ne nous reste plus qu'à énumérer brièvement les pertes essuyées dans celle de Preston par les vainqueurs et par les vaincus. On a estimé que, du côté des manufacturiers, ces pertes s'élevaient en argent à 165,000 livres sterling, dont 115,000 provenant de la détérioration des machines, de l'intérêt du capital resté improductif, des paiemens de gages de domestiques et entretien d'animaux non employés, — et 50,000 de l'absence des profits que l'exercice de leur industrie aurait rapportés aux fabricans. Ces évaluations ne sont qu'approximatives. Du côté des ouvriers, on procède avec plus de certitude. Les contributions de leurs camarades des autres villes se sont élevées à 97,000 livres, et leur propre perte, en salaires qu'ils ont cessé de recevoir, a été de 250,000. On comprend de combien de maux ce triste conflit a dû être la source. « Les résultats de la terrible catastrophe que nous venons de traverser, lisait-on le 6 mai dans un journal de Preston, dépassent les plus sinistres prévisions. Nos rues sont encombrées de malheureux qui demandent vainement du travail; leur place est prise par des ouvriers étrangers, ou de nouvelles machines suppléent au défaut des bras. D'ici à longtemps ils sont condamnés à rester sans occupation. Des milliers de familles ont enduré les plus sévères privations; elles ont contracté des dettes qu'une génération ne parviendra pas à éteindre, et quelque déplorable que soit l'état présent de notre ville, nous sommes convaincus que nous n'en sommes pas encore aux dernières conséquences de ce mouvement insensé. »

On a vu plus haut que sept des délégués avaient été arrêtés. Les manufacturiers consentirent à retirer leur plainte, et, conformément à la loi anglaise, il n'y avait plus lieu à suivre contre les inculpés, que l'on déchargea de leurs cautions. Il est regrettable d'avoir à dire que quelques-uns d'entre les meneurs ainsi relâchés se montrèrent peu reconnaissans de ce bon procédé, car dès la semaine suivante ils tentèrent de soulever une nouvelle grève à Warrington; mais la leçon infligée aux ouvriers de Preston avait été trop sévère, elle était trop récente pour que ceux d'une ville voisine fussent disposés à passer par la même épreuve.

HITTIER.

UN

GENTLEMAN MUSULMAN

DE L'INDE

Autobiography of Lutfullah, a Mahomedan gentleman, edited by Edward Eastwick; 1 vol. in-8°, London, Smith, Elder and Co, 1857.

Comment parler aujourd'hui du mouvement de l'esprit anglais sans parler de l'Inde et des émotions qu'a soulevées parmi nos voisins l'insurrection indienne? La vie historique de la Grande-Bretagne n'est-elle pas comme suspendue par cette redoutable crise, et le dernier roman, le poème nouveau ne perdent-ils pas un peu de leur intérêt devant ce fait suprême? Le siége de Delhi et la tragédie de Cawnpore sont des réalités autrement saisissantes que toutes les inventions romanesques ou poétiques. Depuis longtemps, nous voulions parler ici de plusieurs publications récentes où la controverse religieuse joue un grand rôle; mais qu'importaient les destinées de l'église anglicane et les révolutions intérieures du protestantisme au moment même où l'on se demandait si le christianisme n'allait pas être expulsé de l'Asie, et céder la place aux vieilles superstitions hindoues et au fanatisme musulman? Aussi faut-il s'attendre, tant que cette crise n'aura pas reçu de solution, à voir le mouvement littéraire de la Grande-Bretagne se ralentir et languir de plus en plus. Ce ralentissement est déjà sensible. Comme au temps de la guerre de Crimée, une littérature de circonstance encombre de ses produits le

marché littéraire. Vieilles et nouvelles brochures, récits de voyages en Orient, plans de réorganisation de l'armée indigène, plaidoyers pour ou contre la compagnie des Indes, conseils au gouvernement pour la réforme de l'administration de l'empire indien, voilà ce qui compose le bagage littéraire du dernier semestre de l'année 1857, et ce que le public anglais lit et achète avec empressement.

Comme nous n'avons pas les mêmes raisons d'empressement que le public anglais, nous nous serions dispensé d'entretenir nos lecteurs de cette littérature, si, au milieu de l'innombrable quantité de livres publiés récemment, nous n'en avions distingué un qui joint à cet intérêt de circonstance un intérêt plus général. Ce livre, écrit en langue anglaise par un musulman de l'Inde qui a été longtemps au service de la compagnie, édité par un orientaliste anglais, M. Eastwick, n'a été certainement ni écrit ni publié en vue des circonstances actuelles. Il est arrivé au moment même de la crise, mais ce n'est pas elle qui lui a donné naissance. Si l'insurrection prête à ce livre un intérêt de plus, il n'avait pas besoin d'elle pour être amusant et instructif. On l'aurait trouvé curieux en tout temps, et j'ajouterai même qu'il est jusqu'à un certain point désavantageux pour le *gentilhomme* mahométan que son autobiographie ait paru pendant la guerre : c'était plutôt un livre fait pour être lu pendant que la domination anglaise régnait paisiblement sur l'Inde. En effet le charme, l'attrait de ce livre est surtout moral. Il ne contient aucune révélation politique, il ne jette aucun jour sur les haines qui séparent dans l'Inde les races gouvernantes des races gouvernées. Si le gentilhomme musulman en sait plus long qu'il n'en dit sur les sentimens véritables de ses coreligionnaires, il a bien gardé son secret, et possède certainement cette discrétion orientale qui est si voisine de la duplicité et de l'hypocrisie. Les chrétiens non-seulement n'y sont pas maudits, mais ils sont appréciés à plusieurs reprises avec impartialité et tolérance. Si l'auteur n'a aucun parti pris contre l'Angleterre et le christianisme, il en a moins encore, ainsi qu'on peut le supposer, contre ses coreligionnaires et les diverses races orientales qui habitent le territoire indien. En écrivant ses mémoires, il semble n'avoir eu en vue que de raconter les aventures de sa longue vie de voyages, et il les raconte avec sobriété, concision et candeur, sans la moindre emphase orientale. Aucun artifice d'artiste ne vient d'ailleurs nous mettre en garde contre la véracité du narrateur; les incidens et les spectacles, de quelque nature qu'ils soient, qui se présentent à lui ont à ses yeux la même valeur. Il raconte indifféremment ce qu'il a vu et ce qu'il sait, n'oublie pas une des étapes de son itinéraire, et se garde bien, dès qu'il met le pied dans une ville nouvelle, de passer sous silence l'année de sa fondation et l'histoire des familles qui l'ont

gouvernée. On dirait en vérité une manière de Pierre de L'Estoile ou d'avocat Barbier musulman racontant naïvement tout ce qu'il a vu et entendu, sans choix et sans ordre. Il jouit en outre d'une parfaite tranquillité d'esprit. Quoiqu'il soit humain, l'habitude semble avoir un peu émoussé sa sensibilité, et il raconte sans beaucoup d'émotion les traits de mœurs barbares et les actes de superstition sauvage qu'il a rencontrés sur sa route. Nous pouvons donc nous fier à lui et accepter sa compagnie. Voyons dans le tableau qu'il nous présente cet Orient si vanté des artistes et des poètes, et pour lequel tant de gens, en haine de l'Angleterre, se sont senti subitement germer au cœur des tendresses si grandes.

Lutfullah n'est point un barbare; c'est au contraire un échantillon des classes élevées et éclairées de l'Orient. Il est de famille noble et sacerdotale, et il n'a pas manqué, en tête de ses mémoires, de dresser l'arbre généalogique de ses ancêtres depuis Adam, le père commun des hommes, jusqu'à lui-même, Cheik-Lutfullah, dernier rejeton d'une race aussi illustre. Le gentilhomme mahométan n'avait pas besoin de remonter si haut pour nous convaincre de l'antiquité de sa race, car le véritable fondateur de sa famille, Shah-Kamaluddin, appartient au xve siècle. Beaucoup d'illustres gentilshommes européens ne peuvent pas se vanter d'une plus antique origine, et parmi cette aristocratie anglaise qui paraît si imposante à Lutfullah, bien peu de familles de pairs pourraient remonter au-delà des premiers Tudors. Ce Shah-Kamaluddin vécut dans la province de Malwa entre 1434 et 1470, et mourut avec la réputation d'un saint. En récompense des sages conseils qu'il n'avait cessé de lui donner pendant cette période de plus de trente années, le prince qui gouvernait alors le Malwa lui fit ériger un tombeau splendide et attacha à ce monument certaines propriétés dont le revenu était affecté aux réparations de divers édifices religieux et à la postérité du saint. Les ancêtres de Lutfullah jouirent pendant trois siècles de cette fortune, qui fut confisquée presque tout entière en 1706 par les conquérans mahrattes, et cette famille sacerdotale, jusqu'alors si riche, tomba dans une quasi-pauvreté. Ses membres, en bons musulmans, courbèrent la tête sous le coup qui les frappait, continuèrent pieusement l'exercice de leur profession sacerdotale, et gardèrent si peu rancune au tout puissant Allah, que le père de notre héros lui donna à sa naissance le nom de Lutfullah, qui répond à notre nom de Théodore et comme lui signifie ***présent de Dieu***.

Lui-même, Lutfullah, élevé dans les ordres, a exercé à plusieurs reprises des fonctions sacerdotales. Il est pieux et gémit sur la décadence du mahométisme et le peu de ferveur que témoignent les nouvelles générations. Sa piété est sincère, assez éclairée, nullement

dévotieuse, et ses plaintes ne sont ni d'un fanatique, ni d'un charlatan. Quand il déplore la décadence du mahométisme, ce n'est pas sur la perte des superstitions qu'il s'afflige, mais sur la perte des pratiques religieuses favorables à la moralité et à la pureté de l'âme. Il s'indigne de voir préférer aux coutumes introduites par la loi du Koran des coutumes qui s'éloignent du mahométisme. Ainsi il fut soumis à l'opération de la circoncision, coutume plus mosaïque que mahométane, et il fait à ce sujet sur l'état présent du mahométisme des réflexions assez curieuses pour mériter d'être rapportées :

« Ici j'exprimerai ma surprise de voir les musulmans adhérer si strictement à cette opération cruelle et quelquefois fatale, quoique le sacré Koran se taise entièrement à ce sujet. Le sens commun devrait suffire pour apprendre à nos coreligionnaires qu'on ne doit priver aucun fils d'Adam de ce qui lui a été accordé par la nature : *Hæc membrana data est pro præservatione sensationis peculiaris et procreationis.* Et néanmoins, malgré cette observance scrupuleuse d'un rite qui ne nous a pas été imposé, un grand nombre de *croyans* à notre époque négligent bien des pratiques qui nous ont été strictement recommandées par le Koran : ainsi la prière cinq fois par jour, les trente jours de jeûne annuel, le don des aumônes jusqu'à la quarantième partie de son revenu, et le pèlerinage à La Mecque une fois dans la vie, si cela est possible au croyant. Le Koran défend aux vrais croyans de faire usage des liqueurs enivrantes, et de recevoir ou de payer intérêt pour l'argent prêté. Je suis affligé d'avouer que ces devoirs religieux, ainsi que bien d'autres, sont peu pratiqués par les musulmans à l'époque où nous vivons. Les prières et les jeûnes ne sont observés que par très peu de personnes, même parmi les plus religieuses, et il n'y a pas plus d'un riche sur mille qui fasse les aumônes prescrites. Le pèlerinage est accompli par très peu de personnes riches ou importantes; il est laissé en général aux pauvres diables qui sont inutiles au monde comme à eux-mêmes. Ceux qui s'abstiennent de drogues ou de liqueurs enivrantes sont à peu près dans la proportion de un sur cinq mille, et je puis dire avec assurance qu'il n'y a absolument aucun musulman qui s'abstienne du crime de transaction usuraire. Le secret mystérieux de la naissance et de la mort des religions est connu seulement de l'Être suprême et omniscient; ses actes doivent être tenus pour très sages, et ils sont insondables pour les plus grands philosophes. Je me tairai donc sur ce sujet, laissant les choses suivre leur cours, comme il plaira à sa toute puissante volonté, en me contentant de gouverner ma vie selon la loi de son bienheureux prophète. Un mortel comme moi ne doit pas dévier du sentier qui a été suivi par cent vingt millions d'hommes depuis plus de douze siècles et demi. Comme le poète anglais l'observe fort bien, « ta personne n'est que poussière, ta stature n'est que d'un empan, ta vie n'est qu'une minute, homme, folle créature! »

Ces paroles font certes honneur à l'âme de Lutfullah, et cependant je ne les ai pas citées seulement pour les recommander à l'admiration du lecteur. Lutfullah, qui s'offre à nous comme le repré-

sentant de ce que les races orientales ont de meilleur, comme le type de l'honnête homme musulman en un mot, est malgré tout une créature d'un ordre moral inférieur. L'abaissement, l'infériorité de la race à laquelle il appartient se trahissent à chacune des pages de cette autobiographie. Arrêtons-nous donc devant lui, puisqu'il nous permet jusqu'à un certain point de mesurer, sans descendre jusqu'aux régions du crime et de la superstition, l'abaissement de l'Orient. Cet *honnête homme* est d'une indigence morale extrême. L'âme ne se meut pas, et se montre non-seulement incapable d'activité, mais même d'une contemplation large et soutenue. Il ne voit que des détails, ne les voit qu'une minute, et ne peut mettre d'accord deux idées. Les deux vices ou, si l'on aime mieux, les deux privations morales qui ont empêché la civilisation orientale de se développer, qui l'ont pétrifiée et frappée de stérilité, — l'absence d'expansion et l'absence d'assimilation, — se découvrent dans chacune de ses paroles. Avez-vous remarqué dans le passage que nous avons cité sur l'état du mahométisme ce que nous appelons l'indigence morale sous l'humilité pieuse avec laquelle Lutfullah se soumet aux desseins de la Providence? La religion musulmane, qui est chère à Lutfullah, tombe en poussière; mais qu'y peut-il faire? Pauvre individu, misérable intelligence, peut-il sonder les secrets de la destinée? Que la destruction ait donc son cours; cela excitera la tristesse, mais non pas l'indignation de Lutfullah. Quant à lui, il suivra docilement les sentiers où ont marché avant lui des millions d'hommes, tout simplement parce qu'ils y ont marché. Il ne lui vient pas même à l'esprit de se dire que si sa mosquée est détruite, il logera parmi les ruines, et qu'il doit en conséquence la défendre. Ne rien faire et laisser faire, telle est sa devise morale invariable. Il a eu sous les yeux un spectacle imposant et propre à faire réfléchir. Il a vu les hommes blonds, les *Faringis*, établis dans son pays et gouvernant d'inertes multitudes au moyen d'une poignée de soldats. Toutes les réflexions que lui inspire ce spectacle, c'est que probablement le Tout-Puissant n'a point permis sans motifs aux habitans de cette île microscopique de gouverner le vaste empire de l'Inde; mais quels sont ces motifs? Lutfullah ne songe pas même à se le demander; du reste, il accepte la domination anglaise sans surprise ni indignation. Quoiqu'il parle sans cesse de sa *chère patrie*, il ne s'émeut pas plus de la voir aux mains de l'étranger qu'il ne s'est ému de voir sa *chère* religion tomber en ruine. Cet homme a une religion et une patrie; il voit l'une et l'autre lui échapper sans étonnement, sans colère, sans un mot qui trahisse la passion ou seulement un vif attachement.

Lutfullah est un lettré; il a passé sa vie à réfléchir : eh bien!

chez lui l'activité de l'esprit est nulle. L'étonnement que lui cause un spectacle imprévu n'éveille même pas la curiosité et le désir de pénétrer plus avant dans le mystère des choses. On se demande quelle secousse il faudrait imprimer à une telle âme pour la mettre en mouvement et la rendre sonore. Ce n'est pas qu'il ne soit désireux de savoir : il a employé sa vie entière à étudier, il a des velléités de libre pensée, et il se laisse aller à sa rêverie; mais le plus léger incident arrête ce commencement de dilatation spirituelle, et il s'opère en son âme un mouvement de contraction semblable à celui de la tortue repliant sa tête dans sa carapace à l'aspect du plus inoffensif objet. Un jour, sur le bord de la mer, il se prit à méditer sur l'infini, et de déduction en déduction il en vint à réfléchir sur les dogmes d'une secte brahmanique qui tient la matière pour éternelle et existant par elle-même; « mais avant d'être arrivé à la conclusion de ce raisonnement impie, je fus rappelé à moi vivement par une douleur cruelle. Un chien s'était doucement approché de moi, m'avait mordu violemment au mollet, et, après m'avoir puni pour mon crime, s'était enfui comme un boulet de canon. » Cependant, malgré cette timidité d'esprit que nous surprenons ici en flagrant délit, Lutfullah se considère presque comme un libre penseur, et s'effraie de ses audaces philosophiques. Très jeune, il fut arraché à une mort imminente par les soins d'un pieux brahmane, qui confessa avoir obéi en cette circonstance aux bonnes inspirations que son dieu Mahádeva lui avait soufflées. Ce dieu Mahádeva était une idole de pierre. « Cet accident, dit Lutfullah, éveilla des doutes dans mon jeune esprit. Si les Hindous adorent des pierres, nous, nous adorons des ossemens et de la poussière. Croire à l'un ou à l'autre culte ou les rejeter tous deux est une question fort embarrassante. » Toutefois il recule bien vite, et revient soumis à la loi du Koran. Sa doctrine philosophique consiste dans un théisme assez prononcé, mais qui découle, comme une conséquence naturelle, du mahométisme et de la croyance à la fatalité. Il a si peu d'habitude des déductions métaphysiques, qu'il ne s'aperçoit guère qu'il n'a point fait un pas hors du mahométisme, lorsqu'il croit en être sorti. Que son âme soit en paix, et qu'il n'en croie pas ses amis, qui, dit-il, l'ont souvent accusé d'être incrédule : s'il n'a pas toujours vécu dans la mosquée, il n'en a jamais dépassé l'ombre.

Si grand que soit ce défaut d'expansion, il est encore surpassé par l'absence d'assimilation. Lutfullah a vécu les trois quarts de sa vie avec des chrétiens et des Anglais; il n'a réussi à s'assimiler aucune idée chrétienne ou européenne. Il juge les symboles chrétiens comme pourrait le faire un païen, habitué à tout matérialiser et à prendre tout à la lettre. Il s'imagine que les chrétiens donnent à

Dieu une mère ou une femme; il ne sait pas au juste quelle est l'importance de Jésus dans la religion chrétienne, et il prête son ignorance et ses incertitudes de pensée aux diverses églises chrétiennes. « D'un autre côté, dit-il, lorsque je pensais au christianisme, les chrétiens me semblaient aussi être tombés dans des opinions erronées touchant le prophète Jésus-Christ (que béni soit son nom!): quelques-uns en font leur Dieu, d'autres le fils de Dieu, et quelques autres une des trois personnes de leur Trinité. » Même incertitude sur des sujets moins élevés et plus faciles à saisir. La compagnie des Indes lui apparaît sous une forme presque effrayante, et quoiqu'il ait vu de ses yeux à Londres même les chefs de la compagnie, il ne parle qu'avec une sorte de terreur « de ces quarante personnes puissantes qui tiennent dans leurs mains les destinées de son pays. » Un degré d'ignorance de plus, et Lutfullah ne serait pas loin de voir en elle, comme les Hindous, un être diabolique, une divinité inaccessible, ou une redoutable sorcière. Il a beaucoup étudié, il a lu les poètes anglais: rien de tout cela ne semble avoir modifié son esprit. Il est resté oriental comme devant, son instruction semble lui être extérieure; c'est une propriété achetée à grands efforts de travail au lieu d'être achetée à prix d'or. Il a mal étudié d'ailleurs, à tort et à travers comme les Orientaux, sans méthode et sans direction. Il a étudié par exemple l'anatomie dans les livres. A Londres, il assiste à une séance d'anatomie, et il est obligé de confesser « qu'il en a plus appris en une heure qu'il n'en aurait appris avec ses livres dans une année de dur travail. » Aucune des notions scientifiques qu'il a recueillies dans ses lectures n'a été vérifiée par une expérience personnelle; aussi est-il embarrassé pour se rendre compte du moindre phénomène, et retombe-t-il immédiatement dans les superstitions de l'ignorance. A Londres, il va visiter le Diorama. « A notre arrivée dans ce lieu d'incantations magiques, nous fûmes conduits par le gardien dans une chambre aussi noire que le cœur d'un infidèle. » Ce n'est pas sans appréhension qu'il consent à s'asseoir sur les siéges que lui présente avec *bienveillance* son introducteur. « Je dis avec bienveillance, car nous nous étions mis à sa discrétion, et il aurait pu nous maltraiter avec impunité dans ce noir cachot, s'il l'avait voulu. » Quel état de civilisation, quel singulier état permanent de l'âme, quelles habitudes craintives et défiantes se révèlent dans ce tout petit fait! Mais les fantasmagories du Diorama l'effraient encore bien plus que les ténèbres; il s'explique en partie seulement le phénomène, et il ne respire à l'aise que lorsqu'il est sorti, s'estimant heureux d'en être quitte pour la peur. « Enfin, à notre très grande satisfaction, nous fûmes tirés par le gardien de ce lieu de fausse magie.... A demi satisfaits, à demi inquiets, nous

retournâmes chez nous. Quelques-uns de nos compagnons croyaient que la maison était sous la puissance des mauvais esprits. » Dans ce voyage à Londres, ce pauvre Lutfullah est encore le plus courageux de ses compagnons. C'est lui qui représente parmi eux la civilisation et le progrès. Voyez avec quelle bravoure il se hasarde à descendre dans la cloche à plongeur! Il a fait appel ce jour-là à toute son énergie. « Le 10, j'accompagnai mon chef à l'institut polytechnique, Regent-Street. Parmi plusieurs autres choses, la cloche à plongeur nous amusa beaucoup. J'entrepris de descendre dans l'eau au moyen de cet appareil extraordinaire. Mon chef et mes compagnons non-seulement n'osèrent s'aventurer à descendre, mais me dissuadèrent vivement d'entreprendre cette aventure, en me représentant que c'était un acte de grande imprudence que d'exposer sa vie pour un amusement inutile. Faisant la sourde oreille à leurs remontrances, je me rendis sur le bord de l'eau, et, après avoir dit mes prières au nom du tout puissant et tout miséricordieux Allah, j'entrai dans la cloche avec quatre Anglais... En atteignant le fond, nous vîmes les cailloux et le gravier, et enfin nous sortîmes de ce gouffre dangereux pour revenir à l'air libre du ciel. »

Nous connaissons maintenant Lutfullah; nous savons dans quelle mesure ce type de l'homme éclairé d'Orient peut sentir et penser. Laissons-le raconter ses aventures, en y mêlant le moins possible nos impressions personnelles; suivons l'exemple qu'il nous a donné. Il n'a pas l'esprit critique et analytique, il raconte sans chercher à se rendre compte de ce qu'il a vu, il n'a jamais essayé de tirer le résultat de son expérience personnelle; mais ce résultat apparaîtra de lui-même aussitôt qu'il aura terminé son récit.

Issu d'une famille noble et pauvre, Lutfullah a eu de bonne heure à faire son chemin et à gagner par lui-même son existence. Il a mené la vie d'un Gil Blas oriental. On a remarqué avec raison que la seconde partie de *Gil Blas,* celle où le héros est déjà riche et puissant, est moins curieuse que la première, où le héros traverse les limbes de la misère et de l'obscurité. La seconde partie des *Confessions,* où Rousseau raconte sa vie d'homme célèbre, est moins intéressante aussi, de l'avis de tous, que la première, et semble plus vide, quoiqu'elle soit plus remplie en réalité. Les confessions de Lutfullah présentent le même caractère. En Orient comme en Occident, c'est, paraît-il, le privilége de la jeunesse d'inspirer plus d'intérêt avec ses misères et son inexpérience que l'âge mûr avec sa prudence et ses richesses. C'est la jeunesse qui est remplie, c'est l'âge mûr qui paraît vide, et la situation, le milieu social, le caractère, n'y font rien. Ce qui est arrivé au gai Gil Blas, au mélancolique Rousseau, et à tant d'autres d'humeurs diverses, est arrivé à l'honnête et

grave Lutfullah. Il a beau être seul, pauvre, abandonné : tant qu'il est jeune, les aventures viennent se présenter d'elles-mêmes sans qu'il les ait cherchées. De grotesques caricatures de vieux cheiks musulmans grimacent dans ses souvenirs d'enfance. Les *thugs* l'attendent au bord des grandes routes pour l'initier complaisamment à leur sinistre métier. Les brahmanes se trouvent tout exprès au bord des fleuves pour l'arracher à la mort. Il s'enrôle pour aller à la guerre, et l'armée dont il croit faire partie se compose d'une bande de voleurs afghans. Plus tard, lorsque sa jeunesse est passée, lorsqu'il est au service de l'Angleterre ou qu'il enseigne aux officiers anglais les langues persane et hindoustani, tout change comme par enchantement. Il va de ville en ville sans rencontrer la plus petite aventure, et pourtant il est alors, dans une certaine mesure, riche et puissant; ses relations sont innombrables et se renouvellent avec chaque voyage nouveau. Lutfullah n'a pas échappé à cette loi mystérieuse qui veut, à ce qu'il semble, que notre vie perde en attrait ce qu'elle gagne en expérience. Pour notre plaisir et notre instruction, nous regrettons que Lutfullah n'ait pas été jeune toute sa vie.

Il perdit son père de bonne heure, et sa mère se trouva veuve jeune encore, sans autre ressource qu'une pension de 200 roupies (20 livres sterling), débris de l'énorme revenu qui avait été jadis légué à ses ancêtres par la munificence d'un prince musulman. La jeune femme s'en alla vivre, avec son enfant, dans la maison habitée par sa mère et son frère. C'était une famille de pieux musulmans, hospitaliers et charitables, qui rappelle d'assez loin, mais qui rappelle cependant, — tant sous toutes les latitudes des conditions et des habitudes identiques produisent les mêmes résultats moraux, — les vieilles familles bourgeoises des pays catholiques, et spécialement du midi de la France. Il est réellement curieux de contempler sous une forme orientale les mêmes spectacles intimes, les mêmes péripéties paisibles, les mêmes doux sentimens que beaucoup d'entre nous, venus à temps dans ce monde de progrès saint-simonien, ont pu contempler dans leur enfance. La fortune de la famille était mince, et le foyer étroit; mais on sut l'élargir pour y faire une place à la veuve et à l'enfant. Le petit orphelin fut élevé avec les enfans de son oncle, et si l'un des enfans fut plus gâté et extérieurement plus entouré de tendresse que les autres, ce fut lui. La famille, respectée des voisins pour son antique origine sacerdotale, leur rendait ce respect en services et en bienfaits. La ville où elle résidait (Dhârânagar, dans la province de Malwa) fut quelque temps en butte aux attaques des bandits, et les habitans étaient exposés journellement à être pillés et torturés; pour se mettre à l'abri d'une de ces deux extrémités au moins, les voisins confièrent leurs

richesses et leurs bijoux à cette maison hospitalière, dont les bandits eux-mêmes étaient tenus éloignés par le respect religieux. Un des hôtes habituels de nos vieilles familles catholiques, le famélique abbé italien, payant en déclinaisons et en conjugaisons le prix d'une hospitalité gratuite, ou le vieux curé, maussade et bon, déjà placé sur la limite de la seconde enfance, qui s'endort tous les soirs au coin du feu après avoir dit ses grâces, ne manque pas non plus au coin de ce foyer musulman. Cette intéressante et débonnaire variété (de plus en plus rare aujourd'hui) de l'espèce humaine est représentée dans le récit de Lutfullah par un vieux prêtre musulman, Cheik-Nasrullah. Depuis longues années, il vivait dans la maison aux frais de ses hôtes, et quoiqu'il fût un ennui permanent et une lourde charge, il était traité avec bonté et déférence par le maître hospitalier. La figure de ce vieux radoteur, autrefois homme d'esprit et de savoir, maintenant tombé en enfance, est vivement peinte par Lutfullah. « Je me le rappelle fort bien : il était grand, d'une bonne et solide charpente, le front bas; il louchait beaucoup, et remuait incessamment la tête comme s'il consentait à tout ce qu'on lui proposait. Il était complétement édenté, mais sa longue barbe flottante lui rendait le service de cacher toutes ses difformités. Il aimait tant à parler, qu'il bavardait sans cesse, à tort et à travers, sans rime ni raison, qu'on l'écoutât ou non. » Il n'avait pas l'air d'ailleurs de soupçonner qu'il fût une gêne ou un embarras; il était très despotique, et avait pris en grippe le petit Lutfullah, qui lui fit payer ses mauvais traitemens par une plaisanterie plus mauvaise encore, que nous laisserons raconter à l'auteur :

« Un vendredi (jour du sabbat musulman), ayant congé de l'école, comme il est d'usage dans les écoles mahométanes, j'allai au marché et j'achetai un peu de poudre avec mon argent de réserve. Ce même jour, après la prière de midi, le vieillard alla dormir pour faire sa digestion dans un pavillon de la vérandah. Il avait une physionomie réellement comique avec sa bouche grande ouverte, ses yeux à demi fermés et sa longue barbe blanche, qui tombait sur sa poitrine, semblable à une botte de foin. J'entrai doucement, je m'approchai de lui et je répandis la poudre sur sa barbe, puis je sortis, et, après avoir attaché une allumette enflammée à une longue verge, je communiquai la flamme à la poudre. Toute la barbe s'illumina soudainement, et le vieillard se réveilla en sursaut, se frottant la figure et criant en signe de détresse le symbole de sa croyance : — *Laillah! illilah!* il n'y a pas d'autre Dieu que Dieu! — Puis il se leva, et moi, étant sorti sans qu'il m'eût aperçu, je regardai par le trou de la serrure avec satisfaction et ébahissement. Le vieillard courait çà et là avec son bâton, prêt à frapper le diable lui-même, s'il l'avait rencontré. Sa figure et ses mains étaient écorchées, ce qui, avec sa laideur naturelle et sa barbe brûlée, faisait de lui quelque chose de hideux. Ses cris attirèrent bientôt mon oncle, qui, en voyant son ami privé de sa

barbe et les mains et la figure brûlées, s'écria : — Qu'y a-t-il donc, Cheik-Nasbrullah? — Qu'y a-t-il? répondit le vieillard; le diable lui-même. Je suis perdu pour toujours! Dieu m'a puni pour mes péchés; mon honneur est parti avec ma barbe. Oh! ma barbe! ma barbe! — A force d'écouter ses singulières lamentations et de regarder sa figure, mon oncle ne put s'empêcher de sourire, ce dont le vieillard le réprimanda durement en disant : — N'avez-vous pas de honte de rire du malheur de votre frère? — Mon oncle lui demanda pardon, et le pria de lui apprendre comment cela était arrivé. — C'est ce chien, cette brute, cet infidèle, cet aimable neveu, que vous vous plaisez à appeler un garçon d'avenir, c'est lui, j'en suis sûr, qui a fait le coup. Cette verge que voilà est une preuve assez substantielle de son crime pour le faire décapiter. — En entendant ces paroles, je tremblai, j'allai doucement me mettre au lit, et je fis semblant de dormir profondément. Pendant ce temps, mon bon oncle versa deux ou trois fioles d'encre sur la figure du vieillard et sur ses mains (ce qui est le remède employé ordinairement dans notre pays contre les brûlures), et le fit coucher en lui disant que nous étions tous impuissans contre les décrets de la fatalité, à laquelle nous devons tous nous soumettre, et que ce qui a été ordonné pour chaque individu par la toute-puissante Divinité doit nécessairement arriver. »

On respecta donc la fatalité, mais on punit sévèrement l'instrument libre dont elle s'était servie. Lutfullah fut fortement bâtonné par sa mère et sa grand'mère, et sa mère jura par le saint Koran que s'il se rendait encore coupable d'un pareil délit, elle lui brûlerait les mains avec un fer rouge. Cette histoire eut encore d'autres conséquences, également déplaisantes pour Lutfullah. Son maître d'école, —excellente figure, lui aussi, de cuistre musulman, — apprit le crime de Lutfullah et en ressentit la plus vive indignation; c'était comme si sa propre nature de cuistre eût été insultée. L'esprit de corps, qui pousse tous les individus d'une même espèce (surtout dans les espèces inférieures) à prendre parti les uns pour les autres, lui inspira l'idée de venger l'outrage fait au cheik. Il fit donc fouetter sans merci le jeune Lutfullah, qui, doué alors d'un grand fonds de malice qui semble s'être épuisé depuis, se vengea en mêlant dans le café de son pédagogue une poudre qui lui valut d'atroces coliques. Le pédagogue était superstitieux comme on ne l'est guère qu'en Orient; il s'était reproché comme un grand crime d'avoir osé porter la main sur la personne d'un orphelin de race sacerdotale, et il considéra ses coliques comme une juste punition de son audace criminelle. « Après la guérison du maître, je recommençai mes visites à l'école, qui se repeupla de nouveau. La profonde superstition du maître le rendit plus respectueux envers moi qu'il n'était nécessaire, et il dit à tout le monde que son indisposition avait été causée par le déplaisir des saints, mes ancêtres, dont il avait reçu plusieurs avertissemens dans ses songes. Il implora mon pardon pour le mauvais traitement

qu'il m'avait fait subir. Ainsi à l'âge de sept ans j'étais un petit prêtre, chacun baisait ma main, et j'étais respecté de tout le monde. »

Cette école musulmane fait naturellement songer aux tableaux de Decamps; on comprend qu'il n'y a rien d'exagéré dans les grotesques pédagogues et les malins petits singes que le peintre a reproduits. Quel mélange burlesque de malice et de bêtise, de férocité innée et de superstition! A cette combinaison l'Orient musulman doit ces types curieux de bonhomie crédule, de lâcheté sournoise, tout ce monde de cheiks radoteurs, de tyrans capricieux, de facétieux cadis, qui abondent partout où a passé la loi du Koran. C'est à l'Orient musulman seulement que semble appartenir ce monde bizarre où la férocité tourne au grotesque, contrairement à l'Orient païen, où la férocité tourne au monstrueux. Cette différence très marquée est intéressante et porte à rêver. D'où peut-elle venir? La loi, relativement pure du Koran semble avoir agi sur l'esprit de ses sectateurs comme un opium. C'est là l'infériorité de la religion musulmane. Chose remarquable, le mahométisme n'a pas réussi à changer et à transformer les instincts des hommes de race orientale; il les a seulement endormis, comme un de ces narcotiques puissans qui sont si chers aux Orientaux de tout pays. Il n'a pas voulu à son origine se mettre en contradiction avec ces instincts, il les a ménagés au contraire et a cherché à se mettre en harmonie avec eux. De là, je crois, la rapidité avec laquelle il s'est répandu chez tous les peuples orientaux; de là aussi sa rapide décadence et celle des races qui l'ont adopté. Le paganisme sous toutes ses formes et dans tout pays a réussi parce qu'il était et qu'il est conforme à la nature matérielle et sensuelle de l'homme; le christianisme a réussi, parce qu'il n'a pas voulu accepter cette nature primitive, entachée des vices de la matière, et qu'il s'est audacieusement mis en opposition avec elle. Le mahométisme a voulu réussir par une transaction; il a voulu verser l'influence religieuse à dose convenable et guérir l'âme de ses croyans sans la bouleverser. Il n'a agi qu'à la surface : il a endormi, non éteint, hébété, non détruit les instincts orientaux. Frappés de torpeur, engourdis, ces instincts ont été plus impuissans pour le mal, mais plus impuissans aussi pour le bien, et la virilité naturelle de l'homme en a été diminuée. Or cette nature asiatique primitive, qui a bien pu être hébétée, mais qui n'a pas été transformée, se réveille par momens, et, dans le rapide intervalle de deux rêves, se livre aux fureurs et aux colères qui lui étaient chères. De là d'une part ces excentricités subites, ces caprices inexplicables, ces rapides accès de terreur, ces actes enfin comme d'un homme qui, réveillé en sursaut, continue pendant quelques minutes le rêve commencé, — et de l'autre, cette somnolence bestiale, cet engourdissement

moral, ces radotages de morale honnête, ces superstitions inoffensives, mais prêtant à rire comme les gestes et la nudité de l'homme ivre. Le spectacle d'un bazar musulman avec sa population de mangeurs d'opium, hâves, pâles, aux yeux creux et égarés, aux contorsions ridicules, est le symbole matériel de l'état moral dans lequel la religion incomplète du Koran a plongé les populations qu'elle s'est soumises.

Mais il y a un autre Orient, l'Orient païen, adorateur d'idoles et de monstrueux symboles. Celui-là n'est ni gai ni drôlatique, et il inspire une sorte d'admiration mêlée de terreur. Les instincts primitifs n'ont pas été contrariés par la religion, qui leur a prêté au contraire une sorte de sanction. Aussi tous les instincts bons ou mauvais de l'homme se présentent-ils avec une énergie, une ampleur, une grandeur étonnantes. Un intervalle immense sépare ce monde païen du monde musulman. Les Hindous sectateurs de Brahmah n'excitent pas le rire ou le dédain comme les caricatures du monde musulman; ils éveillent la terreur et la pitié. Il y a de la majesté dans leurs superstitions sanglantes; leurs crimes ont la beauté du tigre, et leurs vertus le charme et la grâce de l'antilope. Rien de mesquin, de petit, de rabougri; tout chez eux est excessif et monstrueux. Ces deux mondes se déroulent parallèlement dans le récit de Lutfullah.

La douceur naturelle à l'Hindou et la charité traditionnelle des hommes de caste sacerdotale sont assez bien illustrées par une aventure périlleuse qui remonte à l'enfance de notre héros. Lutfullah avait du côté paternel des cousins qui désiraient ardemment sa mort. Si Lutfullah, unique descendant direct de sa famille, mourait, les débris de l'espèce de majorat constitué autrefois par la reconnaissance d'un pieux sultan passeraient aux héritiers des branches collatérales. Lutfullah était plein de santé, et ses cousins, comme les frères de Joseph, se concertèrent pour lui donner la mort. Ils l'invitèrent à venir se baigner dans le réservoir de la ville, et lui proposèrent de lui apprendre à nager. Le trop confiant Lutfullah accepta, et lorsqu'il fut au milieu de l'eau, il fut lâchement abandonné.

« Lorsque je revins à moi, je me trouvai suspendu à un arbre, les pieds en l'air et la tête en bas. L'eau mêlée à l'écume coulait de ma bouche, de mon nez et de mes yeux. Ouvrant les yeux, je vis un brahmane qui se tenait à mes côtés, et qui me faisait tourner au bout de la corde à laquelle j'étais suspendu. Comme cette corde se recroquevillait et se raidissait en se roulant sur elle-même, j'essayai de parler; mais, ne le pouvant, je fis signe par gestes au brahmane de me délivrer de la torture que j'éprouvais, ce que fit l'excellent homme, après quoi il me plaça sous son bras droit, et, se levant, il se mit à tourner comme une toupie jusqu'à ce qu'il fût épuisé. Alors il tomba à terre avec moi. Ayant repris quelque force, je m'assis; mais je

fus saisi de cruels vomissemens qui souillèrent ses vêtemens. L'eau sortit de ma bouche pendant plus d'une heure. Pendant ce temps, le bon brahmane se lava, se baigna et se purifia dans le fleuve; puis, revenant, il s'assit à quelque distance de moi, murmurant ses prières en sanscrit et me regardant pendant tout le temps avec compassion. Il me demanda comment j'allais. A cette bienveillante question, je répondis que je me sentais presque rétabli; puis je le saluai respectueusement, et je le priai de me dire son nom. Il me dit qu'il s'appelait Rajárám, et qu'il était le principal gardien du temple qui s'élevait en face de moi, qu'il m'avait surveillé tout le temps, et que lorsque mes cousins m'avaient abandonné pour me laisser noyer, son dieu Mahádeva lui avait inspiré de me tirer de l'eau. C'est par respect pour cet ordre sacré qu'il m'avait sauvé la vie. Il me demanda ensuite de me prosterner devant la divinité à laquelle je devais l'existence. Dans la situation où j'étais placé, je ne pouvais guère désobéir à mon bienfaiteur. Par conséquent, je fis une profonde révérence à l'idole de pierre en courbant la tête jusqu'à terre; mais, en même temps que je faisais cette dévotion apparente, je courbai mon jeune esprit devant le Tout-Puissant, le seul Dieu, le créateur de la pierre ainsi que de toutes les choses créées. La première chose qu'on m'avait inculquée dans l'esprit, en ma qualité de jeune prêtre musulman, c'était de me moquer de la folie des Hindous, qui adorent des pierres taillées et sculptées par eux, et d'autres choses, au lieu d'adorer l'Être suprême.

« J'avais à peine achevé ce simulacre de dévotion, que le brahmane me montra du doigt les enfans, qui revenaient avec des cordes et des harpons sous prétexte de me tirer de l'eau. Mes cousins accoururent vers moi et m'embrassèrent, lavèrent la poussière et la boue qui couvraient mon corps, m'aidèrent à m'habiller, et répandirent de fausses larmes, me disant qu'ils avaient été bien affligés que j'eusse glissé de leurs mains, et que s'ils n'avaient pu me retirer de l'eau, ils étaient décidés à se noyer. Le brahmane écouta tranquillement cette fausse histoire et les regarda me laver et m'habiller. Après que ces opérations furent faites, ils me demandèrent de revenir avec eux. Je me levai, je fis un salut au brahmane, et j'allais partir, lorsque ce dernier, s'adressant à mes cousins d'un ton plein de colère : « L'enfant ne partira pas sans moi, et vous ne l'emmènerez pas pour le jeter dans un autre puits. »

Le bon brahmane acheva de médicamenter Lutfullah, l'invita à dormir à l'ombre de son temple, et lorsqu'il le vit tout à fait rétabli, le reconduisit chez ses parens. « Rajárám reçut de tout le monde des remerciemens sincères. Ma bonne mère surtout parut devant lui, les yeux pleins de larmes, contre toutes les lois de convenance qu'observent les dames mahométanes; elle le remercia vivement d'avoir sauvé son unique enfant, et lui offrit une paire de bracelets d'argent et dix roupies comme une humble récompense du service qu'il lui avait rendu, déclarant que c'était tout ce qu'elle possédait au monde, et que si elle avait dix lacs de roupies, elle les lui donnerait avec plaisir. Le pauvre et honnête brahmane déclara que l'offre était pour

lui de plus de valeur que le présent, et qu'il ne voudrait sous aucun prétexte priver la pauvre dame de cette petite somme, sur laquelle, pour lui faire plaisir, il prit néanmoins une roupie. » A la suite de cette aventure, Lutfullah tomba dangereusement malade, et Rajárám ne cessa de venir le voir jusqu'à sa complète guérison. « En ma présence, il me consolait; mais lorsqu'il avait le dos tourné, il répandait des larmes sur ma condition d'orphelin, ma pauvreté et ma souffrance. » La sensibilité de cet excellent brahmane est touchante; cependant ce qui en diminue le prix, c'est qu'il faut en rapporter en partie l'honneur au dieu Mahádeva : s'il n'avait pas dicté au brahmane l'ordre de sauver l'enfant, toute cette délicatesse de sentimens aurait été perdue, et Rajárám aurait montré autant d'impassible froideur qu'il montra de charité dévouée.

De bonne heure, comme on voit, Lutfullah fit l'expérience de la perversité de ses compatriotes; de bonne heure aussi, il eut sous les yeux les spectacles monstrueux dont l'Orient est si prodigue. Là les accidens de la nature et de la société, la famine, la peste, la guerre, semblent participer du caractère général du continent asiatique, où les forces créatrices comme les forces de destruction se déploient avec une exubérance, une énergie et une violence inconnues ailleurs. Sous l'empire de ces influences excessives, la nature humaine aussi va jusqu'au bout d'elle-même et se développe jusqu'à ses dernières limites. Rien ne peut dépasser la terreur, le désespoir, l'humilité et la férocité de l'Hindou. Une famine sévit sur la ville où résidait Lutfullah, et les habitans moururent par centaines. « Je me rappelle avoir vu une femme qu'on promenait dans les rues assise sur un âne. Sa figure, dont un côté était peint en blanc et l'autre en noir, était tournée vers la queue de l'animal. Ne connaissant pas la raison de cette exhibition étrange, je me pris d'abord à rire beaucoup; mais ma gaieté passa vite, lorsque j'appris que la misérable créature qui était devant moi était une habitante d'un village du district qui avait été convaincue d'avoir tué le jeune enfant d'un voisin, et, pour apaiser les tortures de la faim, de l'avoir fait bouillir et de l'avoir mangé. »

La famine n'était pas le seul fléau : des bandes de voleurs ravageaient les environs et envahissaient la ville une ou deux fois l'an, ou bien quelque prince voisin à court d'argent arrivait subitement pour soumettre la population à une contribution forcée. L'esprit d'artiste, qui est inné chez les Orientaux, ne s'est jamais plus tristement révélé que dans l'art des supplices, et chacune des races de l'Orient y a porté son tempérament, son génie propre. Les Chinois, par exemple, y mettent beaucoup de raffinement sans aucune délicatesse; ils montrent ici leur génie d artisans. Leurs supplices sont

bien calculés, ingénieux, mais grossiers. Ils savent convenablement dévider des entrailles, mutiler un membre, ramener la peau du crâne sur la face de la victime : on dirait d'un charpentier habile qui prend ses mesures avec l'équerre et le compas. Les Tartares s'abandonnent à leur féroce brutalité, et arrivent ainsi à des effets grandioses qu'il faut savoir reconnaître : rien n'égale en ce genre Tamerlan et Gengis-Khan. Doués du génie poétique, les Hindous ont donné à leurs supplices une beauté délicate, une variété exquise, une subtilité d'imagination qui leur assurent le premier rang dans cette branche des beaux-arts. Le Koran a défendu les arts plastiques aux musulmans, mais ils ont trouvé dans les supplices un moyen d'employer leurs facultés, que la religion condamnait à l'inertie. Certains souverains musulmans ont dépassé l'ingénieux Néron et l'habile Domitien. Néron se contentait de torches vivantes qui brûlaient une heure, et puis s'éteignaient : comme il est loin de ce prince qui sut avec une seule victime se donner le spectacle d'un millier de lampes allumées! Faire écorcher vives ses victimes est un plaisir qui a toujours été doux aux barbares; mais les faire rouler ensuite dans une poussière de sel et de soufre, c'est un raffinement que les Orientaux seuls ont su goûter. Et pourtant c'est à cette populace humaine que nos compatissantes âmes chrétiennes voudraient voir sacrifier l'Angleterre!

Je ne veux point priver le lecteur curieux des tortures réellement intéressantes que les maraudeurs et les bandes pillardes faisaient, au rapport de Lutfullah, subir à ses compatriotes. La victime était liée, puis exposée nu-tête aux rayons d'un soleil brûlant; on lui serrait ensuite les oreilles entre le bassinet et le chien d'un fusil. C'était l'initiation et le premier degré de la torture. Une fois chargée de ces lourds ornemens, on lui posait pour coiffure une pierre d'un poids énorme, laquelle pesait sur une autre pierre pointue qui faisait lentement son chemin à travers le crâne, puis on lui posait une moselière remplie de cendres et de poivre rouge qui provoquait les éternumens et procurait à la victime la plus cruelle suffocation. Tels étaient les modes de torture inventés par les brigands hindous. Les représailles étaient également cruelles; les honnêtes citoyens avaient autant d'ingénieux moyens de mettre à mort les coupables que ces derniers avaient eu de moyens de torturer les victimes. Par exemple, on liait les captifs aux pieds d'un éléphant, qui les traînait lentement par toute la ville et les écartelait pièce à pièce, membre à membre, en prenant son temps, ou bien on leur écrasait la tête entre deux pierres avec un solide maillet de bois. L'horreur est d'ordinaire monotone, mais les Orientaux, il faut le reconnaître, ont eu l'art d'y introduire la variété.

Les animaux les plus cruels sont également les plus lâches. Aussi la lâcheté orientale est-elle proverbiale. Il ne serait pas juste d'ailleurs d'attribuer cette lâcheté seulement à des instincts cruels. Les Orientaux ont une vertu qui d'ordinaire encourage ce vice déshonorant : ils n'ont pas de vanité, et le respect humain leur est inconnu. L'Oriental n'a aucune honte, et de même qu'il étale hardiment ses misères et ses difformités, il étale naïvement ses vices moraux. Il est lâche à l'occasion comme il est mendiant, sans pudeur ni scrupule. La mère de Lutfullah se remaria : la femme n'ayant pour ainsi dire d'existence individuelle dans la loi musulmane que par son mari, la condition de veuve est pour elle la moins enviable de toutes. Son premier mari avait été un homme de caste sacerdotale, le second fut un soldat; il s'appelait Mynâbee, et était officier au service de la mère de Daulat-Rao'-Sindhiah, rajah de Gwalior. C'était un homme de quarante ans, nous dit Lutfullah, d'une grande stature, bien fait, mais avec une énorme bedaine semi-ovale. « Il avait le teint noir et l'âme plus noire que le cœur d'un infidèle, car il était entièrement illettré et adonné aux intrigues de ce monde. » C'était en un mot un type parfait de spadassin et de matamore. L'apparence est trompeuse chez les Orientaux. L'air martial, le feu des yeux, l'orgueil imprimé sur les traits font croire au courage : pure illusion! cette physionomie ardente et mâle n'est pas due aux qualités de l'âme, mais aux instincts sauvages de la matière. Mynâbee avait su conquérir la confiance de sa royale maîtresse, et avait alimenté de son mieux la discorde entre la mère et le prince son fils. La princesse mourut, et immédiatement, selon l'usage de l'Orient, son favori tomba en disgrâce. Un matin, la maison de Mynâbee fut entourée par un détachement de soldats, le sabre au poing et le fusil chargé. « Le pauvre maître de la maison, rassemblant ce qui lui restait de fermeté, eut recours aux prières; ma mère et ses servantes, croyant que la mort était proche, s'évanouirent. Pour moi, je demeurai ferme, pensant qu'étant innocent, je ne serais pas tué, et que d'ailleurs, s'ils me mettaient à mort, je mourrais martyr et j'irais par conséquent au paradis, où je mènerais une plus belle vie dans des palais de diamans et de rubis, et en compagnie des houris, que sur cette misérable terre. » Le seul personnage courageux de la famille fut donc le petit Lutfullah : il alla à la rencontre des soldats, qui se contentaient de faire le pillage des écuries et des jardins et de garder strictement la maison jusqu'à l'arrivée des ordres du rajah. Lutfullah conseilla à son beau-père de se rendre et de ne pas faire de résistance. Le beau-père, qui tenait moins à faire preuve de bravoure qu'à sauver sa vie, adopta promptement ce conseil, mais avec une restriction im-

portante. « Il me dit que si l'officier voulait jurer solennellement, en versant de l'eau sur la queue d'une vache, qu'on ne lui ferait aucun mal, il se présenterait; sinon, il s'échapperait par le toit de sa maison. Quant aux femmes, elles pouvaient chercher les moyens qui leur conviendraient de se mettre en sûreté. » Lutfullah alla rapporter ce message à l'officier, en ajoutant que son beau-père était décidé à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. L'officier consentit. « Alors on fit venir un brahmane et une vache. Le brahmane mit la queue de l'animal dans la main du commandant, versa un peu d'eau dessus, et prononça en sanscrit quelques paroles dont la solennité fit trembler le pauvre homme. » Cet exemple de lâcheté, ajoute Lutfullah, me remit en mémoire un des proverbes du livre persan des *Exemples :* « Un lion en apparence peut se trouver, si on le met à l'épreuve, n'être qu'un chacal, et réciproquement. »

Mynâbee en effet était un chacal. Souple et sans rancune, il rentra bientôt en grâce et alla remplir à Gwalior, dans la maison du rajah, un poste important. La proie l'attirait, et il n'était pas homme à s'en priver pour se nourrir de la viande creuse du ressentiment. Il emmena avec lui Lutfullah, qu'il avait assez bien traité jusqu'alors, mais qu'il se mit à malmener avec une férocité de marâtre dès qu'il lui fut né un fils. Les coups pleuvaient sur Lutfullah, qui résolut de s'affranchir de la tutelle de ce lâche, et qui sortit en conséquence du palais pour aller rejoindre sa mère, qui demeurait loin de Gwalior. Lorsqu'après bien des péripéties et des aventures il l'eut enfin rejointe, il trouva dans la maison certains changemens qui le surprirent et qui achevèrent de le confirmer dans l'opinion que son beau-père était bien le chacal qu'il avait soupçonné. « Je fus étonné de voir sa maison remplie de toute sorte de meubles, de draperies de divers genres, d'épices de prix, etc. Comme ces objets n'étaient pas en rapport avec le revenu de mon beau-père, je demandai d'où ils venaient : ma mère me fit une réponse évasive; mais, n'étant pas satisfait de cette réponse, je fis des recherches ultérieures, et j'appris des autres membres de ma famille que ces richesses étaient bel et bien volées, qu'elles avaient été illégitimement acquises par le frère de la première femme de mon beau-père, qui, pendant tout le temps de notre absence, avait fait, par les ordres de son parent, le joli métier de voleur de grand chemin. »

Le récit du voyage forcé que fit Lutfullah de Gwalior à Ujjain, résidence de sa mère, est l'épisode le plus agréable du livre; c'est au moins celui où la nature orientale se présente à nous sous son aspect le plus varié. Lutfullah n'a pas un sentiment bien marqué des beautés naturelles : son œil manque de vivacité, et son esprit de pénétration originale; mais, dans ce récit, la fraîcheur et les terreurs

du souvenir de ce pèlerinage juvénile aiguillonnent son imagination rétive. Quelques-unes des gracieuses scènes pastorales familières à tout l'Orient s'y mêlent à des aventures plus sombres, telles qu'il s'en rencontre seulement dans le pays des pagodes. « A midi, je m'assis sous un magnifique bananier, sur le bord de la rivière. Je fis mes ablutions, et, étendant mon *daputta* (ceinture), je m'assis dessus, et je posai devant moi ma petite épée, mon Koran, mes autres livres et mon morceau de pain. Un berger qui était assis sous un arbre, poussé sans doute par la curiosité, s'approcha avec son chien..... Il se tint debout à quelque distance, appuyé sur son bâton, et me regardait manger..... Le compatissant berger me demanda si je ne voudrais pas un peu de lait pour humecter mon pain sec. Je lui répondis que je serais heureux s'il voulait m'en donner un peu, et que je lui serais reconnaissant pour cette action charitable envers un étranger et un homme d'une caste différente de la sienne. Le berger libéral m'apporta immédiatement un pot d'excellent lait frais; mais alors une difficulté s'éleva : comment le recevoir? Le berger, qui était un Hindou, ne voulait pas me permettre de toucher à son pot; par son conseil, j'arrangeai en forme de coupe quelques feuilles d'arbre, et je bus le lait frais en mangeant mon pain. » Un peu plus loin, le jeune aventurier recommence avec une jolie fille rajpoote la scène de Rébecca et d'Éliézer. La reproduction de la scène biblique est cependant très modernisée : l'Orient a marché depuis les patriarches. Rébecca est un peu coquette, Éliézer est galant et fait des madrigaux. « Je demandai à une des filles rajpootes, qui étaient occupées à tirer de l'eau, de m'en donner un peu pour étancher ma soif. En réponse, elle me demanda d'un ton gracieux, aussi charmant qu'elle : « N'y a-t-il personne autre qui puisse étancher votre soif? — Personne, madame, et s'il y en avait une autre, elle serait comme un atôme devant votre incomparable beauté; une lampe ne peut avoir de splendeur devant le soleil. » Cette flatterie fit courir un sourire sur sa belle figure, et elle me tendit son pot gracieusement en me disant : « Buvez jusqu'à ce que vous soyez rafraîchi. »

A ces rencontres idylliques succède un compagnon de route de mœurs moins pastorales. Un homme robuste et fort, couvert de poussière, s'approche du voyageur et lui propose de faire route avec lui. Son œil d'une stupidité féroce et ses manières trop insinuantes inspirent à Lutfullah une défiance trop justifiée par la suite de l'aventure. « Il me demanda d'où je venais et où j'allais. Je lui rendis son salut, et je lui dis que j'allais à Gohad pour affaires. Alors il observa que sa destination était la même, mais qu'il craignait que nous ne pussions atteindre la ville avant le coucher du soleil, car il y avait

quatre bons milles à faire à partir de l'endroit où nous étions. » En effet, la nuit était déjà venue avant que les voyageurs eussent fait plus de deux milles. Arrivé près d'une mosquée, Lutfullah s'arrête, déclare qu'il a l'intention d'y passer la nuit, et souhaite un bon voyage à son compagnon. Ce dernier essaie de le persuader de finir le voyage, en l'effrayant d'histoires de voleurs et de bêtes féroces. Lutfullah répond qu'un feu clair allumé dans la nuit est un moyen connu d'écarter les bêtes féroces, et que pour les voleurs il les craint peu, n'ayant pas la moindre monnaie sur lui. Juma (c'était le nom de cet indiscret compagnon de route) considère alors Lutfullah d'un regard scrutateur. Puisque Lutfullah s'arrête, il s'arrêtera aussi. Les craintes qu'inspire cette complaisance à Lutfullah ne lui font cependant pas oublier ses devoirs de musulman. Il entre dans une rivière pour faire ses ablutions, et laisse ses habits à la garde de Juma, qui en fouille toutes les poches et tous les replis. Le résultat de cette enquête, en constatant la pauvreté de Lutfullah, sauva sa vie. Juma à son tour, voyant qu'il avait affaire à un gueux comme lui-même, se sentit venir trop de confiance, et il dit à Lutfullah que, s'il voulait lui jurer sur le saint livre de ne jamais divulguer le secret qu'il allait lui révéler, il le prendrait pour apprenti, et lui enseignerait l'art de devenir riche en un instant. L'étourdi Lutfullah prêta le serment demandé et reçut en retour l'horrible secret.

Juma était un *thug*, un *thug* exercé et de premier mérite dans sa profession. Il avait formé dans le district environnant sept disciples aussi recommandables par leur fidélité à leur maître que par l'intelligence avec laquelle ils avaient profité de ses leçons. « Ouvrant un large sac qu'il tira de sa ceinture, il laissa tomber des *mohurs* d'or pour enchanter mes yeux et fasciner mon imagination. » Il enseigne alors à Lutfullah les diverses manières de tuer employées dans sa profession; dans le nombre, il en est une assez curieuse: « Nous nous familiarisons avec les voyageurs en nous présentant comme mendians, en nous proposant comme guides, ou même en servant d'entremetteurs (*pimps*). La femme dont je vous ai parlé nous sert à ce dernier usage; elle attire le voyageur et le conduit dans un endroit écarté, loin de la route, où l'un de nous ne tarde pas à les rejoindre. Le voyageur naturellement ne goûte pas cette visite importune; mais la femme l'apaise en lui disant : C'est mon mari ou mon frère; il va s'en aller bientôt, et nous pourrons parler et fumer à l'aise. Si pendant ce temps le voyageur n'est pas assez sur ses gardes, la femme, comme par accident, laisse tomber certaine partie de son vêtement, ce qui naturellement attire toute son attention, et alors... » On sait le reste, la strangulation par le mouchoir

de soie, la mort sans effusion de sang et l'enterrement sur place.

Juma expose à Lutfullah la théorie morale de ce brigandage. Et d'abord j'observerai que dans son explication il s'écarte un peu des opinions généralement admises. Le *thuggisme* est une profession, un métier, beaucoup plus qu'une secte. C'est une association de brigandage appuyée sur des raisonnemens d'une métaphysique pervertie; mais le brigandage domine, et la dévotion à la déesse Kali ne vient qu'en seconde ligne. Il n'est donc peut-être pas tout à fait juste de voir dans les thugs une secte vouée par religion aux puissances du mal; la religion n'est pas le principe de l'association, et ne vient qu'après coup pour donner une justification à ses crimes. Il ne lui a pas été difficile de trouver dans l'arsenal de la métaphysique hindoue un argument pour déclarer que le crime est indifférent, et que la destruction doit être honorée, ni de trouver dans le vaste panthéon de l'Inde une divinité pour lui rapporter la gloire de ses crimes. Le *thuggisme* est donc surtout un brigandage; mais ce qui est curieux, c'est de voir à quel point la doctrine panthéiste a pénétré dans l'esprit de ce peuple, et avec quelle immorale souplesse elle s'est pliée à tous les actes de l'âme humaine. La grandeur sinistre de cette doctrine séduisante et fatale apparaît ici d'une manière saisissante. Écoutez la confession de Juma. Les argumens dont il se sert pour justifier ses crimes sont les mêmes que ceux par lesquels, dans le poème indien, le dieu Krichna presse le héros Arjouna de pousser son char de guerre contre ses proches et ses amis.

« — N'avez-vous aucun remords, lui dis-je, lorsque vous commettez un crime? — Non, répondit-il. Un boucher n'est jamais ému lorsqu'il tue un bouc ou une vache. Au commencement, on se sent toujours pris de quelque attendrissement, mais la pratique vous met bientôt à l'aise; dans ces occasions, nous pensons à la méchanceté, à l'égoïsme des hommes, à leur peu de conscience. Par exemple, ils ne nous donneraient pas une roupie, si nous mourions de faim; ils ne se sentiraient pas émus, si nous étions punis de mort : nous devons donc les traiter comme ils nous traiteraient.

« Au commencement, il m'arriva une fois d'être presque dégoûté de ma profession. J'accompagnai un jour un vieux prêtre, pendant environ trente milles, dans la direction d'Udepur. Pendant le premier jour du voyage, je ne pus trouver une occasion de e tuer. Le soir, il se réunit à quelques-uns de ses amis, et je ne pouvais m'introduire dans leur compagnie. Le lendemain matin, de très bonne heure, il repartit, et je l'accompagnai, quelquefois le suivant, quelquefois le précédant. Lorsque le premier quart du jour fut écoulé, il s'arrêta pour déjeuner près d'un village, et, me voyant dans une condition misérable, il me donna un morceau de pain, que je reçus avec un empressement apparent, mais auquel je ne touchai pas, pensant que manger son sel et puis le tuer serait une trahison impardonnable. Je lui dis que j'allais à Udepur pour chercher un emploi, et il répondit : Puisse votre entre-

prise être heureuse! Après son déjeuner, il partit, et je le suivis jusqu'à midi, heure de sa prière et je puis dire de sa mort. Il me demanda si je connaissais un ruisseau près de là où il pût faire ses ablutions, sinon qu'il se purifierait avec du sable et prierait. Je lui répondis qu'il y avait un ruisseau à un quart de mille de là environ, mais qu'il était un peu à l'écart de la route; il me demanda de le lui montrer, et je l'accompagnai jusqu'au ruisseau, où il accomplit ses ablutions; puis, étendant ses vêtemens, il fit ses dévotions, et lorsqu'il se releva, je l'étranglai facilement, sans défiance comme il était. Il rendit l'âme aussitôt, et à mon grand désespoir, lorsque je fouillai sa personne, je ne trouvai qu'un liard de monnaie, un rosaire et quelques morceaux de pain desséché. J'enterrai immédiatement le corps, et je m'en allai. Le lendemain j'allai au village, où j'avais donné rendez-vous à ma vieille mère. Je lui appris ce qui s'était passé, la compassion dont j'avais été saisi, ma détermination d'abandonner ma profession, lui disant que j'aimerais mieux mourir de faim que d'être obligé de souiller mes mains à l'avenir d'un sang innocent pour d'aussi misérables bénéfices. Elle ne goûta pas ce manque de courage, et, prenant le liard, elle alla au marché, et revint avec une livre au moins de crevettes. Elle plaça le monceau devant moi et me dit : — Pouvez-vous compter ces petits animaux, mon fils? — Oui, lui dis-je; mais il me faudrait tout un jour au moins pour les compter, et cela n'est d'aucune utilité. — Eh bien! répondit-elle, fol enfant, ne voyez-vous pas combien d'existences sont ici détruites pour un liard, et vous, comme un garçon stupide, couard et pleurnicheur, vous vous inquiétez de la mort d'un vieux prêtre qui avait déjà un pied dans la tombe! Si un lion, ajouta-t-elle, a des remords pour la proie qu'il mange, il est clair qu'il devra mourir de faim. — Les salutaires conseils de la courageuse vieille femme, continua Juma, me réconcilièrent avec ma profession, et depuis je n'ai jamais eu le plus petit remords. »

Après avoir reçu ces confidences, Lutfullah se sentit mal à l'aise en pareille compagnie. Il laissa le thug s'endormir. Un instant, en le contemplant dans son sommeil, il eut la pensée de le tuer. « J'avais grande envie de couper le cou de ce lâche coquin avec mon petit cimeterre et de l'envoyer dans l'enfer, dont Malik le gardien lui ouvrirait les portes avec plaisir. » Il résista prudemment à cette pensée, se contentant de s'évader, et courant à toutes jambes jusqu'à la ville voisine, où il arriva tremblant et sans pouvoir prononcer d'autres paroles que : « Juma, Juma, le thug! » Dénoncé par Lutfullah, qui eut à demander pardon à Dieu d'avoir violé son serment, Juma fut pris, condamné, taillé en morceaux, lardé à coups de pointe d'épée, et finalement attaché à la gueule d'un canon qui l'envoya rejoindre la demeure de la déesse Kali.

A côté de cette scène, qui donne une idée si forte de ce qu'on peut appeler le pervertissement métaphysique de la race hindoue, j'en placerai une autre qui n'a pas le même caractère, mais qui laisse la même impression d'étonnement. C'est la description d'un

suttie, et la plus saisissante à coup sûr que j'aie vue. Cette scène se rapporte à l'époque où Lutfullah était au service de la compagnie des Indes.

« Un matin, comme j'étais avec le lieutenant Earle du 24e régiment, on nous apprit qu'il devait y avoir un *suttie* au village de Maholi, sur les bords du fleuve. Cela nous fit bondir; nous ne pouvions croire qu'un tel crime pût être commis avec impunité tant qu'un résident anglais était près de la capitale. Nous avions à peine terminé notre conversation sur ce sujet, que nous aperçûmes la sinistre procession accompagnée de la musique indigène sortant de la ville et suivant la grand'route, près de la porte du résident. Nous courûmes à nos chevaux, et nous marchâmes au lieu de l'exécution, que nous atteignîmes une demi-heure après environ. Un autre de mes élèves, le docteur Kay, ayant appris ces tristes nouvelles, nous rejoignit bientôt.

« Après que nous eûmes attendu environ un quart d'heure à l'ombre d'un arbre, sur les bords du fleuve, la procession arriva, et les porteurs brahmanes placèrent la bière au bord de l'eau, comme pour rafraîchir les pieds du cadavre. La figure et les mains du mort étant exposées à la vue, nous reconnûmes que le mort était un brahmane bien constitué d'environ quarante ans. Après avoir examiné le mort, nous nous avançâmes vers la jeune dame qui était assise sous un arbre, à peu de distance de la bière, toute prête à s'immoler sur le bûcher qu'on préparait près du cadavre. Elle était entourée de ses proches et d'autres personnes, au nombre de vingt environ, et était engagée avec eux dans une vive conversation. C'était une belle femme, de quinze ans environ, et sa contenance charmante ne montrait aucune marque de crainte ou de chagrin. Le lieutenant Earle, qui parlait fort bien le mahratte, entama une conversation avec elle et lui tint un discours éloquent, la dissuadant, avec toute l'énergie dont il était susceptible, de cet horrible suicide, que dans son opinion il regardait comme un meurtre volontaire commis par les brahmanes, dont les mauvais conseils, contraires à la pure loi hindoue, la condamnaient dans les deux mondes à une existence de tortures. Sa réponse fut courte et nette : « Vous pourrez dire tout ce que vous voudrez, mais je partirai avec mon maître. Il était écrit dans le livre de ma destinée que je devais être sa femme; je dois donc être dans l'entière énergie du mot sa femme, sa femme seulement, et celle de personne autre. Je l'aimais et lui seulement, je ne pourrais plus aimer personne avec cette sincérité première; je dois donc être sa fidèle compagne partout où il va. Ne vous tourmentez plus de cette affaire, monsieur, que la paix soit avec vous ! »

« Cependant le lieutenant Earle, à ma suggestion et à celle du docteur Kay, la supplia de l'écouter encore pendant un instant; elle se tourna donc vers lui de nouveau, et il lui parla ainsi : « Ma chère dame, je vous en prie, considérez une fois encore ce que vous allez faire; n'agissez pas contre votre raison, soyez sûre que nous sommes vos amis et non vos ennemis, que nous vous sauverons de cette mort horrible par tous les moyens, si vous donnez le plus léger signal, et que nous vous ferons une situation convenable pour

le reste de votre vie. » Et il ajouta : « Vous devriez essayer de brûler votre petit doigt avant de confier aux flammes votre beau corps tout entier. » Mais hélas! son fanatisme était allé trop loin pour être arrêté par ces conseils ou d'autres semblables.

« Elle répondit à M. Earle avec un sourire méprisant qu'elle lui était très obligée pour sa sollicitude, dont elle n'avait pas besoin, que sa parole était une et inaltérable. Alors, déchirant un morceau de son mouchoir, elle le trempa dans l'huile de la lampe brûlante (habituellement placée devant les bûchers, soit que le sacrifice ait lieu le jour, soit qu'il ait lieu la nuit), puis elle le roula hardiment autour de son doigt et l'alluma avec vivacité. Il brûla quelques instans comme une petite chandelle, en répandant l'odeur de la chair grillée, pendant que la jeune beauté parlait à l'auditoire sans un soupir ou une plainte qui pût indiquer la souffrance; néanmoins la coloration violente de la face, suivie d'une sueur abondante, trahit à nos esprits inquiets et exempts de préjugés les souffrances qu'elle ressentait. Cette frénésie enthousiaste est aidée et soutenue, je crois, par l'effet de quelques narcotiques, particulièrement du camphre, que les cruels brahmanes administrent en large quantité à leurs victimes aussitôt que, sous le coup de la douleur causée par la mort d'un être chéri, elles manifestent l'intention de se détruire. L'effet de ces drogues se communique bientôt à tout le système nerveux, la stupéfaction s'ensuit, et le corps est complétement engourdi avant d'aller au feu. Le bûcher étant alors apprêté, le corps fut lavé et placé dans l'intérieur. Un paquet de camphre d'une demi-livre environ fut lié autour du cou de la dame; elle se leva avec la vivacité dont elle avait fait preuve jusqu'alors, invoqua ses dieux, et courut au fatal bûcher comme le papillon court à la flamme. Alors elle fit sept fois le tour du bûcher, et y étant entrée enfin, elle plaça sur son sein la tête de son mari mort, puis, prenant une mèche allumée entre l'orteil et le second doigt du pied, elle mit le feu aux combustibles entremêlés aux bûches de bois. Lorsqu'elle fut entrée, les brahmanes commencèrent à fermer les ouvertures avec de grosses pièces de bois; ce que voyant, le docteur Kay entra dans un tel état d'exaspération, qu'il ne put garder le silence plus longtemps. Quoiqu'il sût peu ou même rien de la langue du pays, il cria avec toute la force dont il fut susceptible : « Coquins, cela n'est pas bien! *Darvaza mat kolo,* » c'est-à-dire, n'ouvrez pas la porte, — disant ainsi le contraire de ce qu'il voulait dire. Ce *lapsus linguæ*, même à ce moment tragique, arracha un sourire à la plupart des assistans. Immédiatement après que la pauvre femme eut mis le feu au bûcher, les brahmanes et les autres assistans poussèrent bruyamment au ciel le nom de leur dieu Rámá, ordonnèrent aux tambourins, aux flageolets et aux cymbales qui accompagnaient la procession de battre et de jouer, et déchirèrent l'air de leurs hurlemens, afin qu'on ne pût entendre les cris de détresse de la victime; puis, aussitôt que les flammes se furent ouvert une issue de toutes parts, ils coupèrent aux quatre coins avec leurs petites haches les cordes qui soutenaient les quatre côtés du bûcher, et l'énorme poids, tombant à la fois sur cette femme délicate, l'écrasa en un instant. Quinze minutes après, tout cet embrasement était devenu un monceau de cendres, la musique et les cris cessèrent, et les bourreaux fatigués s'assirent avec calme sous un

arbre, en attendant que les cendres fussent éteintes et qu'ils pussent les jeter dans le fleuve et s'en retourner. De notre côté, nous nous en revînmes tristes et abattus du spectacle que nous avions vu. »

En vérité, ces horreurs sont empreintes d'une majesté sombre qu'on ne peut nier. Ce qui frappe dans les deux tableaux que nous venons de présenter au lecteur, c'est la plénitude dans la perversité. Les caractères sont achevés dans leur monstruosité, il n'y a rien à y ajouter. On dirait des productions frénétiques enfantées par le génie de la vie dans un accès de délire, mais qui ont conservé dans leur démence l'unité et l'harmonie prescrites par les lois de l'art. Ce qui étonne le plus dans ces caractères, c'est l'implacable logique avec laquelle l'âme humaine est allée jusqu'au bout d'elle-même : pas d'hésitation, de remords, pas de combat peureux de la volonté contre l'instinct, ou de l'instinct contre la fatalité. De même que la nature n'éprouve aucune hésitation à faire des monstres, l'âme n'éprouve aucune hésitation devant le crime ou la destruction : elle se conforme sans crainte aux conditions qui lui sont données. Telle est l'immorale obéissance des Hindous au milieu dans lequel ils se développent, obéissance qui leur a permis cependant de représenter les divers instincts de l'âme humaine avec une abondance de vie, une énergie d'expression et un calme d'allure qui ne se sont retrouvés nulle part ailleurs.

Ce monde est immoral, mais il possède sa beauté; le moraliste en est troublé et étonné, l'artiste amoureux des formes et des grandes expressions peut en être ravi. Que nous voilà loin de notre monde européen, où la nature n'est jamais obéie sans réserve, où ses conseils ne sont jamais suivis sans regrets, où la volonté, dans ses luttes incessantes, a creusé l'âme jusque dans les profondeurs où vit la conscience, dont nous apercevons l'œil menaçant aussitôt que nous nous penchons sur l'abîme de notre être! Mais, pour ne pas sortir de l'Orient, combien nous sommes loin du monde musulman! Combien ses superstitions inoffensives sont pâles, ridicules et ennuyeuses à côté de ces superstitions terribles! Que signifient, à côté des *sutties* et des autels de la déesse Kali, les superstitions de la secte des *bohras*, qui se font remettre par leurs prêtres, pour chacun de leurs morts, un certificat de bonne vie et mœurs adressé à l'archange Gabriel, avec prière de décerner en paradis une place convenable à l'âme bienheureuse? Combien leurs derviches paraissent radoteurs, leurs ascètes effacés à côté des brahmanes et des contemplateurs hindous! Il y a entre eux la différence qui sépare la dévotion modérée de la folie religieuse, et une ode enthousiaste d'un livre de sentences. Nous allons placer sous les yeux du lecteur deux portraits de saints orientaux, un *saint* musulman, un

saint hindou : le premier lui semblera sans doute plus humain, mais le dernier reporte l'imagination vers ces descriptions des poèmes indiens qui nous représentent les fakirs prenant racine dans le sol ou se transformant en buissons incultes où les oiseaux viennent faire leurs nids. Lutfullah, dans une de ses pérégrinations, va loger dans une mosquée bâtie par un saint homme, le *hadji* Zacharias.

« Je fus traité par les serviteurs du *hadji* avec respect et hospitalité. Je désirais avoir le plaisir de connaître le fondateur de la mosquée, dont j'avais entendu beaucoup louer le caractère bienveillant lorsque j'étais à Bombay, et après informations j'appris par son domestique, qui me servait, que le *hadji* s'était souvent assis à côté de moi et m'avait souvent parlé après la prière. Je me rappelais bien en effet un homme qui m'avait parlé, mais comme j'étais loin de le prendre pour un grand personnage, je l'avais toujours tenu à l'écart et rebuté à cause de ses manières et de sa conversation vulgaires et de son costume grossier. Je regrettai beaucoup alors d'avoir été si rude envers un homme qui m'avait traité avec tant d'hospitalité. Comme il était de mon devoir de lui offrir des excuses, j'allai à son cabinet, où je le trouvai accroupi sur un vieux matelas étendu sur le parquet et les reins soutenus par un vieux coussin, tandis que ses suivans et ses domestiques étaient tous bien vêtus et éclipsaient extérieurement leur maître. Il y avait aussi là des gentilshommes anglais, un capitaine et son second officier, qui se tenaient chapeau en main, attendant ses ordres. Il me reçut avec beaucoup de civilité, et je m'assis près de lui. Je lui demandai pardon de l'avoir rebuté dans mes premières visites, l'assurant que mon incivilité n'était due qu'à l'ignorance. Il me répondit brusquement qu'étant formé d'humble poussière, son devoir était d'être humble. »

Ce personnage est fort honorable sans doute, mais n'est pas très différent d'un honnête philanthrope. Son humilité a une certaine bizarrerie, mais ne dépasse pas les bornes du sens commun. Ce *saint* est mêlé au monde, il est riche, puissant, il remplit des fonctions publiques : tout cela est assez effacé. Voyons un saint de la religion brahmanique, celui-là au moins a du caractère et de la physionomie.

« Quand on erre dans ces solitudes, il arrive souvent de rencontrer quelque moine hindou que le zèle de son austérité a poussé à tout abandonner et à dévouer sa vie au culte de la Divinité, loin du tumulte des mondains. Il vit des racines qui croissent sur place, fait du feu en frottant deux morceaux de bois l'un contre l'autre pour se chauffer pendant les nuits froides, et se tient le corps soigneusement couvert de cendres, dont la poussière lui fait comme une mince enveloppe qui, fermant les pores de la peau, le dispense de vêtemens artificiels. Après dix ou douze années de cette existence, il devient comme les bêtes sauvages et s'enfuit à la vue de l'homme. Dans cette partie du monde, on rencontre des gens qui ont la singulière idée que ces religieux sont des cannibales, et qu'ils mangent de la chair d'homme,

s'ils peuvent se saisir d'une personne seule et désarmée; mais cela n'est pas croyable.

« Un matin, comme j'errais avec mon élève, nous engageâmes une discussion sur la question de l'esprit et de la matière. Étant profondément excité par ce sujet intéressant, il laissa sa suite sous la garde d'un officier son subordonné, et me pria de l'accompagner à quelque distance de la route, afin que nous pussions discuter plus librement... Tout à coup nous arrivâmes en face d'un feu auprès duquel nous n'aperçûmes aucun individu. Nous allumâmes nos cigares et nous demandâmes à nos *grooms* comment ce feu se trouvait dans ce lieu solitaire. Leur réponse unanime fut que ce feu appartenait à quelque *Agori Bábá* (*père omnivore*), et qu'il était dangereux pour nous de rester plus longtemps. Cette inquiétude nous fit rire, et nous continuâmes notre promenade sans plus songer à cette aventure. Après que nous eûmes avancé de quelques pas, nous arrivâmes dans une vallée énormément profonde, et, en regardant en bas, nous vîmes l'homme de proie, l'ascète lui-même, le demi-dieu des Hindous, à une centaine de mètres, qui courait aussi vite qu'il pouvait, en regardant prudemment derrière lui à chaque instant, comme si quelqu'un le poursuivait. Nos pauvres domestiques, en le voyant, furent terrifiés, et se courbèrent devant lui en touchant la terre de leur front. Mon compagnon, avec la curiosité de l'Européen, l'appela et lui fit signe de venir, comme s'il avait quelque importante communication à lui faire; mais ces actes de civilité, au lieu de produire l'effet désiré, accélérèrent sa fuite, et la rapidité dangereuse de la descente empêcha mon curieux compagnon européen de le suivre. Nous eûmes donc recours à notre lunette d'approche, qui nous le fit voir dans tous ses détails. C'était un homme fort et puissant; sa chevelure argentée tombait en désordre sur ses épaules, et sa barbe également en désordre sur sa poitrine; ses yeux étaient vifs et étincelaient de feu; son corps velu était tout frotté de cendres. A peine l'avions-nous contemplé, qu'il se déroba à notre vue. »

Revenons à Lutfullah. Sa vie errante s'est poursuivie jusqu'à ces dernières années (1847); mais la carrière des aventures s'est, comme nous l'avons dit, fermée pour lui de bonne heure. Dès l'âge de vingt ans, tout est fini. Il lui faut mener une vie laborieuse qui laisse peu de place aux surprises. Ce n'est pas sa faute cependant si sa vie a été aussi peu accidentée, et si les soucis de la gêne et de la pénurie ont été les soucis qui ont fait blanchir ses cheveux. Jeune, il avait rêvé gloire militaire et dangers éclatans, et ces préoccupations impatientes le précipitèrent dans l'aventure la plus périlleuse qu'il eût jamais courue. Au commencement de 1818, il entendit parler des guerres qui se faisaient dans le Dekkan, et il résolut de se rendre dans ce pays. La difficulté était de trouver une caravane à laquelle il pût se joindre, ou un compagnon quelconque qui voulût faire la route avec lui. Un jour, rôdant dans les rues de la ville d'Ujjain, il aperçut une troupe d'Afghans commandés par un *jamadar* (lieutenant). « En passant, je les saluai selon la coutume des mahomé-

tans, fondée sur la tradition du prophète. Le *jamadar* Músá-Khán, — tel était son nom, comme je l'appris plus tard, — me rendit mon salut avec courtoisie et m'invita à m'asseoir et à fumer avec lui, invitation que j'acceptai avec grand plaisir. » Lutfullah ouvrit son cœur, et fut ravi d'apprendre que le *jamadar* partait le lendemain avec sa troupe pour le Dekkan. Músá-Khán lui proposa de s'enrôler, ou plutôt d'entrer à son service pour tenir les comptes de sa bande. Lutfullah accepta avec empressement. Le lendemain, au point du jour, il sortit secrètement de la demeure maternelle et alla rejoindre ses nouveaux compagnons. La troupe était déjà sur pied; ils s'apprêtèrent en quelques minutes, et tous répétèrent la prière suivante, qui est récitée par tous les voyageurs et les guerriers musulmans au moment de partir pour une expédition : « Dieu t'accorde son assistance et une prompte victoire, et te permette de porter de bonnes nouvelles aux vrais croyans! Dieu est le meilleur gardien, et il est le plus clément de ceux qui se montrent clémens. »

Les jours se passent, et l'expédition marche à travers les montagnes, les précipices, les défilés les plus dangereux. Enfin un soir on aperçoit une vallée profondément cachée entre un rempart de montagnes chevelues et de rochers pleins de broussailles, couverte d'arbres et parsemée de huttes, une sorte de caverne naturelle qu'auraient enviée Ali-Baba et ses quarante voleurs. « Grâce à Dieu, nous sommes arrivés au lieu de notre destination, dit Músá-Khán. » Lutfullah était tombé dans une bande de brigands : les vingt-cinq Afghans de Músá-Khán n'étaient que vingt-cinq mercenaires aux gages d'un chef de voleurs *bheels* nommé Nadir. On s'approche de la vallée, et la bande se trouve bientôt entourée d'une troupe soupçonneuse et féroce. « Qui êtes-vous, dit l'un de ces hommes, vous qui venez vous jeter dans les mains de la mort? — Ne me reconnais-tu pas, Kaliya? cria Músá? » Le *Bheel* reconnut la voix du *jamadar* et s'avança vers nous en criant aux autres : C'est notre Músá, et non pas un ennemi. » Cette reconnaissance opérée, Músá va présenter ses hommes au chef Nadir, espèce de roi à la fois burlesque et féroce, qu'ils trouvent assis à l'entrée d'une caverne, sur une estrade en bois, enlacée de plantes grimpantes, nu comme ses sujets, les bras chargés de bracelets d'or. « Músá-Khán, le regardant, le salua et dit : Voici Nadir-Bhai, le bon prince du désert; présentez-lui vos respects. » Le pauvre Lutfullah se trouvait dans la situation de Gil Blas lorsqu'il est tombé par étourderie dans la bande du capitaine Rolando. Il resta dans cette vallée maudite quatre longs mois, maudissant son imprudence et cherchant un moyen de s'évader sans pouvoir le trouver, lorsqu'un événement terrible et tout à fait à l'orientale vint lui fournir l'occasion

qu'il désirait. Les Afghans au service de Nadir avaient un tiers du butin; les expéditions avaient été si lucratives, qu'au bout de peu de temps ils se trouvèrent assez riches et manifestèrent l'envie de retourner dans leur pays pour quelques mois. Nadir accorda à Músá la grâce que celui-ci demandait au nom de ses Afghans, mais il lui dit qu'il ne les laisserait pas partir sans leur donner, en souvenir de leurs services, une grande fête qui durerait trois jours. La fête eut lieu, et voici ce qui se passa à l'aurore du troisième jour.

« Ce matin-là, je me réveillai de meilleure heure que de coutume, et je me rendis à ma fontaine favorite. Après avoir accompli les inévitables devoirs d'un bon musulman, je commençai à penser à mon heureux retour dans le monde civilisé. Chose étrange à dire, ces pensées, loin de réjouir mon cœur, le rendaient plus pesant. Je ne savais pourquoi, mais l'aurore de ce matin si désiré, au lieu d'égayer le cœur, semblait assombrie de nuages sinistres. Je ne pris pas garde à ces présages. Toutefois au point du jour je commençai à m'en revenir vers le grand hangar. Comme j'approchais, mes sens furent terrifiés par des cris et des gémissemens accompagnés d'un bruit sourd d'instrumens tranchans, comme le bruit d'une hache de boucher divisant la chair et les os d'un animal; puis vinrent des cris de détresse finissant en gémissemens. Ici la raison, faisant de nouveau une apparition opportune, m'arrêta court et me força de réfléchir. — Ce sont peut-être les moutons que l'on tue pour notre repas, pensai-je; mais quelle peut être la cause de ces terribles cris? — Pendant que je faisais ce monologue, mes pieds reculaient naturellement au lieu d'avancer, et soudain, à ma grande terreur, qu'est-ce que je vois? Un Afghan qui s'enfuyait, la tête saignante et ses vêtemens couverts de sang. Je courus à lui : — Qu'y a-t-il donc, Ibrahim-Khan? lui demandai-je. — A cette question, il répondit : — Nous sommes trahis; tous les Afghans sont assassinés par les Bheels. J'ai perdu trois doigts en voulant parer un coup qui allait me frapper à la tête. Ma blessure n'est pas mortelle, j'ai échappé en simulant la mort. Ne me suivez pas, je puis être rejoint. Courez aussi vite que vous pourrez, si vous voulez sauver votre vie. — Adieu, Ibrahim, lui dis-je, puisse Dieu vous protéger! »

Lutfullah s'enfuit à toutes jambes à travers la plaine et la montagne, sans retourner la tête, et réussit à regagner la maison maternelle. Il y trouva beaucoup de changement. Son beau-père avait été tué, — justement comme les Afghans par les Bheels, — par son complice en flibusterie, le frère de sa première femme. Sa mère était atteinte de consomption, et mourut bientôt. Lutfullah, après avoir épuisé ses dernières ressources pour soigner sa mère et la faire ensevelir convenablement, s'engagea comme employé des postes au service de la compagnie. Alors commença pour lui cette existence besoigneuse dont il se plaint sans cesse, et qui aujourd'hui encore le remplit de tristes soucis. L'honnêteté ne réussit guère nulle part, mais moins encore chez les musulmans que partout ailleurs.

Lutfullah a été plusieurs fois au service des princes et des nababs de l'Inde; il n'a jamais su en tirer grand'chose, paraît-il. Il manque d'agilité, et se débrouille mal au milieu de ces intrigues, qui sont pourtant si familières aux Orientaux. Son histoire, à partir du moment où il entra pour la première fois au service de l'Angleterre jusqu'en 1847, peut se résumer en quelques lignes.

Il a mené une vie de Gil Blas honnête; il a été au service de l'armée anglaise comme secrétaire, comme interprète, comme traducteur. Il a donné aux officiers anglais des leçons d'hindoustani et de mahratte, d'arabe et de persan. Il a été plusieurs fois au service des nababs de Surat. A la mort d'un de ces derniers, le gouvernement de l'Inde fit annoncer par l'administration de Bombay que le titre de nabab était éteint, et que la pension attachée à ce titre était supprimée. Mir-Jafir-Ali, beau-fils du défunt, après avoir vainement réclamé auprès du gouvernement de l'Inde, résolut d'aller à Londres demander réparation, et Lutfullah l'accompagna en qualité de secrétaire et d'interprète. Ce voyage se fit en 1844. Depuis cette époque, Lutfullah, qui avait été déjà marié une fois et qui ne paraît pas avoir été enchanté du caractère de sa femme, a épousé en secondes noces la fille du dernier nabab de Surat; mais ce mariage princier ne semble pas l'avoir délivré de ses embarras pécuniaires. « Cette dame m'a donné quatre enfans, trois filles et un garçon. Que Dieu les bénisse tous! Mes soucis domestiques sont maintenant fort aggravés. Je suis avancé en âge, et mon revenu n'est pas assez fort pour couvrir les dépenses d'une nombreuse famille; néanmoins je me résigne à la volonté de l'être omniscient dont le pouvoir tout puissant crée d'abord la nourriture, ensuite les créatures destinées à en vivre. Amen. » Il est impossible d'être de meilleure composition avec l'être des êtres, qui a fait pour Lutfullah tout le contraire de ce qu'il a fait pour le monde en général, et qui lui a donné les créatures avant la nourriture destinée à les alimenter. Cette misérable question d'argent le tourmente tellement que nous soupçonnons presque Lutfullah d'avoir écrit ses mémoires pour grossir un peu, s'il était possible, le chiffre de son revenu. Si cette supposition, sur laquelle M. Eastwick, son éditeur, pourrait seul nous renseigner, était vraie, Lutfullah se trouverait transformé en auteur à l'*européenne*, et ce serait là le seul profit qu'il eût tiré de sa longue fréquentation des Européens.

Lutfullah n'a pas beaucoup profité en effet de la société des officiers anglais et des agens de la compagnie; soit que le souci de ses affaires le préoccupe trop vivement et l'empêche de voir autour de lui, soit que son cerveau se refuse à comprendre des caractères et des idées avec lesquels il n'a pas été familiarisé par l'édu-

cation, il ne saisit rien de l'Angleterre ni du caractère anglais. Un jour il essaie de détourner un de ses maîtres anglais, le capitaine Eastwick, malade et fatigué, de se rendre à un poste périlleux pour sa santé; celui-ci lui répond qu'il est bien inutile de vivre, lorsque notre vie n'est plus d'aucune utilité à nos semblables. Lutfullah enregistre ce mot héroïque sans avoir l'air de le comprendre. Ce qui le touche le plus parmi les agens de la compagnie en Angleterre et dans l'Inde, c'est leur extrême politesse. Il remarque avec étonnement qu'en Angleterre ce sont les plus puissans qui sont les plus polis. Pour le dire encore, son intelligence n'a pas gagné grand'chose à cette fréquentation des Européens, et sa vie y a perdu en imprévu. A partir du jour où il est entré au service de la compagnie, il ne lui arrive plus rien. Une agitation monotone le pousse de ville en ville et de province en province, sans lui laisser le loisir de voir et sans lui apporter ce qui fait le charme de l'agitation, les fortunes du hasard. Le destin lui-même, auquel il est si soumis, semble le dédaigner.

Je cherche à résumer les impressions que laisse en moi la lecture des mémoires de cet honnête musulman, et je ne trouve pas de meilleure expression pour le sentiment que me fait éprouver cette peinture de l'Orient qu'une certaine description contenue dans le livre. Lutfullah eut un jour à Surat la fantaisie de visiter le cimetière des Guèbres, fantaisie dangereuse, car le cimetière est toujours gardé par un prêtre, surveillant jaloux de la pourriture confiée à ses soins, et qui peut frapper de mort le curieux indiscret. Lutfullah ne recula pas devant le danger et se rendit au cimetière, au-dessus duquel planaient des bandes de vautours au cou chauve. Il grimpa sur le mur et put satisfaire ses yeux; des cadavres à demi rongés, des lambeaux de chair mêlés à des lambeaux de linceul, s'étalaient à ciel ouvert et empestaient librement l'air de leurs miasmes. Un léger bruit que fit Lutfullah éveilla le gardien du cimetière; mais ce gardien, loin d'être terrible, était un pauvre vieillard édenté, à demi aveugle, courbé par l'âge, qui se mit à courir au hasard, comme un hibou aveuglé par la lumière, en lançant pour tout projectile aux indiscrets d'inoffensives insultes. Ce cimetière où des cadavres pourrissent à l'air libre, ces vautours silencieux qui planent au-dessus de lui, ce vieux gardien impotent et grotesque, c'est bien la fidèle image de l'Orient, jadis foyer de lumières, aujourd'hui foyer pestilentiel. Depuis des siècles pourrissent là toutes les grandes conceptions qui ont été l'honneur de l'homme, toutes les formes et tous les symboles dont une humanité jeune, imaginative et sensuelle s'aida pour exprimer ses inquiétudes morales, et s'expliquer à elle-même les désirs infinis qui la tourmentaient.

Depuis longtemps, la vie qui animait ces formes et ces symboles s'est évanouie, mais leurs squelettes sont toujours là, qui pourrissent lentement et qui font par leurs miasmes le désert autour d'eux. La dissolution est lente et durera encore longtemps, car des siècles et des siècles de civilisation, car les débris de vingt empires et les symboles de dix religions successivement puissantes sont entassés là, en attendant que la mort ait achevé de les reprendre pièce à pièce. Ce spectacle de dissolution est profondément triste et plus émouvant que toutes les plaintes des poètes sur le sort des villes détruites et des générations disparues :

Grandiaque effossis mirabitur ossa sepulchris;

car ces débris qui achèvent de pourrir, ce sont les restes des plus grandes choses qu'ait enfantées l'esprit humain. Mais cette dissolution, quoique lente, est irrésistible; quoique triste, elle est nécessaire, et nous devons nous féliciter toutes les fois qu'un événement imprévu vient en hâter la marche, et avancer le jour où ce berceau du genre humain cessera d'être le cimetière des civilisations antérieures, et sera rendu de nouveau à la vie et à la nature. Là est la justification morale de la politique européenne, qui aide à l'accomplissement de ce travail de destruction et abrège la durée d'abus et de superstitions que l'inertie orientale laisserait vivre des siècles. C'est le service que l'Angleterre a rendu spécialement dans l'Inde, et c'est pourquoi il y a lieu de se féliciter que l'insurrection des cipayes lui fournisse l'occasion de précipiter un peu plus vite la longue décadence de l'Orient.

ÉMILE MONTÉGUT.

LA MAISON

DE PENARVAN

CINQUIÈME PARTIE.[1]

IX.

Un arbuste a poussé dans un sol ingrat : tendres et délicates, ses racines, meurtries par les cailloux, ne le nourrissent que d'un suc avare; la tige languit, les branches se flétrissent; un pâle et grêle feuillage, voilà sa couronne au printemps. Transplantez-le sous un ciel clément, dans une terre généreuse et féconde; appelez alentour le soleil et les tièdes brises : la séve appauvrie se ranime, la vie court dans tous les rameaux; les pousses jaillissent, les bourgeons éclatent, et l'arbuste, qui dépérissait dans une atmosphère ennemie, se couvre bientôt de verdure et de fleurs. Deux mois à peine s'étaient écoulés depuis le départ de Paule, et déjà Paule n'était plus l'enfant que nous avons entrevu sur le bord de la Sèvre. Réchauffée par une tendresse assidue, sa jeunesse, que n'opprimait plus un regard dédaigneux ou sévère, commençait à se développer et laissait pressentir un prochain épanouissement : ce n'était pas encore avril en son éclat, c'en étaient déjà les promesses. On ne se relève pas en deux mois d'une compression de dix-huit années; on se ressent longtemps du milieu où l'on a grandi : heureux si l'existence tout entière n'en garde pas des teintes désolées! Comme toutes les âmes froissées de bonne heure, Paule était res-

(1) Voyez la *Revue* du 1er et 15 septembre, du 1er et 15 octobre dernier.

tée timide, craintive, un peu farouche. Le monde ne l'attirait pas; la bonté de M. de Soleyre n'avait pu réussir à l'apprivoiser. Elle occupait à la préfecture un petit logement bien clos, sans luxe, décoré avec une exquise simplicité. Tapis, rideaux, tentures, tout y réjouissait la vue; le soleil y pénétrait dès le matin. Elle passait là ses journées, ses soirées, loin du bruit et des réceptions officielles, avec la douce Marie, qui lui donnait toutes les heures qu'elle pouvait dérober aux exigences de sa position : elle ne rêvait pas d'autres joies, ne recherchait pas d'autres distractions. Elle parlait rarement de sa mère, jamais sans un profond respect où perçait malgré elle un instinctif effroi. Elle parlait plus volontiers du bon Pyrmil; depuis son départ, à mesure qu'elle s'était rendue compte de tout ce qu'elle avait souffert, elle avait mieux compris, mieux apprécié le dévouement de ce pauvre être. Elle ne pensait à lui qu'avec attendrissement, et se plaisait à lui écrire : enfantines et caressantes, ses lettres faisaient le bonheur de l'abbé. Pendant que la grande Renée et son vieil écuyer vivaient là-bas comme deux hiboux, Paule renaissait : elle n'éprouvait plus que de loin en loin, et encore bien affaiblie, la sensation de froid qui ne la quittait pas naguère, et qui était, pour ainsi dire, la répercussion de ses sentimens, une réaction mystérieuse de l'âme sur sa frêle enveloppe. Mme de Soleyre l'entourait d'amour et de soins, éveillait son esprit comme elle avait éveillé son cœur, et préparait discrètement la floraison de tout ce que Dieu avait mis en elle d'aimable et de charmant; sans rien perdre de la grâce qui lui était propre, Paule se formait insensiblement sur le modèle qu'elle avait sous les yeux. Bref, à l'arrivée du comte d'Artois, la petite sauvage des rives de la Sèvre nantaise était déjà digne du rare honneur qu'on lui réservait. On a bien deviné que Mme de Soleyre s'était servie du voyage du prince comme d'un prétexte pour enlever son enfant d'adoption : désespérant de vaincre la résistance de Renée, pour en avoir raison, elle avait flatté son orgueil. Quand elle lui montrait la présentation de Mlle de Penarvan à l'héritier du trône comme devant figurer un jour dans l'histoire, elle savait au fond à quoi s'en tenir là-dessus; toutefois cette rencontre pouvait avoir, en réalité, une heureuse influence sur la destinée de Paule, et Mme de Soleyre avait tout combiné en vue des résultats qu'elle s'en promettait. Quant à Paule, elle n'y songeait même pas, et, lorsqu'on lui parlait de Monsieur, elle était toujours tentée de demander son nom.

Sans avoir l'importance d'un fait historique, la présentation de Mlle de Penarvan ne manqua pourtant ni d'éclat ni de solennité; elle eut lieu devant l'élite de la société de Bordeaux, rassemblée dans les salons de l'hôtel de la préfecture pour le bal offert au frère du

roi. Ce ne fut une surprise pour personne; chacun y était préparé. La tendresse est ingénieuse : il s'agissait de frapper un grand coup, Mme de Soleyre n'avait rien négligé. Depuis deux mois, Paule, à son insu, était pour la ville entière un objet de vif intérêt, de curiosité non moins vive. On savait que l'unique et dernière héritière d'une grande maison de Bretagne était descendue à la préfecture, qu'elle y vivait dans la retraite. — Vous la verrez, répondait invariablement Mme de Soleyre à toutes les questions qu'on lui adressait; vous la verrez au bal, nous la présenterons au prince. — Et, sans parler de Paule, elle s'étendait avec complaisance sur l'illustration de sa race. A cette époque, la France qui, dans ses engouemens, va toujours d'un excès à un autre excès, revenait avec fureur à l'histoire de son passé. Le retour des Bourbons avait recrépi et remis à neuf tous les anciens noms de la monarchie. On ne jurait plus que par Bayard ou par Du Guesclin; il n'était si pauvre donjon qui ne racontât ses annales. Enfin les gloires de la Vendée, éclipsées par celles de l'empire, avaient pris le haut du pavé et brillaient d'un lustre exclusif : les héros à cocarde blanche étaient les seuls héros du moment; les chouans eux-mêmes passaient pour gens honnêtes. On juge de l'intérêt que devait exciter la présence de Mlle de Penarvan dans une cité essentiellement monarchique : l'espèce de mystère dont elle s'enveloppait y avait joint un sentiment de curiosité tout aussi facile à comprendre. On allait enfin la voir! Elle n'avait pas encore paru, elle était déjà la reine de la fête : on attendait son entrée avec autant d'impatience que celle de Monsieur. Tous les yeux la cherchaient avec avidité; elle était le sujet de tous les entretiens; de toutes parts on n'entendait que ces mots chuchotés : — Où est Mlle de Penarvan? Montrez-moi Mlle de Penarvan! — Paule entra, moins troublée qu'on ne pourrait le supposer. Rien ne donne plus d'assurance qu'une humilité sincère, une modestie vraie : la timidité naît souvent d'une trop vive préoccupation de soi-même. Dépourvue d'orgueil et de vanité, Paule ne s'était pas souciée un seul instant de l'effet qu'elle allait produire : il ne lui était pas venu à la pensée qu'elle pût seulement attirer l'attention. Indifférente aux grandeurs de convention qu'elle n'avait jamais comprises, étrangère aux honneurs qu'elle n'avait jamais convoités, la perspective d'être présentée à une altesse royale ne l'agitait pas autrement. Elle entra simplement, au bras de Mme de Soleyre, sans hardiesse et sans embarras, avec cette grâce naturelle qu'on porte dans le monde, que le monde n'enseigne pas. Elle était vêtue d'une robe de mousseline blanche des Indes, qui dégageait à demi ses épaules, et que serrait à la taille une ceinture blanche, à rubans flottans; ni diamans ni bijoux; pas une fleur dans ses cheveux : pour unique parure, sa beauté, sa jeu-

nesse et son nom. Il y avait tant d'élégance dans sa démarche encore un peu languissante, quelque chose de si touchant dans l'expression de ses traits encore un peu voilés; elle était si jolie avec ses bandeaux de cheveux noirs renflés aux tempes, ses grands yeux tristes où la vie commençait à poindre, son teint mat et uni, sa bouche d'enfant sérieux; elle était si jolie, si charmante, qu'à peine eut-elle fait quelques pas, tous les cœurs se sentirent entraînés vers elle : les hommes s'inclinaient sur son passage pour honorer la gloire et le malheur. Attendrie plutôt qu'enivrée, Paule s'avançait, les paupières humides, à travers la foule qui s'ouvrait respectueusement, quand tout à coup l'orchestre attaqua avec enthousiasme l'air national alors de *vive Henri IV*, et une immense clameur salua l'entrée de Monsieur. Ce fut au milieu de cette émotion, quand la salle entière était encore debout, que Mme de Soleyre présenta Mlle de Penarvan. Monsieur effaça en cette occasion tout ce qui avait été écrit jusque-là sur l'ingratitude des grands, et montra bien que la reconnaissance n'est pas plus rare chez les races royales que chez le commun des mortels. Avec la courtoisie qui lui avait valu déjà le titre de dernier chevalier français, le comte d'Artois offrit son bras à Paule, fit avec elle le tour du salon, puis, lorsqu'il l'eût ramenée à sa place, près de Mme de Soleyre :

— J'ignorais, dit-il avec le plus aimable sourire, qu'il naquît des colombes dans le nid des aigles : vous me l'avez appris, mademoiselle.

Le mot parut joli, il ne coûtait pas cher : six Penarvan l'avaient payé d'avance de leur vie. Il n'y a véritablement que les princes pour s'acquitter avec tant de grâce! Mlle de Penarvan fut, le reste de la soirée, l'objet des hommages les plus délicats. Ce n'était autour d'elle qu'un bourdonnement de louanges qui arrivaient parfois jusqu'à ses oreilles. Qu'elle est jolie! la délicieuse enfant! la charmante personne! Il y eut un instant où son cœur se serra : ses yeux se remplirent de larmes.

— Qu'avez-vous, Paule? vous pleurez.

— Je pensais, dit-elle, que si ma mère était ici, elle me pardonnerait peut-être.

En montrant à la société de Bordeaux Mlle de Penarvan parée de sa beauté, du nom de ses aïeux, et aussi de la faveur du prince, Mme de Soleyre avait atteint le but qu'elle se proposait. Non-seulement dans la ville, mais encore dans tout le département, et même dans les départemens d'alentour, il n'était question que de Paule, de sa grâce, de sa jeunesse, de l'antique éclat de sa race, de l'héroïque fin de son père, du ravissant mot qu'avait dit Monsieur : ce mot courait déjà par toute la France, et faisait à Paris les délices du

noble faubourg. Les choses ainsi posées, les prétendans de haute lignée ne pouvaient tarder à se présenter : arracher Paule, en la mariant, à l'oppression de sa mère, tel était le rêve de la bonne Marie. *Le Drapeau blanc* de la Gironde avait publié un récit pompeux du bal de la préfecture, avec un précis historique de la maison de Penarvan. Mme de Soleyre s'était empressée d'envoyer le journal à Renée : ç'avait été un dernier rayon de soleil sur les ruines du vieux manoir. Si, dans les éloges décernés à sa fille, la marquise avait pu voir autre chose qu'un hommage rendu à sa maison, peut-être en eût-elle été moins touchée que surprise : elle ne songea pas à s'en étonner, et, dans un billet qu'elle écrivit à Paule, l'expression de l'orgueil satisfait arriva presque à la tendresse. Quant à l'abbé, rien de tout cela n'était à son goût, et ses lettres un peu grondeuses ne témoignaient qu'à demi son inquiétude, son mécontentement.

« Certes, écrivait-il, si quelqu'un doit être fier de vos succès, c'est moi qui vous ai vue naître, qui vous ai élevée, moi qui ai fait de vous ce que vous êtes. Cependant, vous l'avouerai-je? je ne suis pas tranquille, je crains qu'on ne me gâte mon enfant. Vous avez été présentée au frère du roi; c'est bien, mais c'est assez : il faut en rester là. Il me semble aussi que cette présentation eût été plus convenable partout ailleurs qu'au milieu d'un bal, en présence de femmes mondaines dansant au son des instrumens. Et qu'est-ce que j'entends dire? On s'occupe de vous marier. J'aime à croire que vous ne tremperez jamais dans de semblables manœuvres. Vous marier, bonté divine! Je n'en vois pas la nécessité. Outre que vous êtes beaucoup trop jeune encore, et qu'on ne se marie pas à votre âge, n'étiez-vous pas heureuse ici entre le vieux Pyrmil et votre admirable mère? Ah! chère petite amie, pourquoi nous avez-vous quittés? Revenez, revenez : c'est ici seulement que vous trouverez le bonheur. J'ai lu dans une feuille de la Gironde le précis historique de notre maison : c'est d'une ignorance crasse, plein d'inexactitudes, d'omissions, de faits controuvés. Vous le constaterez vous-même, si vous daignez jamais jeter les yeux sur mon histoire. »

Pendant que tout ce bruit se faisait autour d'elle, Paule, qui ne s'en doutait pas, continuait de se tenir à l'écart, profondément touchée de la bienveillance qui l'avait accueillie, nullement enivrée de l'honneur qui lui était échu, peu désireuse de reparaître dans le monde : quelques promenades en voiture étaient les seules distractions auxquelles elle se prêtât volontiers. — Je suis contente, je vous aime, laissez-moi vivre pour vous, pour vous seule, disait-elle à Mme de Soleyre, qui la sollicitait à se montrer aux fêtes de la préfecture : il n'est de fêtes pour moi que votre présence et nos entretiens. Je n'attends rien du monde, il n'attend rien de moi : je n'ai

de plaisir qu'à vous voir. — Marie la pressait sur son cœur, et toutes deux étaient heureuses : l'une avait retrouvé sa fille, l'autre avait trouvé une mère. Les choses en étaient là, lorsqu'éclata sur la place de Bordeaux la nouvelle d'un sinistre qui frappait la ville entière dans un de ses enfans les plus chers, disons mieux, dans son enfant le plus aimé.

X.

Il n'était pas rare autrefois de rencontrer dans la bourgeoisie des familles qui avaient, tout aussi bien que la noblesse, leurs traditions de gloire, d'honneur, de loyauté, se transmettant de père en fils comme un dépôt, comme un héritage, à l'accroissement duquel travaillait chaque génération. Telle était à Bordeaux une famille d'armateurs qui, par la grandeur de ses entreprises, par son luxe et sa magnificence, avait tenu longtemps sur cette place le rang d'Ango à Dieppe ou d'Aufredi à La Rochelle. Les Caverley de Bordeaux s'étaient enrichis dans le commerce maritime, alors que le commerce, élément civilisateur, obéissait à d'autres inspirations que celles de l'avarice, vivait de hautes ambitions et non de petites rapines, élevait les âmes loin de les abaisser, trempait fortement les cœurs et les esprits, commandait le courage plutôt que la ruse, enrôlait les lions plutôt que les renards, et avait en un mot tous les côtés brillans des poétiques aventures. Le commerce jouait alors le rôle que l'industrie a pris de nos jours. Les Caverley s'étaient succédé sans interruption, leur dynastie durait encore : les derniers rejetons de cette race intègre et vigoureuse n'avaient dégénéré d'aucune des vertus de leurs pères. En 1810, quand le commerce maritime, paralysé par le blocus continental, mourait d'inanition, Charles Caverley, poussé non par l'amour du lucre, il possédait des biens considérables dont il usait magnifiquement, mais par ses instincts aventureux, et surtout animé du désir de raviver la place de Bordeaux, d'étayer les maisons qui de toutes parts croulaient autour de lui, Charles Caverley avait lesté de dix canons un trois-mâts de six cents tonneaux. Parti par un gros temps avec un équipage résolu, et emmenant avec lui son fils unique, à peine âgé de dix-huit ans, il avait pu passer à travers la croisière anglaise; poursuivi par une frégate qui le gagnait visiblement, il l'avait attendue à portée de boulet, lui avait lâché sa bordée et fracassé son grand mât de hune : quelques mois après, il revenait aussi heureusement qu'il était allé, et rentrait chargé des produits de l'Inde hollandaise. Ce galant homme était mort vers la fin de 1813, laissant son fils maître, à vingt et un ans, d'une fortune qu'on évaluait, en dehors des affaires de sa mai-

son, à deux cent mille livres de rente : chiffre modeste aujourd'hui que les millions croissent et multiplient à vue d'œil sur le fumier des spéculations équivoques, mais qu'on tenait pour imposant alors, quand il représentait le travail de dix générations sans reproche. Il y a presque toujours, dans la vie des familles, un être en qui se résument toutes les vertus ou tous les vices de sa race; il semblait qu'Henri Caverley fût le rayonnement et l'épanouissement de la sienne. Intrépide, vaillant, généreux, l'honneur et la loyauté même, fier au besoin comme un gentilhomme, doux comme un enfant avec les faibles et les humbles, aux qualités qu'il avait dans le sang Henri joignait tout le charme des âmes tendres. Ce n'était pas un Grandison : on avait parlé de ses duels et de ses maîtresses; mais il avait porté dans toutes ses équipées une élégance, une dignité qu'on pourrait offrir en exemple à la jeunesse dorée d'à présent. En 1817, dans l'espoir de tromper le vide et l'ennui de son cœur, peut-être aussi pour échapper au spectacle des réactions sanglantes dont la France était le théâtre, il avait armé splendidement un de ses navires, et, comme un prince, était allé chasser le tigre et l'éléphant dans l'Inde. Les dernières lettres qu'on avait reçues annonçaient son prochain retour; on l'attendait, quand on apprit que son bâtiment s'était perdu sur la côte d'Afrique et avait péri corps et biens.

La nouvelle de ce désastre avait mis tout Bordeaux en deuil; elle n'avait jeté nulle part plus de désolation qu'à la préfecture. Charles Caverley avait sauvé en 93 les jours et les biens de M. de Grandchamp. La reconnaissance est le culte des belles âmes : il n'est pas moins doux de la ressentir que de l'inspirer. Après la mort du père, Mme de Soleyre avait reporté sa gratitude sur le fils, qu'elle avait connu encore adolescent : Henri avait trouvé dans l'affection presque maternelle de cette aimable femme une consolation d'abord, puis en mainte occasion un guide, un conseil, une direction salutaire. Mieux que personne, elle avait été à même de l'apprécier; elle savait mieux que personne combien il méritait d'être aimé. Elle le pleurait : dans ses entretiens avec Paule, elle ne parlait plus que de lui, si bien que Paule en était arrivée à le regretter, elle aussi. Ce qu'elle entendait raconter des prodigalités de ce jeune homme, de sa bravoure, de son audace, de sa magnificence, ne la touchait guère; mais les traits de bonté, de charité discrète, une misère soulagée dans l'ombre, de pauvres petits enlevés un instant et rendus à leur mère, chaudement vêtus et rapportant chez eux la joie et le bien-être, voilà ce qui la remuait, ce qui l'attendrissait jusqu'aux larmes; voilà ce que Paule ne se lassait pas d'écouter. Elle y revenait constamment, y ramenait sans cesse Mme de Soleyre : c'était

devenu chez elle une obsession de tous les instans, une préoccupation involontaire qui se trahissait jusque dans ses lettres à l'abbé.

« Nous sommes dans la tristesse, dans une grande tristesse, mon abbé. Figurez-vous qu'il y avait à Bordeaux un jeune homme si bon, si bon que tout le monde le chérissait. Il était parti, voilà plus d'un an, pour un voyage de long cours; on vient d'apprendre qu'il a péri dans un naufrage, et tout le monde ici le pleure. C'est une consternation dont vous ne pouvez pas vous faire une idée. Je suis sortie hier avec Mme de Soleyre; nous avons vu partout, sur les places, jusque dans les rues, des rassemblemens de personnes qui avaient l'air bien affligé, et qui ne s'entretenaient que de M. Henri Caverley: on aurait dit d'un malheur public. Si vous saviez tout ce qu'on raconte de lui! Que d'infortunes secourues! que de familles sauvées de la honte et du désespoir! que de malheureux dont il était la providence! Et penser qu'il est mort! Il y a des instans où je m'imagine que peut-être ce n'est pas vrai, et alors je prie Dieu pour lui, comme s'il était seulement en péril. »

— C'est étrange, dit-elle un matin à Mme de Soleyre, qui entrait dans sa chambre : j'ai rêvé cette nuit de M. Henri. Je l'ai vu vivant et tel absolument que vous me l'avez dépeint : grand, élancé, les cheveux noirs et les yeux bleus, le teint pâle, l'air résolu, le regard fier, intrépide et plein de bonté. Il venait à moi et tenait à la main une fleur qui se balançait sur sa tige : nous étions je ne sais où, mais dans un pays enchanté. — Prenez-la, dit-il en me l'offrant, je l'ai cueillie tout exprès pour vous sur les bords du Gange. — Je pris la fleur, et comme j'allais en respirer le parfum, je m'aperçus qu'elle était de diamans, d'émeraudes et de perles fines. Je voulais la lui rendre, mais il ajouta : — Non, gardez-la, ce sera pour vos pauvres. — Et je me réveillai.

A quelques jours de là, on jouait au théâtre un des premiers ouvrages de Boïeldieu. Mme de Soleyre assistait à cette représentation avec Mlle de Penarvan. Depuis la soirée où elle avait été présentée au prince, c'était la première fois que Paule paraissait en public. Là, comme au bal, elle avait, en entrant, attiré, charmé les regards : jamais loge n'avait encadré un visage si suave, des traits si fins, un front si pur, une beauté si délicate. On donnait *la Fête du Village voisin*. La salle tout entière écoutait dans le ravissement cette jolie musique, fraîche encore aujourd'hui, et qui était alors en sa fleur. Paule ne perdait pas une mélodie, quand tout à coup, comme si elle eût cédé à une pression invisible, à une attraction mystérieuse, elle tourna la tête, et dans une loge, demeurée vide jusque-là, et qui faisait face à celle de la préfecture, elle aperçut un jeune homme qui la regardait. Elle tressaillit, saisit vivement la

main de Mme de Soleyre, et, sans détacher les yeux du visage qui la fascinait :

— Ah! mon Dieu, voyez donc! dit-elle.

Mme de Soleyre fit un mouvement, son regard suivit la direction de celui de Paule, et, dans un transport de joie que la surprise ne lui permit pas de maîtriser, elle s'écria : — C'est Caverley!

A ce nom prononcé assez haut pour être entendu, et qui, répété de proche en proche, avait couru comme une traînée de poudre, et en moins de quelques secondes éclaté dans la salle, tout le parterre, tout l'orchestre s'étaient levés. Il y eut là un moment d'émotion qui dut enivrer le cœur de celui qui en était la cause. Henri s'était levé de son côté, et saluait de la main avec effusion les amis, les compagnons de sa jeunesse, qui applaudissaient son retour.

— C'est vous! lui dit Mme de Soleyre quand il se présenta après la chute du rideau. Henri, Henri! quel chagrin vous nous avez fait! Mlle de Penarvan pourrait vous le dire. Méchant enfant! vous n'êtes donc pas mort? ajouta-t-elle gaiement.

— Et j'en suis bien heureux, madame, dit Caverley d'un ton pénétré en lui baisant la main, car je n'avais jamais senti comme à cette heure tout le prix de la vie.

Et il s'inclina devant la jeune personne, qu'il ne connaissait pas, qui l'avait pourtant signalé la première. Il ne resta qu'un instant; ses amis assiégeaient la porte de la loge. A la sortie du théâtre, tous les bras l'enlaçaient, toutes les mains se disputaient les siennes. — Ah! disait-il avec attendrissement, je ne me savais pas si riche. — Et, pressé, harcelé de questions, il racontait la perte de son navire, par quel miracle il avait échappé, lui et son équipage, à la mort qui les serrait de près. Avant de monter en voiture, Mme de Soleyre et Paule avaient été témoins de cette fête. Paule rentra plus troublée qu'elle n'osait le laisser voir ni se l'avouer à elle-même. Elle se déshabilla lentement, se coucha, ne s'endormit qu'au jour. Rêva-t-elle de M. Henri? On ne sait; à partir de cette soirée, Paule ne raconta plus ses rêves.

Il n'était pas besoin de consulter les astres pour tirer l'horoscope de ces deux jeunes cœurs; on pouvait prédire à coup sûr qu'ils seraient irrésistiblement attirés l'un vers l'autre. Dès le lendemain de son arrivée, Henri s'était présenté à l'hôtel de la préfecture; il y était retourné les jours suivans; il y dînait fréquemment; il y passait presque toutes ses soirées. Henri n'en usait guère autrement avant son départ : dans la joie qu'elle éprouvait de son retour, Mme de Soleyre n'avait vu d'abord dans ses assiduités rien que de simple et de naturel. Cependant, au bout de quelques semaines, une vague inquiétude l'agitait déjà. Paule, en moins d'un mois, avait

achevé de se transfigurer. L'espèce de brume qui voilait encore ses traits s'était dissipée : son visage avait l'éclat et la fraîcheur d'une matinée de printemps. Il y a des contrées du nord où il suffit de quelques soleils pour fondre les dernières neiges et couvrir les champs de moissons : il s'était fait quelque chose d'approchant chez Paule; ç'avait été moins un épanouissement qu'une explosion de la jeunesse. Ce n'est pas tout. Paule était devenue moins sauvage; le monde ne l'effarouchait plus; sans qu'il fût nécessaire de l'en prier bien fort, elle descendait au salon; elle s'ennuyait dans sa chambre, et à certaines heures se tenait de préférence dans celle où Mme de Soleyre recevait habituellement ses amis. Elle y avait porté es menus ouvrages, écheveaux, pelotons de fil ou de laine, brosderies et tapisseries. Elle parlait peu, mais paraissait se plaire à tout ce qu'on disait, surtout lorsque Henri était là et qu'il racontait ses voyages : Henri ne causait jamais si volontiers que lorsque Mlle de Penarvan l'écoutait. Parfois, le soir, on dansait au piano; Paule dansait avec Henri : elle avait la grâce et la légèreté d'une nymphe. S'ils ne se voyaient pas à la préfecture, ils se rencontraient au théâtre; quand Paule sortait de la ville en voiture avec Mme de Soleyre, Henri les accompagnait à cheval et galopait près de la portière. Mme de Soleyre s'était abandonnée sans défiance au charme d'avoir à toute heure ces deux enfans à ses côtés. Leur beauté, leur jeunesse, l'affection qu'ils lui témoignaient l'un et l'autre, réjouissaient son cœur et ses yeux. Elle vit enfin le danger; l'amour, qui, chez Paule, s'ignorait encore lui-même et ne se trahissait que par le resplendissement du bonheur, se manifestait si ouvertement chez Henri, que, pour ne pas en être frappé, il aurait fallu être aveugle. Caverley se taisait; mais, ainsi que son âme, son regard était d'or, et ce regard loyal, sans feinte ni mystère, ne laissait rien à deviner alors qu'il s'attachait sur Paule. Mme de Soleyre fut saisie de tristesse et d'effroi. Un jour Henri était seul avec elle; il ne l'entretenait que de Mlle de Penarvan : elle l'interrompit brusquement en lui prenant les mains, et le considéra quelque temps en silence.

— Henri?... demanda-t-elle enfin avec une inflexion de voix plus éloquente et plus explicite que tout ce qu'elle aurait pu ajouter.

— Oui, madame, c'est vrai, répliqua simplement Caverley; j'étais venu pour vous le dire.

— Écoutez-moi, mon enfant, reprit Mme de Soleyre, et quand vous m'aurez entendue, vous déciderez vous-même; j'ai foi en votre honneur, en votre loyauté.

Sans autre préambule, elle partit de là pour lui expliquer d'abord ce que c'était que cette famille de Penarvan, dont il ne connaissait qu'imparfaiment l'illustration et la grandeur; elle en déroula

rapidement la gloire et les infortunes récentes; puis, arrivant à la marquise, elle la montra debout, froide et superbe, sur les ruines de sa maison. Elle retraça fidèlement sa vie, que l'orgueil de race résumait tout entière; elle insista, elle appuya sur cet orgueil, que rien n'avait pu ni dompter ni fléchir, légitime dans son principe, respectable dans son excès. Enfin elle raconta l'histoire de Paule, dans quelles conditions cette enfant était née et avait grandi, sa jeunesse opprimée, sa destinée rivée au nom de ses aïeux, à moins qu'il ne se rencontrât par hasard, dans les rangs éclaircis de la vieille noblesse, un gentilhomme de sang assez pur pour oser prétendre à sa main.

— Maintenant, vous savez tout, Henri. Je ne vous parle pas de moi, des embarras affreux que vous me susciteriez, des reproches sanglans et mérités que la marquise serait en droit de m'adresser. Je ne pense qu'à vous, à vous seul. Vous venez de mesurer la distance qui vous sépare de Mlle de Penarvan : qu'attendez-vous et qu'espérez-vous?

Jamais ce jeune homme ne laissa mieux voir qu'en cette circonstance la droiture de son cœur et de son esprit. Il ne s'emporta pas contre les préjugés de caste, il ne se révolta pas contre l'orgueil des races patriciennes, il ne fit sonner ni les vertus ni l'opulence de ses pères, il n'aborda aucun des lieux-communs que la médiocrité, la sottise et l'envie ont de tout temps débités contre la noblesse. Il tombait de haut; mais, si profonde, si terrible qu'eût été sa chute, il n'en ressentait ni colère ni humiliation.

— Vous avez raison, madame, dit-il tristement et sans amertume : Mlle de Penarvan est trop au-dessus de moi pour que je puisse m'élever jusqu'à elle. Oui, vous avez raison. Rien ne m'eût coûté pour la mériter; mais je ne saurais m'anoblir.

Il se leva et tendit une main que Mme de Soleyre prit et garda entre les siennes.

— Vous ne m'en voulez pas, Henri? Je ne suis pas la mère de Paule : si ma fille eût vécu, je vous l'aurais donnée.

— Vous êtes un ange de bonté, dit Henri.

— Que comptez-vous faire, mon enfant? Vous n'allez pas retourner aux Indes?

— Non, madame, mais j'irais plus loin encore, s'il le fallait, pour vous épargner un chagrin.

Il se retira, l'air si calme, si résigné, que Mme de Soleyre en éprouva un grand allégement. Une fois chez lui, dans son hôtel, au milieu du luxe et des richesses qu'avaient entassées dix générations successives, il se jeta sur un divan et il éclata en sanglots. Il aimait Paule depuis un mois seulement; mais l'amour n'a pas d'âge, il lui suffit

d'une heure pour envahir la vie. Dès le soir où il l'avait aperçue au théâtre, Henri s'était senti subjugué par ce charme, par cette grâce qui ne ressemblait à rien de ce qu'il avait rencontré jusqu'alors : il s'était demandé en souriant si, pendant son absence, le rêve de sa jeunesse, vainement poursuivi, était venu s'abattre près de Mme de Soleyre et attendre là son retour. Il l'avait revue, il l'avait aimée avec l'entraînement d'un cœur ardent et fier, sans songer un seul instant à l'obstacle qui les séparait; il ne réfléchissait pas, il aimait. Il savait que Paule était pauvre, qu'elle habitait avec sa mère un vieux castel, et il caressait en secret la pensée de réparer l'injustice du sort, de venger cette enfant des rigueurs de la fortune : pour la première fois, il s'applaudissait de son opulence. En moins d'une heure, tout avait croulé autour de lui; une barrière infranchissable s'était dressée tout à coup entre sa main et le bonheur. Que devenir? Mme de Soleyre, en le désespérant, lui avait rendu Paule encore plus chère; Paule était malheureuse, et il ne pouvait rien pour elle! Avec quelle joie n'eût-il pas donné, pour un titre de noblesse, tout ce luxe, toutes ces richesses au sein desquelles il avait grandi! Caverley joignait à une âme tendre un caractère ferme et décidé : il quitta Bordeaux le jour même pour aller enfouir, dans une maison de campagne qu'il avait aux environs, son chagrin et ses regrets.

XI.

L'hiver touchait à sa fin. Depuis plus d'un mois qu'il avait quitté la ville, Henri n'y était pas retourné une seule fois. Il vivait triste, solitaire, et n'avait pas même la consolation de se savoir aimé; il sentait sa vie enchaînée au souvenir de Paule, et se disait que, dans la vie de cette enfant, il aurait passé comme un étranger. Il n'avait goût à rien, ne se plaisait que dans sa tristesse et ne souhaitait pas d'en guérir.

Un matin qu'il se promenait autour d'une ancienne abbaye, située à quelques portées de fusil de son habitation, il aperçut, errant à travers les décombres, un personnage d'une tournure si excentrique, d'une physionomie si étrange, qu'il s'arrêta pour l'examiner avec curiosité. C'était un homme qui en avait fini depuis longtemps avec la jeunesse, chaussé de gros souliers lacés, vêtu d'une lévite élimée qui tombait jusqu'à ses talons, et laissait voir, quand la bise en entr'ouvrait les pans, deux jambes d'une maigreur et d'une longueur incroyables; le corps ressemblait à une gaule de bois mort; la face ascétique et blême était comme ensevelie dans l'ombre d'un nez plein de majesté; avec cela, un air si doux, si bon, qu'Henri ne put

s'empêcher d'en être touché, et se sentit pénétré d'une sympathie qu'il ne devait pas tarder à s'expliquer.

— Monsieur, demanda l'homme à la lévite, seriez-vous assez obligeant pour m'indiquer l'abbaye de Sainte-Salaberge?

— Vous y êtes, monsieur, répondit Caverley.

Le long étranger promena autour de lui un regard navré, et poussa un soupir qui résonna comme un tuyau d'orgue sous les arceaux ruinés.

— Vous paraissez contrarié, monsieur?

— Hélas! monsieur, on le serait à moins. C'est la quatrième abbaye que j'explore depuis dix jours que je suis à Bordeaux. J'espérais recueillir dans l'une ou dans l'autre des documens pour mon grand ouvrage, et, au lieu des chroniques, des manuscrits que je cherchais, je n'ai trouvé partout que des murs écroulés, des orties, des ronces et des couleuvres. Ah! malheureux prélat! murmura-t-il en se frappant le front; que de tourmens, que de déboires il m'aura coûtés!

— Monsieur est archéologue?

— Non, monsieur, non.

— Antiquaire?

— Pas davantage.

— Inspecteur des monumens peut-être?

— Historiographe, monsieur, historiographe de la maison de Penarvan!

C'était lui, c'était notre abbé! L'hiver s'achevait, et Paule ne revenait pas : muni des pouvoirs de la marquise, il était parti pour aller la chercher lui-même. Depuis longtemps déjà, il était inquiet, agité, et, pour tout dire, après six mois de neige passés en tête-à-tête avec la grande Renée, il éprouvait le besoin de revoir sa petite Paule. Saisi d'épouvante en la voyant si belle, il avait voulu l'emmener dès le lendemain de son arrivée. Vainement elle avait objecté qu'il ne pouvait quitter Bordeaux sans en avoir visité les monumens, les curiosités : enlever sa fille, son trésor, aux séductions du monde, aux pompes de Satan, rattraper la colombe envolée et la remettre en cage, telle était l'unique pensée, l'unique souci de l'abbé. Toutefois, quand Paule s'était avisée de lui signaler quelques abbayes, riches en vieux manuscrits, disait-elle, alléché par un charmant espoir, il avait ajourné son départ, et depuis plus d'une semaine battait le pays à dix lieues à la ronde, bravant les giboulées de mars, cherchant partout la trace de son prélat, et ne découvrant que des ruines. Sainte-Salaberge venait de lui porter le dernier coup. Caverley avait entendu parler plus d'une fois, soit par Mme de Soleyre, soit par Paule elle-même, de l'historiographe de la

maison de Penarvan; plus d'une fois le nom de l'abbé avait été prononcé devant lui. Henri savait que ce bon être avait élevé l'enfant qu'il aimait, qu'il avait été tout à la fois et son précepteur et sa mère : il fut tenté de l'embrasser.

— Eh quoi! monsieur, s'écria-t-il, est-ce l'abbé Pyrmil que j'ai le bonheur de rencontrer ici?

— Lui-même, monsieur, répondit l'abbé rougissant de plaisir; j'étais loin de me douter qu'un nom si obscur eût pénétré jusqu'en ces contrées.

— Vous êtes trop modeste, monsieur; il n'est personne, connaissant la maison de Penarvan, qui ne connaisse aussi l'abbé Pyrmil : vous faites partie de la famille.

Un sourire de béatitude éclaira la face de l'abbé.

— Ma demeure est ici tout proche, ajouta Caverley; me ferez-vous bien l'amitié de venir vous reposer chez moi?

L'abbé ne résista pas à tant de cordialité : la bonne mine d'Henri, son air franc et ouvert, sa politesse de grand seigneur, mieux encore les paroles de miel qui coulaient de ses lèvres, avaient déjà gagné le cœur du bon Pyrmil.

— Volontiers, monsieur, volontiers! mais à mon tour ne saurai-je point le nom du gentilhomme qui m'offre une hospitalité si gracieuse?

— Je ne suis pas gentilhomme, monsieur, et plût à Dieu que je le fusse! Vous voyez en moi un petit négociant de Bordeaux : on me nomme Henri Caverley.

— Henri Caverley! s'écria l'abbé reculant de trois pas; celui qui a péri si malheureusement dans un naufrage?

— Précisément, répondit Henri, qui n'avait pu s'empêcher de rire.

Après vingt minutes de marche, ils arrivaient, tout en causant, à la porte de la villa. L'habitation était, à l'extérieur, d'un style simple et sans ornemens; tout respirait au dedans la magnificence. L'abbé ouvrait de grands yeux : il se croyait transporté dans un palais des *Mille et une Nuits*, chez le calife Haroun-al-Raschid. C'était l'heure du déjeuner; l'ami Pyrmil, qui comptait se régaler d'une croûte de pain et de quelques radis qu'il avait dans sa poche, attaqua vivement un pâté de venaison. Les vins du crû achevèrent de développer son humeur expansive et tendre : au dessert, Henri et l'abbé se connaissaient depuis vingt ans. S'il fut question des Penarvan, il ne faut pas le demander; dans sa joie d'avoir mis le grapin sur deux oreilles complaisantes et toutes fraîches, notre historiographe ne tarissait pas. Souriant et résigné, Henri espérait que ce diable d'homme en viendrait enfin à lui parler de Paule.

— Eh bien! monsieur Caverley, dit tout à coup l'abbé attachant

sur son hôte un regard affectueux, quand je vous ai rencontré, je vous croyais mort, et cependant, toute réflexion faite, je ne suis pas surpris que vous soyez en vie : vous deviez échapper au danger que vous avez couru.

— Comment cela, monsieur?

— Un ange priait pour vous, repartit l'abbé d'un accent convaincu.

— Un ange!

— Oui, monsieur, un ange du ciel, un ange du bon Dieu : Mlle de Penarvan.

— Mlle de Penarvan priait pour moi! s'écria Henri d'une voix émue; serait-il possible, monsieur?...

— Possible! dit l'abbé tirant de la poche de sa lévite un portefeuille en loques; voici une pièce de conviction que vous ne récuserez pas.

Caverley avait pris d'une main tremblante la lettre que lui tendait l'abbé : en la lisant avec lenteur, comme s'il en eût épelé chaque mot, il la tenait si près de son visage, qu'il paraissait la parcourir des lèvres plutôt que des yeux.

— Vous avez la vue basse, monsieur? demanda le doux Pyrmil avec intérêt. Moi, j'ai des yeux de lynx.

— Je vous en fais bien mon compliment, monsieur.

Et la bouche d'Henri effleura une dernière fois les caractères que Paule avait tracés.

— Ce n'est pas la seule où Mlle de Penarvan m'ait parlé de vous, dit l'abbé remettant la lettre en portefeuille; j'en ai une autre où elle raconte que vous lui êtes apparu dans un rêve, tenant à la main je ne sais quelle fleur que vous lui rapportiez de l'Inde. Ah! quel style, monsieur! que de grâce! C'est moi qui lui ai enseigné sa langue. Ce qui m'étonne, c'est qu'après m'avoir entretenu tant de fois de vous quand vous étiez mort, elle ne m'ait point fait part de votre résurrection. Il y a là une marque d'indifférence, je dirai même d'insensibilité, que je ne m'explique pas, car c'est un aimable cœur. Peut-être ignore-t-elle que vous êtes revenu des sombres bords?

— J'ai eu l'honneur d'apercevoir quelquefois Mlle de Penarvan à l'hôtel de la préfecture, dit Caverley qui buvait à longs traits les confidences de l'abbé : c'est une personne charmante.

— C'est mon élève; mais, monsieur, vous ne l'avez pas vue à son avantage. C'est là-bas, dans nos ruines, qu'elle était charmante en effet, grelottant au milieu des fleurs que j'avais plantées autour d'elle, et tâchant de réchauffer au soleil ses pauvres petits membres glacés. On me l'a bien gâtée, monsieur! Elle n'est plus

reconnaissable. Enfin, si grand que soit le mal, il peut encore se réparer. Nous partons demain...

— Vous partez demain! s'écria Henri. Et vous emmenez Mlle de Penarvan?

— Si je l'emmène! Je ne suis pas venu à d'autres fins. Oui, Dieu soit loué! oui, nous partons : la belle Mme de Soleyre en sera pour ses frais, ajouta-t-il en se frottant les mains. Je m'entends, monsieur, je m'entends. La chère dame avait enlevé notre fille à l'unique intention de la marier : j'ai pénétré ses secrets desseins. S'ils ont échoué, vous pouvez croire que ce n'a pas été faute de prétendans. Depuis dix jours que je suis à Bordeaux, il s'en est présenté plusieurs, et des mieux tournés, et des mieux titrés, tous ayant nom en *ac*, et comtes au plus bas. Eh bien! Mlle de Penarvan les a tous refusés. Et voulez-vous savoir ce qu'elle a répondu, pas plus tard qu'hier, à cette aimable Mme de Soleyre, qui la pressait de faire un choix? Qu'elle ne voulait point se marier, et ne se marierait jamais.

— Mlle de Penarvan a répondu cela?

— Oui, monsieur, et avec une fermeté de résolution qui m'a surpris moi-même, bien que je dusse y voir le fruit de mes enseignemens. Cette enfant a compris qu'elle ne serait nulle part si heureuse qu'entre son admirable mère et son vieux précepteur : elle ne veut pas nous quitter. Voilà le résultat d'une éducation religieuse! ajouta l'excellent Pyrmil plongeant avec onction deux doigts dans sa tabatière.

Tout en l'écoutant, sans perdre une seule de ses paroles, Henri entendait une autre voix plus jeune et plus fraîche qui lui disait tout bas : Elle t'aime! tu es aimé! tu es sa vie, comme elle est la tienne! — Cependant, si l'abbé ne voulait pas coucher en route, il devait songer à prendre congé. Henri avait insisté vainement pour qu'il se laissât reconduire en voiture; le bon Pyrmil aurait cru manquer de gratitude envers la Providence en négligeant une occasion de se servir des jambes qu'elle lui avait si libéralement octroyées.

— Adieu, monsieur, adieu! dit-il en secouant les mains de Caverley : d'une déconvenue vous avez fait une bonne fortune, et, grâce à vous, je garderai un précieux souvenir des manuscrits de Sainte-Salaberge.

— Et moi, monsieur, je n'oublierai de ma vie les heures trop courtes que je viens de passer avec vous : je vous le dis en toute sincérité, j'en ai rarement compté de si charmantes.

L'abbé s'éloigna, enchanté de son hôte, et fort satisfait de sa petite expédition. Quelques heures plus tard, à la nuit tombante, Henri se jetait sur un cheval, brûlait la route, arrivait à Bordeaux,

et se présentait à l'hôtel de la préfecture. Ce qui l'amenait, il ne le savait pas lui-même. Il aimait, il se sentait aimé; Paule partait le lendemain : il n'avait pas résisté au désir de la voir une dernière fois.

L'abbé nous a mis à peu près au courant de ce qui s'était passé, depuis le départ d'Henri, à l'hôtel de la préfecture. L'intimité de Paule et de Mme de Soleyre, sans se refroidir, s'était sensiblement attristée. L'absence d'Henri n'avait rassuré qu'à demi Mme de Soleyre. Paule ne parlait plus de lui, c'était donc qu'elle pensait à lui sans cesse; elle refusait obstinément tous les partis qui se présentaient; son visage disait assez la préoccupation de son âme. La bonne Marie l'observait avec une inquiétude toujours croissante; effrayée de la responsabilité qui pesait sur elle, résolue à ne point provoquer une confidence qui n'eût été qu'un danger de plus, elle songeait sérieusement à la ramener chez sa mère, et ne savait comment s'y prendre pour l'y préparer, quand l'abbé était arrivé juste à point pour la tirer d'embarras. Paule avait épuisé la liste des abbayes : elle était à la veille de son départ.

Lorsque Henri entra au salon, il s'y trouvait quelques personnes. Paule était seule sur un canapé près de la cheminée; dans l'embrasure d'une fenêtre, Mme de Soleyre causait avec un personnage officiel fraîchement arrivé de Paris. Caverley fit quelques pas et rencontra le regard de Paule. Il y avait dans ce regard quelque chose de si profondément triste, quelque chose qui appelait si visiblement la protection, qu'il crut comprendre que Mlle de Penarvan lui confiait sa destinée. Il n'hésita pas. Après avoir salué Mme de Soleyre, il alla s'incliner devant Paule, s'assit résolûment près d'elle, et lui dit :

— Mademoiselle, je sais qu'il m'est interdit de m'élever jamais jusqu'à vous; je sais que quand bien même votre cœur daignerait descendre jusqu'à moi, la marquise de Penarvan me repousserait avec colère, avec dédain; je sais que sa volonté inflexible serait toujours entre vous et moi. Je sais tout cela, mais je vous aime. Quoi qu'il arrive, disposez de moi dans l'avenir comme d'une chose qui vous appartient : je vous donne ici ma vie.

En achevant ces mots, il se leva.

— Adieu, mademoiselle, dit-il d'une voix grave.

— Adieu, Henri, répondit Paule à demi voix avec l'enivrement de l'amour partagé.

Le lendemain, quand Mme de Soleyre, encore toute troublée du retour inattendu d'Henri, entra dans la chambre de Paule, elle la trouva triste, mais résolue, et se disposant à partir.

— Chère enfant, dit-elle en la prenant entre ses bras, j'espérais que votre séjour auprès de moi aurait un dénoûment meilleur; je cherchais le bonheur pour vous, et ne l'ai pas trouvé, ma Paule!

— Ne dites pas cela, madame, vous m'avez guérie, vous m'avez consolée. Comme un oiseau tombé de son nid, vous m'avez recueillie et réchauffée. Je me sens forte, courageuse : rien ne peut plus m'atteindre, je puis tout supporter.

La pauvre enfant était de bonne foi; elle partait, mais elle était aimée, et l'amour, même sans espoir, suffisait à remplir son existence tout entière. Vingt fois elle avait été sur le point d'ouvrir son cœur à Mme de Soleyre; la crainte d'alarmer cette excellente femme, de la placer vis-à-vis de sa mère dans une situation dont elle comprenait toute la gravité, l'en avait toujours empêchée. L'amour avait développé déjà chez cette frêle créature quelque chose de l'énergie et de la fermeté de sa race : elle emporta son secret avec elle.

Paule et l'abbé étaient partis par la diligence de Bordeaux à Nantes; ils occupaient seuls le coupé. Il y a dans les premiers désespoirs de la jeunesse une âpre volupté qui exalte le cœur et l'enivre. Paule, jusqu'au moment du départ, était restée calme et n'avait point faibli; mais une fois hors de la ville, quand elle s'était vue emportée au galop des chevaux, quand elle avait compris bien nettement que tout était fini pour elle, que chaque tour de roue l'entraînait loin de lui et les séparait à jamais, sentant ses forces défaillir, son courage l'abandonner, elle s'était jetée dans un coin de la voiture, et avait appuyé son mouchoir sur sa bouche pour étouffer ses cris et ses sanglots. Quant à l'abbé, il était radieux : il avait ressaisi sa proie. Jamais le bon Pyrmil n'avait été si gai, si loquace, si expansif. Assis auprès de Paule, il se confondait en adoration, lui prenait les mains, et l'entretenait d'un voix câline, comme si elle avait encore dix ans. — Eh bien! disait-il, nous allons donc retrouver notre bonne petite vie d'autrefois, nos fleurs, nos oiseaux, nos lézards frétillant le long des vieux murs! — Paule, abîmée dans sa douleur, se taisait et dévorait ses larmes : elle pensait au bonheur entrevu et perdu, à l'obstacle insurmontable, à l'inexorable volonté de sa mère, au tombeau où elle allait rentrer pour ne plus en sortir, et son âme, affranchie, relevée par l'amour, s'indignait et se révoltait sourdement contre la tyrannie qu'elle avait si longtemps endurée sans se plaindre. Il ne déplaisait pas à l'abbé de la voir triste, absorbée, silencieuse; il la couvait des yeux, et reconnaissait son enfant. Cependant il essayait de la distraire, et l'on va voir qu'il finit par y réussir, car il était écrit que, dans tout le cours de cette admirable expédition de Bordeaux, l'abbé Pyrmil se couvrirait de gloire. Il avait, en allant, fait le voyage juché sur l'impériale de la diligence, et s'était renseigné auprès du conducteur sur toutes les habitations plus ou moins seigneuriales qu'il découvrait dans le paysage : en revenant, il étalait complaisamment dans le coupé les trésors d'érudition qu'il avait amassés sur

la banquette. Du plus loin qu'il apercevait un château, un donjon, un pigeonnier, une tourelle, il les signalait à Paule, et il en racontait l'histoire. Cela durait depuis une demi-journée, les histoires se succédaient, et Paule, blottie dans son coin, ne paraissait y prendre qu'un médiocre intérêt, quand tout à coup l'abbé appela son attention sur une demeure vraiment princière qui s'élevait au flanc d'un coteau.

— Voyez! s'écria-t-il : voici le château des Rohan-Chabot.

Moins par curiosité que pour plaire à son vieux Pyrmil, elle sortit de la torpeur où elle était plongée, mit la tête à la portière, et jeta sur le coteau un œil indifférent.

— C'est très joli! dit-elle.

— Joli... dit l'abbé, cela dépend des goûts : nos ruines sont plus pittoresques.

— La maison de Rohan, l'abbé, c'est une grande maison? demanda Paule pour entr'ouvrir poliment la porte à l'histoire qu'elle pressentait.

— Une grande maison,... une grande maison... C'est une bonne maison, dit l'abbé.

— Je croyais, ajouta Paule, s'arrangeant dans son coin, qu'elle était au moins égale à la nôtre.

— Non, mademoiselle, non, répliqua l'abbé avec aigreur; si vous daignez jamais compulser mon histoire, vous y trouverez un parallèle entre les deux familles, et vous constaterez que, par esprit de justice et d'impartialité, je n'ai pas cru pouvoir me dispenser de donner le pas aux Penarvan.

De tout temps, la maison de Rohan avait excité au plus haut point la jalousie de l'abbé; comme c'était la seule de Bretagne qui s'élevât au-dessus de la maison de Penarvan, il n'en parlait jamais sans dénigrement, sans acrimonie. C'était un peu dur, mais c'était comme cela : les Rohan avaient dans l'abbé Pyrmil un ennemi implacable, acharné. Il entama leur histoire et les accommoda de telle sorte qu'au bout d'un quart d'heure il n'en restait plus rien. Leur devise prêtait à rire, leurs prétentions généalogiques avaient diverti la ville et la cour; passant à un grief plus sérieux, il leur jeta impitoyablement au nez leur abjuration religieuse.

— Ah! les parpaillots! s'écria-t-il enfin. Nous sommes restés fidèles à l'église, nous autres, nous nous éteindrons dans la foi de nos pères; mais la branche aînée des Rohan, qui ne s'est perpétuée qu'en se greffant sur un tronc étranger, serait huguenote encore aujourd'hui, si Mlle de Rohan, une fille de cœur, n'eût épousé un gentilhomme catholique contre la volonté de sa mère.

— Contre la volonté de sa mère! s'écria Paule, se retournant vi-

vement vers l'abbé : Mlle de Rohan s'est mariée contre la volonté de sa mère?

— Parfaitement, répliqua l'abbé.

— Mais c'est affreux, ce qu'elle a fait là!

— Affreux, affreux... Que voulez-vous donc? Mme de Rohan tyrannisait sa fille, et s'opposait à ce qu'elle épousât un galant homme qu'elle aimait : eh bien! la fille s'est mariée sans le consentement de sa mère, elle a usé des droits que lui donnait la loi.

— Que lui donnait la loi?... mais dans ce temps-là il était donc permis de se marier sans le consentement de sa mère?

— Dans ce temps-là comme à présent, dit l'abbé : il n'est pas de fille aujourd'hui qui ne puisse à vingt et un ans disposer de sa destinée.

— Mais, demanda Paule avec avidité et le regardant fixement, que pense-t-on d'une fille qui en use ainsi?

— Dame! c'est toujours un grand malheur quand la division se glisse dans les familles; mais les passions... des cas où les mères... des cas où les filles... des cas où la loi... Ah! bah! tout cela ne nous regarde pas, s'écria l'abbé, qui s'embourbait de plus en plus et ne savait pas comment s'en tirer.

Paule était retombée plus profondément dans ses réflexions silencieuses. Elle y resta longtemps plongée, pendant que l'abbé, pour tout couronner, racontait sa rencontre avec Caverley et chantait sur tous les tons les louanges de ce jeune homme. Il ne lui reconnaissait qu'un défaut ou plutôt qu'une infirmité : Henri Caverley n'était pas gentilhomme. La diligence s'arrêtait une heure à Niort. Paule demanda de quoi écrire, traça deux lignes sur le papier, plia, mit sous pli, cacheta, se fit conduire à la poste, et jeta elle-même la lettre dans la boîte. Quand elle revint vers l'abbé, elle avait un caractère de gravité sereine qui ne devait plus la quitter.

Le lendemain, ils arrivaient au vieux manoir. En apercevant sa fille éclatante de vie, resplendissante de beauté, la marquise ne put trouver qu'une explication au changement qui s'était fait en elle.

— Vous avez vu le prince, ma fille, le prince vous a parlé, dit-elle après l'avoir baisée au front.

Le même jour, à la même heure, Henri Caverley recevait le billet que voici :

« Ayez foi en moi comme j'ai foi en vous, et le 2 janvier 1821 venez demander ma main à la marquise de Penarvan, ma mère.

« PAULE DE PENARVAN. »

(*La dernière partie au prochain n°.*)

JULES SANDEAU.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 novembre 1857.

Le secret n'est donc pas absolument la meilleure des conditions en politique, puisqu'il peut arriver que les temps et les pays où l'on parle le moins soient justement ceux où l'on suppose le plus, puisque là même où un certain mystère semble inhérent au maniement des grandes affaires, c'est-à-dire dans la diplomatie, l'esprit d'hypothèse substitue ses inventions aux faits. Depuis quelque temps, il est vrai, les événemens ont manqué : ils n'ont pas manqué à tous les points de vue, si l'on veut, puisqu'en ce moment même l'Angleterre n'est point encore délivrée de l'insurrection des Indes, tandis que, d'un autre côté, une crise commerciale et financière, s'étendant de proche en proche, paralyse l'essor universel des intérêts; mais dans l'ordre des rapports généraux de l'Europe, une certaine stagnation s'est faite entre les incidens diplomatiques provoqués il y a trois mois par les élections des principautés et la réunion de la conférence où devra s'agiter cette inévitable question de l'organisation des provinces du Danube. Qu'est-il arrivé alors? Plus que jamais on s'est mis à conjecturer, à spéculer sur la politique des diverses puissances et sur les revirements ministériels, plus énigmatiques que sérieux, qui se succèdent à Constantinople. On a voulu scruter les intentions des gouvernemens, pressentir leurs résolutions futures, et voilà quelques jours que les diplomates officieux font mouvoir les cabinets au gré de leur fantaisie. La Russie et la Prusse notamment, après s'être associées à la France pour garantir la liberté des élections dans les principautés, la Russie et la Prusse, dit-on, auraient tout à coup changé d'attitude, se ralliant à la sagesse supérieure de l'Autriche et laissant la France seule soutenir jusqu'au bout la cause désespérée de l'union. L'évolution serait complète et diplomatiquement constatée. — Rien de semblable cependant n'a eu lieu jusqu'ici. La Russie et la Prusse pensent aujourd'hui ce qu'elles pensaient hier. Si, en concourant, il y a trois mois, à garantir la sincérité des élections sur le Danube, elles ont tenu à conserver l'indépendance de leur jugement sur l'union même de la Moldo-Valachie, rien n'indique que cette réserve se soit changée

soudainement en un sentiment d'hostilité, et que la France se trouve séparée des récens alliés qui ont agi avec elle à Constantinople. La France peut avoir une opinion un peu plus prononcée sans que cela implique une radicale incompatibilité de vues. Sous ce rapport, la question arrivera donc intacte au congrès, et d'ici à ce moment les divans des deux provinces danubiennes poursuivent leurs travaux. Celui de Iassy vient d'émettre des vœux en faveur de l'égalité des citoyens devant la loi, de la liberté des cultes, de l'abolition des priviléges, et tous ces vœux, qui en vérité ne paraissent pas aussi révolutionnaires qu'on feint de le croire, deviendront les élémens naturels des délibérations des puissances. Jusqu'au moment où s'ouvriront les délibérations du congrès sur toutes ces questions et sur celle de l'union elle-même, les évolutions de la Russie et de la Prusse sont des hypothèses et non des réalités.

Soit, dira-t-on, la Prusse et la Russie n'ont point fait volte-face dans l'affaire des principautés, et la situation reste la même; mais c'est de Constantinople que peuvent venir des complications nouvelles. Rechid-Pacha vient de remonter au pouvoir, d'où il était assez tristement descendu il y a quelques mois, et voici que l'ambassadeur de France a refusé d'entrer en communication avec le nouveau grand-vizir. Une rupture n'est-elle point imminente? La cour du sultan, on en conviendra, est un terrain difficile, où les ministères se succèdent rapidement, et où l'on n'est jamais bien sûr de voir la résolution de la veille durer jusqu'au lendemain. M. Thouvenel, qui sait habilement mesurer ses initiatives sans se départir des fermes directions qui lui sont données par le ministre des affaires étrangères de France, M. Thouvenel, disons-nous, ne s'est point cru obligé de renouer des rapports particuliers avec Rechid-Pacha, et sa conduite paraît avoir été entièrement approuvée. Évidemment il vaudrait mieux qu'il y eût plus de cordialité ou plus de politesse, si l'on veut, dans les relations personnelles entre le chef du cabinet ottoman et le représentant de la France; mais si le sultan, dans sa souveraine indépendance, a jugé utile de rappeler Rechid-Pacha, la France, après tout, use également de son droit en s'abstenant vis-à-vis d'un homme d'état dont elle a éprouvé l'inconsistance et les faiblesses, et en qui elle n'a pas toujours trouvé une parfaite sécurité de rapports. M. Thouvenel n'avait point contribué à la chute de Rechid-Pacha, il n'était point tenu de saluer son avénement; il lui suffisait désormais de rester dans les strictes limites de sa mission diplomatique, en n'ayant affaire qu'au ministre des relations extérieures de l'empire ottoman : c'est ce qui est arrivé. La situation est difficile peut-être : cela ne veut point dire cependant qu'il y ait une rupture en germe à Constantinople; cela signifie tout au plus que la France ne met point sa dignité à la loterie des vicissitudes ministérielles de la Turquie, et qu'elle peut attendre en voyant passer les hommes tant que sa juste influence et les intérêts supérieurs de sa politique ne sont point compromis. Cette froideur marquée et publique, qui a éclaté entre le représentant de la France et le nouveau grand-vizir, ne peut donc, quoi qu'on en pense, conduire à des complications plus sérieuses; elle révèle seulement une fois de plus la nécessité de mettre enfin un peu d'ordre dans toutes ces difficultés qui se rattachent aux événemens dont l'Orient a été le théâtre à une époque encore récente. Qu'on songe bien que la guerre est finie depuis près de deux

ans, et que quelques-unes des conditions les plus essentielles de la paix sont toujours en suspens. Sans doute, on n'en finira pas de si tôt avec cette question d'Orient, le problème, l'énigme du monde contemporain; mais ne peut-on arriver à créer une situation un peu moins confuse, un état où se trouvent réalisés quelques-uns des bienfaits promis et où l'on ne soit plus, à chaque instant, à se demander s'il n'est point survenu à Constantinople quelque lutte d'influences, quelque crise nouvelle qui va subitement changer tous les rapports, remuer toute la politique, et rejeter encore une fois les peuples en face de l'inconnu? La dernière guerre n'aurait été qu'un inutile et imprévoyant sacrifice, si en fin de compte elle ne devait avoir pour résultat de donner à l'Orient un peu plus de civilisation et à l'Occident un peu plus de sécurité.

Certes, au milieu des affaires du monde, les affaires de l'Inde ont une place à part, et l'intérêt qui s'y attache naît de la grandeur mystérieuse des événemens autant que du caractère tragique de cette lutte, où l'on voit partout l'héroïsme de quelques hommes suppléer au nombre. Pendant quelques mois, cette insurrection indienne a été un cruel trouble-fête pour nos voisins; elle est venue les irriter dans leur orgueil, les inquiéter dans le sentiment de leur domination, et les émouvoir aussi jusqu'au fond de l'âme, en leur offrant le spectacle de ces odieux supplices infligés à des Anglais et à des Anglaises par des Asiatiques barbares. Le moment ne vient-il pas aujourd'hui où l'Angleterre est sur le point de voir sa fortune se relever d'un désastre passager, et toute cette insurrection céder devant son ascendant? Les Anglais ont été surpris, quoique dès longtemps prévenus, cela n'est point douteux; ils ont été les victimes de l'imperturbable assurance qu'ils portent dans toutes leurs affaires. Une fois revenus de cette première surprise cependant, ils se sont mis à l'œuvre, et chaque jour ils regagnent péniblement, héroïquement, le terrain perdu. Delhi est tombée, comme on sait, devant les armes britanniques, et si la victoire a été chèrement payée, elle a été plus complète encore qu'on ne l'avait dit au premier instant. De cette armée insurgée campée à peu de distance de la ville, il ne reste plus rien, ou il n'en est plus question. Des partis de cavalerie anglaise se sont jetés dans la campagne et ont sabré les multitudes, qui se sont dispersées devant eux. Ils ont fait mieux : ils ont pris le roi de Delhi, un vieillard de quatre-vingt-dix ans. Les fils du roi ont été pris également, et ils ont été immédiatement passés par les armes. Quant au roi lui-même, les Anglais l'ont gardé; ils lui ont accordé la vie pour pouvoir sans doute montrer aux indigènes que ce vieux drapeau de l'insurrection est bien en leurs mains. Un des chefs de l'armée anglaise, le général Nicholson, a péri des suites de blessures reçues dans les affaires de Delhi, et avec lui plus de mille hommes ont été mis hors de combat. Les Européens de l'armée anglaise n'étaient qu'au nombre de cinq mille.

Il y avait un autre point de l'Inde vers lequel se tournaient tous les regards : c'était la résidence de Lucknow, où une petite et brave garnison se soutenait depuis plusieurs mois, presque abandonnée, tout au moins fort compromise. Le général Havelock avait plusieurs fois essayé de se frayer un chemin pour lui porter secours, il n'avait pu réussir. Il avait battu les insurgés en toutes les rencontres; malgré tout, à chaque tentative, il était obligé

de se replier vers Cawnpore, attendant lui-même quelques forces nouvelles. La petite garnison de Lucknow était fort menacée, sans secours et sans vivres; elle était cernée de toutes parts et déjà minée dans la citadelle par l'ennemi, qui occupait la ville, lorsque l'intrépide Havelock a paru avec le général Outram, et la garnison de Lucknow a été secourue. Il faut remarquer que ces succès ont été obtenus avec des forces peu nombreuses, dispersées sur tous les points, et obligées de se concentrer précipitamment pour faire face au péril. Les forces nouvelles expédiées par l'Angleterre n'étaient point encore arrivées. Quant au reste de l'Inde, il y a certes beaucoup de trouble et de confusion, des luttes, des combats, des complots, sans compter les vengeances et des châtimens terribles. L'Inde n'est point évidemment aujourd'hui, même après les victoires de Delhi et de Lucknow, une terre livrée aux douceurs de la paix et de la civilisation; seulement il est un fait désormais sensible: c'est que l'insurrection perd de jour en jour de son caractère sérieux et menaçant, et que l'ascendant de l'Angleterre se rétablit jusqu'ici par la simple énergie d'un petit nombre d'hommes épars dans un immense empire. Le dénoûment ne semble donc plus incertain, s'il l'a jamais été, et c'est la question politique encore plus que la question militaire qui se trouvera déférée au parlement dans la prochaine session. Jusqu'à ce moment, la nécessité de la défense a seule parlé; dans les chambres, c'est toute la politique anglaise dans l'Inde qui sera examinée et débattue, et de ces discussions jailliront peut-être des lumières nouvelles. Lord Palmerston cependant n'a point voulu attendre la réunion du parlement, et il vient de prononcer un discours au banquet du lord-maire, à Guildhall. Lord Palmerston n'a été que juste à coup sûr en rendant un éclatant hommage à la valeur anglaise qui s'est récemment déployée dans l'Inde; il a eu aussi grande raison de montrer ce qu'il y a de ressources dans ce peuple britannique, quand il s'agit de soutenir par les armes un intérêt supérieur. Qu'est-ce à dire pourtant? Lord Palmerston ne traite-t-il pas avec un peu de mauvaise humeur ces pauvres peuples qui aiment les fourreaux d'acier et les talons éperonnés? Les îles britanniques sont-elles donc menacées d'une prochaine invasion pour que le premier ministre montre l'Angleterre sous les armes et prête encore à se lever comme un seul homme, même après s'être dégarnie de son armée envoyée dans l'Inde? Après tout, lord Palmerston n'a peut-être voulu que faire un discours pour flatter l'opinion populaire et s'appuyer sur elle avant l'ouverture du parlement.

La vie publique est une grande arène où passent tous les peuples et où toutes les expériences s'accomplissent à la fois. La Belgique n'est qu'un petit royaume; mais ce petit royaume a le mérite d'offrir, dans les conditions de la plus large liberté, comme un résumé de toutes les questions et de toutes les passions qui s'agitent dans la plupart des pays. Ces passions ont leurs périls sans doute. Heureusement les états constitutionnels ont le privilége de pouvoir se sauver des révolutions par des changemens de ministère, et c'est ce qui vient d'arriver à Bruxelles. Le cabinet qui dirigeait les affaires depuis deux ans s'est retiré, et il est remplacé par un ministère libéral qui compte dans son sein MM. Charles Rogier, Frère-Orban, Tesch, de Vrière; le général Berten est ministre de la guerre, et le ministre des travaux publics n'est point encore nommé. C'est la loi de la charité qui a été la cause pre-

mière de ce changement, ajourné pendant quelques mois et devenu bientôt inévitable. En réalité cependant, cette loi n'a été qu'un incident de la lutte incessante qui se poursuit depuis nombre d'années entre les catholiques et les libéraux, et qui s'est successivement engagée toutes les fois qu'il a été question d'organiser ou d'appliquer toutes ces grandes libertés de l'enseignement, de la presse, des associations, de la bienfaisance, dont le principe était inscrit dans la constitution belge. Or que résulte-t-il de cette histoire constitutionnelle de la Belgique, qui embrasse déjà une assez longue période, et où l'on voit les deux opinions opposées se succéder périodiquement au pouvoir, perdre ou reconquérir alternativement la majorité? C'est que chacun des deux partis perd tour à tour l'ascendant par ses fautes et par ses exagérations. Cédant à ses passions plus qu'à ses lumières, entraîné souvent par des zèles intempérans, il veut, tant qu'il est au pouvoir, pousser à bout la victoire, et alors une réaction naturelle s'opère dans le pays. Le cercle est parcouru, et l'histoire recommence.

Le ministère libéral qui avait été formé en 1847, et qui avait réussi à conduire heureusement la Belgique à travers tous les hasards de l'année 1848, ce ministère fut renversé en 1852 pour avoir froissé les sentimens religieux des populations par ses interprétations abusives des lois sur l'administration de la bienfaisance, et pour avoir compromis imprudemment les relations commerciales du pays avec la France. Il ne fut point sur-le-champ remplacé, il est vrai, par un ministère catholique; il eut pour successeur immédiat un cabinet dont M. Henri de Brouckère était le chef, et qui représentait un libéralisme plus modéré, plus conciliant; mais c'était une transition plutôt qu'une solution. A chaque élection nouvelle, la majorité catholique se dessinait, et en 1855 la Belgique voyait se former l'administration catholique qui existait il y a peu de jours encore, cette administration dont MM. de Decker et Charles Vilain XIIII étaient les deux principaux membres. Ces deux hommes d'état, qui comptent parmi les plus éminens de la Belgique, étaient animés des intentions les plus droites; ils portaient au pouvoir un esprit aussi élevé que modéré. Ils ne laissaient point toutefois de se trouver dans une situation difficile, car, s'ils étaient par eux-mêmes concilians et libéraux sans cesser d'être sincèrement catholiques, ils avaient à compter avec les passions et les exagérations de leur parti. Ils étaient obligés de lutter contre des violences qu'ils réprouvaient, de résister à des pressions dangereuses, et plus d'une fois M. de Decker eut à faire face courageusement à des accusations de tiédeur, presque de défection, qui lui venaient des rangs de son propre parti.

C'est dans ces conditions que la loi sur les établissemens de bienfaisance était présentée aux chambres au commencement de cette année. Cette loi était-elle une satisfaction donnée par le ministère aux entraînemens de son parti? était-elle le coup d'état irréfléchi d'une opinion intolérante? Elle a pu être une imprudence, l'expérience l'a démontré : elle n'était rien de plus. Au fond, elle ne faisait qu'appliquer un principe que la constitution proclame, et qui est le droit commun de la Belgique. En organisant la liberté de fonder des institutions charitables, elle ne désarmait point l'état autant qu'on l'a dit, et elle ne ramenait nullement au moyen âge. Il n'est pas moins certain que dès-lors le ministère se trouvait dans une situation plus critique

encore que par le passé, car, après s'être rendu suspect aux exagérés de son parti par sa modération en plus d'une circonstance, il éloignait de lui quelques esprits libéraux par l'impopularité de certaines dispositions du nouveau projet. Cette loi elle-même était vue avec défaveur par une partie du pays en dehors des chambres. Les discussions législatives, en se passionnant et en se prolongeant, venaient achever d'enflammer l'opinion. On sait ce qui arriva : l'agitation prit un caractère menaçant à Bruxelles et dans les principales villes de la Belgique. Le ministère fut tout d'abord assez sage pour ne pas vouloir braver une telle explosion d'opinion, fût-elle un peu factice; il ajournait les chambres et annonçait que la loi de la charité serait retirée. Le roi lui-même faisait appel au bon sens du pays et des partis.

C'était une trêve momentanément imposée par la sagesse du roi et du cabinet. Rien n'était résolu cependant. A dater de ce moment, si les discussions des chambres n'étaient plus là pour passionner l'opinion, la polémique des journaux ne perdait rien de sa vivacité. Il était évident que le parti catholique supportait avec peine l'échec qu'il venait d'essuyer, et qu'il ferait un effort pour l'effacer. Le parti libéral de son côté, enhardi par un premier succès, si peu parlementaire qu'il fût, voulait davantage, et le pouvoir, dont il paraissait assez loin il y a quelques mois à peine, tentait son ambition. Les élections municipales, fixées au 27 octobre, pour le renouvellement par moitié des conseils communaux du royaume, lui ont procuré l'occasion qu'il cherchait de mesurer ses forces et de faire acte de majorité. Le parti catholique, il faut le dire, n'a pas su résister à ces provocations. C'était de sa part une imprudence de laisser s'engager le combat sur un terrain qui devait doublement lui être défavorable : d'abord parce que l'opinion était encore sous le coup de l'agitation produite par la loi sur la bienfaisance, et en outre parce que dans les élections communales le résultat seul des villes apparaît et frappe, tandis qu'on attache moins d'importance au vote des campagnes, où le parti catholique a ses plus grandes forces. Dans cette lutte, c'est le parti libéral qui a triomphé; les villes les plus importantes et même beaucoup de villes de second ordre lui ont donné la majorité : à Anvers et à Gand surtout, où la lutte a été la plus vive, les catholiques ont été vaincus. Il resterait à savoir si, en triomphant ainsi, les libéraux n'ont pas été eux-mêmes un peu dépassés, et si parmi les élus des conseils communaux il n'y a pas plus d'un démagogue déguisé en libéral.

Au premier aspect et en restant au point de vue strictement constitutionnel, les électeurs municipaux n'avaient sans doute nullement à se prononcer sur la direction générale des affaires de la Belgique; mais comme au fond il avait été convenu, par une sorte d'accord entre les partis, que les élections municipales actuelles auraient exceptionnellement une valeur politique, le cabinet de Bruxelles a vu dans la manifestation qui vient d'avoir lieu un symptôme assez significatif pour qu'il en dût tenir compte. M. de Decker et ses collègues ont remis leur démission au roi, qui, à son tour, a jugé la situation comme ses ministres, et s'est vu obligé d'accepter la démission qui lui était offerte. C'est ainsi qu'a fini le dernier cabinet, certain d'avoir encore la majorité dans les chambres, mais vaincu par les électeurs municipaux, car il semble que tout doive être anormal dans cette crise qui a commencé en Belgique il y a quelques mois. Le roi, dans ces conjonctures,

ne s'est point immédiatement adressé aux chefs de l'opinion libérale. Il a essayé de former un cabinet d'une nuance modérée, intermédiaire. M. Henri de Brouckère, qui avait déjà dirigé une administration de cette nature, a tenté de seconder encore cette fois les intentions du souverain : il n'a point réussi. C'est alors que le roi a fait directement appel à M. Charles Rogier, l'un des hommes les plus considérables du parti libéral par sa position et son expérience. M. Rogier s'est mis à l'œuvre, et le cabinet actuel a été formé; il existe depuis le 9 de ce mois. Voilà donc le parti libéral mis de nouveau en possession du pouvoir. Que va faire aujourd'hui le ministère qui vient de se former? Il se trouvait tout d'abord en face d'une difficulté qu'il ne pouvait éluder. La majorité de la chambre des représentans lui était ouvertement hostile, et elle l'eût vraisemblablement brisé dès le premier jour. D'un autre côté, cette assemblée ne devait se renouveler par moitié que dans le courant de l'année prochaine, et encore à cette époque même la constitution de la chambre n'eût point été peut-être sensiblement modifiée, puisque ce renouvellement ne devait avoir lieu que dans les provinces qui nomment d'habitude des députés libéraux, tandis que l'autre moitié de la chambre restait toujours intacte. La première nécessité pour le nouveau cabinet était donc d'éclaircir cette situation, et c'est ce qu'il a fait en prononçant la dissolution de la chambre des représentans, après l'avoir ajournée dans la première séance de la session annuelle qui a eu lieu le 10 novembre. Les élections vont se faire d'ici à quelques jours, et la chambre nouvelle se réunira, selon toute apparence, vers le milieu du mois prochain. C'est au pays de prononcer souverainement sur la politique intérieure de la Belgique et sur l'existence de l'administration actuelle; mais en dehors de ces combinaisons et de ces questions de majorité, il reste toujours un fait grave qui n'est point sans doute l'œuvre du nouveau ministère, mais qui pourrait lui créer plus d'un embarras. Au fond, on ne peut l'oublier, le cabinet qui vient de naître monte au pouvoir à la suite d'événemens qui à l'origine ont été un échec, sinon absolument pour la loi, du moins pour le caractère légal d'une majorité législative; là est pour lui la difficulté. On ne peut savoir encore quelle sera sa politique. Si elle est empreinte de cet esprit de modération et de transaction qui doit faire la force et la vitalité des institutions belges, la crise peut être considérée comme terminée ou comme notablement diminuée. Si, comme le supposent trop aisément ses ennemis, la politique ministérielle voulait entreprendre, dans un intérêt de parti, des réformes qui touchent à toutes les questions, la crise ne serait point finie, elle ne ferait que continuer. Ce n'est plus seulement la chambre des représentans qu'il faudrait dissoudre, l'opposition qui siége dans le sénat rendrait également nécessaire la dissolution de cette assemblée, et le mouvement qui a porté M. Charles Rogier au pouvoir ne tarderait pas à le dépasser pour le renverser à son tour, en plaçant la Belgique entre les hasards révolutionnaires et une réaction à outrance. Contre ces dangers purement éventuels jusqu'ici, la meilleure garantie est dans la capacité, les lumières et la prudence des ministres actuels, et au-dessus de la sagesse des ministres il y a la sagesse du roi. Ni les uns ni les autres ne voudront assurément lancer la Belgique dans une voie d'aventures où elle n'a rien à gagner et où elle peut tout perdre.

Suivez encore ce mouvement quotidien des choses. Aux crises politiques viennent se mêler les crises financières. Les incidens d'une vie ordinaire s'effacent devant des morts et des deuils. Les morts en effet, les morts qui se succèdent, ont aussi leur place dans la politique. Hier mourait subitement à Claremont une princesse connue de la France, Mme la duchesse de Nemours. La veille, elle était pleine de jeunesse et de force, venant de donner le jour à une fille; le lendemain, elle avait disparu, sans voir venir sa fin, par un de ces accidens foudroyans que rien n'annonce : affliction nouvelle infligée à une famille déjà tant éprouvée, et surtout à cette reine Marie-Amélie, plus vénérable, s'il se peut, sous la majesté du malheur que sous la majesté du trône! Et d'un autre côté, sans sortir de la France, le ministre de la justice, M. Abbattucci, vient de mourir aussi. Placé à la tête de la magistrature depuis l'empire, après avoir pendant longtemps figuré dans les assemblées politiques, M. Abbattucci avait su garder la modération de l'esprit, cette bonne conseillère.

Ainsi dans cette histoire de tous les jours on trouve des morts, et puis l'ouverture prochaine du corps législatif, qui doit se réunir à la fin de ce mois pour vérifier ses pouvoirs, et se constituer sauf à s'ajourner en attendant la session définitive. Puis que trouvez-vous encore? C'est la continuation de cette crise financière et commerciale qui règne un peu partout depuis quelque temps et principalement en Amérique, d'où elle est venue. Aux États-Unis, c'est un fait constant, le désastre est universel; il ne reste plus qu'à compter cette suite de faillites dont s'accommode trop aisément l'esprit aventureux des Américains. En Angleterre, la crise vient d'être marquée par un incident qui a produit une vive impression : c'est la suspension de paiemens de la banque de Glasgow. Le ministère de lord Palmerston vient en même temps d'autoriser la banque d'Angleterre à augmenter l'émission de ses billets. En France, la Banque vient encore une fois d'élever le taux de ses escomptes, qu'elle a porté jusqu'à 10 pour 100 pour les effets à échéance de trois mois. Pour guérir cette situation, il ne manque pas de médecins de tout genre prêts à proposer des remèdes souvent plus dangereux que la maladie elle-même. Une lettre récemment adressée par l'empereur au ministre des finances est faite pour tempérer le zèle de ces chercheurs de recettes héroïques. L'empereur est mû par la double pensée de ne point laisser l'exagération des craintes aggraver la situation actuelle, et de montrer en même temps la solidité du crédit de la France. Il repousse surtout l'idée de recourir à des remèdes empiriques qu'on n'invoque que dans les cas les plus extrêmes. C'est par des moyens réguliers et naturels en effet, c'est par l'esprit de conduite et la fermeté, qu'un pays peut traverser heureusement ces crises de la richesse et du travail.

Ce n'est pas le hasard, quoi qu'on en dise, qui dirige ce monde et produit ces anomalies ou ces crises dont la vie matérielle elle-même des peuples est souvent remplie. Il y a une logique invisible qui préside à ces mouvemens, qui les rattache à tout un ensemble de causes supérieures, et dans le trouble des faits, si vous regardez bien, vous verrez la marque du trouble, des déviations des idées. De là la nécessité invariable de maintenir l'autorité de certaines notions, cette puissance de la raison lumineuse sans laquelle tout flotte dans l'ombre, tout s'en va à la dérive, et le monde moral, et le monde

matériel lui-même. On croit peut-être qu'un faux système philosophique n'est qu'une abstraction inoffensive faite tout au plus pour occuper les esprits spéculatifs et sans nul rapport d'ailleurs avec la réalité. Il n'en est rien : les fausses philosophies ont leur retentissement dans les faits, et les dépravations passagères de la volonté sont moins dangereuses que les conceptions artificieuses d'une fausse spéculation. A l'origine de tous les désastres, il y a un mauvais principe, une erreur, une déviation morale ou intellectuelle. Hegel était un esprit puissant et ingénieux qui combinait merveilleusement des abstractions sans toucher en apparence au monde réel; il a été le père de cette postérité bâtarde, enivrée d'athéisme et de démagogie, qui s'est abattue sur l'Allemagne. Kant était un noble penseur uniquement occupé à rechercher les principes des connaissances humaines et à reconstruire ou à décomposer le monde invisible; il a conduit à l'idéalisme de Fichte, qui a conduit lui-même au panthéisme de Hegel, et ainsi s'est formée cette moderne philosophie allemande qui a rempli ce siècle, qui a commencé par les plus hautes et les plus généreuses spéculations pour finir par les plus abjectes théories.

Lorsque M. Cousin, ému et enthousiaste, commençait, il y a près de trente ans, devant un auditoire plein de feu, l'exposé de cette *Philosophie de Kant* qu'il réédite aujourd'hui en l'accompagnant de quelques pages nouvelles, les dernières conséquences des doctrines allemandes étaient loin de s'être révélées encore. Une chose devait frapper dans la philosophie de Kant, c'est qu'elle était une réaction contre le sensualisme du XVIIIe siècle. Seulement Kant, en s'élevant au-dessus de la sensation, revenait au scepticisme par une autre voie : il ne voyait pas qu'il tombait dans une contradiction singulière en admettant d'un côté dans la philosophie morale la certitude du devoir, tandis que dans la métaphysique il détruisait les idées de Dieu, de l'âme, ces grandes réalités qu'il représentait comme un reflet ou une sorte de création de la raison elle-même. Il ressuscitait artificiellement dans la *raison pratique* ce qu'il détruisait théoriquement dans la *raison spéculative*. La logique de la destruction l'a emporté, et après le tranquille philosophe de Kœnigsberg est venue la bruyante tourbe des hégéliens, se disant tout simplement que ce n'était point la peine de laisser subsister dans un ciel vide ce dieu qui n'était que l'œuvre de l'homme. C'est l'homme qui a été son propre dieu, et le carnaval de la philosophie allemande a commencé. M. Cousin, dans ses éloquentes leçons d'il y a trente ans, demandait à la philosophie de Kant ce qu'elle avait de favorable au spiritualisme renaissant; il lui empruntait des armes contre la philosophie du XVIIIe siècle, et en même temps il se tenait en garde, signalant avec autant de netteté que de vigueur ce qu'il y avait de fragile et de périlleux dans cette métaphysique plus spécieuse que solide. Tel est le mérite de ces substantielles études, qui montrent comment la philosophie moderne de l'Allemagne s'est corrompue à sa source. L'expérience est venue aujourd'hui : qu'en résulte-t-il? C'est que le domaine de la spéculation, si vaste qu'il soit, a néanmoins ses limites, au-delà desquelles les plus grands esprits s'égarent dans un monde d'hypothèses et de chimères. Il y a des bornes où il faut s'arrêter; il est des vérités premières, essentielles, Dieu, l'âme, la conscience, qui sont les fondemens de toute philosophie, que l'homme ne crée pas, qu'il reconnaît, et vers lesquelles il s'élève pour ainsi

dire par la libre méditation. De toutes les philosophies qui se sont produites, la plus nette, la plus solide encore est la philosophie française telle que le XVIIe siècle l'a faite. C'est, si l'on nous passe ce terme, le plus grand et le plus sûr instrument de la vérité, et après tant de naufrages n'est-ce point le cas de se dire, comme M. Cousin, que cette philosophie est le souverain remède aujourd'hui, qu'il faut « jeter l'ancre dans la conscience et le sens commun ? »

Béranger n'a cessé de vivre que depuis quelques mois, et autour de cette tombe à peine close, c'est comme un bruit persistant de révélations, de biographies et de commentaires mêlés de polémiques. Pour les uns, c'est invariablement le patriarche, l'idole, sur qui nul ne peut porter la main sans impiété; pour d'autres, c'est toujours le profanateur injurieux de la religion et de la royauté. M. Savinien Lapointe, un ouvrier poète, publie des *mémoires* qui sont la légende du chansonnier, qui ont la bonne intention de reproduire ses gestes familiers et jusqu'à ses moindres paroles. L'auteur des *Méditations*, l'homme de notre temps le moins fait pour comprendre l'auteur du *Roi d'Yvetot*, M. de Lamartine, écrit à son tour des *Entretiens* où il embaume respectueusement le poète populaire après avoir traité Alfred de Musset en poète léger. Béranger lui-même enfin, ce mort d'hier, vient, par ses *Dernières Chansons*, jeter son mot dans la mêlée, ce mot suprême qu'on attend toujours, même de ceux qui n'ont plus rien à dire, et en présence de ce bruit nouveau on en vient à se demander ce qui restera de cette gloire, ce qu'a été ce poète au fond, ce qu'il y a de vrai ou de factice dans ce talent et dans cette renommée, qui a été l'un des plus surprenans phénomènes de ce siècle. Ce qui restera, il serait bien aisé de le dire, si les hommes n'avaient tant de peine à mettre un peu d'ordre dans leurs jugemens et dans leurs admirations. Il restera avant tout un esprit fin et piquant, sensé et habile, qui eut son jour d'éclat exceptionnel, qui a su éviter les retours de fortune, et qui a eu le malheur ou l'imprévoyance, la seule peut-être qu'il ait eue en sa vie, de faire attendre pendant vingt-cinq ans des œuvres posthumes, surtout des chansons posthumes. Certes ce dernier livre contient encore bien des inspirations heureuses qui vont sans effort rejoindre les premières inspirations du poète. Il est parsemé de morceaux d'une ironie facile ou d'une douce philosophie, tels que la pièce à *Ma Canne*, le fragment sur le bonheur qui a pour titre *Avis*, et toutes ces petites œuvres, *Mon Jardin*, *Mes Craintes*, *Les Voyages*, où l'on sent l'homme ingénieux qui préfère à tout, comme Horace, son coin de terre et la paix. Seulement ce que Béranger n'a point vu, c'est que tout changeait autour de lui, et qu'à tant faire que d'être un chansonnier, il ne faut pas laisser fuir ce qui fait la vie de la chanson, l'à-propos.

Quand Béranger chantait au début, il avait tout pour lui, la jeunesse d'abord et la faveur d'un temps dont il flattait les passions ou les goûts; il répondait à un instinct du moment. L'inspiration jaillissait, et la chanson faisait son chemin, devenant aussitôt populaire. Comprenez bien ce qu'il y a de différent dans un homme qui se renferme pendant un quart de siècle en tête-à-tête avec lui-même, s'occupant sérieusement à rassembler des refrains et les mettant sous le sceau d'un notaire pour ne les laisser paraître qu'après sa mort. Le poète n'est plus de ce monde, le sceau du notaire a été

brisé, et ces strophes si longtemps captives ouvrent leurs ailes; mais l'à-propos s'en est allé, l'atmosphère n'est plus la même. Ce n'est plus le chansonnier gai et rapide d'une armée en marche, c'est un lettré ordinaire, un écrivain travaillant pour la postérité, et l'écrivain, il faut le dire, a vieilli chez l'auteur des *Hirondelles*. Béranger a l'haleine courte, il se répète. Partout dans ses derniers vers on sent la fatigue et la peine, l'artifice laborieux venant sans cesse à l'aide d'une inspiration incomplète ou attiédie. Nulle part cela n'est plus visible que dans les pièces consacrées à Napoléon. On avait parlé de tout un poème, d'une suite de légendes merveilleuses. Il n'en est rien. La vraie légende de l'empire, Béranger l'a faite, il y a longtemps, dans *les Souvenirs du Peuple*. Depuis, il n'a plus retrouvé cette veine. Ses morceaux actuels ressemblent trop à des thèmes de rhétorique, et, même en étant si courts, ils sont longs encore quelquefois, parce que l'inspiration vraie a manqué. De toutes ces *Dernières Chansons* il n'en est qu'une peut-être d'une franche venue, et qui aurait eu sans doute autant de fortune que les premières, si elle eût été publiée au moment voulu : c'est celle des *Tambours*, cette vive et piquante parodie de la révolution de février. *Les Tambours* auraient eu, selon toute apparence, plus de succès et autant de valeur politique que la lettre par laquelle Béranger envoyait à l'assemblée sa démission de représentant; mais publier cette spirituelle boutade eût été chose grave : il aurait fallu cesser d'être l'idole aux yeux des maîtres d'alors pour rester simplement l'homme de bon sens. Et voilà comment la chanson des *Tambours*, au lieu d'avoir sa place dans notre histoire, comme tant d'autres, n'est plus aujourd'hui qu'un trait rétrospectif lancé contre une révolution morte. Il est vrai que les tambours sont de tous les temps.

Les *Dernières Chansons* ne montrent donc pas Béranger sous un nouveau jour; elles le montrent encore après tout tel qu'il a été pendant toute sa vie. Qu'on ne s'y trompe pas en effet, sauf la jeunesse du talent et les écarts d'une verve trop libre, sauf ce prestige des circonstances et d'une popularité passagère, le vrai, l'ancien Béranger est là. Au fond, Béranger fut toujours un esprit plus fin qu'élevé. Il a été le poète du plaisir et d'une certaine philosophie modérée; il ne va pas au-delà. Il y a des manières de peindre l'amour et tous les sentimens de l'âme humaine qui lui semblent entièrement étrangères. L'idéal est absent dans ses premières chansons aussi bien que dans les dernières, à moins qu'on ne le cherche dans le goût de la retraite et d'une vie modeste. Béranger a-t-il été politiquement le poète de la liberté? On l'a dit, il l'a cru lui-même sans doute, et ce serait, à vrai dire, la seule façon d'expliquer cette immense renommée. C'est cependant une erreur. La liberté n'était tout au plus pour Béranger que le droit de fronder et de chansonner les pouvoirs qu'il n'aimait pas; ce qu'il voulait, c'était surtout l'absence de tout privilége dans la société. M. Savinien Lapointe rapporte dans son livre une conversation où Béranger traçait toute une théorie politique. — La liberté pour le peuple, selon l'auteur du *Marquis de Carabas*, c'est l'égalité, c'est le bien-être; mais comment trente-six millions d'hommes s'entendront-ils? Ils ne le peuvent qu'en allant vers le pouvoir assez intelligent pour comprendre cette situation. De là pour le peuple et pour le pouvoir la nécessité d'un rapprochement. Il faut à la démocratie un organisateur; « l'ordre dans l'égalité, » voilà le système

qui se retrouve après tout en germe dans la dernière préface du chansonnier. C'est ce qui explique comment Béranger s'est toujours senti une piété singulière pour Napoléon; il a chanté l'empereur non-seulement pour ses malheurs et pour ses défaites, mais encore parce qu'il fut l'organisateur de la démocratie. Il est vrai que le poète ajoute aujourd'hui qu'il a chanté l'homme, non le souverain : simple manière de s'entendre avec lui-même et de ne pas se brouiller avec la république en restant d'accord avec l'image impériale. Béranger a eu souvent dans sa vie de ces façons de tout arranger. Il chansonne la révolution de février, et il garde sa spirituelle vengeance en portefeuille. Il décoche plus d'un trait acéré contre les utopies modernes, et il adresse en même temps un hymne à *l'Idée*. Sait-on la raison de ces contradictions? C'est que Béranger, en possession d'une grande gloire, a voulu la garder jusqu'au bout et ne point brusquer cette popularité si habilement conquise. Et sait-on aussi l'explication de cette gloire? Elle est moins dans le talent du poète que dans sa conduite. C'est que Béranger, avec un instinct sûr et modeste, a su se mettre à l'abri des variations de la fortune. Tout ce que les hommes envient, il a pu l'avoir, et il ne l'a pas voulu; il a pu, lui aussi, être dans des gouvernemens provisoires ou dans des ministères : il s'y est refusé. Ce désintéressement, qui était dans son goût, a été sa vertu. Il a su conduire sa vie, et c'est ainsi qu'il est arrivé jusqu'au bout, plus heureux que bien des poètes qui lui étaient supérieurs en génie; c'est ainsi qu'il s'est vu élevé par son siècle à la plus haute renommée, avec un talent dont l'influence a été souvent funeste, et qui ne peut désormais que reprendre son niveau à mesure que le prestige des circonstances s'évanouira. Et qui sait si ces *Dernières Chansons* n'aideront pas à mieux juger Béranger en le ramenant à ce niveau plus modeste et plus vrai?

CH. DE MAZADE.

Avénement au trône de l'empereur Nicolas, ouvrage rédigé d'après l'ordre d'Alexandre II, par M. le secrétaire d'état baron de Korf. — On n'avait pas attendu la mort de l'empereur Nicolas pour écrire l'histoire de son règne. Il y a une dizaine d'années déjà, un écrivain russe, M. Oustrialof, en racontait la première moitié, et vers cette époque aussi on voyait paraître plusieurs relations de la même période dues à des plumes étrangères. La plupart de ces ouvrages ne sont que de fades panégyriques ou des satires sanglantes sans aucune valeur littéraire. Cela est fort naturel; il est certain que même aujourd'hui le moment de raconter le règne du dernier souverain de Russie n'est pas tout à fait venu. Pour bien juger l'empereur Nicolas, il faut attendre l'apaisement des passions qui s'agitent encore autour de sa tombe; il faut attendre aussi que les résultats de la politique nouvelle suivie par le gouvernement russe ait mis en lumière les avantages ou les défauts de l'ancienne. A défaut de l'histoire, il y a place néanmoins pour certains documens destinés à la préparer, et c'est dans cette catégorie que figure l'ouvrage dont nous voudrions dire ici quelques mots. Les événemens qui ont ouvert le règne de l'empereur Nicolas avaient été particulièrement défigurés jusqu'ici par les historiens, faute de renseignemens suffisans sur les causes qui les ont amenés. On savait cependant en Russie qu'un récit détaillé de l'insurrection qui faillit renverser le pouvoir encore mal affermi de l'empe-

reur Nicolas avait été rédigé d'après les ordres du jeune grand-duc Alexandre, le souverain actuel; mais ce document, qui ne s'adressait qu'à la famille impériale, était resté inconnu du public. La réserve que l'on avait cru devoir observer à cet égard étant contraire aux principes politiques dont le gouvernement russe paraît se rapprocher de plus en plus, l'auteur de cette relation vient d'être autorisé à la mettre au jour, et même à y joindre plusieurs pièces justificatives qui sont empruntées à la correspondance des membres de la famille impériale. C'est donc d'un recueil de documens, nous le répétons, qu'il s'agit, mais c'est à ce titre précisément que l'ouvrage de M. de Korf mérite notre attention.

La première partie de ce livre est consacrée à l'exposé des circonstances qui entourèrent la déchéance du grand-duc Constantin, frère de l'empereur défunt et son successeur légitime. L'auteur nous fait pénétrer, à cette occasion, dans l'intimité de la famille impériale. Il nous montre la paix et la concorde domestiques régnant autour de l'empereur Alexandre. On est fondé à croire cependant que ce prince n'avait pas toujours à se louer de ses rapports avec le grand-duc Constantin, alors vice-roi de Pologne. Si à Pétersbourg Alexandre ne trouvait que soumission et déférence, rencontrait-il toujours les mêmes dispositions à Varsovie? Il est permis d'en douter, et ce qui justifie ce doute, c'est la précaution même avec laquelle Alexandre prépara bien avant sa mort la déchéance de son frère. On sait que Constantin ne rappelait que trop l'empereur Paul, de funeste mémoire. L'empereur Alexandre devait donc chercher avec empressement à l'éloigner du trône; mais il ne pouvait mener à bien cette détermination qu'en usant de la plus extrême prudence, et c'est ce qui ressort de la relation aujourd'hui publiée. Avant même que le grand-duc eût répudié sa femme, la princesse Anne de Cobourg, pour épouser en secret une Polonaise, l'empereur Alexandre avait déclaré confidentiellement au grand-duc Nicolas que leur frère Constantin ayant une *antipathie innée* pour le pouvoir, ce serait lui, Nicolas, qui pourrait bien être appelé à régner un jour. Aussitôt que le grand-duc Constantin annonça son divorce, parut un manifeste statuant que les membres de la famille impériale qui s'unissaient en mariage à des personnes non issues d'une maison régnante ou souveraine ne pourraient transmettre leurs droits aux enfans nés de ce mariage. Cette déclaration était significative, et Constantin ne s'y trompa point. A partir de ce moment, il commença à rendre des honneurs extraordinaires à son frère Nicolas; mais le ton qu'il prenait avec lui dans ces occasions laisse percer la nature des sentimens qui l'animaient en secret. Lorsque le grand-duc Nicolas lui faisait quelques observations, Constantin lui répondait ironiquement qu'il honorait en lui le *tsar de Mioliki*. Ce nom était celui de la ville où saint Nicolas, le patron du jeune grand-duc, avait été évêque. L'auteur russe affirme que Constantin employait constamment ce surnom bizarre pour désigner son frère. Plus tard, étant à Pétersbourg, Constantin communiqua, toujours suivant la relation de M. de Korf, à sa mère et à sa sœur la grande-duchesse de Weimar, en présence du grand-duc Michel, la résolution qu'il avait prise de renoncer au trône, et quelques jours après cette confidence, il fit part de sa détermination à l'empereur Alexandre dans une lettre officielle. Cependant il est bon de dire que cette pièce importante n'avait rien de spontané; elle avait été préalable-

ment soumise au chef de la famille impériale et même retouchée de sa propre main. Quelque formelle que fût cette démarche, elle restait sans valeur légale tant que l'empereur ne l'aurait point sanctionnée par un acte spécial. La réponse qu'Alexandre adressa à son frère ne fait aucune mention d'un pareil acte; il fut rédigé l'année suivante par l'archevêque Philarète de Moscou et copié par le prince Alexandre Galitsin, chancelier de l'empire et ami de l'empereur; on en déposa trois exemplaires à Pétersbourg : l'un au conseil de l'empire, l'autre au sénat, et le dernier au synode. L'archevêque en plaça un quatrième dans le tabernacle de la cathédrale de Moscou; mais tous ces plis étaient cachetés du sceau impérial et portaient une inscription de la main de l'empereur, qui ordonnait de ne les ouvrir qu'après sa mort. Trois personnes seulement en connaissaient le contenu; le public et même les premiers dignitaires de l'empire l'ignoraient complétement. Bien mieux, le grand-duc Constantin et le grand-duc Nicolas n'en avaient pas été informés.

Nous ne suivrons pas l'auteur dans le récit qu'il donne de l'insurrection de 1825, et qui forme la seconde partie de son livre. Il nous suffira de dire qu'il donne sur ce grave événement des détails très précis, et de lui adresser quelques observations sur les sentimens et l'attitude qu'il prête aux chefs de ce mouvement séditieux et aux soldats qu'ils avaient entraînés. On peut blâmer sans doute l'opportunité de cette révolte; mais les hommes qui la provoquèrent ne sont assurément pas, comme l'auteur semble l'insinuer, des ambitieux perdus de débauche, des Catilina au petit pied. La plupart d'entre eux appartenaient par leur naissance et leur éducation à l'élite de la société russe, et la courageuse résignation avec laquelle ils ont, à peu d'exceptions près, supporté les terribles conséquences de leur défaite commande le respect. Ils se trompaient sans doute, une constitution n'était point ce qu'il fallait à la Russie. Le spectacle que les corps délibérans du pays, le sénat et le conseil de l'empire présentèrent pendant les quinze jours d'interrègne qui suivirent la mort d'Alexandre donne la mesure de leur capacité politique. Un pays ne passe point en quelques heures d'un régime comme celui qui est imposé à la Russie depuis des siècles au plein exercice de ses forces; mais les insurgés du 14 décembre n'en étaient pas moins dignes d'intérêt, et le souverain qui règne aujourd'hui sur l'empire n'a pas hésité à le reconnaître. En effet, dès le lendemain de son avénement, Alexandre II s'est empressé de rappeler tous ceux d'entre les insurgés du décembre qui avaient survécu à leurs compagnons d'exil (1). H. DELAVEAU.

(1) En constatant l'intérêt de la narration de M. de Korf, nous ne saurions omettre d'ajouter que la version française de ce livre n'est point irréprochable. Nous n'y relevons pas quelques locutions impropres; mais comment passer sous silence une phrase qui pourrait compromettre singulièrement les connaissances historiques de l'auteur aux yeux du public français? On trouve dans ce récit qu'au moment où l'empereur Nicolas marchait contre les insurgés, son fils le grand-duc Alexandre, alors enfant, s'amusait à colorier une estampe qui représentait Alexandre de Macédoine franchissant le Rubicon. Comme on pourrait imputer cette erreur à M. le baron de Korf, nous nous sommes empressé de recourir au texte russe, et nous avons reconnu qu'elle ne lui appartient pas: c'est le fait du traducteur.

V. DE MARS.

pro-
aleur
écial-
n pa-
oscou
mi de
onseil
plaça
as ces
de la
Trois
ne les
ux, le
rmés.
ection
e dire
ndres-
e aux
ainés.
mmes
l'in-
d. La
tion à
s ont,
éfaite
n'était
ns du
jours
ur ca-
égime
ercice
moins
re n'a
ment,
gés de
LAVRAS.

ometre
'y rele-
phrase
eur aux
Nicolas
nusait à
ubicon.
nes em-
nt pas:

RS.